

UNESCO

**UNESCO-CEPES
CENTRE EUROPÉEN
POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

**L'Enseignement
Supérieur
en Europe**

Dans ce numéro:

**La fuite des cerveaux et le marché du travail universitaire et intellectuel
en Europe du Sud-Est**

Vol. XXIX, No. 3, 2004

L'Enseignement Supérieur en Europe

Volume XXIX Numéro 3 2004

TABLE DES MATIERES

Editorial	295
La fuite des cerveaux et le marché du travail universitaire et intellectuel en Europe du Sud-Est	
La fuite des cerveaux, le gain de cerveaux et la mobilité: théories et modèles prospectifs <i>Bohdan Jalowiecki et Grzegorz Gorzelak</i>	299
L'Albanie: les tourbillons du déséquilibre <i>Fatmir Mema</i>	309
Emploi, éducation, émigration : l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine <i>Margareta Nikolovska</i>	319
La Serbie et Monténégro: les effets catalytiques de l'enseignement supérieur <i>Gordana Zindovic-Vukadinovic</i>	329
La migration de la main d'œuvre en Moldova: le contexte et les moyens de contrôle <i>Petru Gaugas</i>	343
Une jeunesse agitée: l'émigration et l'entreprise en Roumanie <i>Ioan Mihailescu</i>	353
La Bulgarie: les deux tranchants de l'économie et de la démographie <i>Patricia Georgieva</i>	363
Des efforts extensifs de recouvrement: l'exemple de la Croatie <i>Greta Pifat-Mrzljak, Luka Juroš, et Vlasta Vizek-Vidovic</i>	373
Les Roumains à l'étranger: un instantané de la migration de personnes hautement qualifiées <i>Anna Ferro</i>	381
Tribune	
Les changements structurels enregistrés par les systèmes d'enseignement supérieur d'Europe de l'Ouest <i>Svein Kyvik</i>	393
L'accomplissement de la convergence de Bologne: est-ce que l'ECTS manque de faire le point ?	

<i>Terence Karran</i>	411
Comptes-rendus et études bibliographiques	423
Notes sur les auteurs	431

Editorial

« Mobilité académique », « migration des plus éduqués », « fuite des cerveaux », « circulation des cerveaux »: ceux-ci sont les mots accompagnant les modèles de plus en plus accélérés et fluides de mouvement international des personnes hautement éduquées à l'époque de la mondialisation. Cette question très complexe est actuellement d'un grand intérêt, et a été traitée entre autres au début de cette année dans le cadre d'un symposium du World Education Services (du Canada), d'une conférence de l'Association Européenne de l'Université et d'une publication de l'UNESCO sur l'Afrique. Elle demeure une question des plus pressantes en Europe Centrale et de l'Est, où une combinaison de circonstances adverses a projeté durant la dernière décennie un nombre alarmant de citoyens hautement qualifiés, et surtout les plus jeunes, hors du pays et vers d'autres marchés du travail, souvent lointains.

Dans l'analyse de la genèse, des mutations et des conséquences de cette fuite des cerveaux – et le nom est probablement justifié, car le flux provenant de l'Europe Centrale et de l'Est a un volume important et clairement unidirectionnel –, la série de perspectives et de contextes dans lesquels ce phénomène peut être encadré rend l'expérience analytique semblable à un jeu intellectuel de « colin-maillard », où chaque participant ayant les yeux bandés peut découvrir différents aspects, mais la pertinence de l'action et le profil retrouvé restent enveloppés dans une relative obscurité.

Notre tentative est ainsi celle d'en édifier une représentation composite. Ce numéro de *l'Enseignement Supérieur en Europe* présente certaines des facettes du phénomène de la fuite des cerveaux, de la perspective enrichissante de la spécificité régionale. Le centre d'intérêt est ici l'Europe du Sud-Est en principal, et les neuf articles qui composent la thématique de ce numéro sont issus d'articles présentés à l'occasion de la Table ronde internationale sur La fuite des cerveaux et le marché universitaire et intellectuel en Europe du Sud-Est, tenue à Bucarest les 18 et 19 juin 2004. La table ronde a été organisée par l'UNESCO-CEPES, avec le soutien de KulturKontakt Autriche (en coopération avec le Fonds d'innovation du Ministère des affaires étrangères de l'Autriche) et du Ministère des affaires étrangères de la Norvège; son but a été d'identifier et d'analyser l'état actuel de la fuite des cerveaux dans la région, et d'évaluer certaines des évolutions socio-économiques et culturelles qui affectent le marché du travail intellectuel.

La thématique de ce numéro est marquée à ses deux fins par deux articles ayant un intérêt théorique, historique et d'actualité. Le premier, de Bohdan Jalowiecki et Grzegorz Gorzelak, offre une introduction dans le cadre théorique de la fuite des cerveaux depuis les années 1970, et en effet dès l'histoire ancienne. La fuite, le gain et la circulation des cerveaux sont *vieux comme le monde*¹, comme ils l'affirment pertinemment. Les auteurs font une série de réflexions sur le récent effacement du « socialisme réel », qui est lié à la fuite des cerveaux de la région concernée, et offrent également quelques suggestions méthodologiques à l'attention des chercheurs potentiels. Plus essentiellement, les auteurs attirent l'attention sur le problème grandissant de l'apparition d'une fuite *interne* des cerveaux, et en particulier d'une « fuite » domestique des intellectuels hors du monde académique et scientifique et vers d'autres professions.

Dans le dernier article qui clôt la section thématique, Anna Ferro présente un instantané de l'émigration de personnes qualifiées provenant de Roumanie, qui donne vie à sa révision des théories actuelles en matière de fuite des cerveaux et de circulation des cerveaux. En apportant une « micro »-perspective personnelle sur ces questions, l'étude de Ferro sert de contrepoids utile aux études nationales présentées dans le cadre de la thématique. Il est question ici d'une réflexion équilibrée sur des résultats, et l'attention du lecteur peut être attirée à des arguments favorisant les conséquences positives cités à la fois dans la littérature et les expériences personnelles. Cet article représente aussi une contribution pertinente dans le fait que, de même qu'un sorbet qui nettoie le palatin, il clôt le « plat principal » de ce numéro de manière assez rafraîchissante.

Cela étant dit, le sommaire de la section thématique a un caractère bien grave, et les trois

¹ En français dans le texte (ndlr).

articles présentés esquissent un tableau très inquiétant et direct de la fuite des cerveaux en Europe du Sud-Est: les exemples de l'Albanie, de la Macédoine, de la Serbie et Monténégro. Dans ces pays, la combinaison résultant de la restructuration, la pauvreté, l'insécurité et l'impuissance a mené à un vide de capital humain, sous la forme de vagues migratoires successives initiées au début des années 1990.

Fatir Mema présente son analyse sur l'Albanie, où il constate la perte potentiellement irréparable que représente pour le pays l'exode sur une grande échelle de son élite professionnelle et intellectuelle; il met en évidence le fait qu'on doit attendre encore cinq à dix ans avant que les effets désastreux de cette tendance puissent être entièrement sentis ou compris. En plus de l'émigration, l'abandon de carrières académiques et scientifiques par des jeunes diplômés du pays comporte d'importantes conséquences; l'étude du professeur Mema laisse cette question ouverte, en particulier au sujet de l'avenir de l'enseignement supérieur et de l'héritage scientifique de l'Albanie.

On observe dans le cas de la Macédoine les manifestations d'un facteur déterminant de problèmes structurels profonds similaires. L'article de Margareta Nikolovska met également en évidence le rôle de l'enseignement supérieur en tant qu'agent favorisant de la fuite des cerveaux, et remarque la pratique de plus en plus fréquente des jeunes gens qui rejoignent l'enseignement supérieur macédonien afin d'accroître leurs chances de trouver un emploi à l'étranger. Cette idée est développée plus en détail par Gordana Zindovic-Vukadinovic, dans son étude sur la Serbie et Monténégro, qui passe aussi en revue les actuelles circonstances adverses qui encouragent de manière inévitable une culture de l'expatriation. L'article de Zindovic-Vukadinovic illustre la tension existante entre la fuite des cerveaux et l'enseignement supérieur, ayant trait à la fois aux causes et aux conséquences de la fuite des cerveaux dans l'enseignement supérieur serbe. L'idée centrale est que, de différentes manières, les destinées de la fuite des cerveaux et des systèmes nationaux d'enseignement supérieur sont étroitement reliées.

Même si elle ne fait pas partie strictement de la région de l'Europe du Sud-Est, la République de Moldova est également représentée ici et présente une relative variation aux thèmes introduites par les trois études nationales de cas antérieures, en cela que le pays démontre certaines tentatives significatives de régulation. Comme l'explique Petru Gaugas, la situation moldave est désormais caractérisée par l'implication des, et des accords entre les différentes parties du processus de circulation des cerveaux. Il cite plusieurs exemples de négociations entre la République de Moldova et différents pays de destination, ayant principalement le but de réguler la migration de la main d'œuvre – y inclus des flux de travailleurs qualifiés.

Ces quatre articles sont suivis par une autre série de trois études nationales de cas de la région, chacune proposant une approche théorique relativement spécifique. L'étude de cas sur la Roumanie, de Ioan Mihailescu, parle de la combinaison d'intérêts entrepreneuriaux et intellectuels caractéristique aux étudiants roumains d'aujourd'hui et des rapports entre de telles tendances culturelles mondialisées et la fuite des cerveaux. Les nouvelles conceptions du capital culturel et de ses parties constitutives animent une tension grandissante en Roumanie, entre la notion négative de fuite des cerveaux et la plus positive «mobilité trans-frontalière des diplômés». Est-ce le lecteur en mesure de choisir entre les termes et les concepts ?

Dans son article sur la Bulgarie, Patricia Georgieva analyse la pression exercée sur l'enseignement supérieur bulgare par les tendances économiques et démographiques actuelles, incluant la fuite interne des cerveaux. Elle identifie des conséquences comme la baisse du taux de finalisation des diplômes de recherche, le vieillissement de la communauté scientifique, et le décroissement du nombre d'universitaires, qui encourage la prolifération du phénomène désormais commun des «professeurs itinérants», occupant des postes multiples. A travers des données statistiques alarmantes, comme la baisse de 28 pour cent du nombre de personnel actif de recherche entre 1997 et 2002, Georgieva qualifie également la fuite des cerveaux en tant qu'importante menace pour la Bulgarie et pour la région dans son ensemble.

La dernière étude de cas, de Pifat-Mrzljak *et al.* offre une vue d'ensemble également pertinente de la fuite des cerveaux en Croatie. Soutenant que les effets de la fuite des cerveaux ont

été relativement réduits dans leur pays, les auteurs se concentrent sur les possibilités de limiter, voir même de maîtriser le phénomène. Ils analysent le rôle de l'Etat, des universités croates, et des « communautés diasporiques » croates. Les auteurs examinent de manière également pertinente les implications du Processus de Bologne sur leur analyse. Cette perspective essentiellement constructive fait de leur étude une conclusion appropriée aux études nationales et une introduction efficace aux dimensions modernes et généralement positives de la circulation des cerveaux présentées par Anna Ferro.

La lecture des articles présentés ci-dessus nous amènent à saisir certaines tendances que le lecteur peut choisir de garder à l'esprit afin d'élargir sa perspective. La première est que la mondialisation exerce une force centrifuge de concentration, attirant les particularités (y inclus les talents) là où elles existent déjà; en même temps, la mondialisation accélère la différenciation, pour le meilleur et pour le pire. La deuxième, comme le montrent certains des articles, est une sur-simplification censée suggérer que les rapports avec le pays d'origine sont perdus ou rompus à travers l'acte de l'émigration; cela peut s'avérer véridique pour nos buts, en cela que le émigrés qualifiés de succès ont fait preuve dans le temps – au moins dans d'autres pays d'origine, comme l'Inde, le Mexique, la Chine et l'Irlande – d'une ouverture envers la possibilité du retour et du réinvestissement. Est-ce que ce retour du transfert de connaissances constitue un « second mouvement », qu'on peut espérer à constater dans l'Europe du Sud-Est des prochaines cinq à dix années ? La troisième, l'influence de l'esprit entrepreneurial et de la créativité dans la vision du monde des jeunes diplômés et intellectuels d'aujourd'hui, est remarquable. Il semble y avoir un délaissement des activités classiques universitaires et de recherche de la part des jeunes diplômés de la région, et les implications pour le présent et l'avenir de l'enseignement supérieur et de la science sont significatives. A cet égard, l'accroissement de la fuite interne des cerveaux est en même temps le résultat de la montée de l'entrepreneuriat et de la mobilité en tant que principes directeurs de la jeunesse et de la capacité d'adaptation généralement réduite des systèmes d'enseignement supérieur.

Plus que jamais, les articles présentés dans la section thématique mettent en évidence le rôle des communautés académiques et de recherche en tant que facteurs de changement, conscients ou inconscients, dans le processus de « transition ».

La section « Tribune » de ce numéro comporte deux articles; tous les deux traitent des défis posés par l'intégration régionale de l'enseignement supérieur. L'article de Svein Kyvik, « Les défis structurels enregistrés par les systèmes d'enseignement supérieur d'Europe de l'Ouest », propose une typologie intéressante des systèmes d'enseignement supérieur. L'étude présente également les effets centrifuges et convergents des forces de la mondialisation, en cela que les tendances sont remarquablement similaires dans les pays de l'Europe de l'Ouest: le développement de « l'enseignement supérieur non-universitaire », l'avancement du statut des programmes professionnels, et la fusion de petits établissements spécialisés.

La question de la convergence est reprise ensuite par Terence Karran, qui fait un peu de lumière sur son application en matière d'évaluation. L'article de Karran examine le Système européen de transfert de crédits (ECTS) et ses différentes interprétations, lorsque l'ECTS se trouve appliqué dans des cadres nationaux distincts. Conscient des nombreuses défis pratiques inhérents à l'application des objectifs du Processus de Bologne, l'auteur ne remet pas en cause l'ensemble du système: il propose au lieu l'adoption de la référence par critères, ce qui permettrait à l'ECTS de mieux s'accorder aux systèmes nationaux qu'il concerne.

Finalement, mais pas en dernier lieu, ce numéro de *L'Enseignement Supérieur en Europe* comporte les études bibliographiques pour lesquelles il est désormais reconnu, présentées par le toujours élégant Eric Gilder, avec des contributions de Norman Fairclough et de Laura Savage.

Le prochain numéro de *L'Enseignement Supérieur en Europe* aura comme thématique « Les dimensions éthiques et morales de l'enseignement supérieur et de la science ». Dr. Daniel Lincoln, le nouvel Editeur des publications, encourage les chercheurs et les professionnels à soumettre leurs contributions sur ce thème, de même que d'autres articles sur des sujets plus

généraux, destinés à la section « Tribune ».

La fuite des cerveaux, le gain de cerveaux et la mobilité: théories et modèles prospectifs

BOHDAN JALOWIECKI ET GRZEGORZ JERZY GORZELAK

Cet article présente une série de considérations théoriques et méthodologiques traitant de la mobilité géographique et professionnelle des professionnels des sciences, incluant les résultats d'un questionnaire sur grande échelle entrepris par les auteurs en Pologne en 1994. Il ne se rapporte pas directement à d'autres recherches entreprises dans la région, mais reflète des questions spécifiques et des problèmes conséquents.

LA TERMINOLOGIE

Dans la littérature contemporaine le terme de *fuite des cerveaux* se réfère au phénomène par lequel un pays souffre d'un exode de son élite éduquée, à une échelle qui met en danger le potentiel de développement national à long terme. De l'autre côté, le terme opposé de gain de cerveaux est relativement nouveau; il a été conà dans les années 1990 afin de décrire de manière générale les essais, les efforts, les programmes et les projets censés attirer des travailleurs scientifiques vers un pays donné. Pendant que la fuite des cerveaux concerne essentiellement le phénomène spontané accompagnant les décisions de scientifiques concernant leur lieux d'étude et de vie, en absence de toute tentative d'influence de la part des décideurs politiques ou de l'administration étatique, le gain de cerveaux est associé à des efforts délibérés de différentes institutions d'influencer les décisions prises par les scientifiques; ce dernier phénomène dénote des efforts planifiés censés attirer des professionnels de la science vers un pays ou une organisation spécifique, soit-elle académique, de recherche ou industrielle.

Même si le terme de « fuite des cerveaux » est employé assez fréquemment, les études sur la migration des scientifiques professionnels impliquent un haut degré d'ambiguïté terminologique. En langue anglaise, le terme est apparu dans les premières études et publications sur l'exode de scientifiques et de personnes hautement éduquées en général, provenant de pays du Tiers-monde, ayant comme équivalent en langue française le terme de *fuite de cerveau*². Cela fait référence à un pays étant saigné, volontairement ou pas, de sa partie éduquée de sa population. De l'autre côté, le terme d'*évasion* comporte une signification relativement différente; même dérogatoire, celui-ci se réfère plus précisément aux personnes qui quittent leurs pays du fait de conditions de vie difficiles ou de perspectives professionnelles insatisfaisantes (fréquemment citées par les scientifiques en tant que facteur décisif de motivation). Le terme de *migration* est également utilisé; il est plus descriptif, et donc pas entièrement approprié pour caractériser l'exode spécifique de personnel d'établissements scientifiques, de recherche et d'enseignement tertiaire.

Dans les recherches sur ce phénomène, la notion de *mobilité* est la plus universelle et la plus objective; elle inclut à la fois la migration vers l'étranger et les transferts d'emplois – ou du secteur des sciences vers un secteur non-scientifique. Pour cette raison, ce terme neutre est probablement le plus approprié pour définir l'exode de personnel de la science et de l'enseignement tertiaire.

LES TRADITIONS DE LA MOBILITE ACADEMIQUE

Les plus anciennes initiatives qui peuvent être caractérisées comme faisant partie de la fuite des cerveaux remonte probablement aux temps ptolémaïques et à la politique (initiée vers 300 avant J.C.) d'acheter en Grèce un grand nombre d'instruments et d'ouvrages scientifiques – accompagnée

² En français dans le texte (ndlr).

par des efforts faits pour attirer des universitaires grecs à Alexandrie. On peut supposer que ces tentatives ont initié des tendances plutôt durables, puisque beaucoup d'années après, vers 150 après J.C., l'écrivain grec Atheneus faisait remarquer que l'Alexandrie était la destination et la cible des migrations pour un grand nombre de Grecs éduqués, ce qui représentait une perte irréparable pour leur pays d'origine.

Durant l'Antiquité, la Grèce a fourni de la main d'œuvre hautement qualifiée non seulement à l'Égypte, mais aussi à Rome. Déjà au Quatrième siècle av. J.C., une politique massive de gain de cerveaux *vis-à-vis*³ de médecins grecs a été entreprise par les autorités romaines. Cette politique a employé plusieurs moyens, comme l'offre de différents privilèges et de réductions d'impôts en échange de leur établissement à Rome.

En Europe, les premiers indices concernant ce phénomène ont été enregistrés au Huitième siècle. Deux grands dirigeants de l'époque, Charlemagne et Henri II, ont connu le plus de succès dans l'application de cette politique. En 1229, le dernier a publié une lettre par laquelle il invitait des maîtres et des savants d'Angleterre à pratiquer la science et leur garantissait la liberté de choisir leur domicile ainsi que d'autres libertés et privilèges. L'accroissement du nombre d'universités d'Europe, de neuf au Treizième siècle à plus de 80 vers la fin du Quinzième siècle, a également été accompagnée par des déplacements relativement massifs de personnel.

Le Tzar russe Ivan le Terrible a envoyé étudier à l'étranger dix-sept jeunes qui étaient censés apporter à leur retour de la prospérité et des connaissances en Russie. L'expérience a échoué, puisqu'aucun des jeunes ne s'est rapatrié. Une tactique similaire, utilisée par Pierre le Grand au Dix-huitième siècle, s'est montrée plus réussie. Du nombre de cinquante personnes qu'il avait envoyé à l'étranger beaucoup sont rentrés et sont devenus ensuite d'éminents scientifiques ou amiraux (Nekipelova *et al.*, 1994).

La politique poursuivie par certains en matière de gain de cerveaux a été accompagnée par l'adoption de mesure de protection par d'autres. Par exemple, les autorités de Bologne, en Italie, ont formulé des lois qui menaçaient de mort les émigrés potentiels, en certains cas. En général, ces contraintes se sont prouvées inefficaces, si on tient compte du fait que l'université de Bologne a été fermée plusieurs fois, et son ancien personnel universitaire a déménagé afin de créer des universités à Padoue, Vercelli, Pise, Sienna et Florence. Les causes de la migration ont été invariablement familiales: de meilleures conditions de travail, plus de liberté, plus d'argent et moins de contraintes. En 1579, Tycho Brahé remarquait sagement que si un prince était fâché contre un érudit il en était le seul perdant, car l'érudit pouvait toujours le quitter, en emportant son cerveau.

L'époque des découvertes géographiques a ouvert un nouveau chapitre de l'histoire de la migration. Jusqu'au Vingtième siècle, les gens qui émigraient de l'Europe vers l'Amérique du Nord, y inclus les États-Unis, bénéficiaient de niveaux inférieurs de qualification. A l'époque coloniale et après, la migration de scientifiques et de chercheurs a eu lieu des États-Unis vers l'Angleterre et le Canada. Au Dix-neuvième siècle, par exemple, beaucoup d'Américains qui allaient étudier en Europe s'y sont établis au lieu de rentrer. Cette tendance a été nettement renversée après la Deuxième Guerre mondiale (cf. Koblet, 1968; Reed, 1968).

LES CARACTERISTIQUES ET LES CONSEQUENCES DE LA FUITE DES CERVEAUX

Genèse, causes et directions

La migration d'intellectuels peut prendre une des deux formes suivantes: la migration directe, ou l'établissement suivant la fin des études dans un pays donné. Les raisons sont évidents, et résident dans les disparités entre les soi-disant pays développés et en voie de développement. Les émigrés

³ En français dans le texte (ndlr).

d'aujourd'hui sont attirés dans les pays occidentaux par des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail, la stabilité et la liberté politique, et de meilleures perspectives éducationnelles pour leurs enfants. A ces anciennes raisons viennent s'ajouter de nouvelles, comme les guerres ethniques locales, l'instabilité politique et la montée du fondamentalisme religieux.

Les problèmes systémiques, comme les systèmes éducationnels déficients et la gestion inadéquate de la force de travail, sont aussi des facteurs significatifs qui décident de la migration de spécialistes et de chercheurs. Dans beaucoup de pays en voie de développement, un système d'« enseignement pour son propre bien » a été développé indépendamment des objectifs nationaux de développement. Par exemple, en 1961, au Burma, 40 pour cent des ingénieurs diplômés n'ont pas pu trouver un emploi pour plus de 40 mois suivant la fin des études. En 1967, aux Philippines, 70 pour cent du nombre total de chercheurs et de spécialistes travaillant dans le pays étaient employés dans le secteur de la santé. Les dépenses en matière de recherche et développement (R&D) de ces pays ont été moindres et insuffisantes pour la génération de nouveaux emplois.

Une autre cause de l'émigration est le nombre limité de postes vacants dans le pays, qui occupés sont pour la plupart par les élites locales qui les gardent avec jalousie. En outre, les personnes hautement éduquées ont tendance à être frustrées par des réalités culturelles vécues comme la stagnation, l'inertie, la passivité, la superstition, les attitudes anti-innovatrices, la limitation de la liberté politique, le manque de stabilité, les permanents *coups d'état*⁴, et les guerres civiles.

Un autre facteur d'attraction pour les émigrants est le développement rapide du secteur R&D dans les pays occidentaux. Il est intéressant de remarquer que du nombre total de 85.000 de doctorats délivrés aux Etats-Unis dans la période 1960-1982, 55.000 ont été accordés à des émigrés.

Dans les années 1990, comme auparavant, les Etats-Unis ont constitué la destination la plus attractive pour les spécialistes et les scientifiques étrangers. Parmi les spécialistes qui sont arrivés aux Etats-Unis entre 1988 et 1990, les émigrés asiatiques ont constitué le groupe le plus important. Des ingénieurs et des spécialistes en informatique sont arrivés en Amérique à travers différents types de relations professionnelles et sur la base de visas à durée déterminée, pour demander ensuite une résidence permanente. De l'autre côté, des spécialistes en médecine se sont établis en général à travers des relations de famille avec des citoyens américains (Kanjanapan, 1995). Pour ce qui est d'un grand nombre d'émigrés aux Etats-Unis, les relations familiales et pas les compétences ont constitué un facteur important d'attraction.

On a démontré (Chu, 2004) que beaucoup de scientifiques considèrent actuellement les Etats-Unis – de manière assez pertinente – comme le pays offrant des conditions optimales pour la recherche scientifique, non seulement en termes financiers, mais aussi culturels; les principes méritocratiques d'évaluation dépassent la force des rapports informels, des relations et de la « mise en réseau ». Les conditions offertes par les laboratoires ultra-modernes, le travail en équipe, les projets de mise en œuvre – tous ces facteurs déterminent la suprémacie actuelle des Etats-Unis sur l'Europe. En plus de l'offre de meilleurs salaires, il y a d'autres facteurs qui déterminent les scientifiques européens à émigrer aux Etats-Unis, comme la haute qualité des équipements et les niveaux élevés d'investissement.

Dans les pays de l'ancien bloc soviétique il y avait une série spécifique de stimuli qui encourageaient la migration. Les causes principales de la mobilité des scientifiques incluaient des facteurs économiques et le manque de liberté politique, même si les restrictions en matière d'élaboration de passeports réduisaient considérablement le taux d'émigration potentielle de la communauté scientifique. La situation a rapidement changé après l'écroulement de l'ex-Union Soviétique, donnant lieu à un accroissement de l'exode de scientifiques professionnels, observable même avant 1992 (Berry, 1991; Rhode, 1991; Cave, 1991).

⁴ En français dans le texte (ndlr).

Dans les pays qui se confrontent avec un degré important de fuite des cerveaux et à une pénurie constante de personnel hautement qualifié, en particulier dans les universités et les établissements de recherche, l'émigration empêche pratiquement le remplacement de personnel hautement qualifié. Par exemple, l'Université de Harare, au Zimbabwe, a subi une réduction de 30 pour cent de son personnel enseignant en 1992, pendant que l'Université de Makerere, au Kenya, a souffert une réduction de 48 pour cent (Williams, 1992). Les pays en voie de développement doivent fréquemment employer des spécialistes provenant de pays développés, parfois à des coûts exorbitants.

Il est généralement reconnu que les Etats-Unis attirent actuellement des chercheurs de tous les coins du globe dans tous les domaines de la recherche scientifique, surtout en biologie et nouvelles technologies. L'allocation totale du pays destinée à la R&D s'élève à 28 milliards de dollars dans les universités et à 200 milliards de dollars dans le secteur privé. En outre, il y a de nombreuses opportunités d'attirer du capital afin de soutenir des nouvelles initiatives commerciales innovatrices.

Une estimation du volume des transferts

Selon les données de l'UNESCO, durant la période 1961-1979 environ 600.000 spécialistes ont émigré de pays en voie de développement; ils se sont établis principalement aux Etats-Unis (approximativement 60 pour cent), au Canada (environ 20 pour cent) et au Royaume-Uni (environ 15 pour cent). Dans la période de référence, ces trois pays ont absorbé 61.000 docteurs, 100.000 ingénieurs et 120.000 autres spécialistes techniques, qui ont rajouté leur potentiel intellectuel aux économies des pays les plus développés du monde.

Dans beaucoup de pays d'Europe la question de la fuite des cerveaux demeure pertinente. En France, par exemple, le secteur public de la recherche offre 2.500 emplois par an, pendant qu'il sont délivrés 10.000 doctorats tous les ans... Selon le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), 400 étudiants français post-universitaires préparent leurs dissertations doctorales aux Etats-Unis, et plusieurs milliers y reçoivent leur formation doctorale. Ceux qui choisissent de rentrer en France peuvent avoir des difficultés à trouver un emploi, ce qui peut encourager les jeunes scientifiques à prolonger leur séjour à l'étranger (Ricard, 2001). Chu fait remarquer le fait que

... environ 400.000 diplômés européens en science et technologie vivent aujourd'hui aux Etats-Unis et des milliers y vont encore tous les ans. Une enquête publiée en novembre par la Commission Européenne a découvert que seulement 13 pour cent des professionnels scientifiques européens travaillant actuellement à l'étranger ont l'intention de rentrer (Chu, 2004).

Deux études pertinentes ont été effectuées au Royaume-Uni et en Pologne dans l'intention de saisir les dynamiques du phénomène de la fuite des cerveaux dans le domaine de la science. Au Royaume-Uni, la première étude de ce genre a été effectuée pour la période 1975-85, et la deuxième pour la période 1984-1992 (Ringe, 1993), pendant que l'étude polonaise a concerné les périodes 1981-1991 et 1992-1993. Dans l'étude britannique, le phénomène de la fuite des cerveaux a été défini d'une manière relativement distincte par rapport à celle polonaise. Les chercheurs britanniques ont employé le terme pour définir un séjour permanent et des contrats de longue durée d'au moins trois ans. Ils ont enregistré une sensible hausse du taux d'émigration des professionnels scientifiques du Royaume-Uni vers les Etats-Unis; la proportion de membres britanniques de la Royal Society résidant aux Etats-Unis a augmenté de 2,8 pour cent en 1960 à 10,8 pour cent en 1992 (Ringe 1993, p. 48).

On doit néanmoins reconnaître le fait qu'au Royaume-Uni, comme en Pologne, la science a souffert ses plus grandes pertes à cause du transfert de personnel *vers d'autres secteurs de*

l'économie nationale. Au Royaume-Uni, par exemple, ceux qui quittent le pays ne représentent que 24 pour cent des professionnels quittant le domaine de la science (Ringe, 1993, p. 11). En Pologne, le nombre d'émigrants a été encore plus réduit, atteignant seulement 16,7 pour cent dans la période 1992-1993. Les émigrés polonais et britanniques vont principalement aux États-Unis, au Canada et en Europe de l'Ouest. Cependant, leur situation dans les pays de destination ne suit pas le même chemin. Du nombre total d'émigrés polonais dans la période 1992-1993, 87 pour cent continuent à travailler dans la science, les britanniques atteignant les 67 pour cent (Jalowiecki *et al.*, 1994, p. 57; Ringe, 1993, p. 24).

La fuite des cerveaux et l'écroulement du 'socialisme réel'

Au début des années 1990, le marché du travail intellectuel mondial a reçu une infusion d'émigrés provenant de pays ex-communistes. Même si la fuite des cerveaux a existé depuis longtemps dans ces pays, celle-ci a été restreinte par différentes barrières administratives; malgré ces obstacles, plusieurs millions de gens ont émigré des pays ex-communistes dans les années 1980, y inclus une grande partie de spécialistes ayant des diplômes d'enseignement tertiaire. Par exemple, du nombre d'environ 184.000 Juifs ayant quitté l'Union Soviétique pour aller en Israël en 1990, plus de 40 pour cent étaient hautement éduqués. Entre 1980 et 1987, environ 70.000 spécialistes et 10.000 étudiants ont émigré de la Pologne, incluant 47.000 ingénieurs et techniciens, 3.500 docteurs, 4.800 économistes et environ 4.000 scientifiques (Rhode, 1991).

Au début des années 1990 il y a eu des tentatives d'évaluation du volume potentiel de scientifiques émigrés de pays post-communistes et des pays de l'ex-Union Soviétique. A ce but, des enquêtes étendues sur les causes de l'émigration ont été effectuées parmi les chercheurs du secteur de la recherche et du développement de onze pays. L'enquête a mise en évidence le fait que, selon les pays, uniquement entre 2 et 7 pour cent des scientifiques professionnels envisageaient de quitter le pays à jamais. En même temps, ceux qui ne souhaitaient émigrer dans aucune circonstance représentaient environ 15 pour cent de l'échantillon étudié. De l'autre côté, la science a souffert des pertes beaucoup plus importantes à la suite du transfert de scientifiques vers d'autres occupations dans leur pays d'origine. Par exemple, 59 pour cent des scientifiques de Roumanie, 37,6 pour cent de Slovaquie, et 34,1 pour cent de Bulgarie se sont transférés vers d'autres secteurs. L'enquête a clairement démontré aussi que les échanges scientifiques entre l'Europe Centrale, Orientale et Occidentale, très intenses à l'heure actuelle, représentent un facteur positif qui réduit les tendances migratoires (Fiejka, 1996).

L'UNESCO, et surtout son Bureau régional pour la science et la technologie en Europe (ROSTE), a étudié la mobilité du personnel scientifique à la suite de l'écroulement du bloc socialiste. En 1992, le Bureau a organisé, en collaboration avec l'Institut pour le développement régional et local de Varsovie, un séminaire à Madralin (Pologne) qui a rassemblé plus de trente experts de pays ex-socialistes et de l'Europe Occidentale (Hryniewicz et Jalowiecki, 1993). Un suivi du séminaire a été organisé en 1993, à Venice, où des analyses effectuées par des chercheurs polonais dans le domaine ont été présentées et discutées (Biggin et Kouzminov, 1993).

Un phénomène relativement nouveau concernant les pays ex-communistes est l'émergence d'un marché régional sous-européen du travail scientifique, qui encourage la fuite des cerveaux. Ce phénomène a été observé au début des années 1990 en Pologne (Jalowiecki *et al.*, 1994) et en Hongrie; la Pologne a attiré en principal des scientifiques de l'ex-Union Soviétique, pendant que la Hongrie a attiré d'autres nationalités. Par exemple, 7.121 émigrés ont rejoint la Hongrie, dont 17 pour cent étaient composés de scientifiques provenant principalement de la Roumanie et de l'ex-Yougoslavie (Lapcevic-Petkovic et Grecic, 1996, pp. 34-36).

De plus en plus de corporations transnationales ouvrent des filiales dans des pays de l'Europe Centrale et de l'Est. Ce qui les attire est la main d'œuvre relativement bon marché et,

surtout, les immenses marchés. Ces compagnies élargissent aussi le marché du travail intellectuel, en cherchant constamment des spécialistes qualifiés dans différents domaines et en recrutant du personnel exécutif issu de l'offre locale de main d'œuvre.

Aujourd'hui, la demande de main d'œuvre intellectuelle dans les pays ex-communistes est supérieure à l'offre, en particulier dans les nouveaux domaines des banques, des finances et des technologies de l'information. D'un côté, il y a un marché réel, où les diplômés sont vendus à un prix qui correspond approximativement à leur valeur, même si celui-ci est inférieur aux niveaux européens. De l'autre côté, il y a un quasi-marché composé par des entreprises étatiques et par le soi-disant «secteur budgétaire», dont font partie en principal la science et l'enseignement tertiaire. Dans cette vraie relique de l'époque communiste, le prix du travail est déterminé arbitrairement par la bureaucratie d'Etat, sans rapport au niveau des diplômés. Les collèges non-publics (privés), ainsi que les instituts et les centres de recherche privés qui effectuent des études et des enquêtes commandées par des entreprises et des organisations internationales sont une exception relative à cette règle.

La conséquence de ce fait est que la main d'œuvre intellectuelle est «absorbée» du quasi-marché, et ce dernier est dépouillée des spécialistes les mieux qualifiés et les plus jeunes; cette *fuite interne des cerveaux* a lieu sur une échelle beaucoup plus étendue que celle externe. Les deux types de «fuite» de la science et de l'enseignement tertiaire limitent de manière sérieuse le potentiel de l'enseignement supérieur dans les pays de l'Europe Centrale et de l'Est, affectant ainsi négativement leur croissance potentielle.

Les conséquences de la mobilité des travailleurs intellectuels

Il va sans dire que la migration de scientifiques et d'autres spécialistes est profitable pour les pays de destination. Cependant, comme les chercheurs américains l'ont démontré, cela n'est pas toujours vrai, car les spécialistes qui rejoignent les Etats-Unis ont souvent des qualifications inférieures par rapport au personnel existant. Etant donné que ce phénomène est le plus visible en médecine, l'émigration extensive de docteurs arrivera probablement à influencer les standards médicaux des Etats-Unis. On peut également envisager le fait que la cause réelle de cette position est une volonté de protéger le niveau élevé des revenus; l'entrée de spécialistes étrangers, plus expérimentés, pourrait encourager les employeurs à embaucher ces derniers plutôt que de jeunes diplômés locaux sans expérience.

Les pertes du pays d'origine consistent en le fait que, en dépit des sommes investies dans l'enseignement, le pays d'origine acquiert un nombre de spécialistes inférieur à celui envisageable en l'absence de la fuite des cerveaux. Ces pertes relatives sont exacerbées par un processus de sélection à travers lequel les personnes ayant un niveau d'éducation assez élevé choisissent d'émigrer. Par exemple, en 1988, en Pologne, le pourcentage d'hommes hautement éduqués était de 7,7 pour cent du total de la population masculine, tandis que pour les hommes nés en Pologne mais ayant une citoyenneté suédoise il était presque trois fois plus élevé (d'après Józefowicz, 1996, p. 25; aussi, les calculs des auteurs). En Allemagne, 423 personnes qui ont émigré de l'Allemagne de l'Est en Allemagne d'Ouest en 1981-1993 ont été soumises à une enquête; 89 pour cent d'entre elles ont changé leur lieu de résidence après 1989. Pour ce qui est de la population de l'ex-Allemagne de l'Est, le pourcentage de personnes ayant des études secondaires et tertiaires a été de 62 pour cent, et de 84 pour cent parmi les émigrés vers l'Allemagne de l'Ouest (Commission Européenne, 1995).

L'influx migratoire n'est pas toujours traité comme un phénomène positif, et les gouvernements de pays hôtes essaient de limiter le nombre d'émigrés. On devrait mentionner néanmoins que ces pays restreignent l'accès d'émigrés moins éduqués, tout en facilitant celui de

spécialistes hautement qualifiés. Cette approche peut s'expliquer par le fait que l'influx d'émigrés peut aussi être traité comme un gain financier, par lequel un pays donné acquiert un nombre de travailleurs éduqués supérieur à celui qui pourrait être présumé à partir de ses investissements dans l'enseignement secondaire et tertiaire. Cela a été le cas de l'émigration polonaise en Suède dans les années 1990, par exemple (Józefowicz, 1996, p. 25).

Des approches théoriques

Des études récentes sur la fuite des cerveaux ont examiné la problématique de la perspective de la théorie du centre et de la périphérie, illustrée par la définition suivante: «la fuite des cerveaux [comporte] des pertes de potentiel intellectuel des pays en voie de développement, à cause du fait que les étudiants qui étudient à l'étranger ne rentrent pas au pays une fois avoir terminé leurs études » (Das, 1978, p. 145). D'autres auteurs, comme Américo Ramos dos Santos, soutiennent que la fuite des cerveaux est un transfert technologique à l'envers, privant les pays en voie de développement de leurs ressources hautement qualifiées (dos Santos, 1983).

La grande majorité des études comportent de manière plus ou moins spécifique des évaluations des pertes subies par les pays plus pauvres, en principal par les pays en voie de développement, à la suite de l'exode de personnel hautement qualifié vers des centres capitalistes (en principal les Etats-Unis). Explicitement ou implicitement, cela a été présenté comme un exemple de l'exploitation du Tiers monde par des pays capitalistes hautement développés. De l'autre côté, cependant, on a remarqué le fait qu'une des causes de l'émigration est la baisse du nombre d'emplois dans leurs pays d'origine (Das, 1978). Dans la lumière de ces découvertes, l'hypothèse qui suggère l'existence d'un effet positif de l'émigration sur les diplômés universitaires semble assez plausible. Dans un tel cas, l'émigration pourrait être perçue comme un facteur de stabilité politique et de neutralisation des tendances radicales et rebelles des jeunes hautements éduqués (Hryniewicz *et al.*, 1992, p. 38).

Les recherches sur le phénomène de la fuite des cerveaux se sont étendues pour inclure – en plus des pays en voie de développement – des pays européens, et surtout le Royaume-Uni, où on a témoigné dès 1960 d'un exode considérable de scientifiques vers les Etats-Unis. Cela a donné naissance à moult opinions dramatiques, incluant la polémique sur le fait si le Royaume-Uni se confronte à une « idiotisation » (Reed, 1968).

L'amointrissement de la popularité de la théorie du centre et de la périphérie des années 1980 a été accompagné par une diminution de l'intérêt dévolu aux études sur le Tiers monde et la recherche sur la fuite des cerveaux. Il est devenu évident que le néo-colonialisme a apporté plus de pertes que de gains aux anciennes métropoles, et que le maintien des liens avec le Centre était plus profitable pour les anciennes colonies que *vice versa*. Une fois écroulé le cadre idéologique, l'intérêt pour la problématique de la fuite des cerveaux a également diminué, et actuellement ce type de recherches se focalise sur des généralisations statistiques plutôt qu'idéologiques.

DES METHODES DE RECHERCHE SUR LA FUITE DES CERVEAUX

Idées générales

Les statistiques de l'Etat, de paire avec les enquêtes par questionnaires, sont actuellement les sources principales d'information sur l'émigration des scientifiques professionnels. Pour ce qui est des premières, leur utilité est plutôt limitée. Un passage en revue des recherches nous dit que les enquêtes par questionnaire sont une meilleure source d'informations. Ces enquêtes sont effectuées à partir de différents types d'échantillons représentatifs, mais elles sont malheureusement fréquemment limitées à la supervision de groupes occupationnels individuels et n'offrent pas des détails au sujet de l'émigration d'un pays donné. On peut trouver parfois des enquêtes sur les scientifiques basées sur

un échantillon qui est représentatif pour l'ensemble du domaine de la R&D dans un pays donné. Une telle méthode a été employée en Pologne dans une enquête de 1996 sur les projets d'émigration des scientifiques (Fiejka, 1996). Ce type de recherche est toutefois extrêmement onéreuse, ce qui explique d'une certaine manière sa relative unicité. Il est bien regrettable que la règle de la limitation des coûts induit un degré inférieur de représentativité.

Différents pays traitent ce dilemme de plusieurs manières, les meilleurs résultats étant apparemment ceux obtenus par la Pologne et le Royaume-Uni.

L'expérience polonaise

Comme dans le cas d'une étude antérieure, un questionnaire a été envoyé par les auteurs en 1994 à tous les établissements de recherche sélectionnés pour l'investigation. L'étendue de l'étude a été déterminée afin de comprendre tous les centres universitaires, pendant que dans une enquête antérieure seulement huit des plus grands centres éducationnels et scientifiques avaient été examinés: de Varsovie, Cracovie, Wrocław, Poznan, Lublin, Katowice, Gdansk et Łódz. Dans le cadre des centres académiques spécifiques, l'étude a inclus les universités, à l'exception des académies de science physique, les hautes écoles d'art, les académies de police, de pompiers et militaires, ainsi que les académies et les départements théologiques. De l'autre côté, tous les instituts de l'Académie polonaise des sciences ont été pris en considération, et les instituts ministériels effectuant de la recherche scientifique ont également été inclus. Finalement, l'échantillon a été composé par 2.300 instituts, départements autonomes, chaires, etc.

Tous ces établissements de recherche ont reçu un questionnaire concernant la fuite des cerveaux, à la fois externe et interne, avec des questions sur l'emploi de nouveaux scientifiques et sur des questions de financement. En tout, l'étude de 1994 a compris 1.043 unités scientifiques (par rapport aux 1.003 de 1992), employant 30.588 scientifiques (en 1992 – 28.497). Cela nous a permis de présenter en détail la structure de l'emploi de la science polonaise par centres, établissements, magnitude des unités et disciplines scientifiques. L'étude effectuée a été enrichie par 19 entrevues avec des recteurs d'universités de la Haute Silésie, de Cracovie, Lublin, Łódz, Poznan, Rzeszów et Varsovie, avec des secrétaires de plusieurs départements de l'Académie polonaise des sciences et avec des directeurs d'instituts ministériels. Ces entrevues ont présenté la situation existante dans des universités spécifiques, permettant une meilleure compréhension des conséquences de la fuite des cerveaux et une interprétation plus correcte des données statistiques.

Des suggestions pour la recherche internationale comparative sur la fuite des cerveaux

Les données fondamentales

Afin d'assurer une base commune pour les analyses régionales comparatives il est important que les études de cas nationales traitent les questions suivantes:

- présenter les preuves empiriques et les dimensions de la fuite des cerveaux;
- les facteurs qui influencent le phénomène dans le cadre de l'enseignement supérieur, ainsi qu'à l'extérieur de ce domaine, dans le pays donné;
- l'identification des causes communes prévalentes de la fuite des cerveaux;
- l'analyse des transformations principales subies par le marché du travail dans le pays donné;
- la formulation de recommandations concernant les possibles politiques et lignes communes d'action au niveau institutionnel, national et régional.

Il est également utile de présenter les informations statistiques suivantes concernant un pays donné:

1. le nombre d'établissement d'enseignement supérieur (publics et privés).
2. le nombre de membres du personnel académique [enseignants et chercheurs] employés dans les établissements d'enseignement supérieur (publics et privés).

3. le nombre d'étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur (publics et privés), par type d'école.
4. le nombre de diplômés des établissements d'enseignement supérieur (publics et privés), par type d'école.
5. le nombre de scientifiques et de chercheurs employés dans les académiques des sciences et dans toute autre organisation ou tout autre établissement de recherche.
6. la structure de l'emploi dans les établissements de R&D (si possible par domaine) durant la période 1997-2001.
7. Les diplômes et les titres universitaires et scientifiques accordés (si possible par discipline académique principale).
8. les dépenses publiques pour l'enseignement supérieur et la R&D.
9. En outre, des informations et des analyses pourraient être offertes au sujet de:
 - une évaluation du nombre d'enseignants et de chercheurs qui ont résigné leurs postes et ont quitté le pays, ou qui ont prolongé leur séjour à l'étranger au-delà de la période prévue (surtout durant les cinq dernières années);
 - les diplômés qui (selon les informations disponibles) ont émigré ou quitté le pays pour une
 - période indéterminée, et leur pays de destination;
 - les enseignants et les chercheurs qui ont décidé de trouver un emploi dans d'autres établissements académiques ou non-académiques (dans le pays, autres que les remplacements temporaires);
 - le phénomène de l'emploi multiple du personnel académique, et les manières dont il est réglementé (au niveau institutionnel et national)
 - les tendances de l'embauche de nouveaux enseignants et chercheurs.

S'il existe une politique en place concernant les émigrés qui voudraient retourner au pays ? Si oui, indiquer quelles mesures sont en place: des bourses (de quelle durée, en mois); des motivations financières spéciales; des allocations d'emménagement et d'hébergement et toute autre forme de motivation;

Est-ce que les établissements d'enseignement supérieur emploient des citoyens étrangers ? Si oui et si possible, indiquer leur nombre et leurs pays d'origine.

Références

- BERRY, M. J. "Perestroika and the Changing Nature of East-West Scientific Contacts", *Technology in Society* 13 (1991): 151-178.
- BIGGIN, S., et KOUZMINOV, V., eds. *Proceedings of the International Seminar on Brain Drain Issues in Europe*. Venise: UNESCO-ROSTE, 1993.
- CAVE, J. "Political Reform and Scientific Freedom under Gorbachev", *Technology in Society* 13 1-2, (1991): 69-89.
- CHU, J. How to Plug Europe's Brain Drain, *Time Europe*, janvier 2004 <<http://www.time.com/time/europe/html/040119/brain/story.html>>.
- DAS, M. S. "Brain Drain Controversy and Utilisation of Returning Indian Scholars Trained Abroad", *International Review of Modern Sociology* 8 juillet-décembre 1978.
- DOS SANTOS, A. R. "Transferência inversa de tecnologia: conceito e características principais", *Análise Social* 75 19 (1983).

- EUROPEAN COMMISSION. "Commuters and Migrants - Labour Movement from East to West Germany and Their Labour Market Implications", *Employment Observatory* 14 mars 1995.
- FIEJKA, Z. "New Migration Fluxes and Phenomena in Europe: The Labour Force Brain Drain in Central and Eastern Europe, in, ETZINGEL, H., éd., *Final Report on the COST A2 Action*. Utrecht: Netherlands School for Social and Economic Policy Research, 1996.
- HRYNIEWICZ, J., JALOWIECKI, B., et MYNC, A. *Ucieczka mózgów ze szkolnictwa wyższego i nauki*. Varsovie: EUROREG, 1992.
- HRYNIEWICZ, J. et JALOWIECKI, B., éd. *Report of the International Seminar "Transformation of Science in Poland: Brain Drain Issues"*. Technical Report no. 14. Venise: UNESCO-ROSTE, 1993.
- JALOWIECKI, B., MYNC, A., et HRYNIEWICZ, J. *Ucieczka mózgów z nauki i szkolnictwa wyższego w Polsce w latach 1992-93 [La fuite des cerveaux de la science et des universités en Pologne 1992-1993]*. Varsovie: EUROREG, 1994.
- JOZEFOWICZ, A. *Polish Graduates. Employment Careers at Home and in Sweden*. Edsbruk: Akademitryck, 1996.
- KANJANAPAN, W. "The Emigration of Asian Professionals to the United States", *International Migration Review* 29 109 (1995): 7-32.
- KOBLET, H. *The Brain Drain: Facts and Thoughts*. Paper prepared for the Conference on the Conditions and Possibilities of Scientific Co-operation in Europe. Vienne, avril, 1968.
- LAPCEVIC-PETKOVIC, V., et GRECIC, V., éd. *The Migration of Scientists and Professionals*. Belgrade: Institute of International Politics and Economics, 1996.
- NEKIPELOVA, E., GOKHBERG, L., et MINDELI, L. *Emigration of Scientists: Problems, Real Estimations*. Moscou: Centre for Science Research and Statistics, 1994.
- REED, L. *Our Export of Intelligence - A Question of National Debilitation*. Londres: BOW Group Memorandum, Bow Publications, 1968.
- RHODE, B. *East-West Migration/Brain Drain*. Bruxelles: Commission de la CE, 1991.
- RICARD, P. "L'Europe résiste au *brain drain* américain", *Le Monde*, 16 novembre 2001.
- RINGE, M. J. "The Migration of Scientists and Engineers 1984-92", *SEPSU Policy Study No. 8*. The Royal Society and Royal Academy of Engineering, 1993.
- WILLIAMS, P. *Academic Mobility and the Brain Drain*. Paris: UNESCO, 1992.
- Autre littérature**
- ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES. *Déclaration universelle des droits de l'homme*. New York, 10 décembre 1948.
- HRYNIEWICZ, J. "Czynniki rozwoju regionalnego", in, B. JALOWIECKI, éd. *Oblicza polskich regionów*. Varsovie: EUROREG, 1996.
- HRYNIEWICZ, J., et JALOWIECKI, B. *Rynek pracy intelektualnej w Polsce*. Varsovie: EUROREG, 1994.
- HRYNIEWICZ, J., et JALOWIECKI, B. "Ruchliwość pracowników naukowych. Przegląd problematyki", *Zagadnienia naukoznawstwa* 34 1(135) (1998): 29-44.

RUIVO B. *The integration of Portugal in the EEC: What May become, a Case of Brain Drain through Integration in a Regional Economic Market*. Brighton: University of Sussex, 1980.

SHIN-WOONG, P. "The Migration of Scientists and Professionals", in, LAPCEVIC-PETKOVIC, V. et V. GRECIC, éds. *The Migration of Scientists and Professionals*. Belgrade: Institute of International Politics and Economics, 1996.

L'Albanie: les tourbillons du déséquilibre

FATMIR MEMA

La transition vers une économie de marché en Albanie est un processus relativement long et complexe. Il est caractérisé par la démolition des anciennes structures et la mise en place de nouvelles structures, souvent en parallèle, jusqu'à l'apparition d'un système économique nouveau et complètement différent. Au cours de ce processus difficile et innovateur il est apparue une myriade de problèmes interconnectés; un d'entre eux est celui de l'émigration massive, un phénomène inaperçu en Albanie depuis la Deuxième Guerre mondiale.

INTRODUCTION

Après 1990, l'Albanie a subi une migration massive. Ce processus a été lié au départ vers l'étranger de jeunes gens en particulier et à une migration de personnes adultes et d'un grand nombre de familles des régions rurales vers celles urbaines, surtout de l'Albanie du Nord vers le centre.

Ce processus de migration massive a pris essentiellement trois formes:

- 1) L'émigration et la migration interne de la population cherchant un meilleur niveau de vie à l'étranger ou dans les régions urbaines du pays (en particulier dans la capitale). Ce phénomène, très commun au début des années 1990, est toujours en effet.
- 2) La migration des élites vers l'Europe Occidentale, les Etats-Unis, le Canada, etc. Initiée au début des années 1990, l'émigration des élites a augmenté de manière significative après 1995. Ce phénomène est encore présent de nos jours et est prévu se poursuivre.
- 3) L'émigration ou la migration interne des hommes d'affaires. A l'époque où il était difficile de gérer une affaire beaucoup d'entrepreneurs ont décidé d'arrêter ou de revendre leurs entreprises et de quitter le pays, ou ont décidé de déménager vers des régions urbaines développées à la poursuite d'opportunités plus attractives.

Chacune des formes de migration susmentionnées a eu des effets profonds sur le développement social et économique de l'Albanie, et a contribué au déséquilibre de son développement régional. On devrait souligner le fait que la migration de l'élite intellectuelle et de la communauté d'affaires a eu le plus grand effet à cet égard. L'émigration massive de l'Albanie, avec son envergure et son intensité, a alimenté le phénomène de fuite des cerveaux, c'est-à-dire la migration de spécialistes qualifiés de tous les domaines d'activité intellectuelle. Ces spécialistes étaient le produit de plusieurs décennies de formation dans les universités albanaises et les établissements scientifiques et artistiques; certains d'entre eux ont été formés dans des établissements occidentaux, surtout dans les années 1980 et 1990.

A présent, le phénomène de fuite des cerveaux accentue la contradiction entre le droit au développement de la société albanaise, en fonction de ses ressources humaines, et le droit des individus de quitter le pays afin d'atteindre des meilleures conditions de vie et de travail. Cependant, la migration de l'élite intellectuelle est nettement défavorable pour le développement du pays.

LES DONNEES EMPIRIQUES ACTUELLES

La sévère situation socio-économique du pays et son ouverture immédiate au monde apportée par la « transition » sont les facteurs principaux qui ont contribué à l'accroissement de la migration réelle ou potentielle de personnes éduquées.

La migration de main d'œuvre éduquée prend quatre formes:

- a) *La migration directe*, en particulier celle de l'élite intellectuelle vers l'Europe Occidentale, les Etats-Unis, le Canada et même vers l'Australie. Une deuxième forme est la migration de beaucoup d'intellectuels albanais vers l'Europe de l'Est et l'Israël pour des raisons familiales. Durant les années 1950, beaucoup d'Albanais qui sont allés étudier à l'étranger se sont mariés à des personnes étrangères, et se trouvent désormais en relations parentales. Des petites communautés juives ont existé en Albanie depuis des siècles; après 1990, presque la totalité ont quitté l'Albanie pour aller en Israël - ayant dans leurs rangs beaucoup d'intellectuels reconnus.
- b) *Les intellectuels qui ne sont pas rentrés après une période de spécialisation à l'étranger*. Après 190, beaucoup de scientifiques et d'universitaires envoyés à l'étranger en vue d'une formation ont décidé de s'établir dans les pays respectifs. Malheureusement, dans beaucoup de cas leurs emplois n'étaient pas nécessairement en rapport avec leurs spécialisations ou qualifications.
- c) *Les intellectuels qui ne sont pas rentrés après avoir finalisé des études à l'étranger*. Cela a été en particulier le cas de diplômés et d'autres jeunes spécialistes travaillant en tant que chercheurs ou professeurs assistants; ils ont reçu des bourses universitaires en Europe Occidentale ou aux Etats-Unis et ne sont pas rentrés en Albanie à la fin des études. Ils ont pu s'établir sur place ou déménager vers un autre pays, mais en général ils ont trouvé des emplois convenables pour leurs spécialisations et qualifications. Les étudiants inscrits dans des universités étrangères et ayant préféré rester à l'étranger sont inclus dans cette catégorie.
- d) *Les personnes employées par des organisations internationales dans des pays d'Afrique et d'Asie*. Les spécialistes travaillant en tant que personnel local dans le cadre d'organisations ou d'institutions internationales représentent un autre groupe. Le nombre de ces spécialistes a été assez élevé durant les crises de 1997, et étant donné que certains d'entre eux avaient une bonne réputation ils ont continué à travailler pour des organisations internationales, y inclus au Kosovo. Ils sont employés à présent en tant que membres du personnel international dans ces institutions, et travaillent dans différents pays, y inclus l'Afghanistan et l'Irak.

La migration de l'élite intellectuelle albanaise comporte des caractéristiques relativement bien définies. Même si le chiffre total paraît difficilement quantifiable, il est considérable et il devrait être traité sérieusement. Les raisons du départ sont clairement basées sur l'attrait des pays développés: des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail, la stabilité politique, et de meilleures opportunités éducationnelles. Dans le cas de l'Albanie, ce dernier facteur de motivation est très puissant. Un autre attrait est celui de meilleures conditions de travail dans la recherche et le développement (R&D), d'un accès étendu à la littérature de dernière heure, et des rencontres avec des spécialistes étrangers dans différents domaines.

Ainsi, l'Albanie a financé l'éducation de spécialistes, et dans certains cas a financé leur formation à l'étranger, mais ne reçoit point de retour sur son investissement; on peut prendre en considération la promotion des Albanais à l'étranger, leur capacité d'attirer des investissements étrangers, ou même leurs recherches sur l'Albanie. Mais un sérieux problème concernant la migration d'intellectuels est que certains des meilleurs professeurs et chercheurs universitaires albanais en font partie. Leurs établissements ont du mal à former de nouveaux professionnels censés les remplacer, puisque ceux-ci sont par nature plus jeunes et moins expérimentés. En outre, les diplômés les plus qualifiés préfèrent commencer leurs carrières en joignant des établissements internationaux plutôt que la vie académique, du fait des salaires inférieurs et des mauvaises conditions de travail. Dans ces circonstances, les universités et les établissements scientifiques manquent les meilleurs jeunes

spécialistes censés remplacer leurs propres spécialistes ayant émigré, intégré d'autres secteurs ou retraités. Les effets de la fuite interne des cerveaux sont donc plus profonds dans les établissements scientifiques et dans les universités de province.

Du fait de la fuite interne des cerveaux, la science albanaise souffre des pertes importantes. Les secteurs privé et public (les établissements d'administration publique et financiers) occupent une position privilégiée, pendant que les autres parties du secteur public, comme l'enseignement, la science et la santé ne peuvent pas offrir des salaires compétitifs; cela explique encore plus la magnitude de la fuite interne des cerveaux de la science et de l'enseignement supérieur. Le système actuel de financement de la recherche scientifique n'arrive pas non plus à réduire la migration des chercheurs, parce que les quotas de financement sont considérablement inférieurs à ceux pratiqués à l'étranger.

Des conclusions et des analyses effectuées par des chercheurs albanais sur la fuite des cerveaux (Gëdeshi *et al.*, 1999, p. 102) montrent que le nombre d'universitaires et de chercheurs ayant émigré d'universités et d'établissements scientifiques albanais entre 1990 et 1998 est considérable. Selon une étude effectuée par le Centre albanais pour les études socio-économiques (1998), environ 35,8 pour cent du nombre total⁵ de chercheurs et de pédagogues universitaires employés en 1997 ont émigré. Ce flux est indubitablement beaucoup plus élevé par rapport à celui existant dans d'autres économies en transition de l'Europe Centrale et de l'Est et est censé augmenter.

L'émigration de l'élite intellectuelle albanaise comporte certaines caractéristiques principales:

- a) *Il s'agit principalement de jeunes chercheurs et universitaires.* Les chercheurs expérimentés ont du mal à s'intégrer dans le style de vie et la culture du pays (occidental) hôte, tandis que les jeunes chercheurs et universitaires ont moins de handicaps.
- b) *Les hommes forment la grande majorité* (plus de deux tiers). Selon la psychologie patriarcale prévalente dans la société albanaise, les hommes peuvent s'adapter plus facilement aux standards de vie d'un pays étranger.
- c) *Le nombre d'émigrés célibataires augmente.* Cela est probablement le résultat de la prédominance de jeunes gens dans les rangs de la main d'œuvre qualifiée.
- d) *La plupart de gens ont émigré avec leurs familles* (estimés une fois de plus à deux tiers). La famille albanaise est basée sur des rapports traditionnels puissants, pas seulement avec la famille immédiate mais aussi avec d'autres parents consanguins. C'est pourquoi beaucoup de spécialistes prennent la décision d'aller rejoindre leurs parents qui se trouvent déjà dans d'autres pays. Un facteur important est la recherche de meilleures opportunités éducationnelles.

La fuite des cerveaux coïncide avec l'ouverture de frontières nationales, et avec les réformes libérales radicales qui ont été très mal vécues par la population. Ces réformes ont apporté un écroulement radical des salaires réels et des licenciements massifs dans les établissements scientifiques du pays; en 1991, 1992 et 1993, le nombre d'intellectuels émigrés a atteint son sommet, du fait de la baisse de la production et du niveau de vie. A partir de 1993, le nombre d'intellectuels et l'intensité de l'émigration de l'élite intellectuelle ont décliné, principalement à cause du renforcement des politiques d'immigration des pays de l'Europe de l'Ouest. La fuite des cerveaux de l'Albanie a augmenté à nouveau en 1997, du fait d'un renouveau de la crise économique et de la rupture sociale. Le nombre d'émigrés intellectuels est estimé avoir baissé après 1998, mais selon certains chercheurs il demeure élevé.

Selon des enquêtes antérieures effectuées par des ONG albanaises, les Etats-Unis, où se sont établis 23 pour cent des émigrants, et la Grèce et l'Italie, avec 19 et 18 pour cent

⁵ Selon l'INSTAT, le nombre total de chercheurs et de professeurs universitaires s'élevait en 1997 en Albanie à 2.500 personnes.

respectivement, sont les pays de destination les plus populaires. D'autres pays de l'Europe de l'Ouest, comme la France (13 pour cent) et l'Allemagne (environ 7 pour cent), occupent des places préférentielles. La fuite des cerveaux de l'Albanie, à la différence d'autres pays en transition (la Pologne, la Slovénie, la Bulgarie, la Roumanie, etc.) est majoritairement dirigée vers les pays voisins, comme la Grèce et l'Italie, mais aussi de plus en plus aux Etats-Unis et au Canada.

Un grand nombre d'intellectuels ayant accompli leurs spécialisations en Europe de l'Ouest, y passant des périodes de plusieurs mois ou années, choisissent de ne plus retourner. Ce phénomène est plus fréquent parmi ceux qui passent entre six et douze mois ou plus à l'étranger, fait auquel s'ajoutent des facteurs comme l'affinité culturelle, la disponibilité d'un permis de travail, l'infrastructure de recherche scientifique, etc.

Un problème important consiste en le manque de données concernant le nombre de diplômés ayant émigré ou quitté le pays pour une durée indéterminée. Les universités albanaises ne disposent d'aucune information sur leurs anciens étudiants après la fin des études. L'attitude prévalente des universités est qu'elles n'ont aucune obligation ou aucun intérêt vis-à-vis de leurs anciens diplômés. Même pour ce qui est des diplômés qui demeurent en Albanie il n'y a pas d'enregistrements concernant les accomplissements professionnels, la migration, etc.

LES FACTEURS QUI INFLUENCENT LA FUITE DES CERVEAUX DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Les facteurs économiques

Par comparaison à d'autres économies en transition, le niveau réel de l'émigration d'intellectuels albanais est élevé et les chercheurs l'estiment à environ un tiers. Les études sur la fuite des cerveaux montrent que dans ce cas nous avons à faire à un phénomène déterminé principalement par des facteurs économiques (Ditter et Gëdeshi, 1997). Dans les derniers trois ou quatre ans, la condition financière de la science et de l'enseignement supérieur a continué à se détériorer, à mesure que le décalage de revenus entre le secteur privé et celui universitaire et scientifique augmente. Comme une conséquence de ce fait, les employés d'établissements scientifiques et universitaires se sentent sous-estimés et sous-payés et quittent leurs postes.

Le soutien insuffisant alloué à la recherche scientifique par le gouvernement et les institutions internationales représente un autre facteur qui a influencé des spécialistes universitaires et scientifiques à quitter leurs postes. Le budget de l'Académie des sciences est trop bas ; selon le professeur Ylli Popa, président de l'Académie albanaise des sciences, Le budget annuel de [l']Académie des sciences (incluant les frais de fonctionnement, les salaires du personnel, et les réparations) est d'environ 35 millions de dollars américains. Cela ne suffit pas pour stimuler la recherche. Mais la situation s'est améliorée depuis 1997, parce que peu à peu nous avons réussi à augmenter le budget (Entrevue, 20 avril 2004).

Les fonds disponibles sont perçus comme rétrécissant, pour deux raisons:

- Un affaiblissement de l'intérêt politique envers l'Albanie de la part des pays-donneurs occidentaux;
- L'incapacité des chercheurs et des établissements albanais d'obtenir des fonds supplémentaires.
- L'instabilité sociopolitique du pays
- L'instabilité sociopolitique a eu un effet puissant en Albanie et a conduit à la destruction sur une grande échelle de la propriété et de l'infrastructure (y inclus des coopératives agricoles) dans tous les départements albanais au début des années 1990.

Après environ cinq ans, le pays est tombé dans un collapse total lorsque les schémas pyramidaux ont fait faillite fin 1996 et début 1997. Au cours de cette période, beaucoup d'affaires ont été anéantis et le gouvernement a perdu le contrôle sur la plupart du pays. Les effets négatifs de l'instabilité persistent; une moindre vague de destruction a eu lieu en automne 1998 à Tirana, la capitale.

A compter de 1991, la situation sociopolitique du pays a eu un effet déplorable sur ses projets d'avenir, la raison pour laquelle beaucoup d'intellectuels albanais sont arrivés à la conclusion que leur futur est ailleurs. Beaucoup demeurent sceptiques pour ce qui est de l'amélioration à court terme de leur situation économique et de leurs conditions de travail.

Les facteurs psychologiques

Les facteurs psychologiques sont une forte déterminante de la migration d'intellectuels. A cause de la situation sociale et économique oscillante et du niveau élevé de la corruption, la volonté des intellectuels de quitter le pays a augmenté. Selon l'Index de perception de la corruption pour l'année 2004, l'Albanie souffre beaucoup plus que la plupart des autres pays balkaniques. Le niveau élevé de la corruption a suscité une défaillance au niveau du moral des intellectuels.

Un amendement à l'Art. 24.1 du *Code Civil* de 1994 autorisait le renvoi d'employés d'universités publiques et d'établissements d'Etat sans aucune raison, en fonction du processus de restructuration. Par le biais du *Code*, beaucoup de dirigeants d'établissements, de professeurs universitaires et de chercheurs d'établissements scientifiques ont été renvoyés, officieusement pour leurs convictions politiques. Malheureusement, aucun établissement n'a gardé des registres comportant le nombre de spécialistes chassés de leurs postes ou positions de direction durant cette période.

Les causes communes prédominantes de la fuite des cerveaux

Une analyse des activités d'intellectuels émigrés dans les pays hôtes révèle des résultats intéressants. Il en ressort que les sujets de la fuite des cerveaux s'inscrivent dans deux grandes catégories.

Le premier groupe est représenté par ces intellectuels qui ne travaillent pas dans leur domaine de spécialisation. Les données disponibles pour les Etats-Unis, par exemple, montrent que les politiques d'émigration poursuivies par ce pays ne se focalisent pas sur une évaluation des connaissances et de l'expérience de ceux qui viennent aux Etats-Unis, mais plutôt sur une préservation des niveaux courants de qualification de la population (Quinet, 1993). La politique de migration de différents pays joue un rôle important dans la détermination des projets d'intégration. Par exemple, les émigrés albanais ont tendance à s'intégrer moins dans les pays environnants (en particulier en Grèce), comme une conséquence de leurs politiques. De l'autre côté, beaucoup d'émigrés albanais étaient spécialisés dans des domaines qui n'étaient pas requis par les pays choisis, ou leur spécialisation était étroitement associée au contexte de l'Europe de l'Est et était donc incompatible. Les postes dans les professions « col blanc » sont hautement concurrentiels dans les pays occidentaux, et les émigrés qualifiés doivent souvent lutter pour trouver un emploi à ce niveau dans leur spécialisation.

Le deuxième groupe concerne les intellectuels qui sont intégrés dans des universités, des laboratoires ou des industries en Europe de l'Ouest ou en Amérique du Nord. Ces intellectuels étaient les plus qualifiés, et la majorité ont acquis leurs spécialisations dans des universités et des établissements scientifiques occidentaux, pour des périodes cortès, moyennes ou plus longues de temps. A moyen et long terme, l'émigration de ce groupe peut apporter des effets positifs, à travers les liens et les ponts établis entre des établissements, les projets communs de recherche, et l'échange de connaissances et d'expérience. Dans le cas du rapatriement, ce groupe d'intellectuels, connaissant les théories et les méthodes actuelles, est capable non seulement de ranimer les établissements et les laboratoires, mais aussi de relancer la vie économique, sociale et politique albanaise.

En général, la perte de vitalité des établissements scientifiques albanais, où l'âge moyen des chercheurs augmente continuellement, constitue une véritable inquiétude. Selon une enquête effectuée en 1995 par l'ancien Comité pour la science et les techniques,⁶ l'âge moyen des chercheurs était de 44,2 ans et montant. La fuite des cerveaux pose des questions concernant la continuité de l'héritage scientifique du pays, et en effet l'avenir des secteurs traditionnellement reconnus pour leur esprit dynamique et innovateur.

Quel est-il l'effet général de la fuite des cerveaux sur le développement de la société albanaise ? L'effet positif de l'émigration intellectuelle sur le développement économique semble être très limité. On peut penser à l'influx d'argent envoyé par les émigrés à leurs familles et amis d'Albanie; un autre effet positif de l'émigration intellectuelle, à court terme, peut être la baisse de la pression exercée sur le marché national du travail. De manière plus significative, beaucoup d'Albanais de l'étranger ont commencé de regarder à nouveau vers l'Albanie, encourageant les rapports et la coopération à différents niveaux, à travers des projets divers.

Les changements subis par le marché du travail intellectuel

L'Albanie soit créer un milieu plus favorable pour les investissements étrangers, afin de stimuler le marché du travail intellectuel à travers l'embauche de spécialistes qualifiés dans différentes disciplines.

Jusqu'ici, le marché du travail intellectuel s'est étendu vers des spécialisations d'entreprise, bancaires, financières et informatiques, ainsi que vers certaines spécialisations techniques. De l'autre côté, le marché du travail est régi dans les universités par la bureaucratie de l'Etat, une relique du communisme. Les universités albanaises se confrontent non seulement à un déplacement de leurs employés les plus qualifiés, mais aussi à des difficultés de recrutement. Comme une conséquence, les travailleurs intellectuels sont absorbés par le quasi-marché et les fuites de la science et de l'enseignement supérieur affaiblissent sérieusement la production de personnel universitaire. Les conséquences catastrophiques de ces tendances existantes en Albanie pourront se manifester dans cinq à dix ans. En plus, les universités ou le Ministère de l'éducation et de la science ne disposent pas de centres de conseil professionnel pour les étudiants en rapport avec les besoins du marché du travail.

Comme une conséquence des niveaux de salarisation insuffisants du personnel académique albanais, il est assez normal pour les universitaires d'avoir en général un deuxième travail. Ce double emploi est légal, ce qui signifie qu'en pratique beaucoup de membres du corps universitaire ne se trouvent sur campus que quelques heures par semaine (dans beaucoup de cas, seulement lorsqu'ils ont des cours) et leurs rapports avec les étudiants sont peu fréquents.

Un grand nombre de nouvelles universités sont apparues dans différentes villes et connaissent une expansion continue; dans beaucoup de cas, cela est fait en l'absence d'un minimum de personnel enseignant qualifié. Pour cette raison, le niveau éducationnel offert par ces universités est discutable. L'apparition d'universités privées albanaises se trouve dans son enfance, et la première université privée – L'Université New York de Tirana – a été fondée en octobre 2002. Une deuxième université privée a ouvert ses portes durant l'année universitaire 2003/2004, proposant un seul diplôme, en jurisprudence. Le Ministère de l'éducation et de la science a également reçu trois nouvelles demandes d'ouvrir de nouvelles universités durant l'année universitaire 2003/2004.

Il n'y a que quelques cas où des spécialistes émigrés sont rentrés en Albanie parce qu'ils n'ont pas pu s'intégrer dans la vie sociale et économique de leurs pays de destination. Il n'y a pas de politique favorable pour les professeurs et les spécialistes d'établissements scientifiques voulant

⁶ En 1997, le Comité est devenu une partie du Ministère de l'éducation et de la science.

rentrer en Albanie, et le plus souvent leurs établissements locaux ne sont pas réceptifs. En effet, les universités et les autres établissements scientifiques n'ont pas de dossiers ou de données sur les personnes ayant travaillé à un certain moment dans leurs établissements, et sur ce qu'ils sont devenus depuis. L'Académie des sciences, par exemple, n'a pas de données concernant son personnel de recherche, le Ministère de l'éducation et de la science et l'Institut pour les statistiques (INSTAT) n'ont pas de données concernant le nombre de chercheurs et leurs destinations ou remplacements. Dans ces conditions on ne peut que faire une estimation des chiffres en cause.

En même temps, l'infrastructure des établissements de recherche scientifique qui se trouvent sous l'autorité de l'Académie des sciences est en mauvais état, créant des conditions impropres de travail et un sentiment de découragement dans les rangs des chercheurs. Pour ce qui est d'autres établissements scientifiques, comme ceux qui se trouvent sous l'autorité du Ministère de l'agriculture, nous pouvons rapporter les problèmes suivants:

- Du personnel relativement âgé, employant des méthodologies dépassées;
- Des connaissances en principal en langue russe, et un appui fondé sur des anciens manuels russes spécialisés;
- Du travail basé uniquement sur les fonds limités alloués par le Ministère de l'agriculture, menant à une pénurie d'équipement de travail et finalement à des résultats discutables;
- Peu ou pas de projets financés à travers des accords bilatéraux, multilatéraux ou internationaux;
- Peu de liens avec d'autres établissements de la région ou d'ailleurs;

En 1991 il y avait dix-huit établissements scientifiques qui fonctionnaient sous la juridiction du Ministère de l'agriculture, comportant 4.654 employés, dont seulement 7,3 pour cent étaient des chercheurs. En 2004, à la suite d'un processus de restructuration (à travers une fusion), il y a seulement dix établissements scientifiques avec un personnel comptant 712 employés, dont les chercheurs représentent pas plus de 18 pour cent.

Dans ces établissements, le travail scientifique est perçu comme étant de mauvaise qualité; les publications diffusées par les établissements qui se trouvent sous l'autorité de différents ministères sont peu nombreuses et dans certains cas inexistantes. La direction de ces instituts reçoit un caractère secondaire, ce qui démontre leur relatif manque d'importance.

Recommandations pour des futures politiques et lignes d'action

La fuite des cerveaux de l'élite intellectuelle albanaise est un phénomène indésirable qui accompagne la transition économique et comporte des conséquences négatives pour le développement socio-économique du pays. Elle réduit le nombre de chercheurs, d'ingénieurs et de pédagogues, dont la majorité ont été formés à l'étranger; elle restreint aussi le segment de chercheurs jeunes et d'âge moyen, dont le taux d'émigration est très élevé.

Les universités, les établissements scientifiques et les laboratoires ont simultanément cessé d'être attrayants pour les chercheurs jeunes et doués, à cause des moindres salaires et du manque de perspectives. Ainsi, les conséquences de la fuite des cerveaux seront généralement négatives à moyen et à long terme pour l'Albanie. Cependant, on doit remarquer ici que le phénomène a une nature très difficile et complexe; il ne devrait pas être laissé à la portée de mesures spontanées et improvisées, mais il devrait être plutôt assujéti à la régulation et au contrôle par des corps gouvernementaux.

Malheureusement, les moyens matériels et financiers dont disposent les établissements étatiques pour empêcher la fuite des cerveaux sont très limités. Avec un niveau si élevé de la fuite des cerveaux en Albanie on voit se profiler à l'horizon une pénurie permanente de personnel

hautement qualifié dans les universités et les établissements de recherche. D'autres facteurs importants incluent les conditions de travail et de vie des universitaires dans le pays.

L'action est une priorité, mais dans la lumière du manque d'informations, de la bureaucratie et de l'indifférence, cette opportunité d'œuvrer au bénéfice du pays peut être perdue. Certaines économies en transition d'Europe Centrale et de l'Est ont mis au point des soi-disant fonds de rapatriement, censés limiter la fuite des cerveaux par le retour de certains des intellectuels exceptionnels employés en Europe Occidentale et aux Etats-Unis à travers des salaires compétitifs (Andreff, 1998). Une initiative similaire a été prise temporairement par la Open Society Fondation pour l'Albanie, offrant une triple augmentation salariale aux fonctionnaires de l'administration publique albanaise recrutés internationalement.

Dans le cas de l'Albanie, qui a connu une longue période d'isolation à la fin des années 1980, le besoin des intellectuels émigrés de construire des ponts, d'établir des mécanismes de coopération et d'initier des projets communs de recherche a une signification particulière. Du point de vue politique, économique, social et scientifique, ce type de coopération pourrait accélérer et préparer l'intégration du pays dans l'Union Européenne.

La limitation de la fuite des cerveaux et l'encouragement de l'élite intellectuelle à rentrer en Albanie requièrent indubitablement la création d'une politique nationale, avec une claire stratégie à moyen et long terme. Il est certain qu'afin d'appliquer une politique scientifique de succès on nécessite certaines conditions macroéconomiques: une économie de marché stabilisée, un milieu de régulation permettant le développement à long terme, des marchés de capitaux, une politique industrielle à long terme, etc. Le gouvernement devra aussi traiter des problèmes concernant le financement de la science et de l'éducation, la gestion et l'administration, et leurs conditions inférieures de travail.

Parmi d'autres mesures censées être entreprises, on recommande l'application d'un système de contrats établis avec ceux qui vont à l'étranger pour la formation et la spécialisation. L'individu qui se qualifie pour recevoir une formation à l'étranger pourrait signer un contrat avec l'établissement qui lui accorde la bourse, offrant ses services en Albanie pour une période de temps donnée.

L'accroissement du nombre d'accords de coopération scientifiques et intergouvernementaux contribuera aussi à l'accroissement de la mobilité dans le cadre de la communauté scientifique internationale et renforcera la coopération internationale directe entre des universités et des établissements scientifiques de différents pays. Ces accords peuvent apparaître sous la forme de projets communs, d'emplois temporaires sur une base contractuelle dans des universités et des établissements scientifiques étrangers, de participations à des conférences et à des séminaires, et d'échanges d'informations entre des universités ou des centres impliqués dans des domaines communs de recherche. Des politiques pertinentes de publication pourraient faciliter la dissémination et l'évaluation de l'activité des chercheurs albanais.

Enfin, mais pas en dernier lieu, pour ce qui est de la régulation des flux migratoires, il y a la modernisation économique de l'Albanie. L'accomplissement du changement socio-économique est certainement lié aux investissements étrangers directs, qui ont été jusqu'ici limités. D'un côté, la migration intellectuelle restreint les investissements étrangers directs; de l'autre, le manque d'investissements étrangers encourage la migration intellectuelle. On n'a pas pu trouver jusqu'ici une solution à ce problème. Un moyen efficace de diminution de l'intensité de la fuite des cerveaux est d'ouvrir l'économie au processus de mondialisation. Même déplaisant, cela peut s'avérer dans le temps le seul moyen pour l'Albanie d'aborder le marché intellectuel international dans de meilleurs termes.

La plupart des universitaires continuent à travailler dans des universités seulement parce que leur statut universitaire leur offre une 'carte de visite', qui est la bienvenue pour d'autres occupations à mi-temps, comme le conseil, les activités bancaires, les organisations non-profit et ainsi de suite. L'aspect positif de la pratique d'avoir plusieurs emplois et de celle de recruter des remplaçants

sous-qualifiés est uniquement que ces conférenciers apportent dans le cadre du processus d'enseignement l'expérience des affaires quotidiennes.

Le rôle crucial de la science et de l'enseignement supérieur dans le monde contemporain n'a pas été bien compris dans le contexte albanais.

Références

ANDREFF, W. "S&T and the Future of Economies in Transition: An Economic Perspective", in, MESKE, W., MOSONI-FRIED, J., ETZKOWITZ, H. et NESVETAILOV, G. *Transforming Science and Technology Systems - the Endless Transition?* NATO Science Series: Science & Technology Policy 23. IOS Press, 1998.

Code civil de la République d'Albanie. Loi no. 7850 du 29 juillet 1994.

DITTER, J-G., et GËDESHI, I. "Conditions économiques et emigration des élites intellectuelles en Albanie", *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien* 23 (janvier-juin 1997). Paris: CERL.

GËDESHI, I., MARA, H., DHIMITRI, R., et KRISAFI, K. *Aspects of Emigration of the Intellectual Elite from Albania during the Transition Period in Albania*. Tirana: Centre for Economic and Social Studies, 1999.

Entrevue avec le professeur Ylli Popa, *Albania*. Mardi, le 20 avril 2004.

QUINET, A. "Migrations économiques", *Analyses de la SEDEIS* 92 (1993).

Autre littérature

DISHNICA, T. *Agriculture Research in Albania: A Monograph*. Tirana, 2002.

ASSEMBLEE GENERALE DE LA REPUBLIQUE D'ALBANIE. *Sur le statut des fonctionnaires publics*. Loi no. 8549 du 11 novembre 1999.

INSTITUTE OF STATISTICS. *Education: Statistics and Indicators 1991-2002*. Tirana: INSTAT, décembre 2002.

INSTITUTE OF STATISTICS. *Labour Market 2002*. Tirana: INSTAT, 2003.

INSTITUTE OF STATISTICS. *Statistical Yearbook 1992-2001*. Tirana: INSTAT, 2001.

JALOWIECKI, B., MYNC, A., et HRYNIEWICZ, J. *Brain Drain from Science and Universities in Poland 1992-1993*. Varsovie: EUROREG, 1994.

MEMA, F. "Immigration and Urbanization", *Demography Magazine* 2 (1998).

MEMA, F. "Some Features of Albanian Emigration in Italy", *Economy and Transition Magazine* 1 23 (2000).

MEMA, F. "Urbanization or Ruralization for the Industrial Towns", *Study of Population Magazine* 1 (1998).

Emploi, éducation, émigration: l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine

MARGARETA NIKOLOVSKA

Le processus de transition dans l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine a été marqué, depuis son indépendance acquise en 1991, par une crise économique sévère, qui a conduit à une importante hausse du taux de chômage (31,9 pour cent en 2002) et de pauvreté (22,7 pour cent en 2001). La situation turbulente existante dans la région des Balkans (la guerre dans les pays de l'ex-Yougoslavie) et finalement le conflit interne de 2001 ont créé une forte tendance migratoire.

Cette étude se propose premièrement de fournir des exemples concernant la migration et l'exode de main d'œuvre qualifiée. Elle examine plus en détail les causes de la fuite des cerveaux, les politiques actuelles du pays qui se proposent de s'attaquer au problème, et offre quelques recommandations pratiques à l'attention des décideurs politiques dans le domaine de la fuite des cerveaux. L'article analyse les rapports entre le chômage des personnes hautement qualifiées dans l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine et la « fuite des cerveaux ». L'article examine également la situation de l'enseignement supérieur: pourquoi est-ce que le nombre d'étudiants domestiques a augmenté si radicalement au cours des dernières années et pourquoi est-ce que de plus en plus d'étudiants choisissent d'étudier à l'étranger? Quels seront les dommages provoqués par cette tendance à court et moyen terme? Est-ce qu'il y a des manques à gagner de l'émigration de personnes hautement qualifiées qui compensent ou même améliorent les projets de développement du pays-source?

INTRODUCTION

Cet article n'offre pas de réponses définitives. Le processus de fuite des cerveaux dans un pays comme la Macédoine constitue un exemple typique: beaucoup doit encore être fait afin d'avancer la compréhension des rapports existants entre la fuite des cerveaux et la croissance du pays. La perspective de cette étude est limitée par le fait qu'il existe peu de données sur ce phénomène; cependant, beaucoup d'efforts ont été faits afin d'apporter des données secondaires qui puissent mener à des conclusions indirectes concernant le cas de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine.

On n'a pas adopté dans le pays des politiques gouvernementales officielles relatives à la fuite des cerveaux. La migration de main d'œuvre hautement qualifiée de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine est fondamentalement ignorée, et dépend largement des politiques et des mesures des pays voisins et du soi-disant « Ouest »: les pays de l'Union Européenne, le Canada, les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle Zélande. Cela rend l'étude encore plus complexe; beaucoup doit encore être fait afin d'apprendre les leçons de la pratique et de l'histoire d'individus et de communautés locales. Leurs attitudes concernant le fait de partir travailler à l'étranger, qui dans certains cas concernent la survie et dans d'autres un meilleur emploi, pourraient être une source utile de connaissances dans le but de développer des politiques nationales pertinentes censées lutter contre ce phénomène.

Le cadre de la fuite des cerveaux

Le volume et l'intensité de la migration de la République de Macédoine vers des pays étrangers sont fondamentalement déterminés par les changements subis par le développement socio-économique et la stabilité politique du pays. Les changements concernant les restrictions et la sélectivité des politiques d'émigration dans les pays récepteurs influencent également le processus migratoire. Même si on considère que le pays est caractérisé par un important potentiel migratoire on ne dispose pas d'études plus détaillées dans cette matière. On peut néanmoins conclure, à partir de certains indices, que le souhait de partir à l'étranger est largement partagé par les différents segments de la population et est particulièrement aigu parmi les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. Durant les années 1990, le nombre de Macédoniens qui voulaient quitter le pays temporairement ou pour toujours, si l'occasion se présentait, a augmenté continuellement. Même si la Macédoine ne dispose pas d'informations statistiques concernant l'intensité de l'émigration, certaines données existent, et à partir de ces informations il est possible de tirer certaines conclusions.

Les indicateurs économiques et la reconstruction

Après la séparation de la République Fédérale de Yougoslavie en 1991, l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine est tombée initialement dans un malaise économique. Elle a connu une inflation sérieuse durant les premières années suivant l'indépendance, à cause de changements structurels. A compter de 1996, cependant, l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine a atteint une relative stabilité macroéconomique. En 1996, l'inflation a baissé à 2,3 pour cent par an et a enregistré une moyenne de moins de 2 pour cent par an pour une longue période. En 2001, pour la première fois après plusieurs années réussies, le PNB a commencé à baisser, avec un PNB par tête d'habitant d'uniquement 1.823 dollars américains. En 2002, l'économie macédonienne a montré un lent rétablissement par rapport à l'année précédente, et le PNB par tête d'habitant a atteint le niveau de 1.835 dollars américains.

L'Ancienne République Yougoslave de Macédoine a démarré l'année 2003 avec une fragile stabilité macroéconomique et un lourd fardeau social. Le taux de croissance du PNB de l'année précédente, de l'ordre de 0,4 pour cent, a ajourné les espoirs de rétablissement de l'économie macédonienne pour l'année à suivre, pendant que le chômage, l'insécurité sociale et la pauvreté ont sérieusement affecté les citoyens macédoniens.

En 2001, le PNB – l'indicateur de base du niveau de développement économique d'un pays – de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine a baissé de 4,5 pour cent, par comparaison à l'année précédente; en 2000, le PNB par tête d'habitant a été de 1.924 dollars américains, pour tomber en 2001 à 1.823 de dollars. Le conflit armé a été la principale raison pour cela. La baisse de la production industrielle et des investissements étrangers, et la liquidation de plusieurs entreprises ont également eu des conséquences importantes sur le pays. En 2002, l'économie macédonienne a légèrement repris son rythme et le PNB par tête d'habitant a atteint le niveau de 1.835 dollars.

Le processus de privatisation a également influencé la dynamique du changement socio-économique. A la fin de l'année 2001 il y avait presque 140.000 entités commerciales enregistrées, dont 49 pour cent étaient des entreprises, 32 pour cent des associations commerciales, 11 pour cent des individus auto-employés, et 8 pour cent autres types d'entités. Presque 90 pour cent des entités commerciales enregistrées étaient privées. Les conséquences sociales provoquées par le processus de privatisation ont aussi affecté la situation économique: une baisse du taux d'emploi, un avenir incertain, du chômage de longue durée pour certaines personnes, et le développement d'un marché du travail informel.

Ces dernières années, la situation dans la région a exercé une forte influence sur le marché du travail et donc sur le niveau de vie. L'étude de la consommation par ménage, effectuée régulièrement par le Bureau statistique de l'Etat, a montré que, pour l'année 2000, 38,4 pour cent des budgets des ménages ont été destinés à l'alimentation. Cela a été la tendance générale durant les

dernières dix années; une partie de plus en plus importante des revenus totaux a été dépensée pour la subsistance, et moins pour l'hygiène, la santé et les services éducationnels. Même si l'éducation est gratuite, les étudiants doivent toujours acheter des manuels et du matériel additionnel requis par l'enseignement. Les changements illustrent le processus d'appauvrissement de la population et d'accroissement des inégalités en matière de distribution des revenus.

Avant 1990, la République de Macédoine a été une des plus pauvres républiques yougoslaves, fortement subventionnée par des allocations venant de Belgrade et hautement dépendante des marchés internationaux pour le commerce (Banque Mondiale, 1995). En 2001, presque un quart de la population totale de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine vivait en dessous du seuil de pauvreté.⁷ Une étude effectuée sur les pauvres de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine montrait que

... il y a une forte corrélation entre le niveau d'éducation et la pauvreté. L'enseignement secondaire et universitaire garantissent un niveau de vie supérieur, pendant que le taux de pauvreté le plus élevé est enregistré dans ces ménages où la personne qui gagne le pain ne dispose que d'une éducation primaire. Les personnes qui bénéficient d'une moindre éducation se trouvent aussi en grande majorité au chômage (Gouvernement de la République de Macédoine, 2001).

Selon le recensement de 1994, les jeunes entre 0-14 ans représentaient 24,9 pour cent de la population, pendant que ceux entre 15-64 ans constituaient 66,5 pour cent, et les personnes de plus de 65 ans, 8,6 pour cent. Le nombre de personnes de 14 ans ou moins a baissé de 24,9 pour cent en 1994 à 21,6 pour cent en 2002. En même temps, le nombre de gens de 65 ans et plus a augmenté de 8,6 pour cent (1994) à 10,4 pour cent (2002) de la population totale. Les raisons de ces changements dans la distribution par âge de la population sont liées non seulement aux changements subis par les caractéristiques vitales de la population, mais aussi à l'émigration de personnes jeunes et éduquées.

Comme conséquence de ces changements structurels, le phénomène du vieillissement démographique de la population se trouve accentué. On s'attend à ce que ce processus continue dans le proche avenir, ce qui influencera certainement la structure de la main d'œuvre dans l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine.

Un facteur important qui est venu se rajouter aux conditions socio-économiques compliquées a été la situation politique de la région. Il est important de remarquer que durant les dernières années le pays a traversé la période la plus difficile de son existence en tant qu'Etat indépendant: la crise du Kosovo de 1999 et les attaques de l'OTAN sur la Yougoslavie voisine, ainsi que le conflit interne de 2001, ont provoqué un exode encore plus ample de la main d'œuvre vers l'étranger.

Un moment lumineux dans ce cadre sombre est arrivé le 9 avril 2001, lorsque l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine est devenue le premier pays des Balkans de l'Ouest à signer un Accord de stabilisation et d'association (SAA) avec l'Union Européenne. La signification politique de l'Accord a été très élevée, en conférant au pays le statut de 'candidat potentiel', ce qui offre la possibilité d'une future accession à l'Union Européenne. Néanmoins, le pays se confronte toujours aux conséquences politiques et sociales des anciennes crises. Le processus de réforme en général et l'application du SAA dépendent en égale mesure de l'établissement et du maintien d'un milieu politique et économique stable, ayant comme priorité la mise en œuvre de l'*Accord cadre*.⁸

⁷ Le seuil relatif de pauvreté officiel employé pour le profil de pauvreté de la République de Macédoine est d'approximativement 50 dollars américains par mois, ou de 1,7 dollars par jour.

⁸ Le conflit interne éclaté dans le pays a été conclu par la signature d'un *Accord cadre* par les principaux partis politiques de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine, à Ohrid, le 13

La magnitude du potentiel migratoire de l’Ancienne République Yougoslave de Macédoine est la conséquence de ces conditions socio-économiques défavorables. Les dernières données obtenues de plusieurs sources montrent que la majorité des émigrants macédoniens préfèrent les destinations suivantes: l’Australie – 81.898 citoyens (Recensement de 2001, Bureau australien de recensement), l’Italie – 23.106 citoyens (Ministère des affaires intérieures, Italie, 2001), le Canada – 30.915 citoyens (Bureau statistique du Canada, 1996), les Etats-Unis – 43.783 citoyens (Bureau de recensement des Etats-Unis, 2000), l’Allemagne – 42.550 citoyens (Bureau statistique central, Allemagne, 1994), et la Suisse – 53.907 citoyens (Bureau central de recensement, 1994). Cependant, les niveaux d’éducation des émigrés macédoniens ont été difficilement identifiables.

On dispose de certaines statistiques nationales basées sur le dernier recensement de la population, à partir desquelles il est possible d’avoir une impression générale du processus de fuite des cerveaux dans l’Ancienne République Yougoslave de Macédoine.

Tableau 1. La structure des Macédoniens établis à l’étranger par niveau d’éducation (en pourcentages)

Année du recensement	Total	Sans éducation	Education primaire 4-7 années d’étude	Education primaire	Education secondaire	Education supérieure	Education universitaire	Inconnu
1981	57.962	7,4	37,4	38,8	12,7	0,5	0,5	2,7
1994	87.715	1,1	11,6	39,4	36,6	4,7	5,5	1,1

Source: Bureau statistique d’Etat de la République de Macédoine (2002).

Le Tableau 1 montre clairement que le niveau d’éducation des citoyens déménageant vers l’étranger a augmenté durant la période 1981-1994: en 1981, la majorité des expatriés n’avaient qu’une éducation primaire. En 1994, la situation était radicalement changée: 39,4 pour cent avaient une éducation primaire, 36,6 pour cent avaient une éducation secondaire, et environ 10 pour cent avaient une éducation supérieure ou universitaire. Malheureusement, même si l’Ancienne République Yougoslave de Macédoine a effectué un recensement en 2002, les citoyens vivant à l’étranger n’ont pas été inclus dans les statistiques.

Les raisons de la fuite des cerveaux

Un des plus importants facteurs responsables de l’émigration de l’Ancienne République Yougoslave de Macédoine a été et demeure le taux de chômage très élevé. Cela est un problème qui ne peut pas être résolu à court ou moyen terme, même en atteignant la croissance économique et des investissements et la création de nouveaux emplois. La nécessaire reconstruction de l’économie contribuera aussi à une hausse du taux de chômage.

Les importants changements qui ont eu lieu en la République de Macédoine au début des années 1990 ont mené à la création et au développement d’une économie de marché, et conséquemment au développement de marchés du travail.

Dans l’ensemble, le marché du travail de l’Ancienne République Yougoslave de Macédoine a connu une longue période de conditions défavorables. Durant la transition d’un système socio-économique vers un autre, le chômage a atteint son sommet et a subi des changements structurels importants. Le chômage dans l’Ancienne République Yougoslave de Macédoine est un des plus grands problèmes économique et sociaux, qui a commencé au début de la période de transition et s’est détérioré au cours des dernières années.

Dans la période 1998-2001, les tendances macroéconomiques positives n’ont pas influencé de manière significative le marché de travail.

Le nombre total de personnes employées en 2002 a été de 561.341, et le taux d'emploi pour 2002 a atteint les 35,8 pour cent. Du nombre total de 561.341 personnes employées en 2002, 71.493 bénéficiaient d'un niveau d'enseignement universitaire et 30.883 d'un type d'enseignement supérieur,⁹ ce qui représente 12,74 pour cent de la main d'œuvre employée de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine. Durant les dernières années, le nombre de personnes employées ayant un diplôme universitaire a légèrement commencé à baisser dans l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine.

Pour ce qui est du chômage, l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine a des problèmes complexes et multidimensionnels. Les processus intensifs de transformation sociale, économique et politique, l'écroulement de l'ex-Yougoslavie et la période de transition ont eu comme conséquence une baisse significative du taux d'emploi. Les tendances négatives en matière de chômage sont très sérieuses et dramatiques. Cela est également dû au fait que le chômage à long terme est en train de devenir une partie de la vie de tous les jours du pays, et souvent acceptée comme un *fait accompli*¹⁰ par la population.

En 2002, le taux de chômage de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine a été de 31,9 pour cent, un des taux de chômage les plus élevés non seulement de l'Europe Centrale et de l'Est, mais du monde.

Il faut souligner que le pourcentage relativement élevé de demandeurs d'emploi bénéficiant de diplômes d'enseignement supérieur et universitaire (environ 7,7 pour cent) est la conséquence d'une hausse du nombre d'étudiants étudiant dans les universités. Dans les conditions d'un chômage élevé et à long terme, les études universitaires représentent une alternative pour les jeunes, tout en attendant de meilleures opportunités d'emploi. Cependant, à cause des déficiences du développement économique, les possibilités de trouver un éventuel emploi demeurent moindres. De ce fait, beaucoup de diplômés émigrent, ce qui équivaut à la perte d'importantes ressources de développement.

Le chômage des jeunes éduqués a des conséquences négatives pour le développement socio-économique de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine parce que, en tant que partie de la main d'œuvre douée de connaissances et de capacités créatrices, ils peuvent avoir une influence significative sur ses dynamiques. De la perspective de leur contribution au futur développement de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine, il est particulièrement inquiétant d'observer le taux de chômage de la main d'œuvre jeune et éduquée, et en spécial de personnes connaissant les nouvelles technologies et les vocations modernes.

Si on tient compte du grand nombre de personnes ayant une éducation primaire et secondaire par rapport au nombre total de chômeurs, qui représentent en tout 85 pour cent, la situation peut être considérée comme étant hautement défavorable.

La situation la plus sérieuse est celle du chômage des jeunes. Les taux de chômage pour 2002 pour les groupes d'âge 15-19 et 20-24 sont de 60,2 pour cent et de 57,8 pour cent respectivement. Les tendances de stagnation, à la fois dans l'économie et sur le marché du travail, ont conduit à des périodes de chômage durant plus d'un an. En 2002, environ 84,5 pour cent des sans-emploi étaient dans le chômage à long terme.

La présence significative de main d'œuvre inutilisée, jeune, éduquée, sert non seulement en tant que facteur de limitation pour l'accomplissement de la croissance potentielle de l'économie macédonienne, mais représente aussi la raison principale pour laquelle les jeunes gens refusent de se

⁹ Dans l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine l'enseignement supérieur nécessite généralement deux années d'études et commence à la fin des études secondaires.

¹⁰ En français dans le texte (ndlr).

marier et d'avoir des enfants. Cela suscite une évolution démographique négative, et force les gens à quitter le pays afin de pouvoir travailler et vivre à l'étranger.

Dans des circonstances comme celles qu'on vient de décrire, l'idée de partir à l'étranger est très attrayante parmi les sans-emploi, surtout parmi ceux ayant un diplôme d'enseignement supérieur qui ont attendu depuis longtemps une opportunité d'emploi. Les jeunes éduqués et les professionnels qui ont déjà un emploi, mais ne sont pas satisfaits par rapport à leurs salaires, y inclus les jeunes scientifiques et les étudiants des facultés de sciences naturelles et techniques qui sont près de finaliser leurs études, représentent un groupe étendu de potentiels émigrants macédoniens. D'importantes preuves dans ce sens nous sont offertes par des enquêtes effectuées dans certaines universités de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine par le Département pour l'énergie de l'Académie macédonienne des sciences et des arts en 1994. Celles-ci montrent que les trois quarts des étudiants en dernière année d'études en Energie et en Technologies de l'information des facultés d'électrotechnique, de mécanique et autres de l'Université de sciences naturelles de Skopje pensaient ou envisageaient à émigrer.

Des perspectives sur l'enseignement et la formation

La manière dont l'enseignement et la formation sont organisés et gérés affecte le marché du travail. Plus essentiellement, l'organisation et la gestion de l'enseignement secondaire influencent la migration externe de travailleurs macédoniens, pendant que l'organisation et la gestion de l'enseignement supérieur influencent la fuite des cerveaux.

La possibilité de l'émigration vers des pays à hauts revenus peut déterminer les gens à suivre une forme d'enseignement supérieur dans la perspective de suivre une carrière mieux payée à l'étranger. Si l'émigration est possible pour certaines personnes, et pas pour tous, alors elle peut déterminer les gens à poursuivre une forme d'enseignement supérieur dans l'espoir d'émigrer afin d'accroître leurs gains potentiels. A mesure qu'augmentent les facteurs de motivation de poursuivre une forme d'enseignement dans le pays source, le capital humain moyen augmente, ce qui contribue à une stimulation de la croissance générale (Wickramasekara, 2002).

Le système d'enseignement de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine est géré par l'Etat. Grâce à sa structure bénigne, il n'y a pas eu de changements structurels dans le système d'enseignement depuis l'écroulement de l'ex-République Fédérale de Yougoslavie. Les municipalités n'ont que des rapports limités avec l'enseignement, comme le droit de nommer certains membres dans les comités scolaires. Au niveau des écoles, les dirigeants d'écoles sont nommés par le Ministère de l'éducation et de la science, mais les comités scolaires et les conseillers pédagogiques ont également un rôle actif à jouer. Les dirigeants d'écoles ne reçoivent pas de formation spécifique. Une formation *ad hoc* est assurée par le Bureau pour le développement de l'enseignement (BDE) et par des ONG, mais l'administration des écoles n'est pas vue comme une profession qui requiert une compétence ou une formation spéciales.

L'Article 17 de la nouvelle *Loi sur l'auto-gouvernance locale* (1995)¹¹ autorise les municipalités à créer, financer et administrer des écoles primaires et secondaires, y inclus des écoles professionnelles, *en coopération avec le gouvernement central*, et d'organiser le transport des étudiants et leur hébergement dans des dortoirs. Cet article est volontairement vague, mais l'idée générale semble nettement être celle que le gouvernement central, c'est-à-dire le Ministère de l'éducation et de la science, est actuellement le décideur dans la quasi-totalité des domaines de l'enseignement.

¹¹ Plus d'informations disponibles à <<http://www.mls.gov.mk/English/Law3.htm#>>.

Le 25 juillet 2000, le Parlement de la République de Macédoine a adopté une nouvelle *Loi de l'enseignement supérieur*. La *Loi* accorde une plus grande autonomie universitaire, un élargissement de l'accès aux universités, et accorde une attention spéciale à l'inscription de minorités ethniques. Les candidats sont admis en fonction des notes obtenus aux examens proportionnellement à leur représentation dans la population, avec l'allocation de places supplémentaires à des étudiants payants. La *Loi* de 2000 consacre plusieurs sections à des questions concernant l'assurance de la qualité et la reconnaissance de diplômes et de niveaux d'enseignement.

Tous les établissements tertiaires de la Macédoine – au total vingt-neuf facultés et une école supérieure – sont réunis dans deux universités, l'Université Ss. Cyril et Methodius de Skopje et l'Université St. Clement Ohridski de Bitola. L'Université de Skopje consiste en vingt-six facultés (incluant trois qui offrent des études interdisciplinaires). L'Université de Bitola consiste en quatre facultés (situées à Bitola, Prilep et Ohrid) et une école supérieure (de médecine).

Chacune de ces sous-unités des deux universités prétend être un établissement distinct d'enseignement supérieur, même si en réalité l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine n'a que deux établissements d'enseignement supérieur – et pas vingt-neuf. Cette tendance peut paraître un phénomène mineur, mais en pratique la fragmentation empêche l'application de réformes stratégiques sérieuses, parce que l'administration centrale des deux universités n'est pas suffisamment développée pour assurer une direction politique et un contrôle de la qualité à ses sous-unités.

La langue d'enseignement dans les universités est le macédonien, mais dans certaines circonstances il est permis d'utiliser d'autres langues nationales autres que le macédonien, tant que le macédonien demeure également étudié en tant que langue séparée. On peut aussi utiliser comme langue d'instruction une langue internationale (par exemple l'anglais, le français et l'allemand).

La nouvelle *Loi* établit des conditions d'admission dans les établissements d'enseignement supérieur, ainsi que les droits et les responsabilités des étudiants. Ces derniers incluent le droit d'étudier à temps partiel dans plus d'un établissement simultanément (tant que l'étudiant paie les frais), et le droit de se transférer d'un programme d'études vers un autre. Ces faits rendent l'enseignement supérieur plus flexible et plus adaptable aux besoins changeants.

Au cours des dernières années il y a eu une hausse sensible du nombre d'étudiants inscrits dans des universités. Durant l'année universitaire 1996-1997 le nombre total d'étudiants a été de 29.868; pour l'année universitaire 2000-2001 le nombre a atteint un chiffre total de 39.406 étudiants, ce qui représente une hausse de 31,93 pour cent. Le nombre d'universitaires est resté, malheureusement, plus ou moins stable, ce qui a conduit à un évident accroissement du taux d'étudiants par enseignant.

Même si on remarque une augmentation du nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur en Macédoine, le nombre de diplômés demeure toujours très petit, du fait que l'écrasante majorité d'étudiants (85 pour cent en 2001) dépassent la durée normale des études afin d'obtenir un diplôme.

Les jeunes ont très nettement exprimé leur mécontentement par rapport à la situation sociale et économique du pays. Leur mécontentement est le résultat de la prolongation de la crise économique et du chômage sur une large échelle. Une grande partie de la population jeune est exclue de la société ou n'est pas en mesure à modifier la situation. Ces dernières années, le nombre d'étudiants qui étudient à l'étranger a augmenté considérablement, tout comme le nombre de diplômés d'écoles secondaires qui choisissent de compléter leur éducation à l'étranger. Ainsi, l'hypothèse qu'une partie d'entre eux s'établiront à l'étranger à la fin de leurs études semble bien réaliste.

Les données disponibles sur les inscriptions à l'université indiquent une sensible hausse au cours des dernières années.

Certains théoriciens économiques se concentrent sur les effets directs, tandis que d'autres posent le fait que la possibilité de l'émigration peut créer des opportunités. Des modèles néoclassiques affirment qu'un niveau élevé d'émigration éduquée ralentit la croissance économique et des modèles de « nouvelle croissance » soutiennent la manifestation d'une réduction encore plus grande de la croissance économique et un accroissement du niveau de pauvreté. Néanmoins, la possibilité de l'émigration pour de meilleurs salaires peut déterminer des personnes à poursuivre des études et le nombre d'inscriptions domestiques peut augmenter (Lowell et Finlay, 2002).

Ceci est le cas de la Macédoine.

La fuite des cerveaux et les modalités de la combattre

Les conséquences de l'exode de main d'œuvre pour l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine peuvent être perçues, comme pour tout autre pays, en tant que positives et négatives. D'un point de vue, il peut être vu comme plutôt favorable pour un pays avec un taux de chômage drastique et un sévère taux de chômage à long terme des jeunes. Dans ce cas, l'émigration de main d'œuvre qualifiée est une solution à court terme à des questions brûlantes comme le chômage et la pauvreté dans beaucoup de familles, posant ce fardeau sur les épaules d'autres gouvernements. A long terme, cependant, cela mine à la fois le marché local du travail et le développement général de l'économie domestique.

L'émigration est une importante valve de sécurité pour le chômage, et les transferts de fonds provenant de parents vivant à l'étranger constituent une composante vitale des économies des pays des Balkans de l'Ouest. En outre, on peut remarquer que les pays de l'Europe occidentale qui ont fait les progrès économiques les plus visibles depuis l'intégration dans l'UE - l'Irlande et le Portugal – ont pu faire cela grâce aux compétences rapportées par des membres de la Diaspora rentrant afin de profiter des économies fraîchement libéralisées. La « fuite des cerveaux » n'est pas nécessairement une chose effroyable, au moins au moyen et à long terme. Aussi à moyen et à long terme, évidemment, les Etats de l'Europe de l'Ouest devront importer un nombre considérable de travailleurs afin de compenser les probables pénuries de main d'œuvre et de faire marcher leurs systèmes de sécurité sociale (International Crisis Group, 2003).¹²

Jusqu'à quel point peut-on étendre l'expérience de l'Irlande et du Portugal au contexte macédonien ? A partir d'études effectuées dans la Fédération de Russie sur l'exode massif de scientifiques au commencement des années 1990, il ressort qu'il n'y a eu que peu de personnes qualifiées et hautement qualifiées qui sont rentrées, le reste demeurant en général à l'étranger.

Toutes ces circonstances mènent à l'idée que, au moins pour l'avenir prévisible, aucun changement n'aura lieu dans les intentions migratoires d'une importante partie de la population. L'intensité des mouvements migratoires à l'étranger et l'implicite exode intellectuel représentent des problèmes sérieux sur le long terme. Etant donné les circonstances démographiques extrêmement défavorables existantes dans le pays, la migration vers l'étranger représente une option réelle pour une grande partie de la population.

Le problème ne peut pas être résolu par des mesures à court terme et toute solution doit se baser sur une politique à moyen ou à long terme censée diminuer le volume de la migration externe et aussi de faciliter le retour graduel de Macédoniens vivant à l'étranger.

Les Macédoniens de l'étranger représentent un important capital de connaissances, de qualifications et de compétences professionnelles. L'implication active de ceux qui se trouvent à

¹² Plus d'informations disponibles à <<http://www.icg.org>>.

l'étranger dans l'économie de la République de Macédoine serait un pas significatif fait dans la direction du développement économique. Les travailleurs émigrés, en particulier ceux qui sont de retour de l'étranger, peuvent mettre au travail leur capital et leurs capacités créatrices si ils sont motivés dans ce sens et si il est créé un milieu juridique et économique plus sûr pour leurs investissements.

L'absence d'une politique de migration en République de Macédoine a mis en évidence les effets négatifs de l'émigration. Particulièrement inquiétants sont les effets négatifs sentis par un grand nombre d'émigrés temporaires qui sont devenus des émigrés permanents au cours de la dernière décennie.

Un des buts fondamentaux de toute politique active de migration devrait être celui de signer des accords bilatéraux et régionaux avec des pays de destination afin de réguler les flux migratoires. Afin de traiter les problèmes associés à la potentielle émigration de jeunes gens, on peut mettre en œuvre plusieurs mesures politiques immédiates dans le domaine de l'enseignement et de la formation, et dans les domaines du marché du travail et des affaires sociales.

La première mesure visant le but immédiat, celui de maîtriser la fuite des cerveaux ans l'enseignement et la formation, est l'adoption de législation qui intègre l'offre d'enseignement et de formation professionnels secondaires, ainsi que l'enseignement post-secondaire. Ce type de législation pourrait améliorer le niveau de vie, maîtriser la créativité des jeunes, et rehausser les perspectives professionnelles, dans le pays et dans la région.

La deuxième mesure est la nécessité de programmes d'études et de formation flexibles destinés à une main d'œuvre hautement qualifiée; les études à mi-temps et l'enseignement virtuel pourraient jouer ici un rôle important. Il est essentiel de créer des conditions pour ce type d'enseignement qui offrent des opportunités éducationnelles étendues, y inclus la flexibilité dans le choix du moment et de la location de l'instruction.

Les recommandations générales suivantes¹³ peuvent offrir un guide relatif à la gamme d'actions qui pourraient, une fois appliquées de manière vigoureuse et réussie par des décideurs pertinents, améliorer la position des jeunes sur le marché du travail en République de Macédoine et les encourager à demeurer dans leur pays d'origine.

1. Les questions relatives à l'emploi des jeunes doivent être intégrées dans des stratégies compréhensives d'emploi. La République de Macédoine devrait intégrer des politiques d'emploi des jeunes dans le cadre d'une stratégie compréhensive d'emploi et renforcer ses rapports avec des politiques macroéconomiques, sociales et de développement à travers l'adoption d'une approche combinée et intersectorielle. En outre, des buts substantiels relatifs à la génération d'emplois et à la réduction de la pauvreté devraient devenir une partie importante de la stratégie nationale de développement.
2. Un fort soutien institutionnel pour les politiques d'emploi des jeunes devrait être assuré. Les institutions sociales et économiques de la République de Macédoine devraient fournir des mécanismes de dialogue et de consultation entre des partenaires sociaux, des organisations de

¹³ Les recommandations de l'auteur s'inspirent des recommandations de politiques transmises par le Secrétaire Général Kofi Annan à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2001, lors du lancement du Réseau pour l'emploi des jeunes (*Youth Employment Network - YEN*). Ces recommandations se concentrent sur quatre domaines de politiques prioritaires globales, ou les quatre « E » : l'employabilité, l'égalité des chances, l'entrepreneuriat et la création d'emplois. L'auteur les considère hautement pertinents pour la situation existante dans la République de Macédoine.

jeunes et d'autres acteurs de la société civile qui ont un pouvoir décisionnel en matière de questions concernant l'emploi des jeunes.

3. L'entrepreneuriat et le développement d'entreprises devrait être une des plus importantes activités du gouvernement. L'innovation, l'entrepreneuriat et les opportunités d'emploi devraient être promus à travers le développement d'entreprises en fournissant des informations sur les opportunités existantes sur le marché, la formation en compétences commerciales, l'accès au capital, et autres moyens d'assistance accordés aux besoins des petites firmes et des jeunes entrepreneurs; et par l'encouragement d'établissements financiers de rendre disponibles des crédits et d'autres services financiers à des prix accessibles afin de soutenir le jeune entrepreneuriat et le développement d'entreprises.\
4. L'accès des jeunes aux services et au soutien en matière d'emploi devrait être étendu et amélioré à travers des informations actualisées et pertinentes relatives au marché du travail et au commerce (des opportunités de formation spécialisée, de l'enseignement continu et des possibilités de placement, des informations concernant leurs droits et les compétences et la formation requises par le travail) et à travers des services plus efficaces et plus équitables d'assistance à la recherche d'un emploi et de placement.
5. Des partenariats pour l'emploi de jeunes devraient être créés, afin de promouvoir l'emploi de jeunes localement et nationalement, en encourageant les organisations de jeunes à prendre des initiatives et à agir au niveau communautaire et national, à travers l'offre d'assistance et de services pour la création de réseaux et l'échange de connaissances et d'expérience, et à travers l'accomplissement de recherches et d'évaluations communes sur des questions relatives à l'emploi des jeunes.

Références

- AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE L'ENTREPRISE. *Rapports annuels* – 1999; 2000; 2001. Skopje: NEPA, 2001.
- ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES. *A Global Alliance for Youth Employment. Recommendations of the High-Level Panel on Youth Employment*. A/56/422. Genève: ILO, 2001. Aussi, <<http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/yen/object/index.htm>>.
- BUREAU STATISTIQUE DE L'ETAT. *Enquêtes sur la main d'oeuvre 1996-2002*. Skopje: Bureau statistique de l'Etat de la République de Macédoine, 2002.
- GOUVERNEMENT DE L'ANCIENNE REPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACEDOINE. *Projet de stratégie de réduction de la pauvreté*. Version provisoire (décembre 2001).
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP. *Thessaloniki and After I: The EU's Balkan Agenda*. Bruxelles, juin 2003.
- LOWELL, B. L. et FINDLAY, A. *Migration of Highly Skilled Persons from Developing Countries: Impact and Policy Responses. A Synthesis Report*. Genève: ILO, 2002.
- MINISTERE DE L'AUTO-GOUVERNANCE LOCALE. "Loi sur l'auto-gouvernance locale de la République de Macédoine", *Gazette officielle de la République de Macédoine* 52, Skopje, 1995.
- WICKRAMASEKARA, P. *Policy Responses to Skilled Migration: Retention, Return and Circulation*. Genève: ILO, novembre 2002.

Autre littérature

- ACADEMIE DES SCIENCES ET DES ARTS DE LA MACEDOINE. *National Development Strategy for Macedonia*. Skopje, 1997.
- AGENCE DE PRIVATISATION DE L'ANCIENNE REPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACEDOINE – AGENCE D'IMPLEMENTATION. *Social Support and Technical Assistance Project 1996-1999 and Social Support Project 1999-2002* (différents rapports de l'Agence). Skopje, 2003.
- BANQUE MONDIALE. *An Introductory Economic Report*. 1995.
- BANQUE MONDIALE. *FYROM-Focusing on the Poor*. Volume I–Main Report, Report No. 19411-MK. Washington D.C.: Human Development Sector Unit, 1999.
- BUREAU NATIONAL DE L'EMPLOI. *Report on the Qualifications Structure of the Unemployed Attending the Employment Promotion Programmes in 1999, 2000, 2001 and in the Period from 01.01 to 30.09.2002*. Skopje, 2002.
- JAKIMOVSKI, J., BUBEVSKI, D., MATILOV, N., *et al.* *The Socio-Economic Structure and the Problems of the Population in the L'Ancienne République Yougoslave de Macédoine*. Skopje: Institute for Sociological, Political and Juridical Research, 2001.
- LOWELL, B. L. "Some Developmental Effects of the International Migration of Highly Skilled Persons", *International Migration Papers*, 46. Genève: ILO (décembre 2001).
- Memorandum on Lifelong Learning*. Document de l'UE, 2001.
- MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA SCIENCE. *Education Development Strategy 2001 – 2010*. Skopje, 2001.
- MINISTERE DE FINANCES. *National Poverty Reduction Strategy for the Republic of Macedonia*. Skopje, 2002.
- OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA MACEDOINE. *Action Plan for Promotion of Social Dialog Practice and Civil Society Participation in the Region of South East Europe: The FYR of Macedonia*, 2002.
- OCDE. *Thematic Review of National Policies for Education: FYROM*. Septembre 2001.
- OCDE. *Trends in International Migration*. SOPEMI, 2002.
- OCDE. *Trends in International Migration*. SOPEMI, 2001.
- PELLEGRINO, A. *Skilled Labour Migration from Developing Countries: Study on Argentina and Uruguay*. Genève, International Migration Programme: ILO, septembre 2002.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. *Youth Employment Support Programme: Quarterly Reports*. Skopje: UNDP, Ancienne République Yougoslave de Macédoine, 2002.
- UNIVERSITE SS. CYRIL ET METHODIUS. *Rapport*, décembre, 2002.

La Serbie et Monténégro: les effets catalytiques de l'enseignement supérieur

GORDANA ZINDOVIC-VUKADINOVIC

La fuite des cerveaux a été un phénomène de longue durée. Il a existé en ex-Yougoslavie, et a été affecté par différents facteurs, de ceux politiques à travers ceux économiques et jusqu'aux offres attrayantes d'études avancées et de travail dans des établissements scientifiques ou des firmes dans des pays développés. Certaines analyses ad hoc ont été effectuées au sujet de groupes ou de périodes spécifiques, mais il n'y a pas eu de supervision systématique et pas de données complètes et compréhensives. Il est néanmoins possible d'esquisser un tableau montrant les tendances du mouvement – pour la plupart à sens unique – vers les pays hautement développés.

Ainsi, cette étude comporte un caractère de mosaïque, qui – on l'espère – fera un peu de lumière et tentera d'expliquer le phénomène de la fuite des cerveaux dans les cercles académiques de la Serbie et Monténégro (ex-RSFY). Etant donné que la République de Serbie en représente la plus grande composante (environ 90 pour cent), la plupart des données concernent la Serbie.

INTRODUCTION

Cet article est basé sur plusieurs sources. Etant donné que certains des établissements de l'Etat commun (la Serbie et Monténégro) se trouvent encore dans le stade d'initiation, pendant que d'autres établissements de l'ex-République Socialiste Fédérale de Yougoslavie (ex-RSFY) ne fonctionnent plus, et que certains établissements du Kosovo et de la Métohia sont sous le protectorat des Nations Unies, le rassemblement de données et la supervision de nombreux phénomènes sociaux se sont démontrés très difficiles. Ainsi, on devra toujours distinguer entre les données couvrant l'ensemble du territoire de la Serbie et Monténégro et les données concernant seulement certaines parties de l'Etat. Pour ce qui est du Kosovo et de la Métohia, les statistiques officielles n'ont pas de données enregistrées depuis 1998-1999, à l'exception d'une partie de l'Université de Priština, la partie serbe qui a été déménagée vers le Nord de la province. Les données des années antérieures concernant cette province devraient être prises avec des réserves, aussi.

Pour une meilleure perception du contexte de la fuite des cerveaux depuis le début des années 1990 nous présenterons quelques indicateurs généraux démographiques et économiques. Certains indices issus de l'époque de l'ex-Yougoslavie nous aideront à mieux comprendre ce qui s'est passé au cours de la dernière décennie du Vingtième siècle, et ce qui est en train de se répéter.

La fuite des cerveaux est considérée être une perte de capital intellectuel et professionnel développé par la société au cours du temps, à travers l'éducation, la formation et le développement de sa jeune population. L'enseignement a été gratuit dans la plupart des cas, et financé par le budget de l'Etat; les pertes de capital intellectuel ont été énormes, du fait des départs à l'étranger, des départs de la recherche scientifique et de l'enseignement vers des postes plus attrayants, ou du chômage.

Les pertes annuelles subies par le pays à cause de la fuite des cerveaux externe et interne n'ont pas été calculées, mais elles incluraient non seulement les coûts de l'éducation mais aussi les coûts d'importation de technologies, qui sont souvent développées à l'étranger par ceux ayant quitté le pays et ses universités.

Le cadre socio-économique et démographique

La désintégration dramatique de l'ex-Yougoslavie, l'isolation internationale de la Serbie et Monténégro, et l'inflation massive ont provoqué une crise économique et financière. Deux tiers de la population sont soudainement tombés en dessous du seuil de pauvreté. Un important phénomène migratoire a eu lieu, avec à la fois un influx de réfugiés et un exode vers l'étranger, les deux étant provoqués par les guerres et la pauvreté. La fuite des cerveaux n'est qu'un problème sévère auquel se confronte un Etat qui n'a pas encore de frontières précisément établies, ou la totale juridiction sur son territoire.

L'économie

Le collapse économique a commencé même avant la désintégration de l'ex-Yougoslavie, mais a été accéléré par l'embrassement de conflits militaires.

Le PNB de la Serbie (hors Kosovo et Métohia), calculé en dollars américains, a été 68 pour cent plus bas en 2000 qu'en 1990. Durant la même période, le nombre de personnes sans emploi a enregistré une baisse d'uniquement 9,9 pour cent... menant inévitablement à [un] cercle vicieux de la pauvreté (Dinkic, 2003).

Selon certaines estimations, le marché du travail officiel, reconnu, a intégré seulement environ eux millions de personnes actives d'un nombre moyen total de huit millions.

La démographie

Le tableau démographique du pays a également beaucoup changé dans ces circonstances. La Serbie, par exemple, a enregistré une baisse sensible du taux de croissance naturelle de la population au cours de la dernière décennie. En 2001 on a enregistré un taux de croissance négatif. La population vieillit et le tableau démographique continuera à se déprécier à mesure que la tendance d'expatriation des jeunes diplômés continue.

Le marché du travail

Le taux d'emploi en Serbie et Monténégro a constamment baissé durant la dernière décennie du Vingtième siècle. Les causes ont été une réduction des activités économiques, moins d'investissements capitaux censés générer de nouveaux emplois, ainsi que l'ensemble du processus de restructuration de l'économie de marché, menant à un changement de la structure des besoins de main d'œuvre. Le système d'enseignement n'était pas adapté à ses besoins, en particulier le secteur étatique. Selon des données de l'Administration républicaine du marché du travail, par exemple, 49,0 pour cent des sans-emploi en Serbie en 1999 étaient des personnes de moins de 30 ans, et cela est un indice général. Du nombre total de sans-emploi enregistrés auprès des services de travail à la fin d'août 2002, 44,1 pour cent étaient des jeunes gens de moins de 30 ans, et 26,9 pour cent entre 31 et 40 ans. Selon ces données, la majorité des sans-emploi avaient une éducation secondaire (54,1 pour cent), 3,1 pour cent avaient un diplôme de collège et 3,4 pour cent avaient un diplôme complet d'enseignement supérieur.

L'ex-République de Yougoslavie a commencé la dernière décennie du Vingtième siècle avec une structure éducationnelle de la population extrêmement défavorable: environ 10 pour cent des citoyens n'avaient point d'éducation scolaire, environ 50 pour cent avaient une éducation incomplète ou primaire, 32 pour cent avaient un certificat de fin d'études secondaires, pendant que 3,8 pour cent bénéficiaient d'un diplôme de collège et 5 pour cent d'un diplôme universitaire (Indjic, 2001).

Les données issues du dernier recensement (2002) en Serbie (à l'exception du Kosovo et de la Métohia) sont également défavorables: un taux d'analphabétisme de 3,45 pour cent parmi le nombre total d'habitants de moins de 10 ans, de 5,47 pour cent parmi ceux de plus de 15 ans sans aucune études et de 16,2 pour cent parmi ceux avec une éducation primaire incomplète (moins de 8 années d'école primaire obligatoire). Seulement 23,9 pour cent avaient une éducation primaire complète, 41,1 pour cent avaient une éducation secondaire, et 24,5 pour cent avaient un diplôme de collège. Seulement 6,5 pour cent bénéficiaient d'un diplôme universitaire, y inclus des diplômes de maîtrise et de doctorat en sciences (Bureau statistique républicain, 2002).

LE CONTEXTE ACADEMIQUE: L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA SCIENCE

L'enseignement supérieur

Le système d'enseignement supérieur inclut des programmes post-secondaires d'enseignement professionnel et de l'enseignement universitaire menant à des diplômes de licence, de maîtrise et de doctorat.

L'enseignement post-secondaire – les collèges sont des écoles professionnelles de deux ou trois ans qui dispensent de l'enseignement et de la formation pour des métiers plus complexes dans les domaines de la gestion des organisations ou d'autres spécialisations. Le certificat obtenu à la fin des études dans ces écoles est final, selon les règles. Certaines facultés, cependant, offrent aux diplômés de collèges la possibilité de poursuivre des études universitaires en les admettant en deuxième ou troisième année d'études universitaires régulières.

Les universités, en tant qu'associations de facultés et d'écoles d'art (académies), représentent le plus haut niveau d'établissements éducationnels et scientifiques. En plus d'offrir de l'enseignement universitaire, elles sont également impliquées dans la recherche scientifique. Aujourd'hui, la Serbie et Monténégro ont sept universités d'Etat et cinq privées, moyennant un nombre annuel de 90 facultés.

Pour la décennie 1992-2002, le nombre annuel moyen d'étudiants inscrits dans les collèges et les facultés de Serbie et Monténégro a été de 175.671.¹⁴ En Serbie, en moyenne, 10.000 étudiants ont reçu un diplôme tous les ans. Durant la période de référence, selon les rapports du Bureau statistique républicain (2002),¹⁵ 25.000 diplômés universitaires ont quitté le pays tous les ans, impliquant que la perte annuelle moyenne d'élites intellectuelles s'est élevée à 25 pour cent.

L'accroissement du nombre d'étudiants durant cette période d'intense crise politique et économique confirme le fait que les établissements d'enseignement supérieur sont devenus des mécanismes de paix sociale; l'accroissement a été presque proportionnel à l'affaiblissement de l'économie domestique et à l'effet dévastateur des sanctions internationales. Du fait de ces événements, ainsi que de longues périodes de pause dans le processus d'enseignement, le Ministère de l'éducation a décidé de renoncer aux examens d'admission. En même temps, à cause d'une pénurie d'emplois, les meilleurs professionnels ont obtenu des visas d'émigration, en particulier pour des pays non-européens comme le Canada, les Etats-Unis et l'Australie.

Même si l'intérêt des jeunes pour les études dans les domaines soi-disant d'actualité – le management, la microbiologie et les sciences informatiques – va grandissant, il y en a encore beaucoup qui choisissent des professions avec peu de perspectives d'emploi. Ce phénomène est illustré par le nombre d'étudiants en sciences sociales (droit, économie, philosophie, formation des enseignants, défectologie,¹⁶ sciences politiques). En dix ans (1992-2002), 42.670 étudiants ont reçu des diplômes de ces facultés, représentant 42, 39 pour cent du nombre total de diplômés de toutes

¹⁴ Les données statistiques officielles ne contiennent pas des données précises concernant les universités privées, et donc une certaine déviation par rapport à ces chiffres est possible.

¹⁵ Les données concernent uniquement la Serbie.

¹⁶ Déficiences psychologiques et handicaps d'instruction.

les universités du pays (Bureau statistique fédéral, 1992-2003).

Le nombre de membres du personnel, incluant à la fois les enseignants et les chercheurs, a atteint son sommet en 1998, enregistrant un déclin au cours des deux années suivantes, et un certain renouveau encore, durant l'année universitaire 2001-2002. On devrait garder à l'esprit qu'on ne dispose pas de données concernant le Kosovo et la Métohia à compter de 1998, et que, même avant cela, les données n'étaient pas entièrement fiables. En outre, le nombre de facultés et d'enseignants a changé à la suite de la séparation des facultés serbes et albanaises de l'Université de Priština. Le nombre d'enseignants dans les universités privées – qui a continuellement augmenté – n'a pas été enregistré très correctement non plus.

Le secteur public de l'enseignement supérieur est financé à travers deux sources: du budget de l'Etat et des fonds que les facultés attirent de différentes sources, de projets de recherche, d'étudiants payants et de la coopération avec différentes organisations. Ces ressources extrabudgétaires génèrent de grandes différences au niveau de la santé financière des facultés – certaines sont très riches, pendant que d'autres sont très pauvres. Les ressources sont en baisse du fait de la situation économique du pays.

Le secteur de la recherche scientifique

Pour ce qui est de l'organisation des activités de recherche scientifique en Serbie et Monténégro, il y a trois types d'instituts de recherche: les instituts qui font partie des académies des sciences (l'Académie serbe des sciences et des arts et l'Académie monténégrine des sciences), les instituts faisant partie d'universités, et les instituts indépendants et les instituts de développement de la science ou les unités scientifiques de grandes compagnies. Selon les données disponibles, plus de 100 instituts scientifiques et de développement scientifiques existent à l'heure actuelle. Leur nombre varie, en particulier celui des instituts de développement dans le cadre de l'économie. Un grand nombre d'instituts scientifiques ont été hérités de la période socialiste, et leurs activités correspondent assez souvent.

Les activités de recherche et de développement scientifique sont effectuées par le corps enseignant dans les universités, par les chercheurs scientifiques dans les instituts scientifiques, et par les chercheurs dans les départements ou les unités de recherche et développement des grandes compagnies. Les activités de recherche scientifique sont entreprises par des équipes d'enseignants dans les facultés indifféremment du fait si leurs facultés possèdent un institut de recherche ou pas. Les chercheurs financés à partir du budget sont plus nombreux dans les facultés que dans les instituts. Ainsi, selon une analyse entreprise par le Ministère de l'éducation, les trois quarts des chercheurs développent leur activité dans des facultés universitaires et seulement un quart dans des instituts de recherche. Le Ministère croit que les activités de recherche entreprises au niveau des facultés sont moins coûteuses, du fait qu'on utilise le personnel et les ressources matérielles existants.

Les données sur un grand nombre d'instituts faisant partie de grandes compagnies ne sont pas fiables, puisque beaucoup d'unités de recherche et de développement sont tout simplement disparues dernièrement. Les instituts scientifiques et de développement dans les domaines de l'électronique, des télécommunications, des mathématiques et des sciences physiques sont restés pratiquement sans chercheurs, puisque la plupart ont rejoint des instituts aux Etats-Unis et au Canada. Même si la situation est anecdotique, c'est aussi symptomatique qu'une classe entière de mathématiques d'une école secondaire de Belgrade tient régulièrement ses réunions annuelles au Canada...

Une analyse de la structure des employés en recherche scientifique révèle une constante fuite des cerveaux de jeunes gens normalement employés dans les instituts à la fin de leurs études. Leur nombre a baissé de presque 50 pour cent en 2001, par rapport à l'année 1993. Cela est en

corrélation avec des données qui suggèrent que parmi les experts qui partent à l'étranger les plus nombreux sont les nouveaux diplômés.

Le mauvais état de la science contribue à son tour au phénomène de fuite des cerveaux. Par exemple, en 1998 seulement 0,35 pour cent du budget de la Serbie a été alloué à la science... Selon les données du Ministère de la science, de la technologie et du développement de la République de Serbie, les investissements dans le domaine de la recherche et du développement scientifiques sont en hausse, mais ils sont encore inférieurs aux niveaux correspondants de toute la région, et bien en dessous par rapport à ceux des pays occidentaux. Avec un investissement dans la science d'uniquement 5,70 Euros *per capita* en 2002, la Serbie a le plus bas niveau d'investissement par rapport aux autres pays (Ministère de la science, de la technologie et du développement, 2003).

Le salaire mensuel net des savants les mieux cotés (les conseillers scientifiques dans les instituts et les professeurs titulaires dans les universités) sont de l'ordre de 16.000 – 20.000 dinars (environ 220 – 280 Euros). Les revenus des professeurs et des chercheurs ont été sensiblement inférieurs durant la période de référence.

Les preuves empiriques du phénomène de la fuite des cerveaux

Comme on l'a mentionné dans l'introduction, le phénomène de fuite des cerveaux n'a pas été suivi de manière systématique et les données sont fragmentaires. Il y a de grandes différences entre les estimations relatives au nombre d'experts qui ont quitté le pays depuis la désintégration de la Yougoslavie. Ceux-ci sont entre 500.000 et 250.000 – 300.000 personnes ayant des diplômes universitaires, voir moins (entre 2.500 et 3.000 par an, selon les registres statistiques). Indifféremment du chiffre correct, ceux-ci concernent exclusivement la fuite des cerveaux vers l'étranger. La fuite interne des cerveaux – les personnes quittant les établissements scientifiques et d'enseignement – n'a jamais été étudiée. Des dossiers statistiques couvrent la soi-disant «mobilité des employés» dans les instituts de recherche scientifique, mais seulement en nombres totaux, sans offrir des indices quant à l'éducation, à la formation et à la profession.

Les perspectives de ce phénomène diffèrent également. Vue de la perspective de la mondialisation et de l'accroissement de la mobilité de la main d'œuvre, la fuite des cerveaux peut être considérée comme étant quelque chose d'assez naturel dans le monde moderne. Cela suppose un flux à deux sens – le départ et l'arrivée de professionnels, comme dans le cas de pays développés. Cependant, du point de vue de la Serbie et Monténégro (ex-République Fédérale de Yougoslavie) il ne s'agit que d'un exode, irrécupérable, dans une seule direction. Pour un pays ayant une structure défavorable d'âge et d'éducation (moins de 7 pour cent de la population a un diplôme universitaire), ce fait est déjà inquiétant.

Le départ à l'étranger à long terme de personnel hautement éduqué a été considéré un exemple de flux externe naturel, ou de départ temporaire du pays, dont le pays profitera à leur retour. De l'autre côté, l'emploi à l'étranger a eu des effets positifs sur l'économie: le taux de chômage a baissé et l'influx d'argent envoyés par «les citoyens temporairement employés à l'étranger» à leurs familles a été important. L'euphémisme «les citoyens temporairement employés à l'étranger» a été le résultat d'une politique qui a refusé d'admettre ses faiblesses économiques et l'accroissement du nombre d'émigrants. Néanmoins, à cette époque, le flux externe de personnes à diplômes universitaires n'était pas très important. La plupart de ceux qui ont quitté le pays, en principal pour rejoindre l'Europe occidentale, étaient des ouvriers qualifiés, des constructeurs et des techniciens. Les personnes ayant un diplôme universitaire n'ont pas quitté le pays en grand nombre, mais l'exode a été constant, principalement à travers des opportunités d'études postuniversitaires ou des spécialisations dans des établissements renommés. Cependant, même si il a été motivé initialement par les opportunités de spécialisation, ce type d'exode de l'élite intellectuelle est devenu,

dans la plupart des cas, une fuite permanente et a mené à un changement de citoyenneté pour la plupart des experts émigrés.

L'ex-Yougoslavie a eu sa part dans les tendances migratoires mondiales depuis longtemps. La migration externe de certaines de ses régions a caractérisé l'ensemble du territoire, en particulier la migration due aux raisons économiques. L'initiation, l'expansion et l'intensité des migrations externes yougoslaves sont attribuées à des facteurs historiques, économiques, démographiques, politiques, sociaux, ethniques et psychologiques. En effet, les conséquences de ces facteurs sont interdépendantes. Les facteurs économiques et non-économiques ont tendance à se superposer, et leur interaction déclenche différents types de mouvements migratoires... (Grecic, 2002).

De manière assez naturelle, l'émigration augmente durant des périodes de crise, et non seulement du milieu académique. Les analystes distinguent plusieurs vagues d'émigration provoquées par des crises et des changements économiques et politiques. Durant les années 1980, le nombre d'ouvriers et de professionnels hautement qualifiés avec une éducation universitaire quittant le pays pour rejoindre le monde développé a augmenté constamment. La deuxième vague, plus récente, a commencé dans les années 1990, a coïncidé avec la séparation de l'ex-Yougoslavie et a été déterminée par la guerre, le conflit ethnique et la crise politique. L'isolation internationale de la République Fédérale de Yougoslavie (la Serbie et Monténégro) a suscité l'émigration de jeunes professionnels, principalement vers l'Europe occidentale, le Canada, les Etats-Unis et l'Australie.

Selon certaines estimations d'analystes des migrations, environ 3.000.000 citoyens de la Serbie et Monténégro vivent aujourd'hui à l'étranger, ayant quitté le pays pour différentes raisons: une spécialisation, des engagements temporaires, un emploi, ou en tant que réfugiés. On a estimé qu'environ un million d'entre eux vivent dans des pays de l'Europe, pendant que deux millions sont établis dans d'autres pays, désormais avec une citoyenneté simple ou double. Beaucoup d'entre eux ont déjà été assimilés dans leurs pays de destination.

La période d'après 2000 peut être considérée comme la troisième vague de la fuite des cerveaux, surtout à la suite des changements politiques radicaux et de la création du nouvel Etat de la Serbie et Monténégro. Même si on ne dispose pas de données systématiques et fiables, des enquêtes individuelles et différentes analyses montrent que l'exode de jeunes gens après l'obtention du diplôme n'a pas décliné. Il y a deux raisons fondamentales pour cela: l'économie du pays a stagné, pendant que les pays développés requièrent de plus en plus de jeunes experts en sciences naturelles et mathématiques. Les offres d'emplois et d'opportunités de spécialisation professionnelle et scientifique avancée proviennent en principal de pays étrangers, pendant que les perspectives de développement de la Serbie et Monténégro ne sont ni claires ni suffisamment encourageantes.

Certains ONG qui étudient la fuite des cerveaux affirment que le pays a perdu environ un demi million de professionnels, pendant que des décideurs nationaux estiment un nombre sensiblement inférieur, d'environ 250.000 à 300.000. Les données publiées par l'ONG Education Forum, basées sur un échantillon collecté sur le site Internet du Projet sur la fuite des cerveaux (*Brain-Drain Project*),¹⁷ montrent que la plus grande partie est formée par ceux qui ont quitté le pays immédiatement après l'obtention du diplôme.

Même si l'échantillon utilisé a été plutôt réduit, les tendances sont assez évidentes et reflètent les données confirmées par d'autres indices. La même enquête montre que l'exode a augmenté de manière constante tout au long des années 1990, mais que le sommet absolu a été atteint en 2000. Selon Dr. Aleksandar Bogojevic, le chef de ce projet, ce tableau

¹⁷ Le *Brain-Drain Project* est organisé par *Education Forum*, un ONG serbe qui a des filiales dans toute la Serbie. Le projet est soutenu par l'UNESCO et l'UNICEF. Plus de détails disponibles à <<http://www.eforum.eu.org>> et à <<http://www.braindrain.eu.org>>.

... montre deux choses – une tendance générale d'accroissement du taux de jeunes gens quittant [la] RFY et la région, et aussi un sommet inhabituellement prononcé durant l'année 2000. Il se peut que les gens qui ont quitté récemment le pays communiquent plus avec leur domicile, et on tété donc les premiers à se joindre au Projet sur la fuite des cerveaux. Néanmoins, nous croyons qu'une autre explication de ce sommet est plus raisonnable – 2000 a été le point culminant d'une décennie de problèmes dans [la] RFY.

(<<http://www.braindrain.eu.org>>).

Lorsqu'on examine les données sur les diplômes de doctorat, de mastère et d'autres diplômes post-universitaires, il est évident qu'on a délivré en 2000 plus de diplômes que jamais auparavant et que les deux années qui ont suivi ont enregistré une baisse significative. Deux présuppositions sont possibles. La première est que, avec la crise, les standards requis par ces titres ont été baissés, et l'autre est que les jeunes se sont donnés plus de mal à obtenir des titres académiques, qui peuvent faciliter leur exode hors du pays. L'expérience nous dit que tous les deux scénarios sont possibles.

Le nombre de diplômés universitaires a également augmenté depuis 1997. Etant donné qu'il n'y a pas d'indicateurs démontrant une hausse de l'efficacité des études, ce phénomène peut s'expliquer de deux manières: la première est l'accroissement du nombre d'étudiants inscrits et la deuxième sera la même que pour l'acquisition de titres académiques supérieurs. Une chose est certaine, les établissements d'enseignement supérieur sont devenus, comme on vient de le montrer, une valve spéciale d'apaisement des tensions sociales.

Selon un recherche menée par Grecic,

...Durant la dernière décennie du Vingtième siècle, la vie sociale et économique a produit une nouvelle vague d'émigration de travailleurs hautement qualifiés. Cette vague d'émigration de la République Fédérale de Yougoslavie a atteint son sommet en 1993, avec environ 12.500 personnes (seulement vers des pays d'outre-mer) (Grecic, 2002).

Du nombre total estimé (24.100) d'émigrés yougoslaves vers les Etats-Unis dans la période 1990-2000, 36 pour cent sont activement employés, et 9 pour cent sont représentés par des professionnels.

A partir des indicateurs empiriques employés, l'auteur arrive à la conclusion que ...durant la période 1990-2000, le nombre de citoyens ayant émigré de la Serbie et Monténégro vers des pays d'outre-mer a atteint les 73.000, dont plus de 17.000 personnes étaient hautement éduquées. Tenant compte de l'Europe ainsi que d'autres parties du monde, l'auteur estime que l'exode de citoyens ayant des diplômes universitaires dépasse probablement le nombre de 30.000 (Grecic, 2002).

Les recherches entreprises dans les rangs du corps universitaire et dans deux des plus grands instituts de recherche scientifique – l'Institut «Mihajlo Pupin» d'électronique appliquée et l'Institut «Vinca» de recherche dans le nucléaire – indiquent un exode plus intensif, à compter de 1990, l'année du commencement de la crise yougoslave. Selon les données (Grecic et Lopusina, 1994), 67 pour cent du total de scientifiques et de chercheurs qui ont quitté les universités et les instituts de recherche scientifique entre 1990 et 1993 l'ont fait pour quitter le pays. Le même pourcentage pour les quinze années précédant 1993 avait atteint les 21 pour cent.

Si on prend 1990 en tant qu'année de référence, l'index du « flux migratoire externe » en 1991 a été de 143, en 1992 de 151 et en 1993 de 177. On doit souligner le fait qu'en 1993, au plus fort des sanctions imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies, 68 docteurs ès sciences et 58 maîtres ès sciences ont quitté le pays. La plupart d'entre eux ont

quitté l'Institut «Mihajlo Pupin » ainsi que l'Institut « Vinca » de recherche dans le nucléaire (Grecic et Lopusina, 1994).

Les expatriés étaient en principal des scientifiques dans le domaine des mathématiques, de la physique, de l'électronique et de la chimie. Plus d'un cinquième (23,6 pour cent) du nombre total de personnes parties étaient des docteurs ès sciences, et un cinquième (20 pour cent) étaient des maîtres ès sciences. Cela signifie que plus de 43 pour cent du nombre total des expatriés avaient des diplômes de mastaire et de doctorat (Grecic et Lopusina, 1994).

Selon les mêmes recherches, le nombre de visas d'émigration délivrés en 1993 a brusquement bondi à 12.000, la plupart pour le Canada (7.000), l'Australie (3.000), les Etats-Unis et d'autres pays. Dès 1993, lorsque les règles d'immigration pour l'établissement au Canada ont été libéralisées par l'introduction de motivations à l'adresse des experts, l'immigration en provenance de la RFY a augmenté de manière significative. Durant cette année, notre pays est entré dans le groupe des plus grands dix fournisseurs de main d'œuvre professionnelle pour le marché canadien (Grecic et Lopusina, 1994)

A ce tableau on devrait ajouter une information issue du site d'*Education Forum*, le fait que plus de 70 pour cent de ceux ayant quitté le pays sont dans les domaines des sciences naturelles, mathématiques et d'ingénierie.

A cause de la « lente fuite des cerveaux », la Faculté de mathématiques de Belgrade a perdu pour toujours 34 membres de son corps enseignant au cours des derniers dix ou quinze ans. Ils sont tous partis à l'étranger. La Faculté d'ingénierie électronique a fait remarquer que du nombre total de 14.620 étudiants ayant obtenu des diplômes dans la période 1948-2003, entre 3.500 et 4.000 se sont établis à l'étranger de manière permanente. Sur ce total, 5 à pour cent sont aux Etats-Unis, et on sait qu'environ 200 travaillent dans des universités, 500 dans des instituts de recherche et 300 dans le commerce. Il s'agit de données fiables concernant ceux qui gardent des contacts professionnels avec des collègues et des établissements en Serbie et Monténégro. Des données obtenues de l'Université de Monténégro (Université de Monténégro, professeur Sreten Skuletic), pour la période 1990-1998, rapportent que 42 professeurs et collaborateurs ont quitté l'université pour aller à l'étranger, dont un tiers (33,3 pour cent) étaient des professionnels en sciences naturelles et en mathématiques.

On a également obtenu des données partielles de l'Université de Belgrade, la plus grande université du pays, mais uniquement pour les trois dernières années (1 octobre 2000 – 1 octobre 2003). L'Université de Belgrade a perdu 377 de ses membres du corps enseignant (à tous les niveaux – des professeurs titulaires aux assistants). Le plus grand exode est en sciences techniques et d'ingénierie (40 pour cent), suivies par les sciences médicales (27 pour cent), les sciences biotechniques (12 pour cent), les sciences naturelles et mathématiques (11 pour cent); le moindre nombre (19 pour cent) est représenté par ceux qui ont quitté les sciences sociales.

Si on étudie les données concernant les fluctuations du corps enseignant de l'Université de Belgrade au cours des trois dernières années (sur lesquelles on dispose de données), on peut remarquer une baisse sensible du nombre d'associés, y inclus des démonstrateurs, des ouvriers de laboratoire, des apprentis assistants et des assistants d'enseignement (ayant des diplômes de mastaire ès sciences). La plus grande baisse revient aux Facultés de mathématiques et de biologie. Durant la même période, le nombre d'employés à plein temps dans les activités de recherche scientifique a décliné, en particulier parmi les jeunes bénéficiant de diplômes universitaires. Beaucoup d'instituts ont embauché des gens à 30 pour cent de temps de travail, qui étaient déjà employés à plein temps autre part; leur position dans des instituts de recherche constituait un deuxième emploi. L'emploi à mi-temps a été considéré comme étant absolument légal jusqu'à récemment, et les instituts ont reçu des fonds pour le personnel à mi-temps. Les réglementations ont changé en 2003, et désormais les instituts ne peuvent plus obtenir des fonds budgétaires pour les

chercheurs à mi-temps. Légalement, ceux-ci sont des associés à contrat à mi-temps, censés être payés à partir de fonds de projets, et pas à travers le budget de l'Etat.

On devrait mentionner ici le fait que beaucoup d'instituts scientifiques et de recherche sont appauvris et continuent à dépendre des allocations de l'Etat. La situation économique n'est pas favorable à l'orientation sur le marché et la plupart des instituts. En outre, beaucoup d'entre eux n'arrivent pas à s'adapter aux projets contractuels avec l'industrie, en termes de personnel ou de programmes.

Les données du Bureau statistique fédéral (1992-2003) sur la fuite des cerveaux d'établissements de recherche scientifique montrent que, entre 1992 et 2000, du nombre total de personnes ayant quitté la science et la recherche (3.525), 75 pour cent ont rejoint l'industrie ou les affaires, et 25 pour cent sont partis à l'étranger. On ne connaît pas, cependant, combien de personnes ayant changé d'emploi dans le pays ont effectivement quitté le pays par la suite, si et quand ils ont perdu leurs emplois.

A la suite des changements politiques du 5 octobre 2000, les nouvelles autorités ont annoncé des mesures censées stopper la fuite des cerveaux. Le ministre des finances a invité de jeunes professionnels à rentrer, et leur a offert des emplois et des postes de responsabilité dans la reconstruction du pays. Malheureusement, il ne s'est passé rien d'important, à l'exception du fait que le nombre de demandes de visas d'émigration a baissé pour une brève période. Selon certains rapports publiés avant 2000, un Yougoslave sur cent a cherché asile dans un pays membre de l'Union Européenne.

Selon les recherches de l'ONG Education Forum, la tendance migratoire des jeunes professionnels n'a pas encore pris fin. Néanmoins, 60 pour cent des émigrés envisageraient de rentrer à condition que leurs salaires soient identiques ou semblables à ceux gagnés à l'étranger.

Les facteurs déterminants de la fuite des cerveaux

Les facteurs clés provoquant la fuite des cerveaux ont déjà été mentionnés: l'instabilité politique dans la région et la crise économique à long terme. La sensation psychologique dominante est l'impuissance, qui affecte indubitablement tous les segments de la société – du système d'enseignement jusqu'au marché du travail et au développement de la science.

Les causes de la fuite interne des cerveaux sont majoritairement les salaires trop bas, la lenteur des promotions de carrière et les mauvaises conditions des activités scientifiques. Cela équivaut également à des laboratoires pauvrement équipés, une pénurie de littérature de spécialité, un manque de ressources destinées au financement de projets, et une limitation de la communication avec le monde extérieur. De l'autre côté, les chances d'application des connaissances scientifiques et les perspectives d'évolution professionnelle sont très minces. Ce fait a eu des conséquences particulièrement dévastatrices dans le domaine de la recherche appliquée, déjà insuffisamment développée.

On devrait ajouter à cela un standing social inférieur, car les chercheurs sont invariablement pauvres dans une société en transition. Ils sont considérés des «incapables», pendant que les hommes d'affaires, les managers, les politiciens, les administrateurs de l'Etat, et les soi-disant experts en marketing jouissent tous d'un standing social supérieur aux scientifiques ou aux académiciens.

L'expérience de l'auteur, en tant que professeur de sciences naturelles et mathématiques à l'Université de Belgrade, montre que tous les étudiants de quatrième année doués en mathématique et physique ont déjà des projets précis de quitter le pays. Certains des collègues enseignants ont reconnu qu'ils écrivent plusieurs recommandations par an pour des étudiants qui veulent aller dans des universités ou des instituts à l'étranger; cela ne serait pas alarmant si il ne s'agissait toujours des

meilleurs étudiants, qui pourraient apporter leur contribution au processus d'enseignement, à la recherche scientifique ou à l'économie. La fuite des cerveaux – dans le vrai sens de l'expression, c'est-à-dire l'exode des meilleurs – affecte, à long terme, la qualité du corps enseignants et scientifique des universités et des instituts du pays-source. Le choix entre ceux qui sont restés est moins grand, conduisant à un abaissement des critères de sélection. De l'autre côté, du fait de la pénurie de personnel hautement qualifié dans l'économie et dans les activités de développement, le pays devient de plus en plus dépendant de l'importation de savoir-faire technologique, même dans des domaines où il occupait jadis une position de pointe au niveau international.

Un autre facteur décourageant est le niveau salarial extrêmement bas du personnel des universités et des instituts scientifiques, en particulier des jeunes assistants. Les salaires peuvent difficilement assurer un niveau de vie absolument minimal; les professionnels se tournent vers des entreprises commerciales qui peuvent leur assurer de meilleurs revenus. Ces activités commerciales n'ont en général rien à voir avec les compétences professionnelles des individus.

Le niveau réduit de motivation des jeunes à rester dans l'université en tant qu'associés et assistants ne dépend pas uniquement des revenus insuffisants. Le système d'études postuniversitaires et de promotion professionnelle n'est point encourageant. La finalisation d'une thèse doctorale nécessite environ huit à dix ans du moment de l'obtention du diplôme, ce qui signifie que le poste de *docent* (professeur assistant), le premier sur l'échelle académique, peut être atteint par des étudiants appliqués à l'âge de 30 - 35 ans. Et il n'est point certain que le diplômé doctoral arrive à s'engager dans la science ou l'enseignement dans l'université, car habituellement il doit attendre à ce qu'un ancien professeur parte à la retraite, même lorsque le jeune candidat est plus compétent.

Le déclin économique a affecté en premier lieu les instituts de recherche et de développement et les unités de recherche de l'industrie. La plupart ont été fermés; d'autres continuent à travailler par inertie, avec beaucoup moins de ressources et de projets. Les exemples de fuite des cerveaux dans les deux instituts de recherche scientifique, l'Institut «Mihajlo Pupin» d'électronique appliquée et l'Institut «Vinca» de recherches dans le nucléaire, révèlent que des secteurs entiers de l'économie ont atteint un tel niveau de crise qu'ils ne peuvent pas se permettre même des services fondamentaux d'assistance aux chercheurs.

Comme on l'a déjà mentionné, la baisse des investissements dans la science et l'éducation a mis une fois de plus en danger le milieu académique. Deux sources fondamentales de financement du monde académique, le budget de l'Etat et les contrats avec l'industrie, sont pratiquement disparues. Selon un chercheur de l'Institut de philosophie et de théorie sociale,

La pertinence en matière de science est accablante. La plupart des recherches scientifiques actuelles (on est loin de la pomme de Newton, en effet) requièrent des ressources financières qui sont prohibitives pour les pays plus pauvres. Il est désormais ouvertement reconnu dans les projets d'allocations pour la recherche que la recherche en science dure ou fondamentale est au-delà des capacités des pays en voie de développement, des pays en transition, des petits pays... de tous sauf des riches et puissants. Cela va sans parler de la fuite des cerveaux. Une de mes amies, qui est biologiste moléculaire, travaillant actuellement à la NYU [New York University], est venue me voir cet été. Lorsque je lui ai demandé si elle pensait rentrer, elle m'a répliqué: «Je ne peux ni travailler ni vivre ici. Pour y travailler, j'aurais besoin d'un laboratoire complètement différent, pour que mon travail ne soit pas dépassé avant même que je m'en charge. Pour y vivre, je devrais trouver une autre source de revenus, et je ne peux pas faire du *freelance* dans la biologie moléculaire. Ce n'est pas étonnant si j'ai eu du mal à trouver quelqu'un avec qui parler lorsque j'ai visité mon ancien institut à l'Université; tout le monde est parti dans l'industrie (Micunovic, 2002).

Les raisons de cet exode, déterminées par Grecic dans son étude des causes de la fuite des cerveaux d'universités et d'instituts de Serbie et du Monténégro en 1995, confirment la prédominance des facteurs économiques. Ainsi, l'amélioration de la situation économique du pays pourrait mener à une réduction du nombre d'« évadés ». Son étude a inclus 501 chercheurs de différents instituts et 675 étudiants en ingénierie et en sciences d'ingénierie, naturelles et mathématiques.

Les facteurs de poussée. La plus importante cause du départ à l'étranger de scientifiques est le niveau de vie inférieur et l'avenir incertain, ainsi que l'impossibilité de se permettre des logements. Pour les étudiants, les plus importants facteurs de poussée sont le niveau inférieur de vie, l'avenir incertain et l'impossibilité d'accomplir les aspirations personnelles, ainsi que l'instabilité économique.

Les facteurs d'attraction. Les plus importants facteurs qui rendent l'émigration attrayante pour les scientifiques serbes sont la possibilité de meilleurs revenus, et de meilleures conditions matérielles et techniques pour l'activité scientifique. En plus de ces facteurs, les étudiants soulignent un haut niveau de la recherche scientifique qui, selon ceux-ci, ne peut pas être atteint dans notre pays dans les conditions actuelles. Les raisons les plus importantes qui gardent les scientifiques et les étudiants dans le pays sont leur préférence à travailler dans leur propre pays, l'espoir que la situation s'améliore, la peur de l'incertitude qui les attend dans d'autres pays, etc. (Grecic, 2002).

Les possibilités et les bourses d'enseignement approfondi offertes aux jeunes à l'étranger sont beaucoup plus attrayantes que ceux existantes dans le pays. Les bourses étrangères leur permettent de dévouer leur entière attention à l'enseignement ou à la recherche approfondis en leur épargnant les inquiétudes fondamentales de la vie quotidienne. Par comparaison aux 200 Euros qu'ils peuvent obtenir comme somme maximale à partir de fonds domestiques, les étudiants allant en Union Européenne reçoivent environ 2.000 Euros par mois, pour ne pas mentionner les conditions existantes dans les laboratoires, les bibliothèques et les autres instruments de travail et d'instruction. L'Union Européenne est très attrayante, quoique moins bienveillante, pour les experts domestiques et les jeunes gens qui souhaitent partir à l'étranger.

Des mesures de prévention

La crise économique a mis en évidence la nécessité de tenir compte des pertes financières dont souffre le pays à cause de la perte de jeunes gens dans lesquels il a investi de l'argent. Selon les calculs de Grecic (2002), les coûts requis par la formation d'un professionnel qualifié s'élèvent à 300.000 dollars américains, mais la perte est plus grande si on tient compte de sa contribution au développement du pays. Si on poursuit ce raisonnement et on ne considère que le moindre nombre d'émigrés, en conformité avec les données statistiques officielles (30.000 professionnels au cours des dix dernières années), on arrive à une perte de l'ordre de 9 milliards de dollars.

Comment peut-on échapper à ce cercle vicieux de la pauvreté et de la fuite des cerveaux ? C'est une question clé pour la Serbie et Monténégro d'aujourd'hui. La pauvreté est la force directrice du départ des meilleurs, et leur retour est conditionné par l'assurance d'un niveau de vie décent.

L'administration de l'Etat n'a commencé à considérer la fuite des cerveaux comme étant un problème sérieux qu'après 2000, quand le gouvernement démocratique a été obligé à chercher un certain nombre d'officiers parmi les experts yougoslaves ayant antérieurement quitté le pays et acquis de l'expérience utile à l'étranger. De cette manière, les premiers efforts ont été faits en vue de transformer la « fuite des cerveaux » en « gain de cerveaux », c'est-à-dire d'accélérer la transition et le recouvrement du pays à travers l'établissement de rapports avec la diaspora intellectuelle. Même si un certain nombre de professionnels ont répondu à l'appel du gouvernement démocratique et sont rentrés au pays, cela ne représente qu'un grain de sable dans le désert. Des mesures d'encouragement d'un retour massif des experts n'ont pas été prises jusqu'à ce jour.

On a formulé certaines idées dans le but de l'établissement de rapports de coopération avec des émigrés oeuvrant dans des universités et des instituts étrangers de renommée, à travers l'organisation d'écoles d'été. Malgré quelques initiatives réussies mises en œuvre par des individus ou par certaines facultés, rien n'a été accompli au niveau national. Il y a eu des initiatives positives, partielles, comme le projet « Gain de cerveaux », lancé par l'UNESCO en coopération avec Hewlett Packard et les facultés d'ingénierie électrique de Serbie et Monténégro. L'ensemble du secteur universitaire et scientifique devrait être réformé et reconstruit, à travers un recouvrement concurrent, afin de créer les conditions favorables pour la réduction de l'exode et le retour de ceux qui le voudront.

L'ancien Ministère de la science et de la technologie de la République de Serbie a proposé un programme de réduction de la fuite des cerveaux. En conformité avec ce programme, les projets suivants devraient être initiés:

- Des projets de développement et d'amélioration des jeunes chercheurs;
- La reconnaissance des jeunes talentueux;
- La gratuité des études postuniversitaires;
- L'amélioration des programmes de doctorat dans le pays;
- L'amélioration des programmes de doctorat à l'étranger;
- L'hébergement des jeunes chercheurs;
- Des prêts pour l'acquisition de logements;
- Des dotations en équipement de laboratoire;
- Le renforcement de la coopération scientifique internationale.

Un pas concret entrepris dans ce sens a été l'initiation d'un programme de prêts immobiliers favorables pour le personnel enseignant universitaire, en particulier pour les plus jeunes, et l'introduction de bourses d'Etat (quoique très modestes) destinés aux élèves et aux étudiants talentueux. En outre, il y a des bourses provenant de certains gouvernements étrangers et des subventions assurées par la famille royale des Karadjordjevic, aussi pour les étudiants talentueux. Il s'agit néanmoins de ressources très limitées et seulement un petit nombre d'élèves et d'étudiants peuvent en bénéficier, malgré leurs accomplissements. Le Ministère de la science a planifié un accroissement des investissements dans la recherche scientifique, mais la situation économique du pays n'a pas pu favoriser leur application.

Les relations avec la diaspora ont montré que le nombre de ceux qui voudraient contribuer au recouvrement de la Serbie est important, mais qu'ils attendent aussi l'accomplissement de certains pas concrets au pays. Ce qu'on pourrait considérer une option réaliste est l'inclusion d'experts de l'étranger dans le processus d'enseignement, en tant que professeurs invités et participants à des projets scientifiques. Cela pourrait offrir la possibilité d'un transfert d'expérience et de la création de nouveaux postes pour les jeunes professionnels. La réforme planifiée de l'enseignement supérieur devrait assurer l'introduction d'études plus flexibles, une acquisition plus rapide de compétences professionnelles et un nombre plus étendu de choix en matière de spécialisation et une plus grande adaptation au marché du travail.

Cependant, une chose est certaine: la situation de la Serbie et Monténégro est telle que la réduction du phénomène de la fuite des cerveaux dépend principalement des politiques de l'Union Européenne et des grandes puissances. Les politiques de soutien économique devraient se baser en premier lieu sur des investissements, afin d'enclencher le recouvrement économique et accélérer la hausse du niveau de vie. On ne devrait pas négliger l'intérêt de pays développés d'obtenir des professionnels déjà formés, dans la formation desquels ils n'ont pas à investir. Ainsi, il ne s'agit pas que de stratégies nationales de développement, mais aussi de stratégies internationales.

Un autre facteur important a été l'isolation, en tant qu'élément de politique internationale. Le régime de visas appliqué aux citoyens de la Serbie et Monténégro empêche des professionnels de participer à des réunions scientifiques organisées à l'étranger et requiert des procédures longues et humiliantes.

Une hausse des investissements dans l'éducation et la science, et une réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique sont indispensables. Un chemin devrait mener vers l'harmonisation avec l'Union Européenne, et l'autre, également important, vers le redéploiement de ces deux secteurs selon les nécessités de développement stratégique du pays.

Aujourd'hui, tout dépend de la stabilisation politique de la région, du rétablissement économique et de l'intégration dans l'Union Européenne. Jusqu'à ce moment, la tendance de déplacement de la main d'œuvre intellectuelle se déroulera de manière inexorable dans une seule direction.

Références

BUREAU STATISTIQUE FEDERAL. *Bulletins* (de 1992 à 2003).

BUREAU STATISTIQUE REPUBLICAIN. Le Département de démographie, Belgrade, 2002.

DINKIC, M. *Creation of Jobs and Decrease of Poverty in Serbia*. Belgrade: G17+ Institute, 2003.

GRECIC, V. "The Role of Migrant Professionals in the Process of Transition in Yugoslavia", *International Problems* 3 (2002).

GRECIC, V., et LOPUSINA, M. *All Serbs of the World*. Chapitre 6. Belgrade: IP "Princip", 1994.

INDJIC, T. "Education and Science after Milosevic", *New Serbian Political Thought* 1 (Edition spéciale). Belgrade: Institute of European Studies, 2001.

MICUNOVIC, N. A Comment on this Analysis, 2002.

MINISTERE DE LA SCIENCE, DE LA TECHNOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT. *Financial Position of the Scientific Research Activity in Serbia and Proposed Measures to Improve This Situation*. Belgrade: Ministère de la science, de la technologie et du développement, le 17 février 2003.

SITE INTERNET DE EDUCATION FORUM < www.euforum.eu.org.>

Autre littérature

BASE DE DONNEES DE L'UNIVERSITE DE MONTENEGRO. Entrevues et pages Internet sur le phénomène de la fuite des cerveaux.

BUREAU STATISTIQUE REPUBLICAIN. *Serbia in Numbers: 2003*. Belgrade: Bureau statistique républicain, 2003.

La migration de la main d'œuvre en Moldova: le contexte et les moyens de contrôle

PETRU GAUGAS

La République de Moldova a proclamé son indépendance en 1991. Comme d'autres républiques de l'ancienne URSS, la Moldova a initié au cours de la dernière décennie du vingtième siècle des réformes sociales et économique visant la transition à une économie de marché. Une série d'importants changements sociaux a été réalisée en Moldova mais, contrairement aux estimations initiales, sans obtenir les résultats escomptés. Qui plus est, cette phase a conduit à un approfondissement de la crise économique et par conséquent à une baisse catastrophique du niveau de vie, à la dépréciation des normes morales et éthiques et à l'insécurité.

Le départ d'une large partie de la main d'œuvre à l'étranger, à la recherche d'emplois a considérablement diminué les ressources humaines moldaves. Chaque année, l'émigration des intellectuels moldaves a augmenté. De plus en plus de diplômés de l'enseignement supérieur, d'universitaires, d'enseignants et de chercheurs scientifiques émigrent. En Moldova, il n'existe pas d'études détaillées sur la fuite des cerveaux, comme le phénomène n'a pas été suivi au niveau national.

La présente étude tente une brève analyse de la fuite des cerveaux de la République de Moldova et offre certaines recommandations.

LE MARCHE DU TRAVAIL DANS LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA

La situation sociale et économique et le marché du travail

De manière similaire aux Nouveaux Etats Indépendants (NEI), la République de Moldova est sur le chemin de la transition vers une économie de marché. Passer d'une économie centralisée vers une économie démocratique n'a pas de précédent historique ; par conséquent il a été très difficile d'identifier des solutions convenables aux problèmes émergents.

Au cours de la période de transition, les indices sociaux de base se sont continuellement détériorés. Ainsi, par rapport à 1990, la population a décliné de 5 pourcent et l'espérance de vie en Moldova est l'une des plus faibles d'Europe – 68,2 ans ; la mauvaise alimentation est au quotidien de la majorité de la population. Selon l'index de développement du PNUD, Moldova se situe en 104^{ème} position sur 174 pays compris dans le classement de 1999. Une étude récente a montré une amélioration de la situation : 102^{ème} place en 2000 et 98^{ème} place en 2001. Cependant, parmi les pays NEI, la Moldova se situe derrière le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, en dernière place des pays de l'Europe Centrale et de l'Est.

La pauvreté prévaut dans les zones rurales : en 2002, chaque troisième paysan était pauvre et les pauvres des régions rurales représentaient environ 72,6 pourcent des habitants pauvres du pays. Certaines informations sur la situation économique défavorable qui a affecté la majorité de la population sont présentées dans un Document pour le soutien de la croissance et dans la Stratégie de réduction de la pauvreté (2003) préparés par le gouvernement de la République de Moldova, avec le soutien de la Banque Mondiale. Selon ces données, plus de 40 pourcent de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté en 2002. L'expansion de la pauvreté a généré les plus importants problèmes sociaux, de la chute du nombre de naissances et de la croissance, jusqu'à la migration massive de la main d'œuvre (d'environ 35-40 pourcent de la population active du point de vue économique).

En dépit du fait que certaines mesures économiques prises ces trois dernières années ont permis un certain retour de la situation, en 2002 le PIB a à peine atteint le niveau de 1994, qui était de

seulement 40 pourcent du niveau du PIB de 1990. En termes de PIB par habitant, (436 dollars US en 2002), la Moldova continue à occuper la dernière place parmi les pays de l'Europe Centrale et de l'Est.

Le déclin économique de la Moldova a été le résultat de causes communes à d'autres pays en voie de transition, mais aussi de facteurs spécifiques. Parmi les causes communes se trouve la chute des relations économiques parmi les pays membres de l'ancien Conseil d'Assistance Economique Mutuelle, ainsi que parmi les pays NEI de l'ancienne Union Soviétique, un déclin dans les investissements de l'Etat, le manque d'organisation et de coordination du processus de réforme, car les anciennes structures désorganisées n'ont pas pu être remplacées par de nouvelles structures, la hyperinflation, les exports illégaux de capitaux et le détournement des investissements de l'Etat et des fonds de crédit, ainsi que le non respect de la discipline financière et de la législation fiscale. Parmi les facteurs spécifiques à la Moldova, nous devons inclure le séparatisme de la Transnistrie qui a conduit à l'indépendance autoproclamée de la région de l'est de la Moldova et à la division des systèmes économique, financier et douanier du pays. L'impossibilité de contrôler le territoire de la Transnistrie et la frontière de l'Est ont conduit à l'expansion du commerce illégal et de l'économie souterraine.

La crise économique a beaucoup affecté les secteurs de l'enseignement, la santé et la science, qui sont financés du budget de l'Etat bien en dessous de leurs besoins minimums. Ainsi, les dépenses budgétaires pour l'enseignement ont chuté de 10,4 pourcent du PIB en 1997 à 5,6 pourcent en 2002, et de 6,0 pourcent et de 0,4 pourcent (1997) à 3,0 pourcent et 0,2 pourcent (2002) pour la santé ainsi que pour la science.

En ce qui concerne les données statistiques, sur les six dernières années, la population économiquement active a décrut de 56.000 personnes (3,3 pourcent) et le nombre de citoyens employés a décrut d'environ 141.000 personnes (8,7 pourcent). Ces chiffres peuvent être sous-estimés, si l'on prend en compte la migration de la main d'œuvre.

L'allocation moyenne de chômage était de 53,3 MDL par mois (environ 11,8 USD) en 1995 et de 132,3 MDL (environ 9,75 USD) en 2002. Le chômage parmi les jeunes de 16 à 25 ans est resté au niveau de celui de 1999 (33 pourcent du nombre total de chômeurs enregistrés). En 2000-2002, l'âge moyen des hommes chômeurs était de 32 ans et celui des femmes de 31 ans. Sur cette période, les plus affectés par le chômage étaient les personnes qui avaient des études secondaires et qui avaient suivi des écoles professionnelles techniques. Le chômage dans ces secteurs de la population a enregistré une tendance croissante par rapport aux années précédentes. En ce qui concerne les diplômés de l'enseignement supérieur, seulement un sur deux ont récemment trouvé un emploi. Le reste sont au chômage, mais ils ne sont pas enregistrés comme tels auprès des autorités du travail.

La croissance en apparence insignifiante du chômage dans la période de 1997-2002 peut s'expliquer par le fait que les diplômés au chômage n'étaient pas enregistrés sur le marché du travail, mais elle peut aussi être liée au nombre décroissant de la population active, ainsi qu'à la fuite des cerveaux à l'étranger.

LES PRINCIPAUX CHANGEMENTS SUR LE MARCHE UNIVERSITAIRE ET DU TRAVAIL

Avant 1991, la Moldova, à l'exemple d'autres républiques ex-soviétiques a planifié le nombre de diplômés d'université dont le pays a besoin pour le développement économique national, sur la base des plans annuels et sur cinq ans.

La République de Moldova a gardé les systèmes antérieurs d'admission (par ex. la *numerus clausus*) dans les établissements d'enseignement supérieur pour les places financées par le budget. Ce mécanisme ne prend en compte que la demande du marché pour les enseignants, les médecins et les artistes, mais pas la demande du marché pour les ouvriers hautement qualifiés d'autres domaines

d'activité. Par conséquent, il n'y a pas de connexions entre le système d'enseignement et le marché du travail et les universités sont plus orientées vers les programmes traditionnels d'enseignement.

En 2000 par exemple, la distribution des diplômés des établissements d'enseignement supérieur par spécialisation était la suivante : droit – 25 pourcent, économie – 22 pourcent, langues modernes – 10 pourcent et autres spécialisations – 43 pourcent. Le résultat était que seul un diplômé sur huit a pu trouver un emploi. Le problème de l'harmonisation du système d'enseignement supérieur et du marché du travail demeure très important.

Depuis 1993, il y a eu une croissance constante du nombre de nouveaux étudiants dans les universités, du fait de l'admission des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur d'Etat sur paiement de certains frais (que l'on appelait l'admission à base de contrat) et de l'émergence des établissements d'enseignement supérieur privés. Le nombre de ces derniers a augmenté de 24 en 1996 à 47 en 2001, ce qui a conduit à une croissance de 48 pourcent du nombre total d'étudiants (de 58.332 à 86.414). La plupart des étudiants étudient dans des établissements d'enseignement supérieur d'Etat, y compris ceux qui payent leurs études. Les établissements privés s'introduisent de manière substantielle sur le marché des étudiants, ils sont passés de 17,6 pourcent du nombre total des étudiants en 1998 à 24,6 pourcent en 2001. Après 2000, le processus d'évaluation et d'accréditation des établissements d'enseignement supérieur a commencé et de nouvelles restrictions à l'accréditation des nouvelles universités ont été imposées. Ces nouvelles réglementations ont conduit à une diminution du nombre des établissements d'enseignement supérieur privés.

La décennie 1992-2002 a vu une croissance de 83 pourcent du nombre total de diplômés provenant de tous les établissements d'enseignement supérieur. Etant donné les conditions économiques présentes, où la plupart des entreprises soit ferment leurs portes, soit fonctionnent à temps partiel, le nombre croissant de diplômés d'enseignement supérieur sur le marché du travail ne fait que réduire leurs chances de trouver un emploi dans leur pays. Ainsi, ils sont obligés de chercher à l'étranger et de pénétrer, souvent de manière illégale, les marchés de travail d'autres pays.

Dans le secteur de l'éducation, le Ministère de l'Education a assigné aux écoles secondaires à travers le pays 1.979 jeunes enseignants diplômés des universités pédagogiques en 1998, mais seulement 671 d'entre eux (34 pourcent) ont accepté ces positions. Par conséquent, il y a eu 3.318 positions d'enseignants vacantes au cours de l'année scolaire 1998-1999. Parmi les principales raisons pour refuser les postes offerts se trouvent encore les bas salaires, ainsi que les mauvaises conditions de vie pour les jeunes enseignants. La dernière décennie a aussi été marquée par une baisse du nombre de diplômés ayant leur doctorat, employés dans les établissements d'enseignement supérieur d'Etat, de 44,8 pourcent en 1993, à 42,0 pourcent en 2002.

Le personnel des institutions de recherche scientifique a baissé de 65 pourcent (en moyenne) au cours des dix dernières années, et deux fois plus ces cinq dernières années. On devrait aussi noter qu'il y a une baisse de 38 pourcent du nombre de chercheurs qui ont trouvé un emploi ces cinq dernières années, fait plus prononcé pour les sciences techniques. Le phénomène est lié à la diminution des allocations budgétaires pour ce secteur et à la fuite des cerveaux à l'étranger, parmi les scientifiques.

LA MIGRATION DE LA MAIN D'ŒUVRE DANS LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA

La législation nationale

Récemment, la Moldova a été confronté à un intense flux migratoire, essentiellement illégal, vers les marchés de travail des pays étrangers. Afin de réglementer le processus de migration et s'occuper de la migration illégale et du trafic de personnes, il était tout d'abord nécessaire d'élaborer et d'approuver un bon cadre législatif.

Dans ce contexte, deux importants documents ont été approuvés par le Parlement : *Le concept de la politique de migration de la Moldova* (octobre 2002) et la *Loi sur la migration*

(décembre 2002). Conformément à la *Loi*, il a été créé un Département de la Migration qui a reçu pour tâche d'élaborer et d'implémenter la politique d'Etat de migration.

En vue de se joindre à l'Organisation Internationale pour la Migration, il a été passé une loi d'acceptation de la Constitution de l'Organisation Internationale pour la Migration (en mai 2003). La Convention Européenne sur le statut légal des émigrants a aussi été signée par le gouvernement et les possibilités de mise en œuvre de cette Convention ont été analysées.

A présent, le gouvernement a entrepris des actions visant à conclure des accords bilatéraux avec d'autres pays sur la migration de la main d'œuvre. Ainsi, en mai 2003, le gouvernement a initié des négociations pour un projet d'accord entre la Moldova et l'Ukraine sur la coopération bilatérale concernant la migration transfrontalière de la main d'œuvre. D'ailleurs, d'autres accords ont été préparés entre la Moldova, l'Italie et le Portugal au sujet de la migration de la main d'œuvre. Un accord entre la Moldova et les Etats du Benelux sur l'emploi et la protection sociale des ouvriers émigrants est aussi presque conclu. Récemment il a été négocié un projet d'accord entre la Moldova et l'Espagne concernant la réglementation de la migration des ouvriers entre les deux pays.

De même, il a été signé un accord entre le Département d'Etat pour l'Emigration de Moldova et le Service Fédéral pour l'Emigration du Ministère des Affaires Intérieures de la Fédération Russe. Des propositions ont été élaborées pour un projet de Convention sur le statut légal des ouvriers émigrants et de leurs familles qui sont citoyens des pays NEI. Des accords économiques ont aussi été conclus avec le Kuwait qui stipulent les conditions dans lesquelles le Kuwait offre des emplois aux candidats choisis en Moldova. En 2002, le Kuwait avait besoin d'environ 10.000 professionnels, comprenant des ouvriers dans le domaine des constructions, des assistants sociaux, des ingénieurs agronomes, des médecins et infirmiers, physiciens et chimistes.

Certaines mesures ont aussi été prises dans les pays de destination pour la création d'associations de professionnels immigrants provenant de la Moldova ; ceci pourrait contribuer tant à réglementer le processus d'immigration dans son ensemble qu'à résoudre les problèmes sociaux des immigrants (Munteanu, 2003).

Fuite des cerveaux ou migration de la main d'œuvre ?

Les recherches sociologiques démontrent que la migration de la main d'œuvre de Moldova continue à être un phénomène important. En 2000, 26 pourcent des répondants à une étude ont répondu qu'ils aimeraient quitter pour toujours le pays et 29 pourcent – pour une certaine période. Il a été constaté que le pourcentage était plus important parmi les jeunes : 37 pourcent des jeunes de 18 à 29 ans voulaient quitter le pays pour de bon et 51 pourcent – pour une certaine période. Parmi les 30-39 ans, 27 pourcent quitteraient le pays pour toujours et 44 pourcent pour une certaine période (Institut pour les politiques publiques, 2003).

Parmi les pays NEI, la Moldova a l'un des plus importants niveaux d'émigration. Selon les données du Département pour la Migration, de 1990 à 2003, le nombre total de gens ayant quitté la Moldova pour d'autres pays étrangers à la recherche de travail était d'environ 600.000, soit 37 pourcent de la population active du point de vue économique. Sur ce nombre, plus de 105.000 personnes ont quitté la Moldova de 1990 à 1996 et 500.000 de 1997 à 2003. Selon les données du Ministère du Travail et de la Protection Sociale, environ 800.000 citoyens moldaves travaillaient à l'étranger en Octobre 2002, 60 pourcent dans les Etats NEI, dont 10 pourcent seulement avaient un statut légal. Selon l'opinion du Coordinateur du Fond des Nations Unies pour la population de Chisinau (UNFPA), à présent, environ un quart de la population de la Moldova travaille à l'étranger, c'est-à-dire à peu près un million de personnes. Un sondage conduit par le Fond des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) montre que près de 90 pourcent des répondants (surtout les jeunes) veulent quitter le pays et 36 pourcent veulent le faire de manière permanente (Internet gazeta).

Certains experts considèrent le nombre d'émigrants de Moldova plus élevé que celui des statistiques officielles, car beaucoup de citoyens ont quitté le pays avec des passeports soviétiques de l'ancienne URSS et un visa touristique et sont illégalement restés à l'étranger une fois que leur visa

a expiré. Parmi les destinations préférées des émigrants moldoves comptent l'Italie, la Turquie, la Grèce, l'Estonie, le Portugal, la Roumanie et l'Israël.

Selon les règles, un visa Schengen, un visa touristique ou une invitation provenant d'amis ou de membres de la famille est demandé pour émigrer. En Moldova, il y a 220 agences privées soi-disant fournissant de tels services, mais en pratique celles-ci contribuent de manière substantielle à la fuite des cerveaux et à l'émigration de la main d'œuvre. La plupart des personnes ayant quitté le pays à des fins de tourisme sont illégalement restés à l'étranger, cherchant du travail.

L'émigration d'un nombre important de professionnels et d'ouvriers talentueux de Moldova a profondément déstabilisé le marché interne du travail et pourrait créer de sérieuses difficultés à l'adhésion de la Moldova à la Communauté Européenne. En même temps, l'Etat subit des pertes colossales du fait du transfert illégal des revenus en devises étrangères, car ces revenus ne peuvent pas être soumis à l'impôt.

Il est possible que la migration externe et la fuite des cerveaux aient aussi une influence positive sur le pays car elles aident à une transition plus rapide vers une économie de marché. En travaillant dans d'autres pays, les citoyens de la Moldova améliorent leur statut matériel et acquièrent les qualifications nécessaires au travail dans une économie de marché, les deux pouvant être réinvestis en Moldova. L'émigration est aussi une ressource financière pour l'économie nationale et un moyen de maintien de la stabilité de la monnaie nationale. Selon les données de la Banque Nationale, en 2000 les émigrants moldoves ont officiellement transféré au pays environ 280 million \$ (USD), un montant comparable aux réserves en devises du pays. Cependant, ce montant semble sous-estimé. En effet, si l'on estime que chaque personne travaillant à l'étranger envoie à la maison au moins 1.000\$ (USD) par an, la somme réelle d'argent transféré représente au moins 600 million \$ (USD). Ces ressources financières sont utilisées presque entièrement à satisfaire les besoins présents de la population : aliments, habits, coûts sociaux, etc. Le principal défi est d'utiliser ces ressources pour le soutien et le développement du commerce et des petites entreprises.

Même si l'export du travail a eu certains effets positifs dans la résolution des nombreux problèmes sociaux du pays, les officiels sont de plus en plus conscients du fait que la migration de la main d'œuvre et surtout l'émigration illégale, empêchent la stabilisation du marché du travail de la Moldova et conduisent à une baisse des revenus en termes de fonds sociaux.

A présent, de nouveaux mécanismes de prévention de l'émigration illégale sont pris en compte par le Gouvernement, y compris la mise en place d'un système national sur ordinateur pour l'enregistrement et l'analyse du flux de la migration. La réglementation du processus d'émigration était l'une des tâches du Service d'Etat pour la Migration établi en 2001 et devenu plus tard le Département pour la Migration. L'une des principales fonctions de ce Département est de conclure des accords avec les pays où travaillent de nombreux citoyens de la Moldova, à savoir: l'Italie, le Portugal, la Grèce, l'Espagne, l'Israël, la Russie et l'Ukraine.

LA FUITE DES CERVEAUX DANS LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA

L'étendue et les dimensions actuelles de la fuite des cerveaux

L'une des principales particularités du processus d'émigration de la République de Moldova est l'exode croissant de spécialistes de différents secteurs de l'économie.

Parmi ceux qui partent travailler à l'étranger se trouvent des ingénieurs, des médecins, des professeurs, des artistes, des avocats, des scientifiques, etc. Le phénomène est répandu dans les zones rurales surtout parmi les jeunes, dont beaucoup ont des diplômes d'enseignement supérieur ou professionnel technique. Du fait que la majeure partie de la population active part, ce processus a naturellement un impact négatif sur le développement économique et social du pays.

Un pourcentage substantiel d' « émigrants » est représenté par des professionnels hautement qualifiés, phénomène qui représente une réelle fuite de cerveaux de la Moldova. En 2002, le nombre de chercheurs scientifiques a été divisé par trois comparé à l'année 1992.

Il y a eu une croissance dans l'exode des chercheurs scientifiques des institutions de l'Académie des Sciences de la Moldova. Alors que le nombre du personnel de l'Académie a décliné de 15 pourcent au cours des cinq dernières années, le nombre du personnel récemment engagé a aussi décliné de 18 pourcent et le nombre de postes disponibles a augmenté de 14 en 1998 à 58 en 2002. Le nombre de chercheurs ayant quitté l'établissement au cours des cinq dernières années dépasse le nombre de ceux récemment engagé de 29 pourcent.

Selon les données du Syndicat de l'enseignement pour la période de 1994-2000, plus de 27.000 enseignants ont quitté les établissements scolaires et à partir de l'année 2000, environ 2.000-2.200 enseignants quittent les établissements scolaires chaque année. Environ 2.500 chercheurs de l'Académie des Sciences ont quitté l'Académie ces dernières années.

Les experts ont conduit une étude sociologique sur la migration croissante des moldaves détenant des diplômes d'enseignement supérieur vers la Fédération Russe. Deux tiers des moldaves travaillant en Russie ont une éducation secondaire professionnelle (52 pourcent) et une éducation secondaire générale (10 pourcent), mais un cinquième a suivi une formation dans l'enseignement supérieur formel (21,4 pourcent) et des cours d'enseignement supérieur à court terme (7 pourcent).

Du fait que les diplômes d'enseignement supérieur issues par la République de Moldova ne sont pas reconnus à l'étranger, les chercheurs scientifiques et les professionnels hautement qualifiés de la République de Moldova sont engagés à l'étranger dans des activités qui n'ont rien à voir avec leurs compétences : travaux agricoles, bâtiment, soins médicaux, travaux ménagers, etc.

Les principaux facteurs

La situation économique difficile a conduit à une perte de la confiance et d'espoir parmi la majorité de la population et surtout parmi les jeunes, notamment concernant le fait d'atteindre un standard de vie décent dans le futur proche.

Bien que la paupérisation de la population en Moldova ait constamment augmenté pendant les années 1990, ce phénomène n'a pas été officiellement reconnu et inclus parmi les priorités du Gouvernement avant 1997, lorsqu'une analyse de l'infrastructure de la pauvreté a été conduite pour la première fois.

Les études récentes démontrent que dans la République de Moldova, les caractéristiques de la pauvreté sont les mêmes que dans les autres pays en voie de transition. En même temps, la pauvreté de la Moldova a certains traits spécifiques. Ainsi, la catégorie des démunis comprend non seulement les couches traditionnellement vulnérables de la société (ceux qui ont peu de qualifications, qui sont inactifs du point de vue économique ou qui reçoivent l'indemnisation de chômage), mais aussi une importante partie des gens éduqués, en bonne santé et qualifiés.

Les études ont démontré que les gens ayant fait des études d'enseignement supérieur peuvent mieux s'adapter aux conditions de l'économie de marché, fait qui explique qu'en dépit des difficultés de la transition, il y ait eu une croissance du nombre d'étudiants dans les universités ; ce nombre a atteint 170 pourcent en 2000, par rapport à l'année 1990.

L'instabilité économique caractéristique à la transition à l'économie de marché a réduit de manière catastrophique le standard de vie des moldaves. La principale source de revenu de la population en 2002 était de 692 MDL (environ 50 USD) par mois. Dans les secteurs de l'éducation et de la santé, le salaire moyen est encore plus bas, voir de 463 MDL et respectivement de 439 MDL. Une personne sur cinq est considérée extrêmement pauvre.

Les chances limitées d'accéder à une profession à travers une bourse, les opportunités limitées d'entreprendre des activités entrepreneuriales productives, le manque d'emplois et la montée du chômage – tous ces facteurs ont accéléré l'exode des professionnels à l'étranger.

Les bas salaires du secteur de la science sont la principale raison pour le départ des jeunes chercheurs. A l'Académie des Sciences, soixante-cinq personnes ont trouvé un emploi ces cinq dernières années et quarante trois jeunes chercheurs de moins de 30 ans ont quitté l'Académie pour accepter des emplois dans d'autres domaines ou pour partir à l'étranger. En même temps, on

devrait mentionner le fait que très peu de chercheurs qui ont quitté le pays y sont revenus. On connaît seulement sept cas de spécialistes qui sont revenus à leurs instituts de recherche (dans l'agriculture ou dans le domaine de la santé).

Le pourcentage important de chômage provient non seulement du large nombre de jeunes spécialistes ne trouvant pas d'emplois, mais aussi du fait des restructurations d'entreprises ou de leurs manque de solvabilité.

La présente analyse suggère que l'exode intellectuel de la République de Moldova a pour principales causes :

- la crise économique et l'instabilité politique ;
- la pauvreté et le chômage ;
- le manque d'emplois correspondants aux qualifications des jeunes ;
- les très bas salaires et les délais dans leur paiement ;
- les bas standards de vie ;
- les opportunités limitées pour les jeunes de trouver des logements séparés ;
- le milieu défavorable des affaires ;
- la protection sociale limitée ;
- l'accès limité à l'éducation et aux services de santé.

Le manque d'emplois reste le principal facteur déterminant la fuite des cerveaux, même au cours des périodes où l'on enregistre une certaine croissance économique.

Les facteurs qui influencent la fuite des cerveaux dans le secteur de l'enseignement supérieur

Le phénomène de la fuite des cerveaux de la République de Moldova est principalement déterminé par les facteurs économiques, exprimés par la perspective limitée d'emplois et de revenus. Le pourcentage du chômage est devenu de plus en plus important, non seulement pour les ouvriers non qualifiés, mais aussi dans le secteur agricole et parmi les intellectuels (médecins et enseignants).

D'un côté les équipes de chercheurs se trouvent devant l'impossibilité d'entreprendre un travail scientifique à haut niveau du fait du manque de matériaux, d'équipements et de ressources nécessaires. D'un autre côté, le fait que leur recherche scientifique peut ne pas être utilisée ou désirée par leur société. Les chercheurs scientifiques profitent de toute opportunité qui leur est offerte pour signer des contrats directement avec des partenaires étrangers qui leur proposent des activités temporaires à l'étranger ou même une chance de départ.

La première vague de migration des intellectuels a eu lieu entre 1989 et 1992 et elle semble avoir été causée surtout par le pessimisme social de la population et par la détérioration des relations interethniques. Le conflit militaire de 1992 a joué un rôle spécial, déterminant une certaine partie de la population parlant le russe à déménager vers la Russie, l'Ukraine et d'autres républiques de l'ancienne URSS.

La seconde vague de migration, à la recherche des emplois, a débuté en 1994 comme conséquence de l'amplification des problèmes économiques et sociaux. A l'époque, la majorité des émigrants sont allés vers la Russie, l'Ukraine, l'Israël, les Etats-Unis et l'Allemagne. Le large flux migratoire vers la Russie peut s'expliquer par le fait que la plupart des moldoves parlent le russe et sont familiarisés avec la culture et les traditions russes, ainsi que par le fait que nombre d'entre eux ont étudié dans différents établissements d'enseignement supérieur de l'ancienne URSS.

Cette dernière décennie, le secteur de l'enseignement – le plus important facteur du développement économique – a souffert un déclin considérable. La réduction du financement d'Etat a conduit à une détérioration des principaux piliers de l'éducation : le potentiel humain, les bases scientifiques, d'enseignement et méthodologiques, ainsi que le support matériel et technique des établissements d'enseignement.

Un autre facteur ayant contribué à la fuite des cerveaux est l'instabilité sociale et politique du pays. Les fréquents changements de gouvernement et d'orientation politique conduisent à un manque de confiance et minent les espoirs de réussite professionnelle au pays.

Un important facteur de l'apparition du phénomène de la fuite des cerveaux a été la tombée du «rideau de fer» et l'ouverture des frontières pour le libre mouvement de la population vers l'étranger. De nombreux professionnels sont partis travailler dans les pays économiquement développés pour bénéficier d'un certain niveau de sécurité sociale.

LES RECOMMANDATIONS SUR LES FUTURES POLITIQUES ENVISAGEABLES

Une analyse de la fuite des cerveaux, phénomène qui s'est intensifié en Moldova, a conduit à la conclusion que pour réduire l'émigration des professionnels intellectuels, sont nécessaires un plus grand nombre de mesures institutionnelles et nationales.

Au niveau institutionnel :

- optimiser les conditions de travail des enseignants, des chercheurs scientifiques, des spécialistes et des nouveaux diplômés des établissements d'enseignement supérieur ;
- introduire dans l'enseignement supérieur et post-universitaire un système de formation à base de contrats conclus avec des agents économiques et garantissant l'emploi ultérieur des diplômés ;
- introduire un système pour stimuler les employés, en leur offrant des bonus et des revenus supplémentaires selon leurs performances et résultats ;
- développer et appliquer un mécanisme pour accorder aux jeunes diplômés des subventions à la location et/ou à l'achat de logements.

Au niveau national:

- améliorer le cadre légal et normatif de la République de Moldova concernant ses professionnels intellectuels;
- conduire un recensement de la population pour en déterminer la part active et le nombre exact de personnes qui ont émigré;
- intégrer la République de Moldova dans l'Europe, fait qui favoriserait certaines réformes économiques dirigées vers les standards européens en matière de protection sociale
- implémenter les programmes d'Etat pour assurer la croissance économique et la diminution de la pauvreté;
- approuver une stratégie nationale pour la formation professionnelle et la mise à jour des connaissances;
- intégrer l'enseignement supérieur à la recherche scientifique et au développement technologique;
- introduire un système adéquat de rémunération pour le travail intellectuel;
- permettre l'accès aux informations disponibles sur le marché du travail;
- suivre la migration des citoyens moldoves et intensifier les réglementations d'Etat sur l'émigration en signant des accords avec d'autres pays;
- renforcer l'infrastructure liée aux services sociaux, afin d'aider les personnes à faibles revenus;
- lutter contre la corruption à tous les niveaux;
- introduire un mécanisme efficace pour trouver des emplois aux diplômés universitaires et aux étudiants du troisième cycle;
- assurer l'accès à un enseignement supérieur et post-universitaire de qualité;

- implémenter de hauts standards dans l'enseignement supérieur afin d'accroître la reconnaissance des diplômes moldoves dans d'autres parties du monde;
- encourager les jeunes à participer aux activités nationales socio-économiques, culturelles, sportives et politiques et organiser des cours de formation entrepreneuriale et de direction;
- créer des facilités pour ceux qui ayant fait des études à l'étranger, rentrent en Moldova et trouvent un emploi;
- assurer l'accès pour tous aux soins médicaux, quel que soit leurs revenus;
- introduire un système de prêts aux étudiants pour le paiement des frais universitaires;
- établir des estimations à long terme du nombre de professionnels hautement qualifiés, y compris des chercheurs scientifiques, nécessaire à l'économie nationale.

CONCLUSION

Le progrès de Moldova envers un futur meilleur est possible seulement à travers des transformations socio-économiques radicales, qui conduiraient à une économie de marché, à la concurrence et à la libre initiative.

La multitude de problèmes sociaux au cours de la dernière décennie a considérablement baissé le standard de vie de la population. Toutes les activités devraient donc être centrées sur l'amélioration du standard de vie, fait qui réduira indirectement la fuite des cerveaux.

On espère que la stabilité politique et un gouvernement puissant et efficace à tous les niveaux, en dehors de l'accomplissement des recommandations ci-dessus, aideront à inverser la tendance de la fuite des cerveaux de la République de Moldova.

Références

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA. *Strategy on Economic Growth and Poverty Reduction: 2004-2006* [La stratégie de croissance économique et de réduction de la pauvreté (SCERS): 2004-2006] (Projet), 2003. Disponible sur <www.scers.md>.

L'INSTITUT DE POLITIQUES PUBLIQUES. *Public Opinion Barometer April-May 2004* [Le Baromètre de l'opinion publique de Moldova]. Chisinau: IMASinc, avril-mai 2003. Disponible aussi sur <<http://www.ipp.md>>.

Internet gazeta (en russe), disponible sur <www.press.try.md>.

LE PARLEMENT DE LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA. *Migration Law* [La Loi sur la migration] (6 décembre 2002).

"The Migration Policy Concept of the Republic of Moldova" [La conception de la politique des migrations de la République de Moldova], *Bulletin Officiel de la République de Moldova* 146-148 Art. 1140 (2002): 10-12.

Autres ouvrages

LE DEPARTMENT DE STATISTIQUE ET DE SOCIOLOGIE DE LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA. *The Activity of Higher Education Institutions. Status at Beginning of Academic Year. Annual Statistics Report*. [L'activité des établissements d'enseignement supérieur. La situation au début de l'année scolaire. Rapport statistique annuel]. Chisinau: Edition Statistica.

LE DEPARTMENT DE STATISTIQUE ET DE SOCIOLOGIE DE LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA. "Informal and Non-protected Labour: Social Risks and Factors for Migration on the Labour Market of the

Republic of Moldova”, in, *The Labour Market in the Republic of Moldova* [Le marché du travail dans la République de Moldova]. Chisinau: Edition Statistica, 2003.

LE DEPARTMENT DE STATISTIQUE ET DE SOCIOLOGIE DE LA REPUBLIQUE DE MOLDOVA. *Employables, Employees and Unemployment* [La population économiquement active, les personnes détenant un emploi et le chômage]. Chisinau: Edition Statistica, 2003, p. 179.

Education and the Labour Market in Transition. National Report [L'éducation et le marché du travail au cours de la transition (Rapport national)]. Chisinau: ETF, Observatoire National de Moldova, la Commission Nationale de l'UNESCO en République de Moldova, 1999.

Education in the Republic of Moldova 2002/2003 [L'enseignement dans la République de Moldova – 2002/2003]. Chisinau: Edition Statistica, S.A. “CRIO”, 2003.

GRIBINCEA, A. “Migration: A Global Economical Problem” [La migration: un problème économique global], in, *Trudovaia migratia i zascita prav gastarbeiterov: praktika postkommunisticeskih stran* (en russe) [La migration de la main d'œuvre et la défense des droits des ouvriers étrangers: la pratique des pays post-communistes]. Chisinau: USM, 2003.

Information Bulletin on PRSP [Le Bulletin d'information SCERS] 1. Chisinau: Independent Press Association, 1 octobre 2003.

Moldova in Figures – 2003 [La Moldova en chiffres – 2003]. Chisinau: Edition Statistica, SA “CRIO”, 2003.

Moldova, Ukraine and Romania: European Integration and Labour Migration [La Moldova, l'Ukraine, la Roumanie: l'intégration européenne et la migration de la main d'œuvre]. Chisinau: CAPTES, 2000.

MOSNEAGA, V. “Protection of Migrants from Moldova: Results of an Expert Opinion Poll” [La protection des émigrés de Moldova dans le cadre de la Convention de l'Organisation Internationale du Travail (1949): les résultats d'un sondage parmi les experts], in, *Trudovaia migratia i zascita prav gastarbeiterov: praktika postkommunisticeskih stran* (en russe). Chisinau: USM, 2003.

MUNTEANU, V. *The Migration Policy of the Republic of Moldova: Issues and Solutions*. Chisinau: Institute of Public Policies (IPP), 2003.

MURGOI, T. “Problems of Brain Drain” [Les problèmes de la migration des “cerveaux”], in, *Moldova, Ukraine and Romania: European Integration and Labour Migration*. Chisinau: CAPTES, 2000.

L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI. *Rapport* [Présenté lors de la réunion du Conseil de la Confédération des Syndicats de la République de Moldova]. Chisinau, 26 juin 2003.

Statistical Yearbook of the Republic of Moldova – 1993 [L'annuaire statistique de la République de Moldova – 1993]. Chisinau: Edition Statistica, 1994.

Statistical Yearbook of the Republic of Moldova – 1995 [L'annuaire statistique de la République de Moldova]. Chisinau: Edition Statistica, 1996.

Statistical Yearbook of the Republic of Moldova – 2000 [L'annuaire statistique de la République de Moldova – 2000]. Chisinau: Edition Statistica, SA “CRIO”, 2002.

Statistical Yearbook of the Republic of Moldova – 2002 [L'annuaire statistique de la République de Moldova – 2002]. Chisinau: Edition Statistica, S.A. “CRIO”, Chisinau, 2002.

SUPREME COUNCIL FOR SCIENCE AND TECHNOLOGICAL DEVELOPMENT. *R&D and Innovation Activity in the Republic of Moldova. Report 2001* [L'activité de recherche, de développement et d'innovation en République de Moldova (Rapport-2001)]. Chisinau: CSSDT, 2002.

TEOSA, V. "Informal and Unprotected Labour: Social Risks and Factors for Migration on the Labour Market of the Republic of Moldova" [Le travail informel et non protégé parmi les risques sociaux et les facteurs qui favorisent la migration de la main d'oeuvre de la République de Moldova], in, *Trudovaia migratia i zascita prav gatarbeiterov: praktika postkommunisticeskih stran* (en russe). Chisinau: USM, 2003, p. 172.

TIRON, S., ARION, V., PAIU, M., SCALNII, V. et STAN, V. *Higher Education in the Republic of Moldova*. Série Monographies sur l'Enseignement Supérieur. Bucarest: UNESCO-CEPES, 2003.

Une jeunesse agitée: l'émigration et l'entreprise en Roumanie

IOAN MIHAILESCU

Les changements politiques en Roumanie après 1989 ont été suivis par des changements structurels qui ont touché tous les domaines de la vie sociale, économique, politique et culturelle. La transition d'une société « fermée » à une société « ouverte » a été difficile pour les pays de l'Europe de l'Est, car la création d'institutions orientées vers la concurrence et la diversité n'a pas conduit à un changement immédiat des mentalités et de la routine sociale. Des décennies d'éducation communiste dans l'« esprit de modestie » ont fait que les aspirations ne transgressent pas les frontières idéologiques et ceci est essentiel pour apprécier le fossé entre les aspirations sociales et la fonctionnalité systémique d'après 1990.

La réorganisation économique extensive a directement affecté le système de l'éducation, par des changements insolites. De nouvelles occupations et de nouveaux domaines d'activité sont apparus, pour lesquels les qualifications présentes se sont avérées inadéquates. En même temps, en ce qui concerne la structure des professions d'avant 1989, l'importance accordée aux qualifications s'est dramatiquement diminuée.

Si les possibilités pour exprimer les idéaux et les aspirations sont insuffisantes, le surplus de qualification tend à se diriger vers des environnements moins fermés du point de vue économique.

LE CHOMAGE EN ROUMANIE APRES 1989

Le chômage est devenu un problème chronique dans les pays s'éloignant du modèle de développement socialiste. Les nouvelles inégalités sont à peine tolérables, mais on les considère en général comme un mal nécessaire. Les effets de la réforme industrielle ont conduit à des turbulences que les gouvernements se sont efforcés à régler, en retardant – comme c'est le cas pour la Roumanie – la restructuration de l'économie socialiste.

La dynamique du chômage a suivi une courbe de plus en plus accélérée sur les dix dernières années et selon les données statistiques pour l'année 2001, le niveau du chômage en Roumanie a triplé sur cette période. Le niveau très bas de la compensation de chômage, cumulé au niveau élevé de l'imposition et à ses effets démobilisateurs pour la libre entreprise n'ont fait qu'encourager l'économie souterraine. Le chômage est devenu un problème de plus en plus sérieux qui a commencé à affecter une plus large échelle d'âge et de catégories d'éducation. Ainsi la situation de ceux détenant un diplôme universitaire ou même post-universitaire est devenue alarmante.

En mars 2003, le taux de chômage national a diminué de 5,1 pourcent par rapport à celui de mars 2002, ce qui fut la première amélioration après plus d'une décennie d'indicateurs négatifs. La plupart des chômeurs ayant des études universitaires font partie du segment de population jeune et active; ceci indique le besoin de politiques sociales et économiques qui devraient s'adresser tout d'abord à l'intégration professionnelle des jeunes.

On peut trouver des personnes hautement qualifiées dans toutes les catégories d'âge sur les périodes de croissance du chômage, mais les pourcentages sont moindres parmi les adultes et les personnes âgées. Il est intéressant de noter que le nombre de personnes détenant un diplôme universitaire a atteint un niveau élevé et qu'on s'attend à ce que celui-ci augmente à moyen terme, selon les prévisions de l'Institut pour les Politiques Publiques (IPP).¹⁸ La croissance du nombre de diplômés d'université, ainsi que la situation globale des économies nationales ont contribué à cet état de fait au cours des dernières années.

¹⁸ Des informations supplémentaires sont disponibles sur <<http://www.ipp.md/>>

L'EVOLUTION DE L'EDUCATION – L'IMPACT SUR LA 'FUITE DES CERVEAUX'

Selon les rapports sur l'état du système roumain d'enseignement, le processus éducationnel doit être revu d'une part en tenant compte des nouvelles possibilités et d'autre part en se rapportant aux exigences d'une société en voie de transition. L'enseignement est la première institution appelée à fournir de nouvelles compétences sur le marché du travail. Que cette réponse soit dissonante du point de vue social et économique est le résultat du fait que la société roumaine traverse une période de profonds changements.

Les pourcentages d'abandons et d'échecs et le manque d'intérêt dans le capital culturel offert par un diplôme sont quelques uns des effets de la transition vers un nouveau système d'éducation. La tendance à la migration des diplômés de l'enseignement supérieur est une solution pour la vie, de conjoncture pour certains, ultime pour d'autres. L'adhésion à la mondialisation est ainsi souvent imposée par les circonstances ou une situation de crise dans le système social.

Comme caractéristique de l'environnement roumain culturel et éducationnel il y a eu une croissance spectaculaire du nombre de diplômés depuis 1990. Cependant la croissance du nombre de diplômés n'a pas été accompagnée par le développement du marché du travail; la mobilité transfrontalière et le phénomène de fuite de cerveaux qui y est relié sont apparus comme des alternatives naturelles.

Les jeunes ont été très réceptifs aux défis de l'économie du savoir, ils ont montré un potentiel créatif important face aux structures inefficaces et à une certaine tendance de résistance aux changements de la direction. La plupart des emplois offerts tendent à porter sur la création, la collection et le maniement des informations, étant donné que l'adaptabilité dans un environnement tellement fluide révèle d'un défi complexe.

Après 1990, le processus de réforme socio-économique a eu une trajectoire contradictoire, sinueuse et pleine d'expériences plus ou moins réussites. Il mérite de mentionner parmi les difficultés de cette période l'intention déclarée – de ceux qui ont administré les programmes de réforme – de changer la routine des concepts et des pratiques qui ne correspondaient plus au marché du travail. Alternativement, des systèmes de formation parallèle sont apparus dans les domaines les plus recherchés par les entrepreneurs roumains et étrangers. La rémunération, le prestige social et la mobilité professionnelle associés aux sociétés étrangères ont suscité beaucoup d'intérêt.

La plupart des établissements éducationnels ont fourni des efforts considérables pour identifier les ressources nécessaires à la survie du point de vue économique, étant à peine capables de faire face à la tâche de former les mentalités et les qualités adéquates dans un esprit d'autonomie, de flexibilité et de dialogue. La formule pour dépasser ces inconvénients est de faire du processus de formation un processus permanent à travers la « formation tout au long de la vie », en assurant ainsi l'équilibre relatif entre l'« individualisme » et la « socialisation ».

Après 1990 il y a eu une croissance du nombre d'établissements d'enseignement supérieur. Il y avait 29.901 diplômés universitaires en 1991-1992; moins d'une décennie plus tard, il y en avait 67.940 (1999-2000). Qui plus est, dans le secteur privé, le nombre d'établissements d'enseignement supérieur a presque doublé ces cinq dernières années.

Les nouvelles technologies d'information et de communication (TIC) ont aussi apporté leur contribution à cette explosion. La migration des diplômés et des étudiants envers des moyens alternatifs d'acquisition de compétences est un symptôme naturel des pressions exercées par la mondialisation. L'introduction de nouvelles formes d'enseignement sur l'Internet et/ou de cours à court terme a généré une croissance du nombre des étudiants et implicitement du nombre de diplômés sans emplois.

LE SECTEUR ROUMAIN DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, 2002-2010

A partir de la situation présente dans le domaine de l'enseignement universitaire roumain, le Ministère de l'Education et de la Recherche (MER) a mis au point un projet visant à promouvoir les principes de la formation professionnelle et de la spécialisation, selon les besoins et les réalités socio-économiques présentes du pays. On mentionne souvent la reconnaissance internationale des diplômes issus par les universités roumaines, même si personne n'a étudié la relation entre la formation professionnelle, le niveau professionnel et les domaines dans lesquels travaillent les spécialistes roumains à l'étranger.

En ce qui concerne la migration des roumains hautement qualifiés, le projet du MER suggère une intervention plus active dans le processus de l'intégration post-universitaire. A ce sujet, la coopération entre les ministères et les établissements représente la base logique et pratique pour un programme à long terme suivant les standards de l'agenda roumain pour l'intégration européenne. La principale priorité du gouvernement roumain est d'augmenter les niveaux d'engagement de la population active et d'appliquer des mesures économiques stimulant la création d'emplois dans les processus de privatisation et de réorganisation, afin que le chômage continue à baisser.

Une importante initiative sera la formation et la réorientation de la main d'œuvre selon la demande du marché. Le besoin d'introduire de telles mesures est devenu de plus en plus pressant et en avril 2003, le Premier Ministre roumain a demandé la création de programmes spéciaux pour accroître l'intérêt des jeunes pour la recherche en Roumanie. Il a aussi demandé de concevoir un plan d'actions concrètes (le « *Brain Drain Stop* ») pour lutter contre la baisse du nombre de chercheurs et leur vieillissement.

LE CONTENU DU PHENOMENE DE LA FUITE DES CERVEAUX

Le terme de fuite des cerveaux est généralement compris comme un phénomène compliqué, dynamique et souvent contradictoire. Il suppose soit le départ de main d'œuvre hautement qualifiée du pays ayant fourni les ressources pour sa formation, (*milieu d'origine*), soit l'utilisation de cette main d'œuvre dans les activités internes du moment de l'immigration dans le pays adoptif (*milieu de destination*). D'un point de vue conceptuel, une telle différenciation est nécessaire afin de distinguer le phénomène en soi d'autres formes de mobilité scientifique transfrontalière (des cours prolongés à l'étranger, des jobs d'été, visas temporaires de travail, etc.). Autrement dit, les interprétations données au concept de fuite des cerveaux s'inscrivent dans deux catégories principales:

- l'émigration de la main d'œuvre des pays en voie de développement vers les pays développés (la théorie critique);
- l'émigration de la main d'œuvre des pays développés vers d'autres pays développés, qui diffère seulement par le niveau de la demande/offre de spécialistes (la théorie néo-classique).

Dans l'étude présente, l'expression fuite des cerveaux se réfère à la définition précédente, c'est-à-dire à la migration de main d'œuvre hautement qualifiée de la Roumanie vers des pays offrant de meilleures conditions de développement socioprofessionnel et qui sont intéressés à tirer profit d'un tel potentiel.

En dépit de tous les efforts fait par les instituts et les centres de recherche, l'étendue réelle de la migration intellectuelle ne peut pas être caractérisée avec précision. Les informations statistiques sur la fuite des cerveaux ne sont toujours pas exactes, comme elles se fondent uniquement sur les sources formelles. En fait, une telle estimation convaincante doit prendre en compte le contexte invisible et la dynamique illégale de la circulation des jeunes spécialistes et chercheurs. L'étendue de cette circulation est surtout déduite de ce que les médias ont publié à ce sujet ces dernières années, mais elle représente certainement un problème pour les gouvernements et elle a fait l'objet de nombreux débats et projets. En ce qui concerne les programmes de lutte contre la fuite des cerveaux, ont été prises en compte les mesures suivantes:

- la création d'un environnement légal, institutionnel et financier qui encouragerait le retour au pays des jeunes ayant terminé leurs études postuniversitaires à l'étranger (master, doctorat et études post-doctorales);
- l'évaluation de l'impact du fait d'imposer la culture managériale aux structures et aux valeurs socio-économiques existantes;
- l'identification de mesures dans le cadre des programmes de *Brain Drain - Brain Regain* (fuite des cerveaux – retour des cerveaux), en mettant l'accent sur l'autofinancement et la croissance rapide de main d'œuvre aux niveaux national et international;
- le maintien d'un contact avec les roumains à travers le monde en créant des milieux virtuels de dialogue sur les projets communs.

Une étude conduite par l'Institut national pour les opinions et les études de marché – INSOMAR (acronyme roumain) en 2000 à la demande du MER, a observé un fort comportement migratoire parmi les étudiants roumains. L'étude a montré que 66 pourcent des personnes interviewées sur un échantillon national avaient l'intention d'émigrer. Dans les campus universitaires roumains, il existe une micro-économie en ce qui concerne les biens et les services acceptés par 90 pourcent des étudiants comme étant naturelle, en dépit du fait que plus de 70 pourcent proviennent de bons milieux bien éduqués – et ont hérité d'un important capital culturel. Cette orientation génère des styles de vie qui combinent les tendances entrepreneuriales et intellectuelles dans la transition vers l'économie de marché.

L'intérêt suscité par la formation universitaire provient tout d'abord de la conviction qu'elle augmente les chances de trouver des emplois plus avantageux dans le futur. Une telle conviction coexiste avec une autre également puissante, qui est qu'en Roumanie les chances d'un diplômé d'université de trouver un emploi s'amointrissent chaque année. La seule chose certaine qui résulte de l'analyse est que la concurrence réelle se fonde plus sur la longueur du CV et moins sur les compétences professionnelles en soi.

Dans ces circonstances, la migration des jeunes intellectuels devrait être plus perçue comme mobilité transfrontalière des diplômés d'université. Elle fait partie d'un phénomène plus large de migration des pays en voie de développement vers les économies plus avancées. Autrement dit, la fuite des cerveaux et la migration de la main d'œuvre diffèrent non seulement qualitativement, mais aussi quantitativement. Les «cerveaux» véritables sont engagés dans une concurrence pour de meilleures positions dans la société et ils renoncent à l'idée de trouver un emploi dans leur pays seulement lorsque la perspective d'un revenu supérieur obtenu à l'étranger devient irrésistible. C'est la raison pour laquelle, étant donné le niveau de compétence et les performances professionnelles démontrés par les diplômés d'université au cours d'un interview pour un poste, les seules opportunités réellement attractives sont celles offertes par les sociétés à capital étranger ayant des filiales locales et par les sociétés roumaines à capital privé.

Lorsque l'on pense aux étudiants dans les domaines de pointe de la science et de la technologie, leur intention de migrer vers des milieux économiques mieux équipés est encore plus explicite. Les spécialistes en ordinateurs, télécommunication, robotique ou biotechnologie sont aussi les candidats les plus demandés par les sociétés de l'Europe de l'Ouest lorsqu'elles recrutent de la main d'œuvre hautement qualifiée. Le paradoxe réside dans le fait que d'une part, les pays en voie de transition n'ont pas la capacité d'absorber et de mettre à profit leur propre main d'œuvre hautement qualifiée et, d'autre part que les spécialistes dans ces domaines sont assez nombreux pour couvrir la demande des pays développés.

Un autre aspect très particulier devant être mentionné est l'existence du double standard officiel concernant les jeunes spécialistes. D'une part, les mesures d'intégration existent dans les projets de développement nationaux destinés aux diplômés d'université. D'autre part, les offres d'emplois venant de l'étranger sont attrayantes: un exemple célèbre est la demande de l'Allemagne

de 30.000 spécialistes en ordinateur adressées aux pays de l'Europe Centrale et de l'Est, en vue de couvrir le déficit de main d'œuvre hautement qualifiée de l'économie allemande.

Finalement, ce processus peut être vu comme expression de la mobilité professionnelle transfrontalière; l'émigration des jeunes chercheurs et spécialistes ne devrait pas être nécessairement considérée comme diminuant la réserve nationale stratégique. Au contraire, elle pourrait être considérée comme un investissement à moyen et/ou long terme. Les pertes initiales seront converties dans des profits bien supérieurs une fois que les émigrants retourneront « à la maison ». Ce que l'on connaît moins sur cette migration circulaire est la proportion entre ceux qui partent et ceux qui reviennent. Dans un sondage¹⁹ effectué par l'Université de Bucarest la plupart des sujets interviewés ont déclaré vouloir quitter la Roumanie puis y revenir et seulement 20 pourcent ont déclaré qu'ils aimeraient s'établir définitivement dans un autre pays. Le pourcentage de personnes désirant travailler à l'étranger de manière permanente est relativement peu important.

La DYNAMIQUE DE LA MAIN D'OEUVRE DANS LE SECTEUR TI

La chute du «rideau de fer » a offert à des milliers de jeunes l'opportunité d'obtenir des bourses auprès des plus prestigieuses universités d'Europe et des Etats-Unis. En Roumanie, les licenciements massifs dans l'industrie ont généré un fort taux de chômage parmi les technologues, ce qui a poussé des milliers de spécialistes roumains vers des emplois mieux payés à l'étranger. Les spécialistes les plus demandés étaient les experts dans le domaine TIC. Le marché du travail dans la TI a été caractérisé par une forte mobilité transfrontalière et les meilleures sociétés de software ont eu beaucoup de peine à recruter de futurs spécialistes parmi les jeunes étudiants et diplômés d'université en TI.

Le fait que plus de la moitié des diplômés en TI de Roumanie pensent trouver un emploi à l'étranger peut être vu comme étant très alarmant. Nombreux de ces jeunes ont déclaré qu'ils ont attendu le bon moment pour partir, même lorsque leur revenu à l'étranger dépasse rarement le niveau d'une bourse médiocre aux Etats-Unis. La situation a changé en quelque sorte après que les sociétés roumaines de software aient pénétré le marché mondial, en créant ainsi de meilleures opportunités d'emploi au pays.

La capacité du système éducationnel à fournir des spécialistes dans d'autres domaines également importants, nécessaires au développement interne, est incertaine. Tant que la société roumaine actuelle n'offre pas d'opportunités de développement professionnel et ne met pas à profit les éléments hautement qualifiés à des fins spécialisées, la tentation des pays les plus développés sera encore plus grande.

LE LIEN ENTRE LES DIPLOMES D'UNIVERSITE ET LE PHENOMENE DE FUITE DES CERVEAUX

La plupart des diplômés du système d'enseignement supérieur en 2000 n'étaient pas satisfaits de la qualité de la formation pratique des universités. La valeur du capital culturel offert par un diplôme est minimisée par celle du capital social, que les jeunes diplômés peuvent déjà avoir. Pour ceux qui ne possèdent pas suffisamment de capital social, la tentation de quitter le pays est une solution raisonnable; c'est ce qui a été affirmé par presque la moitié des répondants d'un sondage organisé par l'Institut pour la recherche économique et sociale et les sondages – IRECSO (l'acronyme roumain), une année après celui conduit par INSOMAR.

Le secteur privé est très sensible par rapport aux changements et ceci implique une redéfinition des opportunités d'emploi. Un diplôme n'offre pas de garantie par rapport à l'emploi, surtout si l'on prend en compte le nombre croissant de licenciements effectués par les grands

¹⁹ La recherche a été effectuée du 8 au 21 mars 2002 par une équipe de jeunes chercheurs et d'étudiants en sociologie, sur un échantillon de 853 étudiants de l'Université de Bucarest.

employeurs roumains. Alors que le système de l'enseignement privé tend à s'ajuster en promouvant des sections qui attirent les demandes, il se trouve aussi confronté à une crise concernant la qualité des diplômes et l'accréditation. Par comparaison, les diplômes issus par les établissements d'Etat ont une bonne accréditation sociale, mais une spécialisation insuffisante pour le marché du travail.

La possibilité de plus en plus faible d'une intégration post-universitaire « garantie » contribue au développement d'un regard pessimiste; cette perception est amplifiée après la fin des études et s'ajoute à la dépréciation plus générale du capital culturel par rapport à ses formes économique, sociale ou politique, qui sont considérées plus compétitives. La recherche conduite par l'INSOMAR indique que le taux de satisfaction / mécontentement est pratiquement égal, mais ce qui surprend le plus est l'intention déclarée de plus de deux tiers des répondants de trouver un emploi satisfaisant à l'étranger.

Malheureusement, le programme de l'université ne répond pas toujours aux besoins réels de l'économie, ce qui conduit à une situation où le savoir théorique est plus privilégié que l'acquisition de compétences. A partir de cette remarque, les jeunes intellectuels choisissent des solutions de vie plus ou moins bonnes, parmi lesquelles le départ à l'étranger est une priorité.

Les conditions, les facteurs et les raisons qui influencent le phénomène de la fuite des cerveaux

Par rapport aux Etats-Unis, les pays européens investissent beaucoup moins dans l'enseignement et dans la recherche scientifique. La puissance économique que la nation américaine détient en ce moment se reflète dans l'éducation et la distance entre les deux continents dans ce domaine va probablement s'agrandir les années prochaines. Pour cette raison, les universités américaines attirent les étudiants provenant non seulement de l'Europe Centrale et de l'Est, mais aussi de l'Europe de l'Ouest. En ce qui concerne la recherche, 99 pourcent est la responsabilité des gouvernements nationaux des pays européens, alors que le contraire est valable aux Etats-Unis: les investissements privés représentent environ 80 pourcent de la recherche universitaire américaine.

L'idée qu'il y a peu de moyens disponibles pour renverser la tendance de ce phénomène est unanimement acceptée. Mais, au-delà de ces empêchements, une révision des conditions socio-économiques des chercheurs serait opportune. Une telle approche pourrait être accompagnée par des investissements dans l'infrastructure. Au cas où ces investissements sont difficiles à prendre sur le plan interne à court terme, ceux qui choisissent de partir à l'étranger doivent être encouragés à se maintenir informés de l'évolution des programmes de leur pays. Si les gens ne peuvent pas être convaincus à rester et à continuer leur activité scientifique dans les universités et dans les centres de recherche roumains, leurs idées au moins pourraient contribuer à l'effort de développement.

Les spécialistes qui reviennent peuvent rencontrer ou créer des problèmes de réintégration et d'emploi que la société n'est pas capable de résoudre, ce qui accroîtrait la distance économique et technologique. Auparavant, les jeunes spécialistes des pays socialistes qui voulaient travailler à l'étranger étaient considérés comme des personnes ayant trahi l'intérêt national et ceux qui s'étaient laissés emporter étaient considérés des victimes du matérialisme occidental qui méritaient leur « triste » sort.

Un autre moyen de limiter les effets de la fuite des cerveaux est l'assimilation à la mobilité transfrontalière. Il est difficile de nier le retard économique, du moins en ce qui concerne ce que les effets bénéfiques de la globalisation pourraient apporter à la culture. La circulation des élites culturelles contribue à la redistribution du savoir au niveau planétaire et probablement aussi à un cumul de la créativité technique et humaniste.

On ne peut pas ignorer le fait que travailler à l'étranger ne représente pas une option arbitraire, mais la conséquence d'une stratégie de vie ayant à la fois des causes subjectives et objectives:

- les causes subjectives – prises dans leur ensemble – sont des phénomènes sociaux, économiques et politiques dont les effets déterminent le désir d'une personne d'émigrer.

- les causes objectives sont les phénomènes qui agissent au niveau sociétal et qui permettent l'émigration et l'immigration du capital humain.

Aussi, les causes objectives peuvent avoir des fondements endogènes, ayant trait au pays d'origine, ou exogène que l'on peut trouver dans les sociétés où vers lesquelles se dirige l'émigration. Les causes objectives endogènes Une cause objective peut être la contraction de la demande interne pour un certain segment de travail, déterminé par certains facteurs économiques ou politiques. C'était le cas de la transition roumaine vers l'économie de marché; les institutions commerciales ne marchaient pas de manière satisfaisante car elles étaient entièrement soutenues par des mécanismes centralisés d'Etat. Ceci a créé une «porte d'entrée» aux capitaux étranger et une «sortie» au capital humain.

LES CAUSES OBJECTIVES EXOGENES

En général, ce sont les causes exogènes qui attirent la main d'œuvre hautement qualifiée. On ne devrait pas oublier le fait que le marché du travail ne fonctionne pas exclusivement selon des critères économiques, il est aussi sensible à la dynamique des phénomènes sociaux et démographiques, y compris à la concurrence. En dépit des bas salaires, les émigrants acceptent encore de travailler à l'étranger à cause des faibles standards économiques de leur propre pays. Le pays de destination bénéficie de la plus value et le pays d'émigration allouera des budgets moindres au chômage exporté; aux idéologies défaitistes par rapport à la migration intellectuelle se substituent les valeurs d'un monde mobile et démocratique. Lorsque la sélection et le recrutement se font selon des critères de performance professionnelle et non par besoin économique aigu, les opportunités de succès, de confort matériel et de meilleures perspectives peuvent se développer pour les générations futures.

L'étude réalisée par l'Université de Bucarest montre que la majorité des étudiants ne sont pas satisfaits par la situation économique et sociale. Les principales sources de mécontentement sont le taux élevé de chômage, les bas salaires, les prix élevés des biens et des services, ainsi que la perception d'une absence d'effets positifs visibles des politiques gouvernementales. Une fois les études supérieures finies, le désir d'émigrer demeure.

LA FUIITE DES CERVEAUX ET LES MEDIAS

Les dernières années on a vu comment le problème de la migration intellectuelle a été de plus en plus porté à l'attention du public. L'intérêt porté à cette forme spéciale de mobilité physique et sociale est due principalement à la croissance de la mobilité trans-nationale globale et à une crise dans le management des ressources humaines jeunes et qualifiées.

Les modalités de ce phénomène inquiétant sont diverses, en allant d'interviews avec les autorités du système de l'éducation jusqu'aux débats publics avec des socio-psychologues, des économistes, des journalistes, des PDG et divers exemples de «carrières à succès». M. Dumitru Oprea, Recteur de l'une des plus importantes universités de Roumanie, promeut de manière délibérée une politique ouverte par rapport au marché européen de l'Europe de l'Ouest:

Si vous voulez partir afin de réussir du point de vue professionnel, je ne voit pas de problème à cela. Lorsque les étudiants seront motivés à demeurer au pays, la situation sera différente. J'ai rencontré des gens qui disaient: «je gagne 7.000 dollars aux Etats-Unis, mais si je pouvais gagner 700 USD en Roumanie je quitterais les Etats-Unis». Je pense qu'une jeune personne resterait en Roumanie pour juste 500 USD [...]. On ne devrait pas parler de misère tout le temps, mais de ce qui pourrait être... (Interview, *Evenimentul Zilei*, 12 avril 2003).

D'habitude les discours des médias sur la migration intellectuelle ont deux tons bien définis. Le ton formel porte des jugements sur les effets sociaux, économiques et culturels entraînés par l'

« exode »; le ton informel porte sur les mentalités et les croyances du monde développé. Lorsqu'elles soutiennent les efforts du gouvernement par rapport au développement national, les médias se montrent préoccupés et indignés des pertes de ressources de développement stratégique. Cependant, lorsque les médias promeuvent les valeurs occidentales, ils rendent objectifs la prospérité et le développement technologique. Des comparaisons sont régulièrement faites avec la formation de spécialistes américains dans les universités américaines, en ce moment considérée comme la meilleure et la plus efficace au monde. Le pôle le plus puissant d'émigration intellectuelle est bien la société américaine.

LE SUCCES: INTERNE OU INTERNATIONAL ?

Le troisième millénaire débute sous le signe du postmodernisme et de la mondialisation accélérée; les nouvelles technologies amplifient la mobilité. Les opportunités pour différentes stratégies de vie sont infiniment plus nombreuses que sur le marché du travail d'il y a 15 à 20 ans et ce marché a élargi ses frontières de manière spectaculaire.

Le milieu universitaire est l'un des plus efficaces senseurs de multiculturalisme et d'échanges socio-économiques. Il existe une ouverture naturelle des sociétés des pays de l'Est par rapport à ceux Occidentaux et vice-versa: il existe des jeunes provenant de milieux universitaires occidentaux qui sont intéressés à obtenir des emplois – selon leur attentes socio-économiques- dans les pays de l'Est, y compris la Roumanie.

Les diplômés d'université roumains pensent qu'en s'orientant de manière intelligente vers les marchés compétitifs de l'Ouest et en assumant une très rigoureuse discipline de travail, ils peuvent plus rapidement réussir leur vie. Finalement, il s'agit d'une décision à prendre de manière très responsable, mais l'émigration est perçue comme une solution par rapport aux réalités suivantes:

- la durée indéfinie des réformes locales de progrès vers une société plus dynamique;
- le besoin de résoudre de manière individuelle certains vides et le mauvais fonctionnement du marché actuel du travail dans les pays de l'Europe de l'Est;
- la peur de l'échec professionnel;
- l'influence positive sur la famille et le groupe social;
- les arguments idéologiques inadéquats qui soutiennent le développement interne en restant au pays.

En relation avec la mentalité compétitive des jeunes diplômés, la croissance du volume de voyages internationaux est un autre stimulant car elle fournit une base à l'évaluation des ressources, des intérêts et des opinions personnels. En Roumanie, les réseaux relationnels ont un important rôle social, et d'importants réseaux relationnels peuvent aussi être trouvés chez la famille établie de manière provisoire ou permanente à l'étranger. Selon les estimations du Baromètre de l'opinion publique - BOP²⁰ en novembre 2002, environ 1.000.000 de citoyens roumains vivant dans les espaces ruraux sont allés au moins une fois ces dix dernières années à l'étranger pour y travailler. Les citoyens qui se trouvaient déjà à l'étranger lors de l'étude n'ont pas été enregistrés.

LA VALEUR / DEVALUATION DES DIPLOMES

Le fait d'acquérir un diplôme post-universitaire est essentiel à une carrière réussite. Mais si l'objectif est de gagner le plus d'argent possible, les longues et difficiles années d'études se justifient moins. Beaucoup des gens les plus riches de la planète n'ont pas entamé ou n'ont pas fini des études universitaires. Selon une étude récente effectuée par Cambridge Forrester Research 20 pourcent

²⁰ Pour plus d'informations, veuillez contacter <<http://www.osf.ro>>

des millionnaires américains n'ont jamais mis les pieds dans une université. En Roumanie, le modèle culturel traditionnel reconnaît l'utilité d'une qualification universitaire, mais sa valeur se déprécie par rapport aux « stratégies individuelles de vie ».

L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR: UN FACTEUR CRITIQUE POUR LA REUSSITE PROFESSIONNELLE

Dans le contexte socio-économique présent, le capital culturel peut être un facteur essentiel à la réussite professionnelle. Comme l'indique le dernier Baromètre de l'opinion publique (mai 2003) réalisé par Gallup Romania, une condition essentielle au succès professionnel est l'adaptabilité et le capital culturel diversifié: le résultat est que la plupart des gens tendent à s'aligner à la catégorie ayant les meilleures chances de réussite sociale.

Les transformations du marché du travail intellectuel

La mondialisation apporte avec elle ses nouvelles perceptions sociales sur le travail et la performance dans un système capitaliste, ainsi que sur la carrière et les réalisations professionnelles, qui sont très importantes dans le phénomène de fuite des cerveaux. Il existe cependant une dépréciation de la valeur des diplômes universitaires du fait de la surpopulation des établissements d'enseignement supérieur, de la demande de spécialisations scientifiques à très grande échelle et des critères de rémunération inefficaces pour les professeurs qui leur font abandonner leurs carrières dans l'enseignement. Alors que se développent les domaines dépendants moins des universités, comme par exemple la publicité, les TIC, les ressources humaines et les organes de direction, les chances d'intégration post-universitaire des autres s'amoindrissent.

LES SUGGESTIONS POUR STOPPER LA FUITE DES CERVEAUX

Les attitudes par rapport à la mobilité transnationale ont changé de manière importante et l'accent est mis sur l'élaboration de programmes et de mesures pour déterminer les « cerveaux » à rentrer au pays. De tels pas sont difficiles cependant, surtout du fait que l'écart économique entre les pays en voie de développement et les pays les plus industrialisés augmente. Dans ces conditions, les roumains des établissements universitaires occidentaux ne semblent pas vouloir rentrer au pays. Les pays industrialisés veulent retenir les spécialistes hautement qualifiés et leur efficacité économique par rapport à cela ne requiert pas d'autres arguments. Du point de vue social, la concentration de technologies dans certains pays ne génère pas seulement des déficits, mais alimente aussi l'instabilité et les sentiments réactionnaires.

Ici, on ne peut proposer que deux réponses: l'élaboration de projets politiques importants pour la réinsertion sociale et économique des spécialistes qui veulent rentrer (l'option « retour »), ou la mobilisation des spécialistes de l'étranger en les associant aux projets internes de développement (l'option « diasporique »). La « Guerre froide » a le plus influencé la fuite des cerveaux dans l'Europe de l'Est en encourageant des politiques d'Etat énergiques pour mettre fin au phénomène. Vers la fin des années 1980, ces politiques avec de puissants accents nationalistes – surtout dans les pays socialistes – ont limité et même interdit les tentatives de migration intellectuelle. La situation d'après 1990 a changé de manière radicale.

Les élections de 2000 ont apporté un gouvernement déterminé à s'occuper des problèmes de disfonctionnement du pays, en dépit des délais et d'un manque de continuité. Du point de vue de certains jeunes, il n'est pas besoin de programmes gouvernementaux; le mieux serait que l'Etat se mêle le moins possible du marché du travail. Des programmes tels « Retour en Roumanie » n'ont apparemment pas apporté les résultats escomptés. Le projet « Retour en Roumanie » s'adresse exclusivement aux étudiants roumains qui étudient aux Etats-Unis et facilite l'accès aux informations sur les emplois disponibles pour ceux désirant rentrer en Roumanie. Le projet a été initié par l'Ambassadeur des Etats-Unis en Roumanie et par l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID). Un autre projet, *Brain Drain Stop*, s'adresse aux besoins sociaux et

professionnels des jeunes chercheurs. Le Gouvernement de la Roumanie a récemment démarré un programme de bourses financé par l'Etat, basé sur des accords intergouvernementaux qui engagent les étudiants à revenir une fois leurs études universitaires achevées. Le gouvernement roumain promet des emplois dans des instituts de recherche et dans des universités aux jeunes universitaires pendant les cinq premières années de leur retour au pays.

Une autre mesure prise par le gouvernement est de soutenir les jeunes dans les entreprises privées. Les personnes qui présentent un plan d'affaire convaincant et efficace iront vers des instituts de recherche où ils auront accès au meilleur soutien entrepreneurial; les jeunes entrepreneurs devront ensuite identifier des investisseurs et l'Etat supportera 20 pourcent de leurs dépenses durant la première année.

Une des dernières initiatives gouvernementales est d'informer les jeunes sur les opportunités et les facilités les intéressant, en fournissant un soutien aux événements internationaux, d'accorder des «bourses de réintégration» à ceux qui rentrent de l'étranger, de soutenir les projets d'affaires innovateurs et créer un site interactif pour que les jeunes puissent communiquer avec les autorités ministérielles compétentes.

Dans ces conditions, les universités devraient suivre en permanence la manière et le degré dont leurs diplômés sont absorbés par le marché du travail, les salaires qu'ils obtiennent lorsqu'ils sont embauchés, la manière dont ils évoluent sur le plan professionnel etc. Selon les réponses à ces questions, ils auront à leur disposition des informations utiles pour la réorientation de leurs propres programmes. A son tour, le gouvernement peut soutenir l'enseignement supérieur en influençant le développement des programmes d'étude et des spécialisations à travers un système de subventions budgétaires.

En Roumanie, même les statistiques officielles ne sont pas habituées à un phénomène tellement dynamique et complexe comme la fuite des cerveaux. C'est seulement récemment que l'Institut National de Statistiques a introduit parmi ses Enquêtes sur la main d'œuvre pour les travaux ménagers (AMIGO) des questions concernant la migration de la main d'œuvre. En conclusion, ceci souligne encore plus la nécessité d'une collaboration permanente entre les structures d'enseignement supérieur et celles du marché du travail. En fait, une collaboration meilleure entre les décideurs peut s'avérer très puissante.

Référence

Entrevue, *Evenimentul Zilei* [L'Événement du jour], 12 avril 2003.

La Bulgarie: les deux tranchants de l'économie et de la démographie

PATRICIA GEORGIEVA

Le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche bulgare passe actuellement par un changement graduel. La réussite ou l'échec de cette transformation dépendent de la manière dont les parties impliquées sont préparées à répondre aux défis et aux opportunités qui se manifestent. La mobilité des universitaires et le phénomène apparenté de la fuite des cerveaux nécessitent une investigation approfondie. Les enseignants et les chercheurs universitaires font partie des forces directrices de la transformation systémique et il est donc extrêmement important d'étudier la mobilité des ressources humaines et de développer une vision informée au sujet de la formation et des directions principales du changement dans le corps scientifique national.

INTRODUCTION

Etant donné que la mobilité et la fuite des cerveaux dans la science ne sont pas des traits isolés, mais des traits caractéristiques de toutes les économies en voie de développement, le placement de cette étude dans un contexte international et régional lui apportera une dimension comparative enrichissante. Les informations de ce rapport concernant la mobilité des universitaires bulgares ont été collectées à travers un questionnaire d'enquête, envoyé à toutes les organisations scientifiques de Bulgarie, à l'exception des académies d'art et militaires; les organisations mixtes (commerciales) impliquées dans la recherche appliquée dans des buts commerciaux ont également été exclues.

L'enquête s'est déroulée de septembre à décembre 2002, et les données collectées couvrent la période 1997-2001. Le questionnaire a été envoyé à un nombre total de 122 établissements académiques, représentant trois types institutionnels:

- Les universités et les collèges (à la fois publics et privés) – 36 établissements;
- Les instituts de recherche de l'Académie bulgare des sciences – 60 établissements, y inclus des centres de recherche et des laboratoires;
- Les unités du Centre national des sciences agraires – l'ancienne Académie agraire – 26 établissements.

Un nombre total de 44 établissements ont répondu et une distribution par type institutionnel montre que les instituts de recherche de l'Académie bulgare des sciences forment le plus grand groupe (46 pour cent des établissements). Au moment du rassemblement des données, le Centre national des sciences agraires était en cours de restructuration, un processus qui s'est poursuivi jusqu'au deuxième trimestre de l'année 2003; cela peut expliquer le fait que seulement 30 pour cent des établissements interrogés de ce groupe ont retourné le questionnaire. Le nombre moyen de scientifiques impliqués dans l'enquête pour la période 1997-2001 représente 17,1 pour cent de l'ensemble des universitaires employés dans le domaine universitaire et de la science.²¹ Afin d'assurer une plus grande fiabilité des informations employées dans l'analyse, 14 entrevues ont également été effectuées, avec des universitaires expérimentés de différents établissements.

LE CONTEXTE

La situation économique

La situation économique de la Bulgarie est caractérisée par un produit national brut réduit, d'environ

²¹ Le nombre moyen d'universitaires inclus dans l'enquête pour la période de cinq ans est de 4.110.

un tiers du PNB obtenu il y a 15 ans, et par un taux de chômage élevé (16,3 pour cent en 2002). Le profil macroéconomique de la Bulgarie a enregistré un léger rétablissement depuis la moitié des années 1990 et jusqu'en 2000, et on préconise pour 2010 que le PNB atteigne environ 50 pour cent du niveau enregistré en 1988. Même si le taux de chômage a baissé de 17,3 à 16,3 pour cent en 2002, il demeure élevé par comparaison à celui d'autres pays européens au stade de pré-accession. La contribution économique des Bulgares qui travaillent à l'étranger nous détermine à considérer la fuite des cerveaux comme un phénomène complexe qui n'a pas que des effets négatifs.

Les caractéristiques du capital humain

Les études démographiques indiquent un nombre croissant de personnes au-delà de l'âge actif (Un Bulgare sur quatre), et une population vieillissante. La Bulgarie est un des pays européens ayant les plus hauts taux négatifs de naissances.

Ces tendances démographiques négatives sont soutenues par des données montrant une diminution générale de la population, due principalement à l'émigration de la moitié des années 1980 et du début des années 1990. Même si l'émigration des années 1980 a été en principal la conséquence de la crise de la minorité turque et de l'exode subséquent des Turcs Bulgares vers la Turquie, les émigrés des années 1990 étaient pour la plupart des Bulgares qualifiés.

Le marché du travail de la Bulgarie peut être résumé par un nombre de traits négatifs, incluant un taux élevé de chômage, du chômage de durée indéterminée, un taux élevé de chômage des jeunes et du chômage régional, atteignant dans certaines régions jusqu'à 70 pour cent.²² La main d'œuvre est bien formée, même si les taux actuels de participation sont réduits.

Le financement des universités et de la science

La reconnaissance du fait que les investissements dans le capital humain sont une déterminante des revenus individuels des Bulgares a attiré l'attention des décideurs politiques vers des réformes du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche. La demande croissante de connaissances et de compétences requiert une réponse adéquate de la part des établissements d'enseignement supérieur et scientifiques, mais leur capacité de répondre aux besoins de la société dépend du soutien des corps de financement, y inclus des agences gouvernementales. La compétition pour les fonds provenant du budget de l'Etat a été perdue par les universités et les académies des sciences au début des années 1990, et surtout après 1992, lorsque les secteurs de la science et de l'enseignement ont enregistré des excédents de personnel de plus de 20 pour cent.

La baisse des dépenses pour la science est particulièrement inquiétante, commençant par 1993-1994, quand les allocations budgétaires pour l'enseignement supérieur et la science ont été réduites de 250 pour cent en seulement deux ans consécutifs. A compter de 1997, le quota des dépenses budgétaires destiné aux universités s'est stabilisé autour de 1 pour cent du PNB, pendant que les réductions continuent dans le domaine de la science – malgré le fait que la science a été reconnue en tant que priorité gouvernementale. Une autre source d'inquiétudes est l'accroissement parallèle du quota budgétaire destiné aux organisations « mixtes » de recherche; ces organisations à moitié privées et à moitié subventionnées par l'Etat attirent des investissements considérables en provenance de différentes sources. Leurs allocations provenant du budget de l'Etat peuvent bien dépasser le niveau de financement d'établissements de recherche fondamentale comme les universités et les académies.

La question de la fuite des cerveaux

²² Enquête sur la main d'œuvre, 3/2000.

La fuite des cerveaux est une question complexe dans le cas de la Bulgarie. Dans le contexte de la pénurie et de l'insuffisance de ressources pour l'enseignement et la recherche, le manque de diplômés, de scientifiques et de jeunes universitaires capables est accompagné par une négligence forcée de la recherche et de l'enseignement par ceux qui restent: à la fuite externe des cerveaux correspond une fuite des cerveaux interne encore plus importante, laissant paralysés les domaines traditionnels de l'innovation.

Deux aspects requièrent une attention spéciale dans le cas de la Bulgarie.²³ Premièrement, le fait que des universitaires expérimentés, des diplômés et des jeunes chercheurs quittent leurs universités et leurs instituts de recherche afin de chercher des opportunités d'étude et de travail soit à l'étranger, soit à l'extérieur du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche. Deuxièmement, le fait que presque tout établissement d'enseignement supérieur rencontre des difficultés à recruter des étudiants doctoraux et les amener à finaliser leur diplôme. En outre, deux autres facteurs constituent une menace majeure pour le capital scientifique bulgare: le vieillissement de la communauté scientifique (actuellement 73 pour cent des enseignants ont plus de 60 ans, et 47 pour cent ont plus de 65 ans), et la baisse du nombre d'universitaires (proportionnellement à la population) dans les cinq dernières années.

Des statistiques récentes reflètent un accroissement de la mobilité des universitaires, pendant que le nombre de membres du corps académique permanent décroît rapidement et que le domaine de la recherche est en déclin. Cela détermine la nécessité critique d'une étude spécifique du phénomène de la fuite des cerveaux. Quel est son profil actuel et quelles sont ses tendances ? Y a-t-il des motivations censées attirer des jeunes gens talentueux vers la recherche scientifique ?

LA TRANSFORMATION ET LE CHANGEMENT INSTITUTIONNELS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Les établissements clé

La recherche scientifique fondamentale a lieu en Bulgarie dans deux types d'établissements: les universités (y inclus les établissements spécialisés d'enseignement supérieur ayant un statut universitaire) et les instituts de recherche. Même si les établissements de type collège sont aussi acceptés pour leur productivité de la recherche, le volume de leurs activités de recherche demeure réduit.

Les universités dispensent une formation et une recherche académique étendues, pendant que les établissements équivalents d'enseignement supérieur dispensent une formation et une recherche dans une série limitée de domaines. Les deux sont obligés de faire preuve de leur productivité de la recherche afin de préserver leur statut universitaire, assujetti à l'évaluation et à l'accréditation institutionnelles. Les instituts de recherche sont organisés sous l'égide du BAS ou du NCAS. Les instituts de recherche du BAS et du NCAS offrent uniquement des études de niveau doctoral, évaluées et accréditées tous les cinq ans.

Pendant que dans les années 1980 les instituts de recherche entreprenaient 90 pour cent de la recherche totale, une décennie plus tard ce chiffre était inférieur à 60 pour cent. Cela est dû en partie à un accroissement de la productivité de la recherche des grandes universités et, de l'autre côté, à la restructuration des instituts de recherche du BAS/NCAS. Ce processus a forcé un important nombre de scientifiques à chercher un second emploi, ou à quitter pour toujours le secteur de la science. Un nombre croissant d'universitaires d'instituts de recherche enseignent désormais à mi-temps dans les universités. La réduction générale du nombre de scientifiques au cours des six

²³ En rapport avec le phénomène de la fuite des cerveaux, le professeur Borislav Toshev dénombre sept groupes de Bulgares qui sont allés à l'étranger, dans son rapport "The Brain Drain Problem and Its Importance for Bulgaria" (Attracting Young Scientists: Strategies for Brain Gain. 18-20 octobre 2002. Sofia. Travaux de la conférence).

dernières années en Bulgarie est principalement due aux transformations du BAS et du NCAS, et à la retraite de larges groupes d'enseignants.

Le rôle des universités dans la reproduction du personnel scientifique

Les universités demeurent le cadre principal du développement de jeunes scientifiques, avec les plus grandes proportions d'étudiants doctoraux inscrits. A compter de l'année universitaire 1997-1998, le nombre d'inscriptions d'étudiants doctoraux a presque doublé. Cependant, le nombre annuel d'étudiants doctoraux qui défendent avec succès leurs thèses est inquiétant; au BAS, par exemple, seulement 11 pour cent des étudiants doctoraux ont complété leurs diplômés à temps.

Il résulte que la reproduction de scientifiques se trouve bien en décalage avec le vieillissement du corps scientifique actuel. Cet écart sera difficilement négligeable dans les prochaines années et encore plus difficilement remédiable par les établissements eux-mêmes. La recherche doit être une priorité nationale, mais cela devrait aussi être le cas du financement étatique de ce domaine. Les établissements d'enseignement supérieur introduisent des programmes doctoraux sur une grande échelle: durant l'année universitaire 2002-2003, plus de 170 programmes de doctorat ont été accrédités, et plus de 200 autres attendent d'être évalués et accrédités. En même temps, les rapports des experts concernant ces programmes révèlent que l'organisation et l'administration de cette recherche requièrent des améliorations significatives. Les étudiants doctoraux de beaucoup d'établissements ne reçoivent pas assez d'assistance, ce qui comporte des conséquences négatives pour le travail de dissertation et la défense de la thèse.

Des caractéristiques du corps universitaire

Un aspect important de l'écart intergénérationnel grandissant affectant le personnel universitaire est le phénomène du «professeur itinérant», qui travaille dans deux ou trois établissements; il peut s'agir d'emploi simultané dans des établissements d'Etat et privés, ou dans des établissements scientifiques et non-scientifiques. L'université ou l'institut financé par l'Etat assure le contrat permanent, mais le contrat permanent dans une université prestigieuse d'Etat est de plus en plus remplacé par un contrat dans le secteur privé de l'enseignement supérieur, où les salaires sont doubles ou triples.

Il sied dans ce contexte d'examiner la proportion de personnel bénéficiant de contrats permanents afin d'avoir une idée de la situation réelle dans le domaine: du nombre total de personnes contractées par les établissements, 61 pour cent ont un contrat à plein temps. Le phénomène du double emploi attire souvent des critiques, parce qu'il affecte à la fois la qualité de l'enseignement et de la recherche. Cette conclusion est partiellement confirmée par des statistiques qui montrent que moins de la moitié des possesseurs de titres et de diplômés universitaires sont impliqués de manière active dans la recherche durant l'année (en pourcentages).

Les statistiques sur la structure de l'emploi dans les universités représentent des informations plus détaillées concernant des processus similaires de décroissement, mais à des niveaux sensiblement inférieurs. Il y a eu une légère baisse du nombre de professeurs et de professeurs-assistants durant les cinq dernières années, et une réduction plus importante du nombre de tuteurs et de chercheurs associés. Néanmoins, le groupe des Professeurs associés (*Dozents*) a connu un accroissement.

Le positionnement régional des établissements universitaires

La concentration d'enseignants et de chercheurs universitaires à Sofia est en rapport avec l'emplacement des centres universitaires majeurs: 50 pour cent de toutes les universités et presque

100 pour cent des instituts du BAS se trouvent dans la capitale. De manière traditionnelle, le NCAS a eu une structure plus dispersée, avec des instituts éparpillés dans tout le pays.

Hors Sofia il y a trois grands centres d'enseignement technique et de recherche à Plovdiv, Varna et Veliko Tarnovo (avec des développements récents à Ruse et à Blagoevgrad); le rôle des universités et des instituts universitaires en tant que moteurs potentiels de développement régional ne peut pas être ignoré. Il faut mentionner le fait que les régions privées d'universités affichent aussi les taux de chômage les plus élevés (comme le Nord-ouest). En même temps, même dans ces régions où les universités régionales sont spécialisées et influentes, leur rapide modernisation est requise afin de préserver leur pertinence.

Il est essentiel de remplacer les programmes obsolètes avec de nouveaux programmes censés contribuer à l'avenir de la Bulgarie. Cela demande aux universités d'inclure certaines spécialisations pluridisciplinaires importantes, de faire avec de la recherche pluridisciplinaire en rapport avec les priorités économiques locales. Les liens avec l'industrie sont également importants pour les universités, pour ce qui est de leur besoin urgent d'accroître leur financement provenant de sources non-gouvernementales. Certains établissements bulgares ont des initiatives innovatrices d'accroître leurs revenus non-étatiques, mais de telles initiatives sont *ad hoc* et point le résultat d'une planification stratégique attentive.

LA MOBILITE DES CHERCHEURS: LES RESULTATS DE L'ENQUETE

Les méthodes de l'enquête

Le questionnaire a été développé par une équipe internationale de chercheurs sur le phénomène de la fuite des cerveaux de l'Institut européen pour le développement régional et local de l'Université de Varsovie, Pologne. L'équipe a rassemblé des informations sur la fuite des cerveaux parmi les diplômés et les enseignants bulgares, et les réponses au questionnaire ont été introduites et traitées à l'aide de SPSS.²⁴ La distribution univariée et bivariée des différents types de données a été analysée, et les questions ouvertes et fermées (où plus d'une réponse est possible) ont été analysées plus en détail à l'aide de la technique des « réponses multiples ».

LES DYNAMIQUES DES ENSEIGNANTS ET DES DIPLOMES DANS LA PERIODE 1997-2001

Notre étude montre la présence en Bulgarie d'une fuite des cerveaux durant les cinq dernières années, même s'il s'agit de niveaux modérés. Le nombre total de scientifiques a baissé dans la période observée de 16,5 pour cent. Même si cela est en partie le résultat d'un taux élevé de mise en retraite et d'un taux relativement inférieur de « production » de nouveaux scientifiques, l'effondrement du capital scientifique est nettement démontré par les données statistiques nationales: le nombre de chercheurs pour 1.000 personnes a baissé de 3,36 à 2,84. Aussi, le nombre de chercheurs en activité a baissé de 28 pour cent entre 1997 et 2002. La structure de l'emploi dans le domaine de la R&D confirme la baisse générale du nombre de scientifiques en Bulgarie; pendant que le nombre de techniciens et de personnel auxiliaire est resté presque inchangé, c'est le nombre de chercheurs qui a diminué.

L'évolution de la fuite des cerveaux dans la période 1997-2002 comporte différentes caractéristiques:

La fuite *interne* des cerveaux devient plus importante que celle externe. Il y a dix ans, la mobilité des chercheurs était principalement externe, pendant que la fuite interne actuelle des cerveaux n'est pas moins importante. De cette manière, le profil national en matière de fuite des cerveaux a changé: du nombre total d'universitaires qui quittent leurs établissements, la majorité

²⁴ Logiciel spécialisé - *Statistical Package for Social Sciences*.

demeurent désormais dans le pays. Des investigations plus approfondies nous montrent que ceux qui ont quitté leurs établissements d'origine ont soit émigré vers un autre établissement de recherche, soit abandonné la science, en proportion égale. L'analyse des données concernant la mobilité interne révèle que la majorité des universitaires ont quitté leurs établissements d'origine afin d'enseigner dans un collège ou dans une université, ou de développer leurs propres affaires.

Les informations collectées à travers les entrevues suggèrent que la migration dans la science se rapporte aux nouveaux postes universitaires d'enseignement, pendant que la migration hors la science se rapporte aux compagnies privées ou à l'administration publique. On peut également remarquer une tendance apparentée: une baisse du nombre d'enseignants dans les établissements publics d'enseignement supérieur, avec un accroissement sensible dans ceux privés. En bref, les chercheurs du secteur public appauvri fournissent le capital humain nécessaire au secteur privé de l'enseignement supérieur, en rapide évolution.

Les données collectées suggèrent que le profil de la fuite des cerveaux est différent selon les types d'établissements d'enseignement supérieur. Dans les universités et les collèges, et surtout dans ceux privés, la fuite des cerveaux concerne plus les diplômés que les universitaires; dans les établissements de recherche du BAS et du NCAS ce sont les universitaires qui sont le plus affectés.

LES DIRECTIONS DE LA MIGRATION

La migration externe d'enseignants et de diplômés est relativement réduite pour les deux groupes concernés par l'étude: 6 pour cent des diplômés et 7 pour cent des universitaires. Une analyse plus détaillée de la mobilité externe des enseignants dans la période 1997-2001 esquisse le tableau suivant:

- Le pourcentage total des enseignants qui ont quitté le pays et sont restés de manière permanente à l'étranger représente 1,2 pour cent de tous les cas de l'enquête.
- La majorité de ceux partis ont été signalés comme travaillant aux Etats-Unis (57 pour cent), au Canada (28,6 pour cent) et en Allemagne (28,6 pour cent).
- L'intensité de ce processus semble atteindre son sommet à des intervalles réguliers: en 1997, 1999 et en 2001 le nombre de personnes quittant le pays a été supérieur à celui de 1998 ou 2000.
- Les dynamiques graduées pour la même période reflètent la restructuration du domaine de l'enseignement supérieur et la transition vers un système de diplômes à deux cycles, en conformité avec la Déclaration de Bologne (licence et mastaire). Ainsi, le nombre de diplômés de licence a représenté en 1997 seulement 2 pour cent de tous les diplômés, mais ce chiffre a augmenté à 50 pour cent en 2001. Le nombre de diplômés ayant des diplômes de doctorat est resté cependant stable, même s'il a connu une certaine évolution.

LES MESURES VISANT LE GAIN DE CERVEAUX

L'équipe de recherche a cherché des politiques institutionnelles concernant l'emploi d'émigrés intéressés à rentrer et à réintégrer leurs établissements du pays. La majorité des établissements qui ont retourné le questionnaire ont répondu qu'ils n'avaient point de politique de ce genre. Quatre établissements (9 pour cent) ont répondu qu'ils avaient une politique, mais n'ont pas spécifié quelles étaient les mesures préconisées. Trois établissements ont décrit leur politique en termes de (a) l'organisation d'associations d'anciens étudiants et/ou l'observation d'un dossier sur les anciens étudiants; (b) l'invitation adressée aux émigrés de déposer leur candidature pour des postes disponibles, selon les opportunités; (c) l'organisation de journées ouvertes pour les étudiants et leurs

futurs employeurs afin qu'ils se rencontrent et établissent des rapports, et (d) la subvention des frais de voyage et d'hébergement des conférenciers et des chercheurs invités.

Certains programmes déroulés par des organisations non-gouvernementales (comme la Fondation pour une société ouverte - *Open Society Foundation*) se proposent de soutenir les politiques universitaires de gain de cerveaux. Un tel programme offre des motivations aux Bulgares qui enseignent dans des établissements universitaires à l'étranger pour qu'ils reviennent enseigner les étudiants bulgares pour un ou deux ans. Un autre programme offre des bourses d'études doctorales à des groupes sous-représentés comme les étudiants roma.

RESUME ET CONCLUSIONS

Les causes de la fuite des cerveaux en Bulgarie

Cette étude soutient qu'à la fin du Vingtième siècle et au début du Vingt-et-unième siècle, la fuite des cerveaux en Bulgarie affecte les universitaires et les diplômés les plus jeunes; par contraste, la majorité des scientifiques émigrés au début des années 1990 étaient plus âgés et se dirigeant vers l'étranger.

Aujourd'hui, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche ont du mal à attirer des jeunes chercheurs et étudiants doctoraux, même lorsque ceux-ci choisissent de rester en Bulgarie. Comme il est reconnu par des représentants de tels établissements, les étudiants doctoraux de succès préfèrent désormais des postes dans l'administration publique ou dans le secteur universitaire privé:

Ils sont mieux payés, et payés régulièrement, ce qui n'est pas toujours le cas dans les organisations scientifiques.

Les jeunes chercheurs trouvent de meilleures opportunités de carrière en dehors de la science, du fait que la carrière académique est strictement régulée par des lois dépassées et des critères obscurs.

Le fait de suivre une carrière scientifique est partout un fardeau, mais dans un milieu qui manque constamment de consommables et de ressources nécessaires il peut devenir intolérable. Du fait que les réformes de l'enseignement supérieur et de la science sont différées ou même reportées, le secteur scientifique devient de plus en plus pauvre et peuplé par des chercheurs plus âgés et moins productifs.

Cela attire notre attention sur les causes systémiques majeures de la fuite des cerveaux en Bulgarie:

- Les sentiers de la carrière scientifique sont trop rigides et limités en matière de perspectives de carrière avant l'âge de 45 ans.
- Les critères appliqués par les commissions de recherche et les comités d'attestation qui surveillent les jeunes universitaires ne sont pas transparents, publics et ouverts aux diplômés et aux jeunes chercheurs.
- Les commissions scientifiques sont surpeuplées, et la possibilité de raisonnements ultérieurs dans le processus de prise de décision demeure valide. Les décisions concernant le décernement de diplômes doctoraux ou de postes universitaires sont prises à la suite d'un vote secret et anonyme.
- Le système de décernement de diplômés et de titres scientifiques est coûteux et inefficace. Il comporte trois niveaux de prise de décisions, qui sont indépendants les uns par rapport aux autres. Les universitaires qui déposent leur candidature pour des postes supérieurs n'ont pas le droit d'y participer et de défendre leur travail devant les commissions, et ne peuvent pas faire appel.

- Financièrement, l'enseignement et la recherche universitaires n'offrent pas une rémunération suffisante pour soutenir une famille.
- Les perspectives de vie sont faibles, et le travail scientifique est dévalorisé.
- Les stratégies de développement du personnel manquent, surtout pour ce qui est de retenir le personnel existant et d'attirer de nouveaux membres.
- Les priorités définies par les établissements en matière de recherche manquent, et il y a un déficit de politiques concernant le soutien et l'encouragement de l'innovation.
- L'organisation de la recherche ne favorise pas le débat ou la synergie scientifique – le type préféré de recherche est individuel plutôt qu'en équipe. Les universitaires accordent très rarement de l'importance à l'application, et le dialogue entre la théorie et la pratique en souffre de manière conséquente.
- Les conditions de travail des étudiants doctoraux sont obsolètes et même inexistantes. Beaucoup d'établissements n'offrent pas une assistance suffisante aux jeunes scientifiques afin de pouvoir publier leurs études au niveau international, de voyager, etc. L'assistance bibliographique et informatique pour les étudiants doctoraux est faible dans la plupart des établissements.

LES FACTEURS DE LA FUITE DES CERVEAUX EN BULGARIE

L'analyse des données rassemblées de la révision de la littérature, du questionnaire et des entrevues avec des chercheurs et des décideurs révèle huit facteurs principaux de la fuite des cerveaux en Bulgarie:

1. La nécessité d'une politique de recherche guidée par une stratégie nationale et accompagnée par des restructurations fréquentes. Une illustration dans ce sens est le Centre national de ressources génétiques pour la production de graines, qui jouit d'un prestige scientifique international, et qui a été réduit à un point de service pour l'agriculture régionale (Région Sud-centrale). Ce centre a créé le standard national du blé et a atteint en 1978 le Standard mondial pour la production de blé dans les régions arides. Cependant, l'avantage compétitif n'a pas été préservé, et depuis l'écroulement du régime totalitaire ses ressources scientifiques ont diminué.
2. La base de ressources de la science, en particulier dans les domaines les plus avancés, a été détruite et se trouve dans un état de décrépitude. Celle-ci s'est effondrée durant les dix dernières années et d'illustres scientifiques s'accordent sur le fait qu'il n'y a pas d'espoir à la restaurer dans le proche avenir. Cela est particulièrement vrai dans ces domaines où les méthodes de recherche nécessitent des consommables coûteuses, comme en médecine, en pharmacologie, en agriculture, etc.
3. Les mécanismes de financement sont inefficaces et basés sur une approche de la «survie d'un jour à l'autre», où les allocations de l'Etat ne peuvent pas couvrir les salaires des chercheurs et plus de 80 pour cent des dépenses budgétaires représentent en effet des coûts de personnel. Dans beaucoup d'instituts et de centres même les salaires ne sont pas payés de manière régulière. La situation des universités n'est pas différente, étant donné que la recherche en équipe est rare et le plus souvent financée par des sources étrangères; les bourses individuelles sont la modalité typique d'accomplissement de la recherche. La diversification des canaux de financement de la recherche a été différée.
4. L'infrastructure de la recherche, censée fournir des évaluations objectives de la recherche, est appauvrie et sous-développée. La productivité de la recherche n'est pas évaluée de manière sérieuse et a rarement lieu lorsqu'il s'agit de projets d'équipe (uniquement pour la promotion individuelle).
5. Le manque de connaissances et de compétences managériales – cela concerne le fait que la plupart des dirigeants des établissements de recherche préfèrent se baser sur les allocations de l'Etat et ne cherchent pas des sources alternatives. On requiert des capacités administratives avancées si on veut transformer le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.

6. Les moyens de contrôle de la qualité de la recherche ou de l'honnêteté académique sont sous-développés, voir même inexistants. Dans son analyse des politiques scientifiques en Bulgarie, Angelov met en évidence que Il n'y a pas de normes écrites de comportement scientifique, ou de codes de pratiques positives dans notre pays. Il n'y a pas de procédures ou de corps de contrôle de la méconduite scientifique et des violations du code de la recherche – ni au niveau national, ni à celui de la communauté et des organisations de recherche (Angelov, 2003).
7. L'écart générationnel met les jeunes universitaires dans certaines disciplines dans des positions défavorables de carrière: ils ont du mal à influencer le processus de prise de décisions ou à participer à la distribution de ressources limitées pour la mobilité ou les publications internationales. La situation actuelle produit une culture académique qui encourage la conformité et l'obéissance, le collectivisme et le paternalisme. Les comités disciplinaires punissent ceux qui osent exprimer publiquement leur désaccord par rapport aux plus anciens universitaires et fonctionnaires (Gocheva, 2002).
8. Les facteurs contextuels: les approches existantes de régulation de la science et de la recherche se sont prouvées incapables de neutraliser les préjugés paternalistes, qui dans d'autres pays des Balkans (par exemple, en Grèce avant de joindre l'UE) ont mené à un reflux significatif de jeunes diplômés de carrières académiques.

La désintégration relative de la communauté académique inhibe son rôle en tant que facteur de changement dans les sociétés en transition. Après la première vague des processus de transition, le vrai besoin actuel est celui de transformations sociales profondes et d'un effort collectif concerté.

Références

ANGELOV, G. "Ethics and Evaluation of Scientific Activity. Strategies for Policy in Science and Education", *Quarterly Journal* (en bulgare) 4 (2003): 7.

GOCHEVA, D. Transition and Transformation (in the Eyes of a Sceptic Bulgarian Academician). Rapport de recherche pour le *Open Society Institute* < www.osi/policy/hu>.

Autre littérature

ALEXANDROV, H. "Life in a Culture of Learned Helplessness". Entrevue par M. BODAKOV pour le journal bulgare *Culture* 39, 2002.

ALEXANDROV, H., TOMOV, T., CHICHEK, R., et IVANOV, I. "The Bulgarian Society: We Are Giving You Ideas, You Have to Fulfil Them", *Dnevnik* 03.10.2002.

BALTOV, A., et SIMEONOVA, K. "Science Evaluation as a Rational and Social Process: The Experience of the Bulgarian Academy of Sciences", in, PACES, V., PIVEC, L. et TEICH, A. H., édés. *Science Evaluation and Its Management* 28 NATO Science Series: Science & Technology Policy. IOS Press, 1999.

BOBEVA, D. "Emigration from and Immigration to Bulgaria", in, FASSMAN, H. et MUNZ, R., édés. *European Migration in the Late Twentieth Century. Historical Patterns, Actual Trends and Social Implications*. Aldershot, Royaume-Uni: Edward Elgar Publishing Ltd. Vienne, 1994.

BOBEVA, D. Report on Migration Flows and Policies in Bulgaria. ECE, 1994.

COK, L. The Vital Role of Candidate Countries in the Development of the European Research Area. Discours principal, European Research 2002. The European Research Area and the Framework Programme. Bruxelles, 11-12-13 novembre 2002.

DAINOV, E. "The Political Economy of Bulgarian Non-Formal Economy", *Dnevnik* 02.10.2002.

DAINOV, E., et PANCHEVA, M. "The Debate on the Status of Bulgarian Society", *Dnevnik* 08.10.2002.

GACHTER, A. *The Ambiguities of Emigration: Bulgaria since 1988*. International Migration Papers 39. Genève: International Labour Office, 2002.

GEORGIEVA, P. "Universities and the Development of Social Capital in Bulgaria: New Strategies for Change", *Higher Education in Europe* 24 4 (1999): 533-543.

GEORGIEVA, P., TODOROVA, L., et PILEV, D. *Higher Education in Bulgaria*. Monographs in Higher Education Series. Bucarest: UNESCO-CEPES, 2002.

GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE BULGARIE. Loi sur les titres et les diplômes scientifiques (1973), avec des Amendements de 1990.

GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE BULGARIE. Loi sur l'Académie bulgare des sciences. 1991.

GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE BULGARIE. Loi sur le renforcement de la recherche, 2003.

HRK, DAAD et LE MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA SCIENCE. *Attracting Young Scientists. Strategies against Brain Drain*. Documents de la conférence. 18-20 octobre 2002. Sofia.

HRYNIEWICZ, J., JALOWIECKI, B., et MYNC, A. *The Brain Drain from Sciences and Universities in Poland, 1994-1996*. Varsovie: Institut européen pour le développement régional et local, Université de Varsovie, 1999.

KESSI, A. Arts, Elites and Technology. Publication électronique, 1999.

MATLOOB, P., et VICKERMAN, R. Borders. Migration and Labour Market Dynamics in a Changing Europe. Rapport final sur un projet du ESRC. Département de sciences économiques, Université de Kent de Canterbury, 2002.

MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA SCIENCE. *Loi de l'enseignement supérieur* (1995), avec des Amendements de 1999. Sofia: MES, 2002.

MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA SCIENCE. *A Brief History of SEE Regional Research Co-operation*. Sofia: MES, 2002.

OCDE. *Review of National Policies for Education – Bulgaria*. Paris: OECD, 2002.

OCDE. *Trends in International Migration*. Continuous Reporting System on Migration Annual Report 2001. Paris: OECD, 2001.

PENAS-JIMENES, I., et GUY-OHLSON, D. *Investing Europe's Human Research Potential. Conference Report*. Sommaire exécutif. Héraklion, Crète, Grèce, 2000.

SIMEONOVA, K., éd. *Analysis of the State and Development of Scientific Research in the Bulgarian Academy of Sciences and the Country 1988-1998*. Sofia: Centre pour les études sur la science et l'histoire de la science, Académie bulgare des sciences, 1999.

SRETENOVA, N. Scientific Mobility and 'Brain Drain' Issues in the Context of Structural Reforms of Research and Development and the Higher Education Sector in Bulgaria. Rapport préparé pour le Symposium sur les politiques scientifiques, la mobilité et la fuite des cerveaux en UE et dans les pays candidats. Centre pour l'étude du droit et des politiques en Europe – Université de Leeds, 27-28 juillet 2003.

The Impact of the Software Sector on the Economies of Eastern Europe. Datamonitor plc. USA. Publication sur l'Internet, 2001.

Des efforts extensifs de recouvrement: l'exemple de la Croatie

GRETA PIFAT-MRZLJAK, LUKA JUROŠ ET VLASTA VIZEK-VIDOVIC²⁵

Longtemps après la proclamation de l'indépendance, la Croatie a souffert une stagnation économique qui a affecté de manière négative l'évolution de la science et de l'enseignement supérieur. Cependant, le nouveau millénaire a témoigné d'un accroissement de l'investissement de l'Etat dans la science et l'enseignement supérieur, et toutes les statistiques indiquent désormais une hausse constante du nombre d'étudiants et de personnel scientifique durant les dernières années. Du fait de ces tendances, le point d'intérêt s'est déplacé du rôle que l'Etat peut jouer pour ranimer la science en Croatie vers la nécessité d'une participation accrue au financement scientifique, ainsi que vers le rôle que les diplômés universitaires peuvent jouer dans le développement du pays. Le rôle de l'intégration européenne et le phénomène de la fuite des cerveaux tiennent ainsi une importance grandissante, et cette étude se propose d'offrir quelques paramètres de la fuite des cerveaux et du marché académique et intellectuel en Croatie.

UNE VUE D'ENSEMBLE DU SYSTEME DE LA SCIENCE ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE CROATIE

Si la Croatie veut devenir une société du savoir compétitive et dynamique, elle requiert un nombre grandissant de personnes hautement éduquées. Le profil de l'enseignement supérieur de la Croatie a constamment évolué entre 1971 et 2001, mais cette évolution a été trop lente pour suivre les standards européens: le recensement de 2001 dénombre seulement 7,27 pour cent de la population croate ayant fait des études supérieures.

Du nombre de 267.995 personnes ayant des études supérieures en Croatie, 16.165 sont des scientifiques. Il y a 10.161 scientifiques actifs employés par des établissements de recherche, et 3.679 scientifiques travaillant hors d'organisations de recherche. La structure par sexe des personnes tenant des diplômes de doctorat est de 37 pour cent féminine et de 63 pour cent masculine, et pour les personnes tenant des diplômes de mastère de 48 pour cent féminine et de 51 pour cent masculine. Une enquête effectuée auprès des scientifiques et des chercheurs, selon les titres académiques, révèle que les établissements croates d'enseignement supérieur (5 universités et 7 polytechniques, 67 facultés d'enseignement supérieur au total) emploient 3430 diplômés doctoraux, 882 diplômés de mastère, et 464 diplômés de licence.

Presque 50 pour cent des scientifiques de l'UE (ou plus de 50 pour cent aux Etats-Unis) travaillent dans l'industrie, pendant qu'en Croatie ils représentent moins de 20 pour cent; cela suggère qu'il existe une masse critique insuffisante de connaissances et d'éducation pour mieux intégrer les personnes hautement éduquées dans l'économie.

Selon les analyses d'évaluation des scientifiques reconnues internationalement (le nombre de citations scientifiques par million de personnes) pour la période 1996-2000, les scientifiques croates se retrouvent au plus bas de l'échelle des citations, entre la Slovaquie et la Turquie. La qualité (et la quantité) de la production scientifique devrait évoluer non seulement relativement au nombre de

²⁵ Les auteurs voudraient remercier à tous les étudiants diplômés qui ont investi du temps et de l'énergie pour répondre aux questionnaires. Nos remerciements vont aussi à Valerija Križanic, qui nous a aidé dans le processus de collection et d'analyse des données pour la Faculté d'ingénierie électrique et d'informatique. Nous sommes également reconnaissants envers Ljiljana Lišcevic pour avoir assuré l'assistance technique.

scientifiques impliqués, mais à l'ouverture de nouveaux domaines et projets scientifiques à travers de financements appropriés.

L'investissement de la Croatie dans la science est disproportionnellement réduit par comparaison à celui de l'UE, des Etats-Unis et des pays nordiques, surtout parce que les statistiques sur la Croatie incluent les dépenses dans le domaine de l'enseignement supérieur. Si on examine les dynamiques structurelles de l'investissement dans la science entre 1996 et 2000, on remarque un accroissement du budget destiné à la science, mais pas avec la même proportionnalité que celle des pays développés. Les chiffres absolus de l'investissement dans la science par comparaison avec le PNB (en dollars américains) indiquent que les dépenses brutes pour la recherche et le développement ont atteint 1,09 pour cent du PNB en 2001. La distribution du budget destiné à la science dans la science et l'enseignement supérieur en 2003 indique que 29,10 pour cent sont dédiés à la science et plus de 60 pour cent à l'enseignement supérieur. Le domaine de la science est donc sous-servi et ce rapport aura certainement des conséquences à long terme.

On doit aussi remarquer un autre fait concernant le financement de la science en Croatie: la dépendance quasi-entière de la science par rapport aux allocations budgétaires, à la différence de l'UE et des Etats-Unis. L'absence d'investissements étrangers dans la science affecte négativement l'intégration de la science dans la technologie et son profil social – y inclus en tant que facteur de la fuite des cerveaux.

Une tendance très positive pour le renforcement de l'infrastructure de la recherche en Croatie a été la création par le Ministère de la science de bourses destinées aux jeunes assistants de recherche, qui reçoivent du soutien lorsqu'ils étudient pour obtenir leurs diplômes de mastère et de doctorat. Cette action a une conséquence très bénéfique pour la réduction de la tendance de fuite des cerveaux, et il y a d'autres mesures du Ministère censées faciliter la mobilité des scientifiques. Celles-ci incluent des échanges académiques dans le cadre de programmes bilatéraux et l'offre de bourses annuelles à des étudiants méritoires.

La structure des étudiants et du personnel à l'Université de Zagreb

Dans la période 1991-2000, 105.532 étudiants ont reçu des diplômes de fin d'études d'établissements d'enseignement supérieur de Croatie. Les sciences sociales représentent le domaine le plus préféré, suivi par les sciences de l'ingénieur et les sciences humaines. Malheureusement, les sciences naturelles, biotechniques et biomédicales ne semblent pas attirer autant d'intérêt, même si elles constituent probablement les domaines les plus importants pour le développement national.

Afin de présenter la structure des étudiants de manière plus complète, on devrait également remarquer le fait qu'il existe une large différence entre le nombre d'étudiants post-universitaires inscrits et le nombre de diplômes de mastère conférés, avec l'ingénierie et la biomédecine en tête de la liste du nombre absolu de diplômes conférés en 2001. Pour ce qui est des diplômes de doctorat on devrait aussi remarquer une domination des sciences sociales.

Il est intéressant de noter que pour ce qui est de la structure générale du personnel des universités croates, l'Université de Zagreb montre une tendance contraire pour la même période, 1991-2001: le plus grand nombre d'employés à plein temps sont en ingénierie (2.015) et en biomédecine (1.324).

LES ETUDES SUR LA FUITE DES CERVEAUX EN CROATIE

La Croatie est un petit pays avec des installations de recherche et développement modestes, située à une relative périphérie scientifique. Elle se caractérise aussi par une forte tradition de l'émigration qui inclut certainement l'émigration de personnes hautement éduquées et de scientifiques. Le volume de la fuite des cerveaux en Croatie est grand, mais indéfini. Un nombre de chercheurs (Mežnaric et

Grdešić, 1990; Prpic, 1990; Adamovic, 2003) ont effectué des enquêtes sur la migration au cours des deux dernières décennies, mais leurs découvertes plutôt fragmentées ne sont arrivées à susciter aucune politique efficace d'Etat censée gérer les conséquences négatives de la fuite des cerveaux. Leurs approches méthodologiques ont comporté des instruments théoriques (Horvat, 2003) et/ou qualitatifs, basés majoritairement sur des statistiques ou des enquêtes projectives sur la fuite des cerveaux (Adamovic, 2003).

Selon une déclaration de l'ancien Ministère de la science de Croatie d'avril 2003 (Flego, 2003), les autorités estiment qu'environ 5.000 personnes hautement éduquées ont quitté le pays entre 1991 et 2001; d'après tout calcul, leur nombre ne peut pas dépasser les 10.000. Les chiffres publiés récemment par les médias, situés autour de 140.000 sont largement surestimés, étant donné le nombre annuel d'étudiants diplômés. Ces deux exemples illustrent le manque d'une perception fiable du nombre de personnes affectées par la fuite des cerveaux en Croatie. Dans l'absence de preuves exactes, il y a certaines études sur le potentiel ou la projection de la fuite des cerveaux; une d'entre elles est une enquête effectuée par Adamovic (2003) sur un échantillon de 536 jeunes scientifiques, qui montre que 24 pour cent des scientifiques diplômés débutants quitteront très probablement le pays.

Indifféremment des estimations employées, la comparaison entre le nombre potentiel et « exact » de personnes affectées par la fuite des cerveaux présente une différence énorme, surtout si on tient compte des chiffres fournis par le Ministère de la science et publiés dans *Vecernji list*, en 2001. Les causes principales de la fuite des cerveaux potentielle, soutient Adamovic (2003), ne sont pas d'ordre économique, mais plutôt scientifique et professionnel; les émigrés ont été généralement des jeunes diplômés en sciences naturelles, techniques ou médicales. Une autre estimation statistique de la fuite des cerveaux a été entreprise par Pavicin du Ministère de la science et de la technologie (2003). Malgré certains problèmes méthodologiques, celle-ci représente la seule recherche récente sur la fuite des cerveaux en Croatie effectuée par le Ministère de la science et de la technologie; elle précise que le pourcentage de personnes ayant quitté la Croatie durant la période de référence est entre 4,5 pour cent au plus bas et 13,2 pour cent au plus haut. Cette recherche constitue une tentative authentique de développer des estimations sur la fuite des cerveaux en Croatie et les chiffres ne semblent certainement pas aussi inquiétants que ceux qui ont récemment été publiés par les médias.

UNE ETUDE DE CAS SUR LA FUITE DES CERVEAUX A L'UNIVERSITE DE ZAGREB

Puisqu'il existe une grande différence entre la fuite des cerveaux réelle et potentielle et puisqu'il n'y a pas de suivi systématique de la migration de capital humain en Croatie, les auteurs ont entrepris une étude empirique de la fuite des cerveaux à l'Université de Zagreb, afin d'obtenir des chiffres plus exacts de la circulation des cerveaux. On a prélevé de chaque faculté des données concernant les étudiants inscrits et diplômés pour chaque année, au cours de la dernière décennie. On a recherché des diplômés « exposés »²⁶ (environ 25 pour cent par année) et interviewé au sujet de leurs anciens collègues qui ont quitté le pays.

On présentera en ce qui suit plusieurs exemples issus de l'Université de Zagreb.

Exemple no. 1. Biologie moléculaire

Faculté de science, Université de Zagreb

Dans le Département de biologie moléculaire de la Faculté de science nous avons analysé les profils des diplômés en biologie moléculaire entre 1985 et 2000. Du nombre de 589 étudiants inscrits en 15 ans, 82 pour cent ont fini leurs études avec succès (483). Ils (249) ont reçu des postes

²⁶ Les étudiants diplômés qui, selon les estimations des administrations des facultés, ont été plus actifs dans leurs études et donc susceptibles d'être mieux informés au sujet de leurs collègues.

dans différents établissements en Croatie. Mais du nombre de 432 étudiants qui ont obtenu leurs diplômes avant 1997, 166 ont été considérés comme faisant partie de la fuite des cerveaux vers des pays comme les Etats-Unis, la Suisse, l'Allemagne, l'Autriche, la France et le Royaume-Uni. Dans ce domaine mobile il existe un taux de fuite des cerveaux de 38,3 pour cent.

Exemple no. 2. Médecine

Ecole de médecine, Université de Zagreb

Le nombre d'étudiants diplômés en médecine (1.971) sur la période 1997-2001 nous dit que seulement 51 médecins se sont expatriés, en particulier vers les Etats-Unis et la Norvège. On devrait souligner ici le fait que ce pourcentage apparemment réduit peut être incorrecte et qu'on requiert plus de temps et de ressources afin de compléter cette étude.

Exemple no. 3. Pharmacie

Faculté de pharmacie et de biochimie, Université de Zagreb

Un raisonnement similaire peut avoir lieu dans ce cas également. Seulement 20 diplômés sur 1.019 sont partis à l'étranger, ce qui représente une fuite des cerveaux de 2 pour cent. Nous continuons à collecter des données sur les diplômés en pharmacie et leur mobilité, mais on sait que leurs pays de destination incluent une fois de plus les Etats-Unis, la Suisse et l'Allemagne.

Exemple no. 4. Les mines

Faculté des mines, de géologie et d'ingénierie du pétrole, Université de Zagreb

Pour ce qui est de la fuite des cerveaux des ingénieurs des mines, nous avons des chiffres exacts: du nombre de 214 diplômés sur la période 1993-2003, 13 pour cent sont considérés comme faisant partie de la fuite des cerveaux.

Exemple no. 5. Ingénierie électrique

Faculté d'ingénierie électrique et d'informatique, Université de Zagreb

Entre 1994 et 2002, 4.090 étudiants en ingénierie électrique ont terminé leurs études dans cette faculté. Selon nos données, quoique incomplètes, seulement 102 ingénieurs en électrique ont quitté la Croatie et 7 sont partis étudier à l'étranger, ce qui représente un taux de fuite des cerveaux de 2,6 pour cent vers l'Allemagne, l'Autriche, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Suisse. Cette étude concernant les ingénieurs en électrique requiert également la collection de données supplémentaires.

Nos résultats confirment ceux obtenus par Adamovic (2003) et Horvat (2003), mettant en évidence que la fuite des cerveaux est prévalente parmi les diplômés en biologie moléculaire, mines, ingénierie électrique, etc. Les politiques scientifiques et les investissements inadéquats en infrastructure scientifique ont eu des conséquences négatives, et font partie des causes de la migration de spécialistes. La marginalisation des jeunes scientifiques et leur taux d'emploi inférieur en constituent des causes supplémentaires. Certainement, il y a beaucoup d'autres facteurs, dont on peut citer l'attitude sociale négative envers le savoir et la science – cela malgré les slogans déclaratifs sur la société du savoir, fréquemment employés en public.

Afin de résoudre le problème de la fuite des cerveaux plusieurs mesures doivent être prises, dans le cadre de politiques sociales et scientifiques étendues. Ces mesures peuvent inclure:

- Une hausse du niveau d'investissement en la science;
- Le développement et l'application de mesures et de procédures censées transformer la fuite des cerveaux en « gain de cerveaux » et en « circulation des cerveaux »;
- La promotion de la coopération internationale dans la science et l'enseignement supérieur;

- L'accentuation de l'importance de la science dans le développement de la Croatie au niveau des décideurs politiques et du grand public;
- Une série entière de mesures sociales et économiques censées développer le rôle du savoir dans la société croate;
- L'implication des anciens étudiants à travers des activités de l'Alma Mater;
- Une meilleure utilisation du grand potentiel de la diaspora scientifique croate.

LES SOCIÉTÉS *ALMAE MATRIS ALUMNI*

Dans le temps, les fondations et les sociétés d'anciens étudiants ont soutenu des activités universitaires de différentes manières. Certainement, leur but a été, en premier lieu, le rassemblement de fonds, mais les modalités par lesquelles les diplômés et les amis peuvent aider les universités peuvent être très diverses. Une Société des anciens étudiants a été créée en 1990 à l'Université de Zagreb – la plus ancienne université de la région, créée il y a 335 ans. Des sociétés de l'*Almae Matris Alumni Croaticae* (AMAC/AMCA) ont été organisées dans le monde entier. Il y a aujourd'hui seize sociétés de l'AMAC dans le monde, appelées AMAC-*Mundus*, et seize sociétés domestiques (AMAC-*Domus*), dans plusieurs facultés de l'Université de Zagreb. L'intention est d'accroître leur nombre; il y a à présent neuf sociétés émergentes d'anciens étudiants. L'Université de Zagreb abrite l'union de toutes les sociétés AMAC-*Domus* et AMAC-*Mundus*.

La puissance des sociétés d'anciens étudiants vient de leurs membres, et elles peuvent contribuer à une formulation d'opinions et de politiques dans leur université, tout en agissant en tant qu'ambassadeurs de la Croatie dans le monde. Elles pourraient aussi constituer une excellente ressource pour saisir la fuite des cerveaux de la Croatie, en particulier à travers l'AMAC-*Mundus*. Le bulletin de l'AMAC a un tirage de 10.000 copies, avec une introduction sur la première page qui résume l'analyse du recteur sur les défis internes et externes, ce qui rend le bulletin un moyen utile de communication locale et internationale.

LA DIASPORA SCIENTIFIQUE CROATE

Beaucoup de pays offrent du soutien étatique à la poursuite et à la mise en réseau de leurs diasporas scientifiques – des communautés auto-organisées de scientifiques et d'ingénieurs expatriés – afin d'arriver à développer leur capacité de recherche et leurs systèmes d'enseignement supérieur. Ils cherchent à employer ces scientifiques comme des « partenaires au développement », en conjonction avec les politiques gouvernementales officielles. La Chine, l'Israël et l'Inde sont certains des pays qui créent des capacités scientifiques dans les pays de destination des scientifiques sans que cela nécessite un retour pour travailler à plein temps dans le pays d'origine.

La diaspora scientifique croate est grande mais, malheureusement, elle n'a pas fait l'objet d'un suivi systématique jusqu'à ce point. En 1993, le Ministère de la science et de la technologie a accepté une initiative du professeur Greta Pifat-Mrzljak de suivre et d'unifier la diaspora scientifique croate et d'établir des contacts de haute qualité à travers différents types de coopération. Un groupe de référence a été proposé et environ 600 scientifiques croates de l'étranger ont pris part à ce projet. Une fois que des informations suffisantes ont été rassemblées, elles ont dû être réunies sous la forme d'une base de données sur les scientifiques croates – le *Portal des scientifiques croates de la diaspora*. Cette base de données a été créée en coopération avec la Bibliothèque nationale et universitaire, le Ministère de la science et de la technologie, et la Fondation de l'héritage croate, avec des contributions provenant du Ministère des affaires étrangères et du Ministère de la culture.

On doit souligner le fait que les scientifiques croates – ou les scientifiques d'origine croate – sont des membres éminents de plusieurs communautés scientifiques du monde entier. Leurs

connaissances et leur expérience ont mené à des résultats impressionnants et à une reconnaissance mondiale, et la plupart d'entre eux sont disposés à offrir ces bénéfices à leur pays natal. Certains d'entre eux ont maintenu depuis des années des rapports individuels avec la Croatie, mais il existe très peu de rapports établis au niveau institutionnel. Cependant, le fait que la plupart des scientifiques croates travaillent dans des universités et des établissements a permis un rassemblement systématique d'informations sur la littérature scientifique, les missions diplomatiques, les associations et les organisations, et les autres contacts. Ces informations ont rendu possible la création d'une base de données et ont facilité la mise en réseau de scientifiques croates de Croatie et d'ailleurs.

Le lancement du *Portal des scientifiques croates de la diaspora* est donc une action stratégique d'intérêt national, parce que les émigrés qualifiés représentent une partie de la société croate qui devrait être impliquée dans les activités scientifiques, économiques et culturelles du pays d'origine. Cette initiative a aussi contribué à l'initiation de l'élaboration d'un registre des scientifiques croates de Croatie et d'ailleurs, ainsi qu'à la mobilisation de ressources humaines et informatiques.

Du fait de l'étendue de la diaspora scientifique croate (à la fois la génération de scientifiques qui ont quitté le pays il y a 30 ou 40 ans et ceux qui ont émigré durant les 10 dernières années), il a été nécessaire de trouver un moyen d'unifier le corpus de scientifiques de Croatie avec celui de l'étranger. La masse critique de scientifiques de Croatie est relativement réduite, ce qui est significatif pour l'évaluation des projets scientifiques et la formation de personnel formateur. Cela a eu comme résultat un appel adressé à la diaspora scientifique à contribuer au développement de la Croatie. A cet appel ont répondu avec enthousiasme plus de 600 scientifiques établis à l'étranger, allant de professeurs assistants jusqu'à des professeurs titulaires. Malheureusement, le groupe de référence présenté ci-dessus n'a jamais été pertinemment utilisé par le Ministère de la science et de la technologie. Une autre idée a été présentée en 1993: que tous les scientifiques, indifféremment de leur discipline, qui n'avaient pas l'intention de revenir en Croatie, soient invités à un Congrès des scientifiques croates de Croatie et d'ailleurs, censé avoir lieu en Croatie dans le but de trouver un accord au sujet des possibilités de coopération.

Les scientifiques peuvent apporter leurs contributions de plusieurs manières. Les scientifiques croates de l'étranger peuvent aider dans l'évaluation de projets scientifiques, du travail de leurs collègues. En outre, ils peuvent offrir l'accès à des informations dans un domaine spécifique de la science, et promouvoir le développement de projets communs. L'Internet peut aussi largement faciliter l'établissement de réseaux reliant les scientifiques croates et créer des opportunités de coopération dans l'intérêt réciproque. Dans le domaine de l'enseignement supérieur, on peut organiser des visites de professeurs invités, des séminaires ou des écoles d'été, et les congés sabbatiques peuvent être passés dans des universités croates. Ce ne sont que quelques modalités possibles à travers lesquelles les scientifiques croates de l'étranger peuvent contribuer au développement du potentiel scientifique et éducationnel de la Croatie.

Même si des scientifiques coopèrent individuellement à des projets il n'y a pas de mise en réseau systématique au niveau institutionnel; les idées du groupe de référence ou du Congrès ont été discutées avec l'implication de plusieurs établissements (l'Académie croate de la science et des arts, le Ministère de la science et certaines associations), mais les discussions n'ont jamais été mises en œuvre. Néanmoins, il y un an, la Bibliothèque nationale et universitaire a démarré un projet de suivi systématique de la diaspora scientifique.

Enfin, le Congrès des scientifiques croates du pays et de l'étranger, qui inclut des domaines comme les sciences naturelles, techniques, biotechniques et sociales, ainsi que les sciences humaines, est censé avoir lieu en novembre 2004. Organisé par le Ministère de la science, de l'éducation et du sport et censé avoir lieu à Zagreb et Vukovar, le Congrès servira comme un forum visant le renforcement de la coopération entre les scientifiques croates, du pays et de l'étranger. Il y a également eu des tentatives du Ministère, avec le soutien financier de la Banque Mondiale, de mettre

en œuvre des procédures visant la rentrée de jeunes scientifiques croates de renommée à travers un « gain de cerveaux » organisé par le gouvernement.

CONCLUSION

Les conclusions qui peuvent être tirées de cette étude et des recherches disponibles sur la fuite des cerveaux et le marché du travail intellectuel en Croatie sont au nombre de trois:

1. Il n'existe actuellement pas de suivi systématique de la fuite des cerveaux dans les établissements croates d'enseignement supérieur et de recherche. Les informations existantes suggèrent que la fuite des cerveaux n'a pas encore eu des conséquences négatives significatives pour le développement de la Croatie, mais que la situation pourrait dégénérer si elle ne sera pas contrôlée, comme dans le cas de la biologie moléculaire s'empirer;
2. Les analyses effectuées par Golub (2000) et Adamovic (2003) suggèrent que les jeunes scientifiques quittent la Croatie à la recherche de meilleures conditions de travail scientifique, et à cause du manque d'opportunités d'évolution scientifique dans leurs établissements locaux;
3. Il existe un potentiel scientifique important d'initiation de la « circulation des cerveaux » et d'un réinvestissement de ressources humaines scientifiques de la Croatie. Ce potentiel est basé sur l'intérêt exprimé par des anciens étudiants d'universités croates ainsi que par la communauté croate de la fuite des cerveaux, et sur des exemples de coopération fructueuse entre les scientifiques croates de Croatie et d'ailleurs.
4. Il ressort assez clairement que le gouvernement croate et les établissements scientifiques croates n'ont pas identifié la fuite des cerveaux et le marché du travail académique et intellectuel comme des priorités de leurs politiques. L'accent a été mis plutôt sur la réforme du secteur, en vue de son intégration dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EHEA) et dans l'Espace européen de la recherche (ERA). Cela est compréhensible, dans la mesure où le Processus de Bologne englobe tous les aspects des systèmes de l'enseignement supérieur et de la science de Croatie, et requiert ainsi une planification attentive et la plupart des ressources humaines disponibles. Il est donc difficile à s'attendre à ce que la communauté scientifique développe des plans stratégiques pour lutter contre la fuite des cerveaux, malgré le fait que la création de l'EHEA et de l'ERA influenceront encore plus le cours de la fuite des cerveaux et du marché de travail académique et intellectuel en Croatie.

Le fait de réaliser le degré d'influence qu'auront l'EHEA et l'ERA sur le marché du travail intellectuel européen ne fait que mettre encore plus en évidence la nécessité d'une synchronisation entre les changements subis par le système scientifique croate et les solutions du problème. Les dirigeants et les décideurs de l'enseignement supérieur et de la science de Croatie devraient accepter que les fondements d'un suivi efficace du processus de la fuite des cerveaux et d'un contact efficace avec les diplômés universitaires sont très importants dans le cadre de leur activité visant le Processus de Bologne. Cette idée a été largement ignorée.

Le gouvernement et le Ministère pourraient soutenir les établissements scientifiques et d'enseignement supérieur à suivre la fuite des cerveaux dans la perspective de son anticipation, c'est-à-dire à traiter les causes de la fuite des cerveaux avant son commencement. Le but de toute politique nationale en rapport avec cette étude peut donc être formulé de la manière suivante: d'utiliser les tendances imposées par l'EHEA et l'ERA, la diaspora croate, et le réseau AMAC afin de mettre en place un système soutenable et efficace de suivi et de gestion de la fuite des cerveaux en Croatie. Une des mesures proposées serait un accroissement des allocations pour la science, ce qui aurait des conséquences sur les salaires, la qualité de l'équipement et la disponibilité de littérature spécialisée; ceux-ci sont des facteurs identifiés par Adamovic (2003) comme influençant la fuite des

cerveaux. En outre, l'existence de nouvelles allocations pourrait créer des opportunités de coopération institutionnelle qui sont actuellement impensables.

Pour conclure, il est certain que l'importance des questions concernant la fuite des cerveaux et le marché du travail académique et intellectuel augmentera dans les années à venir. Les décideurs croates concernés peuvent néanmoins reconnaître l'importance de ce problème et décider de tirer profit des opportunités de transformation existantes.

Références

<<http://unescostat.unesco.org/stats/stats0.htm>>

ADAMOVIĆ, M. "La fuite de cerveaux potentielle et réelle des jeunes chercheurs de Croatie: une enquête empirique" [Potencijalni i stvarni odljev znanstvenog podmlatka iz Hrvatske: empirijsko istraživanje], *Revija za sociologiju* 34 3-4 (2003): 127-142.

Bulletin de l'Alma Matris Croaticae Alumni 2-3, 2004.

FLEGO, G. *Vecernji list*, avril, Zagreb, 2003.

GOLUB, B. "L'exode potentiel/professionnel et externe des jeunes chercheurs" [Potencijalni/profesionalni i vanjski egzodus mladih znanstvenika], in, PRPIC, K., éd. *A la recherche d'acteurs du développement scientifique et technologique* [U potrazi za akterima znanstvenog i tehnološkog razvoja], Zagreb, 2000.

HORVAT, V. From Brain Drain to Brain Circulation? – High Skilled Migration in Selected Transition Countries of the EEC. Thèse de maîtrise choisie pour la publication. Année universitaire 2002/2003. Centre pour les études interdisciplinaires postuniversitaires, Université de Sarajevo, 2002/2003, 165-260.

MEZGARIC, S., et GRDESIC, I. "La fuite des cerveaux de la Yougoslavie" [Odljev mozgova iz Jugoslavije], *Politicka misao* 17 4 (1990): 136-163.

PAVICIN, B. Ministère de la science et de la technologie. 2003, non publié.

PRPIC, K. "La fuite des cerveaux de scientifiques: évolution et facteurs" [Odljev mozgova u inozemstvo: tok i cinioči], in, *Znanstveno tehnološki kadrovski potencijali Hrvatske*. Zagreb: Institut za društvena istraživanja, 1990.

Autre littérature

Analyse des citations pour la période 1996-2000. Zagreb: Bibliothèque nationale et universitaire, 2001.

BANQUE NATIONALE DE CROATIE. *Indicateurs économiques*. Le 18 avril 2003.

BUREAU STATISTIQUE CENTRAL DE LA REPUBLIQUE DE CROATIE, 2000; 2001 <www.dzs.hr>.

BUREAU STATISTIQUE CENTRAL DE LA REPUBLIQUE DE CROATIE, 2004 <www.dzs.hr>.

BUREAU STATISTIQUE CENTRAL DE LA REPUBLIQUE DE CROATIE. *Rapport statistique: recherche et développement 1998-2001*.

La Croatie au XXI^e siècle – la science [Hrvatska u 21. stoljecu – znanost]. Ured za strategiju razvitka Republike Hrvatske, 2003.

MINISTERE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE. Brochure. Zagreb, 2003.

OCDE. *Main Science and Technology Indicators*, 1, 2001.

PRPIC, K., et GOLUB, B. *La production scientifique et l'exode potentiel des scientifiques croates* [Znanstvena produktivnost i potencijalni egzodus istraživaca Hrvatske]. Zagreb: Institut za društvena istraživanja, 1990.

UNIVERSITE DE ZAGREB. *Rapport d'auto-évaluation*. 2004.

Vecernji list, le 19 janvier, Zagreb, 2001.

Les roumains à l'étranger: un aperçu de la migration d'une main d'œuvre hautement qualifiée

ANNA FERRO

Le présent article traite de l'expérience de la migration de la main d'œuvre roumaine qualifiée, particulièrement des professionnels de la technologie de l'information et des chercheurs hautement qualifiés. Il se fonde sur un questionnaire d'étude à travers lequel, entre autres éléments, le chercheur a enquêté sur les aspects qui attirent et qui repoussent la migration qualifiée et sur les stratégies de la migration de la main d'oeuvre. Cet article traite des perspectives et de l'expérience personnelle des protagonistes du « cerveau », des raisons réelles de leur migration et de leurs perspectives futures. Certains éléments notables se réfèrent à l'importance du « trans-nationalisme » électronique, au retour relativement limité et peu probable des « cerveaux » et à une dénonciation des difficultés et des barrières à l'immigration. L'étude fait partie du projet de recherche de l'auteur pour sa thèse de doctorat « Les modèles internationaux de migration : la stratégie de recrutement des entreprises, les aspirations et les projets de migration de la main d'œuvre hautement qualifiée ».

LES CARACTERISTIQUES THEORIQUES ET ANALYTIQUES DE LA FUITE DES CERVEAUX

Le problème de la fuite des cerveaux associée à la migration internationale des pays moins développés vers ceux plus développés, a été débattu et continuera à l'être pour ses conséquences sur le développement social et économique. Alors que la littérature tend à se concentrer sur les conséquences économiques, l'impact de la fuite des cerveaux va bien au-delà de l'économie. Il porte des conséquences sur le développement social et politique des pays d'origine et révèle des modèles de migration internationale (de main d'œuvre qualifiée), qui même si relativement peu importants comparés aux tendances migratoires plus larges – suivent les géographies et les caractéristiques de la mondialisation.

L'expression *fuite des cerveaux* indique le transfert international de capital humain des pays en voie de développement vers les pays industrialisés et surtout la migration de personnes ayant fait des études plus poussées. Selon le rapport précis de Beine *et al.* (2003), les premières études sur la migration, entreprises dans les années 1960 se concentraient plus sur les conséquences sur le marché du travail pour le pays d'origine, en considérant la demande d'émigrants comme exogène. Les études sur les émigrants ont été financées surtout par les ressources publiques et le dommage causé dans les pays d'origine concerne un déséquilibre entre les avantages d'ordre personnel et public (Hamada, 1977).

Une définition emblématique qui explique cette perspective indique que

L'ironie de la migration internationale d'aujourd'hui est que ... beaucoup des gens qui migrent légalement de pays pauvres vers les pays plus riches sont ceux que les pays du tiers monde peuvent le moins se permettre de perdre : il s'agit des personnes qualifiées et ayant des études supérieures. Puisque la grande majorité de ces migrants se déplacent de manière permanente, cette fuite perverse des cerveaux ne représente pas seulement une perte de ressources humaines mais peut aussi s'avérer une contrainte sérieuse pour le futur progrès économique des nations du tiers monde (Todaro, 1996, p. 119).

La mobilité internationale des ouvriers qualifiés a été considérée un jeu à mise égale (Beine *et al.*, 2003) et nous retrouvons la même approche lorsque seuls les aspects négatifs de la fuite des cerveaux des années 1970 sont pris en compte²⁷.

Dans les années 1990, le phénomène était encore puissant comme magnitude²⁸ et l'étude de la fuite des cerveaux a dévié l'attention des facteurs déterminants et des aspects négatifs de la migration de main d'œuvre qualifiée vers son caractère présent, celle-ci étant maintenant déterminée par la demande, selon les différents besoins et politiques d'immigration des pays de destination et selon les conditions de leurs marchés de travail et les qualifications nécessaires. De nombreux pays développés ont produit une réglementation sur l'immigration « quasi-sélective »²⁹ qui, ainsi que l'indique Beine *et al.*,

combinée aux effets traditionnels de l'auto-sélection du côté du fournisseur, conduit à des taux de migration plus importants parmi les gens qui ont des études supérieures et au transfert international accru de capital humain des pays en voie de développement vers les pays développés. Autrement dit, le capital humain se masse là où il abonde déjà (Beine *et al.*, 2003).

La littérature sociologique sur l'« externalité de la diaspora » (Gaillard et Gaillard, 1997; Lowell et Findlay, 2001), ainsi que d'autres textes plus récents (Mountford, 1997; Beine *et al.*, 2001) proposent le plus souvent des preuves que la mobilité de la main d'œuvre qualifiée est un potentiel bénéfique pour le pays d'origine. En fait, les effets positifs existent et consistent en remises de fonds (Rapoport et Docquier, 2003), en réseaux de commerce (Gould, 1994; Rauch et Trindade, 2002) et en migration en retour, qui apporte de nouvelles qualifications et de l'expérience (Domingues Dos Santos et Postel-Vinay, 2003). En plus, une perspective intéressante sur le développement économique local induit par la migration qualifiée se réfère à l'encouragement de la formation du capital humain dans le pays d'origine à travers un effet de miroir dans lequel la population locale investit dans sa propre éducation. La migration pourrait en fait encourager les personnes qui ont quitté leur pays à accumuler des compétences et des diplômes en construisant leur capital humain pour accroître les chances de migration (Mountford, 1997; Stark *et al.*, 1998, Vidal, 1998, Beine *et al.*, 2001). La nouveauté c'est l'introduction de l'incertitude dans le processus de migration, en créant la possibilité d'un bénéfice net pour le pays d'origine, où « la possibilité de migrer peut conduire les migrants potentiels à prendre la décision d'acquérir dans leur pays une éducation comme un moyen d'accroître leurs chances de se déplacer » (Commander *et al.*, 2004, p. 19). En ce qui concerne les conséquences sur le marché du travail dans le pays d'origine, la migration de la main d'œuvre qualifiée pourrait influencer les salaires locaux en les poussant à rivaliser avec les salaires plus élevés des pays étrangers (comme instrument de rétention), en en

²⁷ Chez Bhagwati (1989) et Hamada (1977), il existe des exemples comme « la taxe sur les cerveaux » (appelée « taxe Bhagwati ») qui était destinée à compenser le pays d'origine.

²⁸ Au sujet de la magnitude que la migration de la main d'œuvre qualifiée a pris ces derniers temps, l'OMT indique dans ses rapports qu'en 2001 40 pourcent des émigrants philippins avaient des études supérieures, que 12 pourcent des professionnels et des techniciens d'Uruguay vivent à l'étranger et qu'en 1990 le Mexique était le troisième exportateur d'émigrants éduqués dans l'enseignement tertiaire (Lowell et Findlay, 2001). Les rapports Saxenian (1999) indiquent qu'en 1990 dans la Silicon Valley, les immigrants représentaient 32 pourcent de la main d'œuvre scientifique et des ingénieurs, la plupart provenant de la Chine (51 pourcent) et de l'Inde (23 pourcent).

²⁹ Les pays qui acceptent l'admission d'immigrants selon le niveau (élevé) de leurs compétences sont l'Australie, le Canada et les Etats-Unis. Dans l'UE il existe des cas de politiques sélectives selon les qualifications en Allemagne, France et Italie, par exemple. Comme on l'a vu, les pays ont des philosophies et des stratégies de gestion de la migration différentes et McLaughlan et Salt (2002: 3) ont classé les mécanismes nationaux et les initiatives de politiques en cinq groupes.

faisant que les salaires pour le travail non qualifié suivent l'augmentation des salaires de la main d'œuvre qualifiée et à travers la réduction du niveau du chômage parmi la main d'œuvre qualifiée (Commander *et al.*, 2004). Les études empiriques à ce sujet montrent la manière dont la migration de la main d'œuvre qualifiée pourrait s'avérer bénéfique aux pays d'origine.³⁰ Les recherches sociologiques contemporaines sur la migration de la main d'œuvre hautement qualifiée soulignent la manière dont celle-ci est formée et influencée par la mondialisation et les besoins de son économie du savoir, en stimulant la demande de professionnels hautement qualifiés (Sassen, 2000).

Cet article suit les conclusions d'une discussion récente autour d'une table ronde sur la migration de la main d'œuvre hautement qualifiée disant qu'« alors que l'on connaît beaucoup sur la migration de la main d'œuvre hautement qualifiée et ses effets sur les pays d'origine, il reste beaucoup à apprendre dans un environnement dynamique » (Ouaked, 2002). Aussi, en allant vers un niveau individuel d'analyse, cet article souligne les aspects personnels et humains du phénomène et vise à présenter des perspectives utiles et objectives.

LES MODELES DE CERVEAUX

Les caractéristiques des répondants

Les migrants qualifiés forment une communauté relativement petite et en quelque sorte imbriquée³¹. Les résultats du questionnaire n'offrent pas un portrait complet et représentatif de l'ensemble des émigrants roumains qualifiés, car il n'est pas possible de connaître le nombre réel et cette étude ne porte que sur une petite partie et sur une concentration géographique spécifique.

Cependant, il existe aussi des trajectoires et des modèles de migration communs qui apparaissent : les stratégies de recherche de travail, les raisons de l'émigration, les relations transnationales, la reconnaissance des qualifications, l'internationalité de certaines professions, ou la possibilité de poursuivre et de développer des perspectives de carrière. Tous ces problèmes peuvent être interprétés selon des termes plus larges et plus généraux et fournir des connaissances supplémentaires sur l'ensemble du phénomène de la fuite des cerveaux.

Le questionnaire a été adressé à 128 répondants (58 pourcent hommes et 42 pourcent femmes) de différents pays d'Europe, de l'Amérique du Nord et de la Région Asie – Pacifique. L'âge des répondants varie de 25 à 55 ans. A l'exclusion de très peu de cas plus âgés, l'âge moyen des répondants était de 33 ans et il s'agissait de jeunes adultes dans la phase de développement de leur carrière, ayant de bons revenus moyens et un haut niveau d'éducation.

³⁰ Beine *et al.* trouve un soutien empirique à « l'hypothèse de la fuite bénéfique des cerveaux » dans une section croisée sur 50 pays en voie de développement (Beine *et al.*, 2003, p. 3).

³¹ La quantification de la migration de la main d'œuvre qualifiée de Roumanie représente une tâche très difficile aussi bien parce que les différentes sources d'informations offrent des recherches partielles, ainsi que du fait que la fuite des cerveaux est un phénomène volatil devant être déterminé numériquement. L'Organisation internationale pour les migrations estime (sur la base de l'INSSE, Institut national roumain de statistique) que près de 300.000 roumains ont émigré de manière permanente de 1990 à 1998. Ce nombre semble sous-estimé – il s'agirait en fait d'environ 800.000 représentant 3.5 pourcent de la population roumaine, mais il n'existe pas de données fiables sur la migration de la main d'œuvre qualifiée. Comme l'indique Martin et Straubhaar (2002), « environ la moitié des 5.000 diplômés des universités roumaines en informatique émigrent chaque année et un sondage effectué en mars 2001 montre que 66 pourcent des étudiants roumains émigreraient si ils le pouvaient (...) » (2002, p. 81). Les professionnels roumains hautement qualifiés qui travaillaient dans les pays européens en 2001 représentaient 19 pourcent de tous les roumains employés à l'étranger.

Certains répondants ont quitté leur pays d'origine avec un diplôme d'étude universitaire – et la réputation des universités techniques roumaines est bonne en général – plus quelques années d'expérience comme « crédits dans leur CV ». Cette voie aide les professionnels de la TI à trouver un travail à l'étranger. Il y en a quelques uns qui ont des diplômes de master obtenus en Roumanie, mais la voie de l'éducation / migration est différente pour ceux qui poursuivent des études de doctorat : étudier à l'étranger est le principal motif qui les a conduit vers d'autres pays. Les études à l'étranger offrent une possible intégration sociale et culturelle, ainsi que les crédits éducationnels (reconnus à l'étranger) qui rendent l'intégration moins difficile.

La migration vers un pays étranger est une décision liée au travail pour la majorité des professionnels TI, après avoir obtenu leurs diplômes et acquis une expérience professionnelle en Roumanie. Pour les chercheurs, le fait d'étudier à l'étranger et la poursuite d'une carrière internationale sont les facteurs déterminants. Les universités, les instituts de recherche et les sociétés de TI sont ouvertes aux étrangers et demandent des titres et des standards d'expérience concurrentielle. Ils bénéficient d'une sélection internationale des candidatures et induisent de la sorte une importante mobilité des professionnels à la recherche d'opportunités d'emploi. Les professions des répondants sont divisées en spécialistes TI, chercheurs scientifiques et / ou doctorants.

Les raisons de l'émigration

Les sciences sociales ont largement enquêté les facteurs à la base de la migration, ils ont étudié la manière dont les conditions locales de privation et de frustration peuvent renforcer la volonté de migrer et la manière dont les perspectives alléchantes d'une vie meilleure à l'étranger peuvent déterminer les gens à partir. Il existe bien sûr des distinctions à opérer lorsque l'on considère les caractéristiques de la migration³² et le niveau de compétences dont il s'agit.³³ L'auteur a voulu investiguer les raisons pour lesquelles les professionnels qualifiés partent, les motifs pour lesquels ils choisissent un pays plutôt qu'un autre, les moyens qu'ils utilisent et les difficultés qu'ils rencontrent.

Comme principale cause de migration, la plupart des répondants ont indiqué des raisons liées à leurs emplois ou aux opportunités de carrière, facteurs qui attirent les cerveaux vers l'étranger. Ceux qui ont mentionné une meilleure « qualité de vie » se réfèrent à une évaluation comparative des conditions de vie et de travail en Roumanie et aux possibilités plus alléchantes qui

³² Il existe différentes sortes de migrations : de main d'œuvre qualifiée et non qualifiée ; individuelle, familiale, enchaînée ou en réseau ; régulière et non régulière, rurale et urbaine, temporaire et permanente ; déterminée par la demande ou par l'offre et ainsi de suite.

³³ Tout comme pour Todisco,

“Les plans des migrants diffèrent de manière substantielle pour les deux types de migration. La migration en masse concerne des gens avec un niveau inférieur d'éducation et sans qualifications spéciales, qui se déplacent sous l'influence de facteurs de répulsion (pour échapper à des situations présentes difficiles)... par contraste, la ³³ Il existe différentes sortes de migrations : de main d'œuvre qualifiée et non qualifiée ; individuelle, familiale, enchaînée ou en réseau ; régulière et non régulière, rurale et urbaine, temporaire et permanente ; déterminée par la demande ou par l'offre et ainsi de suite.

³³ Tout comme pour Todisco,

“Les plans des migrants diffèrent de manière substantielle pour les deux types de migration. La migration en masse concerne des gens avec un niveau inférieur d'éducation et sans qualifications spéciales, qui se déplacent sous l'influence de facteurs de répulsion (pour échapper à migration qualifiée est déterminée par des facteurs plus attractifs (les facteurs d'attraction) et elle est le plus probablement temporaire. Elle concerne les personnes munies de hautes qualifications professionnelles et d'expérience, dont la décision de migrer a été bien pesée » (Todisco, 2003).

sont offertes à l'étranger pour le développement et la satisfaction personnels. Ainsi que le notait un des répondants,

Ce n'est pas le travail en soi qui m'a poussé à émigrer, mais la combinaison de la possibilité d'une meilleure vie à l'étranger avec de plus intéressantes perspectives d'emploi et une qualité de vie que je ne pourrais pas trouver en Roumanie. Je ne séparerai pas le fait de travailler à l'étranger avec la vie là-bas, ils sont entremêlés.

Les raisons d'émigrer sont des combinaisons d'aspects qui font que les personnes évaluent leur environnement et leurs perspectives présentes. Ceux qui sont partis en invoquant les études à l'étranger comme raison principale ont expliqué que la raison des « études à l'étranger » est la cause *apparente*, alors que la cause *réelle* est leur recherche de conditions et de moyens meilleurs pour avoir des standards de vie supérieurs et des emplois qui offrent plus de satisfaction. Parmi d'autres raisons, il y a aussi une certaine influence de l'expérience culturelle et des voyages, où la possibilité de découvrir de nouveaux pays et de nouvelles cultures est combinée à un milieu professionnel plus satisfaisant. Il s'agit en fait de l'un des aspects les plus plaisants que tous les répondants ont indiqué comme faisant partie de leur expérience migratoire.

Il a aussi été remarqué un sentiment de frustration en ce qui concerne la Roumanie, combiné à des attentes et des illusions sur les pays de l'Europe de l'Ouest. Ce dernier point justifie aussi les difficultés, quelques fois sous-estimées, inhérentes au processus de migration.

Partir ou ne pas partir? Le projet de migration

En général, à part les migrations forcées des personnes cherchant asile, les projets de migration changent au cours du temps, ils commencent d'habitude avec l'idée d'une expérience temporaire et se transforment en choix à long terme sinon permanent. La principale idée de la migration est une expérience à l'étranger temporaire, à moyen ou long terme, suivie par le retour ; mais quelle que soit l'idée initiale, la plupart sont d'accord pour affirmer que « maintenant je ne me vois pas retourner en Roumanie ... Ma vie est ici ».

Cette affirmation contraste avec l'intention déclarée de la plupart des personnes de retourner en Roumanie. Un retour planifié demande certaines conditions spécifiques économiques ou sociales et les bases émotionnelles ne suffisent pas. Admettre qu'il est peu probable que la personne revienne est une affirmation très délicate, alors que la plupart des personnes ont exprimé leurs désillusions quant aux perspectives futures et aux changements en Roumanie : « Je ne vois pas un bon futur pour la Roumanie et seul je ne peux pas changer les choses ».

La possibilité de déménager vers un autre pays est prise en compte par les répondants qui répondent par des «peut-être » et des «qui sait », selon les chances à trouver du travail et les offres d'emploi; cette possibilité n'est pas planifiée, mais elle n'est pas exclue, non plus. Fait plus intéressant encore, ceux qui vivent dans des pays comme le Canada et les Etats-Unis aimeraient s'installer plus près de l'Europe, tant pour des raisons culturelles que pour la proximité géographique avec la Roumanie.

En ce qui concerne la perspective de la Roumanie de devenir membre de l'UE, de nombreux universitaires et décideurs sont préoccupés par les changements futurs qu'apporteront l'adhésion à l'UE en termes de mobilité de la main d'œuvre. Les opinions diffèrent à ce sujet, disant soit que des masses d'ouvriers non qualifiés se répandront à travers l'Europe, soit que rien de tel n'arrivera.³⁴ Les répondants pourraient être encouragés par un futur avantage découlant de leur

³⁴ L'élargissement de l'Union n'aura pas un effet tellement important et immédiat sur la liberté de mouvement des employés. La nouvelle situation sera en principe comparable à la situation présente, où les citoyens des Etats candidats à l'UE ont besoin d'obtenir un permis de travail pour travailler dans l'UE. En même temps, une « règle de préférence » est mise en place qui donne aux citoyens des nouveaux Etats membres priorité sur les personnes provenant de pays non membres.

citoyenneté européenne à changer, améliorer ou trouver des emplois en Europe (surtout ceux qui se trouvent sur d'autres continents et qui désirent venir plus près de la Roumanie) et finalement, ils pourraient même se sentir plus en sécurité dans leur recherche d'emplois à l'étranger, ne dépendant plus de l'obtention d'un visa ou d'un permis de travail.

LES FACTEURS QUI INFLUENCENT LA DECISION DE MIGRATION

Ainsi que l'affirme Iqbal,

...en dépit de l'attraction exercée par de meilleures opportunités économiques, la migration en général « coûte cher » aussi bien en termes d'argent qu'en termes psychologiques. ... [les jeunes émigrants qualifiés] se trouvent à un stage de leur vie où ils peuvent se déplacer sans le fardeau de nombreuses responsabilités familiales. ... En cette ère de mondialisation et d'opportunisme économique, de nombreux jeunes désirent et sont impatients de s'installer dans un autre pays (Iqbal, 2000).

Dans quelle mesure influencent les éléments et les conditions contextuelles de manière positive ou négative les projets de migration (par ex. les différents systèmes d'immigration, les précédentes expériences à l'étranger, la présence de la famille ou d'autres connexions à l'étranger) ? Comme il l'a déjà été analysé précédemment, la présence de membres de la famille à l'étranger semble n'exercer qu'une influence limitée. Cela peut sembler étrange, mais suggère en fait que pour les migrants de main d'œuvre qualifiée, ce sont surtout les opportunités professionnelles qui font la différence quant il s'agit pour les potentiels migrants de faire un choix concernant le pays/la ville de destination. La migration en chaîne et le réseau familial³⁵ semble ne pas avoir tellement d'influence et les tendances de la migration sont toutes métropolitaines (Sassen, 2000; Castells, 1996).

Certains répondants ont travaillé en Roumanie pour des compagnies de TI étrangères. De quelle manière influence un tel milieu les chances de mobilité internationale de la main d'œuvre ? Le fait de travailler pour une société étrangère peut aider à créer les conditions pour migrer, mais peut aussi s'avérer être un mécanisme de rétention des ressources humaines si les conditions offertes en Roumanie dépassent les standards professionnels locaux. Le fait de travailler dans une société de TI étrangère a trait à la délocalisation de certains segments de la production de TI afin de profiter de la main d'œuvre locale qualifiée et pas chère. Un tel emploi est nommé « cerveaux sans corps » car son produit, le travail à distance, va à travers l'Internet directement au sein de la société étrangère de TI et il s'agit d'une forme virtuelle de mobilité dans le secteur du travail.

LE RECRUTEMENT DE LA MAIN D'OEUVRE ET LA RECHERCHE DE TRAVAIL SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Lorsque l'on considère les stratégies employées pour trouver un emploi à l'étranger, nous pouvons généralement identifier deux façons différentes. Les chercheurs font surtout appel à des réseaux personnels ou professionnels afin de trouver un emploi à l'étranger, alors que les doctorants naviguent surtout sur l'Internet pour trouver des informations et poser leurs candidatures. Tous les

³⁵ La migration en chaîne se réfère à la façon dont la migration initiale est suivie par d'autres membres de la même famille, communauté ou village, ce qui conduit parfois à une récréation partielle de la communauté de chez soi dans le nouveau pays (Price, 1963; Reyneri, 1979). Les études sur les migrations se sont penchées récemment sur le rôle des réseaux de migration qui offrent du soutien pour trouver un emploi, un logement et pour faire face à d'autres besoins lors de l'arrivée dans un nouveau pays (Boyd 1989; Portes, 1998). Ces liens personnels, familiaux et communautaires sont considéré comme étant un « capital social » pour les migrants (Bourdieu et Wacquant, 1992, p. 119).

professionnels dans le domaine de la TI ont utilisé l'Internet et les annonces internationales qui figurent sur les sites web. Seuls quelques uns ont fait appel à des agences de recrutement. Il est intéressant de souligner l'importance de l'Internet comme moyen de diffusion des informations concernant les sociétés, les postes et les procédures à travers le monde, ainsi que comme moyen de trouver un emploi. Comme règle générale, les répondants ont conclu que leur recherche d'un emploi avait apparemment été un processus facile par rapport aux problèmes que d'autres ont rencontré pour obtenir leur permis de travail.

Le choix d'un certain pays de destination est influencé par les problèmes d'immigration, la qualité de la vie et les soucis professionnels. Lors du voyage et du déplacement à travers les pays, la plupart des répondants ont identifié comme principaux obstacles les procédures liées à l'immigration : le traitement souvent humiliant des ambassades, aux frontières, les stéréotypes sur les roumains et les problèmes à obtenir ou à renouveler un visa. Les problèmes liés au statut de la main d'œuvre migrante posent aussi des défis sur les marchés étrangers du travail, où la mobilité entre les emplois et les lieux est limitée ; certaines normes et même les politiques des employeurs peuvent causer l'instabilité dans la condition des migrants et leur créer des désavantages par rapport à la main d'œuvre locale lors de la recherche d'un emploi. Les politiques et les réglementations affectent la main d'œuvre en limitant plus ou moins ses possibilités, tandis que les sociétés qui l'emploient peuvent se permettre de tirer profit de leur position.

De telles situations peuvent se refléter dans une différence de revenu entre la main d'œuvre étrangère et celle locale. Les répondants ont déclaré qu'ils gagnaient un montant correct d'argent, mais ils ont aussi reconnu que les employeurs les payaient moins du fait de leur nationalité. Qui plus est, ils ont admis qu'afin de pouvoir migrer et trouver des emplois à l'étranger, même la main d'œuvre étrangère qualifiée doit accepter ces circonstances pour en tirer profit.

LA FUIITE DES CERVEAUX: UN MELANGE DE RECRUTEMENT, DE REMISE DE FONDS ET DE RETOURS

Les définitions du phénomène de la fuite des cerveaux diffèrent ; selon l' *Encyclopaedia Britannica*, il s'agit du «départ de personnes éduquées ou de professionnels d'un pays, d'un secteur ou d'un domaine économique vers un autre pays, généralement pour de meilleurs salaires ou de meilleures conditions de vie ». Plus complexe est la définition suivante, affirmant que « la fuite des cerveaux peut arriver si l'émigration de personnes éduquées dans le cycle tertiaire pour de longs ou permanents séjours à l'étranger atteint des niveaux importants et n'est pas influencée par les effets « en retour » de la remise de fonds, du transfert de technologie, des investissements et du commerce. Le désagrément le plus souvent reconnu de la fuite des cerveaux est qu'elle réduit la croissance économique à travers le fait que les investissements dans l'éducation ne sont pas récompensés et qu'elle draine une source de capital humain dans le pays d'origine » (Lowell et Findlay, 2001, p. 6). Comme il l'a déjà été affirmé plus tôt, la fuite des cerveaux est plus qu'une simple migration dans un seul sens, car elle porte des conséquences économiques et sociales pour le pays d'origine.³⁶ La fuite des cerveaux apparaît lorsque les conditions locales ne satisfont pas la main d'œuvre qualifiée qui est employée à des postes inférieurs ou sous-payés, ou qui ne permettent pas l'avancement professionnel et la satisfaction personnelle.³⁷ Cela explique le commentaire le plus

³⁶ Gençler (2003) affirme que "les effets de la migration des personnes qualifiées ne sont pas parallèles sur les deux côtés économique et social. Dans les années 1950, la différence de revenus entre les pays développés et ceux en voie de développement était vingt-trois fois plus grande, puis elle a augmenté étant soixante fois plus grande en 1990. On peut conclure (...) que les pays développés bénéficient plus efficacement de l'activité du capital humain hautement qualifié».

³⁷ Dans son étude récente (2004), Reyneri confirme cette tendance après avoir entrepris des recherches dans le Nord de l'Italie. «Les migrants hautement qualifiés sont soit au chômage, soit ils

fréquent des répondants, « la fuite des cerveaux vaut mieux que le gaspillage des cerveaux ». Afin de fructifier leur éducation et leur potentiel de carrière, la décision de migrer devient non pas un choix, mais la seule possibilité.

Autrement, la fuite des cerveaux est due aux conditions locales qui n'encouragent pas l'utilisation des meilleures performances des personnes. Le milieu du travail en Roumanie est souvent décrit par les répondants comme déprimant : il manque de bons emplois et on y trouve surtout un milieu généralement déficitaire, typique pour un pays post-communiste.

La politique gouvernementale destinée à arrêter le flux de professionnels de la TI et à offrir des avantages fiscaux aux entreprises les employant, n'a pas été reçue de manière enthousiaste. Aucun des répondants n'a pris en compte cette politique de rétention. Dans l'ensemble, les répondants ont reconnu la fuite des cerveaux comme étant un facteur naturel et spontané et en quelque sorte une conséquence de la mondialisation.

Même lorsque la fuite des cerveaux est vue comme une perte pour le pays d'origine et comme une expérience difficile pour ses protagonistes, on lui reconnaît un potentiel bénéfique dans la bonne réputation dont jouissent les scientifiques et la main d'œuvre qualifiée de Roumanie dans la plupart des pays développés, dans l'argent qui est envoyé, qui représente un revenu supplémentaire régulier pour les familles de Roumanie et dans la possibilité de revenir au pays avec la valeur ajoutée que le capital humain a acquis à l'étranger.

En ce qui concerne la remise de fonds³⁸ aux familles qui sont restées aux pays d'origine, environ 80 pourcent des répondants la pratique, environ tous les deux mois. Le montant des sommes envoyées varie selon le revenu (donc selon le coût moyen de la vie et les salaires du pays en question) et les possibilités des répondants. L'argent remis chaque année – de 200 à 1000 USD – représente 5-10 pourcent du revenu des répondants. Ceux qui envoient plus d'argent, jusqu'à 3000 USD, ont des salaires plus importants et cet argent est souvent offert pour un événement spécial, comme par exemple l'achat d'une maison ou des travaux de rénovation. Pour les moyens de transférer l'argent, les répondants utilisent aussi bien les moyens formels que ceux informels : lorsqu'ils visitent leur famille en Roumanie, ils donnent toujours de l'argent et ils en envoient plus souvent encore par des amis. Parmi les moyens officiels ils indiquent le transfert bancaire rapide (ex. West Bank, Western Union, etc.) et dans certains cas l'Internet.

EXISTE-T-IL UNE SOLUTION A LA FUITE DES CERVEAUX?

Comme mouvement circulaire, les solutions se réfèrent aux causes profondes et problématiques de ce type de migration. La première et la plus urgente est un changement dans la gouvernance, notamment la lutte contre la corruption dans le pays d'origine. L'UE est en fait considérée comme une référence qui, surtout en vue de l'élargissement prévu de l'UE, devrait faire avancer les réformes économiques et politiques.

En outre, trois moyens de développement économique sont soulignés. L'un est de fournir de meilleures opportunités à la main d'œuvre locale qualifiée pour qu'elle demeure au pays (à travers des politiques de rétention, par ex.). Un deuxième moyen est d'attirer des investissements et des

travaillent dans des emplois non déclarés ou temporaires, dans une mesure encore plus grande que ceux qui ont une éducation peu poussée. La raison de cela est que ces immigrants acceptent plus difficilement la disparité entre leur statut social et les emplois qui leur sont offerts dans leur pays d'origine, et ils acceptent donc de travailler à plein temps sur des positions non qualifiées, dans de petites entreprises dans le Nord et le Centre de l'Italie » (2004, p. 1).

³⁸ Voir le chapitre « Le point sur les migrations transnationales », où la remise de fonds est décrite avec d'autres pratiques de connexion internationale entre les personnes et les pays.

capitiaux étrangers et un troisième est d'attirer les personnes qui sont parties du pays par des stimulants, de bons salaires et une économie libre de marché.

Des points de vue sur les migrations transnationales

Il existe des aspects liés aux migrations contemporaines qui font que le flux de professionnels soit plus qu'un simple aller. Les émigrants ont un impacte à travers l'argent qu'ils envoient, qui représente de nos jours une source cruciale de soutien et de développement. Une importante remarque à ce sujet est le trans-nationalisme, qui se réfère à l'inter - connectivité entre les personnes et les lieux à travers le globe. Glick-Schiller *et al.* (1992) a défini le trans-nationalisme comme un processus à travers lequel les gens établissent et maintiennent des connexions socioculturelles au-delà des frontières géographiques. En général le trans-nationalisme est souvent accompagné par un incessant mouvement d'aller – retour des personnes, facilité par les moyens rapides de transport et les systèmes de communication (par ex. les avions, le téléphone, la vidéo, le fax, l'email et l'Internet) qui ont réduit de beaucoup le temps et le coût de déplacement des personnes, des informations, de l'argent et des biens. Le trans-nationalisme est lié à la diaspora de migrants et aux communautés qui partagent différentes conditions historiques et contemporaines, des caractéristiques, des trajectoires, des expériences et des sens (Tölölyan, 1996; Cohen, 1997; van Hear, 1998; Vertovec, 1999). Un autre trait important des formations sociales transnationales concerne les structures et les systèmes des relations et des réseaux, selon l'analyse de Castells (1996) de l'Age de l'information. Selon Castells, de nouvelles technologies se trouvent au cœur des réseaux transnationaux présents ; ensemble, ils ne créent pas de nouveaux modèles sociaux, mais ils renforcent certainement ceux qui existent déjà.

Des réseaux denses et très actifs couvrants de vastes espaces transforment les nombreux types de relations sociales, culturelles, économiques et politiques. Un autre aspect est la reproduction culturelle dans le cadre du trans-nationalisme, dans laquelle les différents médias du globe ont un impact sur la reproduction culturelle des communautés transnationales. Spivak décrivait « le discours de la spécificité et de la différence culturelles, emballé pour la consommation transnationale » (1989, p. 276) à travers les technologies globales. Les technologies de publication et de communication rendent possible des formes de dissémination des informations rapides et vastes, la publicité et des réponses en retour, la mobilisation de soutien, l'augmentation de la participation publique et des organisations politiques, ainsi que l'activité de lobby des organisations intergouvernementales (Alger, 1997; Castells, 1997). Certains analystes soutiennent que le trans-nationalisme a changé notre relation par rapport à l'espace, surtout en créant des « domaines sociaux » qui connectent et placent certains acteurs dans plusieurs pays (Basch *et al.*, 1994; Castells, 1996; Goldring, 1998). A travers les moyens électroniques et entre les voisins géographiques et virtuels, de nouvelles « trans-localités » ont émergé (Appadurai, 1995; Goldring, 1998; Smith, 1998).

Les communautés de migrants de l'étranger utilisent constamment l'Internet, ainsi que les réseaux « on line » personnels et sociaux des roumains de l'étranger. Tous les répondants utilisent l'Internet à des fins professionnelles et surtout privées. L'Internet représente aussi l'une des principales sources d'information pour se tenir au courant de ce qui se passe chez soi, combiné aux informations fournies lors des visites récentes des amis.

Pratiquement tout le monde est en contact avec d'autres roumains à l'étranger mais, comme nous l'avons déjà mentionné, les réseaux sociaux ou familiaux à l'étranger peuvent être répartis sur plusieurs pays différents. Les répondants sont peu engagés dans des groupements et des associations à l'étranger, à part quelques cas de communautés culturelles ou religieuses plus actives, alors que beaucoup font partie des groupes et des forums de discussion on line où ils échangent des informations et des expériences.

Le trans-nationalisme traite la migration comme un processus à plusieurs niveaux, comprenant différents liens entre deux ou plusieurs endroits. Certains aspects apparaissent plus

puissants (ainsi par ex. la diaspora mondiale et dispersée, les réseaux internationaux et les connexions, les communications on line et le flux des informations, la grande mobilité du groupe). Cela représente ce qu'Appadurai (1995, p. 220) décrivait comme de « nouveaux patriotismes », un mélange de nationalisme, de politique et de nostalgie. Une telle identité transnationale trouve dans les nouveaux moyens de communication à la fois un instrument de soutien à la diaspora et un cadre pour renforcer la dynamique de l'identité des migrants.

LES PERTES, LES PROFITS ET LES BALANCES EQUILIBREES

L'expérience d'une migration produit des faits positifs et négatifs, ainsi que des changements dans la vie. Les éléments positifs se réfèrent aux aspects culturels et interculturels, à l'expérience des voyages et du travail dans de nouveaux milieux professionnels, ainsi qu'à l'épanouissement personnel. Le côté négatif de l'expérience concerne la partie rébarbative des migrations : les migrants sont des professionnels qualifiés, qui détiennent probablement plus d'informations et d'instruments pour interpréter leur nouvel contexte de vie, mais sans pouvoir éviter les ajustements culturels et de langage, la solitude et l'isolement de la famille et de la communauté et les défis de l'intégration au travail et sociale.

CONCLUSION

La présente étude a enquêté certains aspects des expériences personnelles des migrants qualifiés : les principales raisons à la base de la décision de migrer, les difficultés rencontrées, la probabilité de rentrer en Roumanie, l'engagement et l'appartenance transnationale et une évaluation de l'expérience de la fuite des cerveaux.

En dehors des problèmes traités ci-dessus, quelques observations ont émergé de l'analyse globale des expériences des répondants. La mobilité des cerveaux ne se transforme pas automatiquement en fuite des cerveaux, car il existe un mouvement d'aller retour, des compétences et des contributions qui forment toujours un lien avec le pays d'origine. Dans ce sens, certaines professions sont « éminemment mobiles » par nature³⁹. La mondialisation affecte certaines activités et professions plus que d'autres et offre les conditions de mobilité internationale et d'identités transnationales. Lorsque l'on considère les causes de la migration, il est clair que les éléments tels que la différence de salaire joueront toujours un rôle⁴⁰. Cependant, ainsi que le suggère Olesen (2002), c'est seulement en adoptant une macro perspective que l'on peut trouver des solutions à long terme. Peut-on trouver un soutien politique suffisant pour assurer les conditions nécessaires à un développement économique et social rapide, ce qui conduirait à la diminution de la migration à moyen et à long terme ? Ces conditions préalables sont améliorées de beaucoup par l'accès commercial aux marchés dans le Nord, les aides accrues, une meilleure utilisation de l'argent qui rentre au pays et une augmentation des investissements étrangers directs.

La fuite des cerveaux est finalement un phénomène composite, comprenant différentes typologies de migrants qualifiés et de mouvements des cerveaux. De plus, les bénéfices en retour, l'argent qui rentre au pays et les actions transnationales représentent un aspects très intéressant et

³⁹ « Les migrants internationaux ne proviennent pas d'endroits pauvres, et isolés qui sont déconnectés des marchés du monde, mais de régions et de nations qui souffrent des changements et un développement rapide comme résultat de leur incorporation dans le marché, dans les réseaux d'information et de production globaux. A court terme, la migration internationale ne découle pas d'un manque de développement économique, mais du développement lui-même » (Massey *et al.*, 1998, p. 277).

⁴⁰ « Ce processus – « la bosse de la migration » - ne s'arrête que lorsque l'avantage de migrer est trop réduit en termes de revenus différentiels entre les paires traditionnelles de pays d'émigration et de pays d'immigration » (Olesen, 2002, p. 14).

suggestif de la migration contemporaine de la main d'œuvre qualifiée. Aussi, les communautés et la communication *on line* sont très importants, mais ne devraient pas être séparés de l'adaptation physique et de l'intégration nécessaires dans le pays de destination.

Somme toute, la présente recherche vise à illustrer la perspective des personnes concernées. Pour cette raison, on trouve que l'affirmation ci-dessous représente une observation pertinente sur l'expérience de la mobilité des cerveaux.

Dans un sens plus large, la mobilité est un mot clé dans le monde de nos jours. Le fait de perdre ses liens, sa fierté, ses idéaux, son respect patriotique nationaux etc. est tout à fait normal et naturel. Les temps changent, la mondialisation et l'uniformité remplacent sous toutes les formes le concept de sentiments nationaux. Je ne pense pas me tromper en affirmant que dans tout le monde, ma génération chante en anglais, danse le latino, s'habille en vêtements fabriqués en Inde et en Chine et mange dans des restaurants «multi-culti». Dans de telles conditions, la fuite des cerveaux ne peut pas être réellement arrêtée. Elle ne l'a jamais été.

Références

ALGER, C. F. "Transnational Social Movements, World Politics and Global Governance", in, SMITH, J., CHATFIELD, C., et PAGNUCCO, R., éd. *Transnational Social Movements and Global Politics*. Syracuse: Syracuse University Press, p. 260-75, 1997.

APPADURAI, A. "The Production of Locality", in, FARDON, R., éd. *Counterworks: Managing the Diversity of Knowledge*. Londres: Routledge, p. 204-25, 1995.

APPADURAI, A. *Modernity at Large, Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis, Londres: University of Minnesota Press, 1996.

BASCH, L., GLICK-SCHILLER, N., and SZANTON BLANC, C. *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialized Nation-States*. Amsterdam: Overseas Publishers Association (OPA), 1994.

BEINE, M., DOCQUIER, F., et RAPOPORT, H. "Brain Drain and Economic Growth: Theory and Evidence", *Journal of Development Economics* 64 1 (2001): 275-289.

BEINE, M., DOCQUIER, F., et RAPOPORT, H. "Brain Drain and LDCs' Growth: Winners and Losers", *Discussion Paper Series*, IZA DP No. 819. Forschungsinstitut zur Zukunft der Arbeit [Institut pour l'Etude du Travail], Juillet 2003.

BHAGWATI, J., et WILSON, J. "Income Taxation in the Presence of International Personal Mobility: An Overview", in, BHAGWATI, J., et WILSON, J., éd. *Income Taxation and International Mobility*. Cambridge: MIT Press, 1989, p. 3-39.

BOURDIEU, P., et WACQUANT, L. J. D. *An Invitation to Reflexive Sociology*. Chicago: Chicago University Press, 1992.

CASTELLS, M. *The Power of Identity*. Oxford: Blackwell, 1997.

CASTELLS, M. *The Rise of the Network Society*. Oxford: Blackwell, 1996.

COHEN, R. *Global Diasporas: An Introduction*, Londres: University College London Press, 1997.

COMMANDER, S., CHANDA, R., KANGASNIEMI, M., et WINTERS, L. A. *Who Gains from Skilled Migration? Evidence from the Software Industry*. 2004. <http://www.Londres.edu/cnem/Faculty/S_Commander/who_gains_from_skilled.pdf>

DOMINGUES DOS SANTOS, M., et POSTEL-VINAY, F. "Migration as a Source of Growth: The Perspective of a Developing Country", *Journal of Population Economics* 16 1 (2003): 161-75.

GAILLARD, J., et GAILLARD, A. M. "The International Migration of Brains: Exodus or Circulation?", *Science, Technology and Society* 2 2 (1997).

GENÇLER, A. The Economical and Social Aspects of Highly-Skilled Human Capital Activity in Global Economy. Etude présentée lors de la Conférence scientifique internationale "Globalization and Sustainable Development", Varna, Bulgarie, 1-3 juillet 2002, Université Libre de Varna.

GLICK-SCHILLER, N., BASCH, L., et SZANTON BLANC, C. *Towards a transnational perspective on migration: race, class, ethnicity, and nationalism reconsidered*. New York: Académie des Sciences de New York, 1992.

GOLDRING, L. "The Power of Status in Transnational Social Fields", in, SMITH, M. P., et GUARNIZO, L. E., éd. *Transnationalism from Below*. New Brunswick, NJ: Transaction Publishers, 1998, p. 165-95.

GOULD, D. M. "Immigrant Links to the Home Country: Empirical Implications for U.S. Bilateral Trade Flows", *The Review of Economics and Statistics* 76 2 (1994): 302-16.

HAMADA, K. "Taxing the Brain Drain: A Global Point of View", in, BHAGWATI, J., éd. *The New International Economic Order: The North-South Debate*. Cambridge, Mass.: MIT Press, 1977.

IQBAL, M. The Migration of High-Skilled Workers from Canada to the United States: Empirical Evidence and Economic Reasons. The Conference Board of Canada, University of California-San Diego La Jolla, CIS, Center for Comparative Immigration Studies. Document de travail No. 20, août 2000.

LOWELL, B. L., et FINDLAY, A. "Migration of Highly Skilled Persons from Developing Countries: Impact and Policy Responses," *International Migration Papers* 44. Genève: Bureau International du Travail, Département de la migration internationale, 2001.

MARTIN, P., et STRAUBHAAR, T. "Best Practice Options: Romania", *International Migration* 40 3. Blackwell Publishers Ltd., 2002.

MASSEY, D., ARANGO, J., HUGO, G., KOUAOUCCI, A., PELLEGRINO, A. et TAYLOR, J. E. *Worlds in Motion: Understanding International Migration at the End of the Millennium*. Oxford: Oxford University Press, 1998.

MCLAUGHLAN, G. et SALT, J. *Migration Policies towards Highly Skilled Foreign Workers*. Report to the Home Office, Migration Research Unit, Geography Department, University College Londres, mars 2002.

MOUNTFORD, A. "Can a Brain Drain Be Good for Growth in the Source Economy?" *Journal of Development Economics* 53 2 (1997): 287-303.

OLESEN, H. Migration, Return and Development: An Institutional Perspective. Expert Working Paper prepared for the Centre for Development Research Study Migration-Development Links: Evidence and Policy Options, avril 2002.

OUAKED, S. "Transatlantic Roundtable on High-Skilled Migration and Sending Countries Issues", *International Migration* 40 4 (2002): 153-166.

PORTES, A. Globalisation from Below: The Rise of Transnational Communities. ESRC Transnational Communities Programme Working Paper no. 1, 1998.

PRICE, C. *Southern Europeans in Australia*. Melbourne: Oxford University Press, 1963.

RAPOPORT, H., et DOCQUIER, F. "The Economics of Migrants' Remittances", in, GERARD-VARET, L.-A., KOLM, S.-C., and MERCIER-YTHIER, j., éd., *Handbook of the Economics of Giving, Reciprocity and Altruism*. Amsterdam: North-Holland, 2004.

RAUCH, J. E. et TRINDADE, V. "Ethnic Chinese Networks in International Trade", *Review of Economics and Statistics* 84 1(2002): 116-30.

REYNERI, E. "Education and Occupational Pathways of Migrants in Italy", *Journal of Ethnic Migrations Studies*, 2004 (en cours de publication).

REYNERI, E. *La catena migratoria. Il ruolo dell'emigrazione nel mercato del lavoro di arrivo e di esodo*. Bologne: Il Mulino, 1979.

SASSEN, S. *Cities in a World Economy*. Pine Forge: Sage Press, 2000.

SAXENIAN, A. L. "Silicon Valley's Skilled Immigrants: Generating Jobs and Wealth for California", *Research Brief* 21 June 1999. San Francisco, CA: Public Policy Institute of California.

SMITH, R. C. "Transnational Localities: Community, Technology and the Politics of Membership within the Context of Mexico and U.S. Migration", in, SMITH, M. C., et GUARNIZO, L. E. Ed. *Transnationalism from Below*. New Brunswick, NJ: Transaction Publishers, p. 196-238, 1998.

SPIVAK, G. "Who Claims Alterity?", in, KRUGER, B. et MARIANI, P., éd. *Remaking History*. Seattle: Bay, 1989, p. 269-92.

STARK, O., HELMENSTEIN, C., et PRSKAWETZ, A. "Human Capital Depletion, Human Capital Formation, and Migration: A Blessing or a 'Curse'?", *Economics Letters* 60 3 (1998): 363-7.

TODARO, Michael P. *Economic Development*. Addison-Wesley, Sixth edition, 1996.

TÖLÖLYAN, K. "The Nation-State and Its Others: In Lieu of a Preface", *Diaspora* 1 (1991): 3-7. "Rethinking *Diaspora(s)*: Stateless Power in the Transnational Moment", *Diaspora* 5 (1996): 3-36.

VAN HEAR, N. *New Diasporas: The Mass Exodus, Dispersal and Regrouping of Migrant Communities*. Londres: University College Londres Press, 1998.

VERTOVEC, S. *Migration, Diasporas and Transnationalism*. Aldershot: Edward Elgar, 1999.

VIDAL, J.-P. "The Effect of Emigration on Human Capital Formation", *Journal of Population Economics* 11 4 (1998): 589-600.

WICKRAMASEKARA, P. *Perspectives on Labour Migration, Policy Responses to Skilled Migration: Retention, Return and Circulation*, 5 E, Social Protection sector, International Migration Programme, International Labour Office Geneva. 1 Presentation to the Meeting on Skilled Migrations organised by the Institut de Sociologie de l'Université de Neuchâtel and the Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population, Neuchâtel, Switzerland (7-8 November 2002) <www.ilo.org/public/english/protection/migrant/download/pom/pom5e.pdf>

Autre littérature

EASTERLY, W., et LEVINE, R. "What Have We Learned from a Decade of Empirical Research on Growth? It's not Factor Accumulation: Stylized Facts and Growth Models", *World Bank Economic Review* 15 (2001): 177-219.

MCCULLOCK, R., et YELLEN, J. T. "Factor Mobility, Regional Development, and the Distribution of Income", *Journal of Political Economy* 85 1 (1977): 79-96.

STRAUBHAAR, T. *International Mobility of the Highly Skilled: Brain Gain, Brain Drain or Brain Exchange*. Document de discussion no. 88. Institut d'économie internationale de Hamburg, 2000.

Les changements structurels enregistrés par les systèmes d'enseignement supérieur d'Europe de l'Ouest

SVEIN KYVIK

Cet article propose une révision et une analyse des changements structurels des systèmes d'enseignement supérieur d'Europe de l'Ouest, et des manières dont les différents pays ont changé leurs systèmes au cours des quatre dernières décennies. L'accent est mis ici sur l'évolution d'un secteur non-universitaire de l'enseignement supérieur dans la plupart des pays. La question en discussion est de savoir jusqu'à quel point ces différents pays convergent vers un modèle structurel commun d'organisation de l'enseignement supérieur – soit un système binaire qui est le modèle le plus répandu de nos jours, soit un système unifié mais hiérarchique, comme au Royaume-Uni.

INTRODUCTION

Les systèmes d'enseignement supérieur varient d'un pays à l'autre, et ont tous subi des changements au cours du temps. Avant 1960, l'enseignement supérieur était catégoriquement le territoire des universités et des collèges spécialisés de niveau universitaire. Des programmes à cycle court, orientés vers des spécialisations comme l'enseignement, l'ingénierie et les soins médicaux, ont été généralement développés de manière entièrement indépendante des universités et n'ont pas été considérés comme étant de l'enseignement supérieur. En réponse à l'accroissement massif du nombre d'étudiants dans les années 1960 et aux besoins changeants de main d'oeuvre qualifiée, le système universitaire a connu une expansion considérable, et dans plusieurs pays de nouveaux établissements non-universitaires d'enseignement supérieur ont été créés en plus de la promotion des écoles post-secondaires existantes au rang de collèges d'enseignement supérieur. Le but principal des établissements non-universitaires a été celui d'offrir un large spectre d'enseignement professionnel, afin d'assurer soit la qualification pour une occupation spécifique soit la formation pour une profession. Ils ont été conçus en particulier pour avoir une orientation plus pratique, répondant ainsi aux besoins spécifiques de l'économie locale et à la sécurité sociale assurée de manière inadéquate par les universités (Geiger, 1992). Dans d'autres pays, les programmes d'enseignement professionnel et les écoles professionnelles ont été intégrés dans le cadre des universités traditionnelles.

Dans les pays disposant d'un secteur de l'enseignement supérieur non-universitaire déjà établi, l'organisation du secteur a changé considérablement, à différents moments, selon les cas. L'organisation fonctionnelle a été remplacée dans beaucoup d'établissements spécialisés ou de moindre taille par une intégration régionale des programmes pédagogiques, à travers des fusions à grande échelle de collèges géographiquement proches.

Le but de cet article est d'offrir une révision et une analyse des changements structurels subis par les systèmes d'enseignement supérieur d'Europe de l'Ouest durant les quatre dernières décennies. Une typologie des différents modèles organisationnels est présentée en tant que fondement pour une analyse comparative de ces changements. La question en discussion est de savoir jusqu'à quel point les différents pays convergent vers un modèle structurel commun d'organisation de l'enseignement supérieur – soit un système binaire qui est le modèle le plus répandu de nos jours, soit un système unifié mais hiérarchique, comme dans le cas du Royaume-Uni.

DES MODELES STRUCTURELS DE SYSTEMES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Il y a eu dans la littérature plusieurs tentatives de classification des systèmes d'enseignement tertiaire (Furth, 1973; Teichler, 1988; Geiger, 1992; Kogan, 1997). Dans cet article nous appliquerons et développerons plus en détail une typologie utile introduite par Scott (1995), qui distingue cinq modèles principaux: (a) les systèmes dominés par les universités; (b) les systèmes doubles; (c) les systèmes binaires; (d) les systèmes unifiés, et (e) les systèmes stratifiés. Même si nous employons la même terminologie que Scott, nous avons décrit les modèles de manières différentes, quoique clairement inspirées par son analyse structurelle et organisationnelle.

LES SYSTEMES DOMINES PAR LES UNIVERSITES

Dans ce modèle, les universités et les collèges spécialisés de niveau universitaire sont les seuls établissements d'enseignement supérieur. Les établissements qui offrent des programmes professionnels à cycle court, comme la formation des enseignants, l'ingénierie, les soins médicaux, etc., ne sont pas considérés comme étant des établissements d'enseignement supérieur. Celui-ci a été le modèle habituel à travers la plupart de l'Europe jusqu'au début des années 1960. De toute l'Europe Occidentale on peut dire que seulement l'Italie a un tel système de nos jours.

LES SYSTEMES DOUBLES

Dans un système double, les universités et les autres établissements d'enseignement post-secondaire sont perçus comme étant complètement distincts et sont traités de manière différente, même si la majorité des programmes professionnels à cycle court sont reconnus comme faisant partie de l'enseignement supérieur. On distingue entre le secteur universitaire et non-universitaire, où le premier domine nettement. Le secteur non-universitaire est partagé en un grand nombre d'établissements paraprofessionnels, avec des cultures spécifiques et dépendants des différentes réglementations publiques. Ce modèle, comportant beaucoup d'établissements spécialisés et de moindre taille qui dispensent des cours professionnels de deux ou trois ans dans un nombre limité de disciplines, a été commun dans les années 1960 et 1970. La formation des enseignants, les soins médicaux, l'ingénierie, etc., étaient enseignés dans des établissements spécialisés. Les rapports avec la vie active sont relativement forts, par le biais de périodes de stage organisées au cours des études, et il y a peu de rapports avec les universités. La formation est considérée complète après les deux ou trois ans spécifiés, avec peu de possibilités de transfert vers des études supérieures dans une université. De même, les rapports entre les collèges spécialisés sont peu développés au niveau régional. Au niveau national, néanmoins, certains programmes professionnels spécifiques sont reliés et partagent une identité professionnelle et une série de réglementations communes. Les systèmes doubles de ce genre ont remplacé le modèle dominé par les universités dans beaucoup de pays. A l'heure actuelle, aucun pays de l'Europe de l'Ouest n'utilise un modèle double en tant que tel, mais l'Autriche et la Suisse disposent encore d'éléments issus de ce système.

LES SYSTEMES BINAIRES

Les systèmes binaires d'enseignement supérieur ont été premièrement créés au Royaume-Uni et en Australie à la moitié des années 1960 (Davies, 1992); on peut dire que le système binaire est une version plus formelle du système double. Une différence importante réside dans le fait que dans le système binaire le secteur non-universitaire est généralement assujéti à un système commun de réglementations. Une autre différence importante est l'organisation de ce secteur. Dans le système double, le secteur non-universitaire consiste généralement en un grand nombre d'établissements de moindre taille et spécialisés, basés sur un principe fonctionnel d'organisation; dans le modèle binaire, ce secteur est généralement organisé en des centres pluridisciplinaires situés selon des critères géographiques. Une troisième différence est que, à la différence des collèges spécialisés, les collèges pluridisciplinaires et pluriutilitaires ont également, de manière fréquente, le but de renforcer

l'économie régionale. De nos jours, les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne, la Suède, la Norvège, l'Irlande, la Grèce, le Portugal, le Danemark et la Finlande sont tous des pays ayant un système binaire d'enseignement supérieur.

LES SYSTEMES UNIFIES

Dans les systèmes unifiés, la grande majorité des programmes d'enseignement supérieur – les études universitaires classiques ainsi que les programmes professionnels – sont dispensés dans les universités. Les systèmes unifiés ont été créés d'une des trois manières suivantes: par la transformation de polytechniques en universités (au Royaume-Uni), par la réunion d'universités classiques et de polytechniques (en Australie), ou par l'intégration d'établissements professionnels post-secondaires dans des universités (en Espagne). De manière évidente, les conséquences pour les collèges pris à part sont différentes – soit ils continuent à exister en tant qu'établissements autonomes désignés comme universités, soit ils sont combinés ou intégrés dans une université déjà existante.

LES SYSTEMES STRATIFIES

Dans ce modèle il n'y a pas de secteurs éducationnels clairement définis, mais plutôt une hiérarchie des établissements d'enseignement supérieur. Cette approche est premièrement et majoritairement caractéristique pour le système américain, où on distingue les universités (avec leur propre hiérarchie de statut), les *liberal arts colleges* (et les autres collèges de niveau similaire), et les *community colleges* qui se retrouvent en bas de l'hiérarchie. Le modèle stratifié dans sa forme américaine présente donc une structure pyramidale avec au sommet un nombre réduit d'universités d'élite, et à la base un grand nombre de collèges à orientation professionnelle. On peut ainsi dire que le secteur des collèges comprend deux formes nettement opposées d'enseignement; les *liberal arts colleges* de quatre ans, qui offrent fréquemment le même enseignement que les *undergraduate colleges* qui font partie des universités, et dispensent des cours universitaires complets ainsi que de l'enseignement préparatoire pour des études universitaires avancées. Les *community colleges* de deux ans offrent essentiellement un grand spectre de cours professionnels, mais aussi les deux premières années d'un cours de diplôme de licence. La création de ce dernier type d'établissements a été la conséquence directe de la transition de l'enseignement d'élite vers l'enseignement massifié, et des changements conséquents subis par la structure de la population étudiante (Trow, 1974). Le modèle du collège pluridisciplinaire a été ensuite adopté par un nombre de pays européens à travers, entre autres, la combinaison de différents établissements professionnels spécialisés. On débat aujourd'hui, toutefois, autour du fait de savoir si les *community colleges* sont comparables aux collèges d'enseignement supérieur dans leur définition ouest-européenne, sur la base de la période courte d'études et du fort élément professionnel des programmes.

La division des systèmes d'enseignement supérieur en cinq modèles organisationnels est, certainement, une simplification des modèles hétérogènes de ces systèmes. Néanmoins, ces modèles permettent une approche fructueuse de la diversité de systèmes d'enseignement supérieur d'Europe Occidentale.

La France est le seul pays de l'Europe de l'Ouest qu'il est impossible d'encadrer dans un des cinq modèles présentés ci-dessus. Ce système a été décrit dans plusieurs contextes comme « fragmenté » (Jallade, 1992), « stratifié » (Scott, 1995), ou « multi-type » (Teichler, 1998). L'enseignement supérieur est dispensé dans une variété d'établissements (Huisman et Kaiser, 2001), dont deux ont un niveau élevé: les *grandes écoles*⁴¹, qui concentrent une proportion relativement réduite du nombre total d'étudiants, et les universités, qui sont les établissements les plus importants. Les *grandes écoles* assurent essentiellement la formation d'ingénieurs et de

⁴¹ Tous les termes en italiques qui suivent sont en français dans le texte original (ndlr).

managers et sont les établissements prestigieux du système français d'enseignement, même si ils ne sont pas considérés comme faisant partie du système universitaire. Peu de *grandes écoles* sont cependant situées dans des universités. La formation professionnelle à cycle court est assurée par les *instituts universitaires de technologie* (IUT), qui sont officiellement des départements d'universités, mais qui bénéficient, par la loi, d'un degré d'autonomie supérieur aux départements universitaires ordinaires en matière de recrutement du personnel et de gestion du budget. Ces établissements de deux ans ont été premièrement établis en 1966, afin de répondre au besoin de qualifications en ingénierie supérieures au collège professionnel mais inférieures à celles des diplômés de génie civil (Cerych et Sabatier, 1986). La formation dans les IUT s'est montrée attrayante à la fois pour les étudiants et pour le monde des affaires, mais est limitée à un pourcentage relativement réduit de la population étudiante totale. En outre, l'enseignement supérieur orienté vers la pratique est dispensé dans les *sections de techniciens supérieures* (STS), associées aux *lycées* et créées durant les années 1950. En 1989, la formation des enseignants a été reliée aux universités à travers la création des *instituts universitaires de formation des maîtres* (IUFM). Aussi, certaines *écoles* sont associées à des universités (*rattachées*), et ont le même statut que les IUFM. Il existe aussi des collèges séparés pour la formation de personnel destiné au domaine de la santé et au domaine social. Le système français d'enseignement supérieur présente donc les caractéristiques nettes d'un système stratifié, qui se retrouvent dans les différences de prestige entre les divers types d'établissements; mais il ne présente pas la structure pyramidale caractéristique aux Etats-Unis. La France présente aussi des aspects spécifiques du modèle unifié, au niveau des rapports structurels qui relie l'enseignement technique de courte durée et la formation des enseignants et les universités.

Le Tableau 1 présente la situation des différents pays dans le cadre de la typologie des systèmes d'enseignement supérieur. Il n'y a qu'un seul pays classé en tant que système dominé par les universités, un seul en tant que système double, dix en tant que systèmes binaires, et deux en tant que systèmes unifiés. Avant 1960, tous les systèmes nationaux étaient des systèmes dominés par les universités. Du fait de la transformation ultérieure de l'enseignement professionnel en enseignement supérieur, les différents pays ont mis en place des systèmes binaires; cela a été accompli à travers la formalisation d'une division entre l'enseignement supérieur non-universitaire et les universités, et deux pays sont passés de systèmes dominés par les universités à des systèmes unifiés.

Tableau 1. Une typologie des systèmes d'enseignement supérieur d'Europe de l'Ouest

Systèmes dominés par les universités	Systèmes doubles	Systèmes binaires	Systèmes unifiés
Italie	Autriche	Pays-Bas Allemagne Belgique Suède Norvège Irlande Grèce Portugal Danemark Finlande Suisse	Royaume-Uni Espagne

Source: L'auteur.

Nous présenterons en ce qui suit une brève esquisse de ces changements systémiques.

Les systèmes dominés par les universités

L'Italie est le seul pays d'Europe Occidentale qui peut être encore inclus dans la catégorie des systèmes dominés par les universités, même si certains programmes professionnels courts ont été intégrés dans les universités en 1990, sous le titre de *diploma universitario* (par exemple en soins médicaux), et la durée des programmes a été prolongée de deux à trois ans. Ces programmes ont eu un profil pratique et ont été organisés plus près des lignes des traditions des écoles que ceux des études universitaires classiques (*laurea*, 4 ou 5 ans). Cependant, ce genre de programmes à cycle court ont été implémentés en nombre limité, et n'ont pas été perçus comme étant attrayants par les étudiants ou les enseignants (Vaira, 2003). Seulement une petite partie des étudiants de première année (10 pour cent) se sont inscrits dans ces programmes; ce désenchantement a été dû à la fois au fait que ces programmes n'étaient pas un premier cycle permettant le transfert vers un programme de *laurea*, et à l'absence de la reconnaissance du *diploma* sur le marché du travail (Luzzatto et Moscati, 2003). Aussi, la formation des enseignants a été incluse dans les universités – mais en tant que *laurea*. En 2001, l'Italie a adopté une nouvelle structure de diplômes en conformité avec la Déclaration de Bologne, et le *diploma universitario* a été modifié pour devenir un premier diplôme de trois ans (*laurea*), aligné au marché du travail, ainsi qu'à un possible deuxième diplôme (*laurea specialista*). L'Italie présente ainsi certains éléments d'un système unifié d'enseignement supérieur, étant donné qu'il existe encore un nombre substantiel de programmes professionnels post-secondaires qui ne font pas partie du système d'enseignement supérieur. Il est donc pertinent de continuer à classer le système italien dans la catégorie des systèmes dominés par les universités.

Les systèmes doubles

Il y a plusieurs raisons qui ont déterminé la plupart des pays d'Europe de l'Ouest à développer graduellement un système double. Au début des années 1960 il y a eu un accroissement significatif de la population étudiante, et dans les années suivantes il y a eu une hausse importante du nombre d'élèves sortant des écoles secondaires et poursuivant des études supérieures. On s'est sérieusement douté du fait si les programmes universitaires classiques peuvent absorber une telle hausse, et si ils peuvent satisfaire les demandes de la jeune génération et d'une économie basée de plus en plus sur le savoir. Un système diversifié d'enseignement supérieur, combinant les études universitaires et professionnelles, ainsi que les programmes de longue et de courte durée, est ainsi devenu le but de beaucoup de pays.

Un dilemme a été si la diversification doit être développée dans le cadre des universités existantes et nouvellement créées, ou si il est plus approprié de fonder de nouveaux établissements avec un profil plus professionnel. Différents pays ont élaboré leurs propres solutions.

Durant les années 1960 il y a eu plusieurs défenseurs de la réunion de programmes universitaires et professionnels dans le cadre des universités. Parmi d'autres raisons, on a soutenu que ce modèle organisationnel réduirait les risques de rivalité et d'hierarchisation en vertu du statut (Furth, 1992). Egalement importante, probablement, a été l'inquiétude des universités que le développement d'un secteur non-universitaire distinct ne détermine une réallocation de ressources qui puisse affecter les budgets universitaires.

La création et le développement d'un secteur non-universitaire de l'enseignement supérieur a constitué néanmoins la solution organisationnelle qui a obtenu le soutien le plus large. Certains pays ont choisi de créer de nouveaux établissements, où les programmes professionnels courts étaient censés suivre les besoins de l'industrie. En outre, ils se concentraient sur la transformation de collèges professionnels post-secondaires en établissements d'enseignement supérieur. Cette évolution a commencé en Europe Occidentale durant les années 1960.

Plusieurs pays ont manifesté en même temps la volonté d'assurer un recrutement social plus égalitaire dans l'enseignement supérieur. Les universités étaient traditionnellement perçues comme des établissements élitistes, représentant une culture éloignée des masses. A travers la création de nouveaux établissements dans des régions dépourvues d'universités, avec des programmes professionnels courts, l'accès géographique et social à l'enseignement supérieur est censé évoluer de manière considérable. Les nouveaux établissements seraient aussi plus innovateurs que les universités classiques en matière de programmes d'enseignement, de structures des cours, et vis-à-vis des besoins de la communauté locale (Furth, 1973).

On a ainsi avancé qu'il serait plus facile de développer de nouveaux programmes professionnels dans le cadre d'un nouvel établissement que dans une université existante, et on a mis l'accent sur l'enseignement permanent et le service communautaire en tant qu'objectifs importants des nouveaux collèges. Au cours des années 1960, les problématiques politiques régionales ont acquis une attention grandissante dans beaucoup de pays, et la conversion des établissements d'enseignement supérieur a fait le sujet des débats.

Le cadre de ces changements systémiques ont ainsi inclus une forte croissance du nombre d'étudiants, une volonté d'améliorer l'accès à l'enseignement supérieur, des considérations politiques régionales, et le besoin de qualifications autres que ceux offertes traditionnellement par les universités. En outre, beaucoup de pays ont souhaité réduire les coûts à travers la canalisation d'une plus grande proportion d'étudiants vers les programmes à cycle court (Furth, 1973, Teichler, 1988).

Aujourd'hui, un seul pays – l'Autriche – peut encore être classé en tant que système double, même si il a beaucoup évolué vers un modèle binaire. Cette classification est toutefois une question de choix personnel, et d'autres chercheurs peuvent définir ce pays comme un système binaire.

L'Autriche a traditionnellement eu un système d'enseignement supérieur dominé par les universités, et ce système s'est imposé plus longtemps que partout ailleurs dans la région. Une raison importante pour cela a été le bon état de développement du système d'enseignement post-secondaire et professionnels; les décideurs n'ont pas senti le besoin d'étendre la durée des études ou de faire avancer le contenu éducationnel au niveau de collèges. La conséquence a été que la croissance de l'enseignement supérieur a eu lieu principalement dans les universités. A la fin des années 1980 il est devenu de plus en plus clair que les universités ne voulaient et ne pouvaient pas satisfaire le besoin de programmes professionnels à cycle court autres que ceux déjà offerts; on a décidé en 1993 de créer un nouveau type de collèges – *fachhochschulen* – avec de nouveaux programmes, en principal en ingénierie et en sciences économiques (Leitner, 1996; Pratt et Hackl, 1999). La création des *fachhochschulen* a été le résultat de plusieurs circonstances: les demandes

provenant de l'industrie d'une main d'œuvre plus hautement qualifiée, les demandes des étudiants d'une formation plus courte et plus orientée professionnellement, les inquiétudes du gouvernement au sujet du taux d'abandon élevé et de la longue durée des études, les demandes d'alléger le fardeau des universités posé par l'accroissement du nombre d'étudiants, et la nécessité de s'adapter aux tendances européennes en matière d'enseignement supérieur, du fait de la sollicitation de l'Autriche de rejoindre l'Union Européenne. L'initiative de la création des *fachhochschulen* relève des autorités locales et régionales, et pas de celles de l'Etat. Les conditions requises pour l'obtention de ce statut stipulent que l'établissement doit avoir au moins deux programmes d'enseignement; jusqu'ici, 19 établissements qui offrent des cours de *fachhochschule* ont été créés. Le secteur non-universitaire de l'enseignement supérieur est actuellement assez réduit par comparaison aux universités, mais on s'attend à ce que la plupart de la croissance future de l'enseignement supérieur ait lieu dans les *fachhochschulen*. La formation des enseignants pour les écoles obligatoires a lieu dans des établissements séparés - *pädagogische akademien* – mais n'est pas perçue comme étant de l'enseignement supérieur. Cela est également valable pour les soins médicaux. Il y a des projets de faire avancer ces programmes, et la transition de l'Autriche d'un système double vers un système binaire aura probablement lieu dans les années à venir.

Les systèmes binaires

Le Royaume-Uni est passé d'un système double à un système binaire dès 1965, avant sa transition consécutive vers une approche unifiée (voir ci-après). Un nombre de circonstances ont mené à cela, en particulier le fait que les universités classiques n'arrivaient pas à satisfaire les demandes de la société de formation professionnelle. Le gouvernement a donc reconnu la nécessité d'envisager un secteur alternatif d'enseignement (Pratt, 1997; 2000); un des moyens disponibles a été celui de créer des polytechniques, en principal à travers la fusion d'établissements de moindre taille et/ou spécialisés. Le Royaume-Uni a ainsi développé de manière graduelle un système plus binaire à travers l'inclusion de la majorité des collèges spécialisés qui n'ont pas fait partie du processus initial de fusion. Le but a été de mettre en œuvre les conditions structurelles censées améliorer les standards, accroître les possibilités de création de nouveaux programmes, et contribuer à une économie de masse.

L'objectif principal a été donc celui d'offrir de l'éducation, mais pas de la recherche ou de la formation pour la recherche. Les secteurs universitaire et non-universitaire étaient initialement censés offrir des alternatives pédagogiques clairement définies, quoique avec une structure de diplômes identique: les universités devaient assurer les études académiques classiques, et les collèges étaient censés se concentrer sur des disciplines plus pratiques (une importante prémisses de la réforme a été celle de protéger les universités d'une orientation professionnelle non désirée). Toute distinction entre les diplômés n'était pas indiquée par le titre officiel mais par le lieu d'étude.

La mise en œuvre d'un système binaire a aussi constitué une tentative d'accroître l'accessibilité de l'enseignement supérieur dans une société avec des différenciations distinctes par classe. A travers la création d'une alternative professionnelle claire à l'enseignement universitaire classique et la création d'opportunités d'étude à mi-temps, l'enseignement supérieur était sur le chemin de la démocratisation. Cette politique a été réussie à bien des égards, et déjà en 1992 les étudiants des *polytechnics* avaient dépassé le nombre des étudiants des universités, un tiers des étudiants étaient des étudiants à mi-temps, et les collèges avaient introduit une série étendue de nouveaux programmes interdisciplinaires (Pratt, 1997).

Aujourd'hui, les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne, la Suède, la Norvège, l'Irlande, la Grèce, le Portugal, le Danemark, la Finlande et la Suisse peuvent être considérés comme faisant partie des systèmes binaires d'enseignement supérieur. Les raisons de la création d'un système binaire dans ces pays ont été quasiment les mêmes qu'au Royaume-Uni: les gouvernements ont voulu créer une alternative claire et distincte aux universités, afin de répondre aux besoins du marché

du travail et de renforcer les économies régionales. Les grands collèges pluriutilitaires, établis à travers la fusion d'établissements de moindre taille et spécialisés, peuvent offrir un large spectre de programmes d'enseignement et être plus attrayants pour les jeunes gens. Un système plus efficace et plus facile à gérer peut être créé à travers des réductions drastiques du nombre d'établissements et une standardisation des normes et des réglementations.

Les Pays-Bas offrent un exemple typique de pays qui est passé d'un système double à un système binaire durant la période de référence, caractérisée par de grandes fusions d'établissements en des centres de collèges pluridisciplinaires. En 1968, les programmes professionnels ont reçu le statut d'enseignement supérieur professionnel (Goedegebuure et Huisman, 2000; Huisman et Kaiser, 2001). Durant les dix années suivantes, le secteur des collèges a connu une évolution considérable et a été considéré comme étant le mieux disposé à répondre aux besoins pédagogiques et du marché du travail. L'expansion du secteur non-universitaire a aussi mené à une remise en question de sa structure, ce qui a eu comme résultat une résolution de 1983 qui réduit le nombre de collèges à travers des fusions. En 1987, les 350 collèges spécialisés initiaux ont été réunis en 85 grands collèges pluridisciplinaires (*hoger beroepsonderwijs*), connu sous le nom de «secteur des HBO» (Goedegebuure, 1992). Une loi spéciale des collèges de 1986 a officialisé le système binaire. Certains collèges ont pris l'initiative d'effectuer des fusions stratégiques supplémentaires, et aujourd'hui le nombre de ces collèges est descendu à une cinquantaine. Par comparaison, les Pays-Bas ont treize universités générales et quelques collèges spéciaux à statut universitaire. La transition du statut double vers le statut binaire a eu comme résultat une forte réappréciation de l'enseignement supérieur professionnel, et les collèges – dont certains sont extrêmement grands – jouissent désormais d'un statut beaucoup plus élevé.

L'Allemagne est également passée d'un système double à un système binaire et a essayé de mettre en place un système unifié. Même si les deux pays sont arrivés à des systèmes binaires relativement similaires, les évolutions en Allemagne ont divergé quelque peu par rapport à celles des Pays-Bas. Jusqu'à la moitié des années 1960, l'Allemagne a eu un système d'enseignement supérieur dominé par les universités, avec un consensus grandissant autour du fait que les universités classiques n'étaient pas des établissements appropriés pour absorber le nombre rapidement croissant d'étudiants. En 1968, on s'est accordé sur la nécessité d'établir un nouveau type d'établissements – *fachhochschulen* –, censés être basés sur les écoles techniques post-secondaires et sur les collèges professionnels existants, enseignant les sciences économiques et les disciplines sociales; le premier des nouveaux collèges a été créé en 1971. Mais à l'époque on avait déjà exprimé l'idée d'un système unifié d'enseignement supérieur, et la majorité des collèges de formation des enseignants ont été incorporés dans des universités existantes ou nouvellement créées dans les années 1970. Il y avait un large accord politique sur l'initiative de transformer les universités et les collèges en des *gesamthochschulen*, soit par la fusion de différents types d'établissements soit à travers l'organisation d'un partenariat entre les universités et les collèges de différentes régions. L'intention était d'assurer une association plus étroite entre l'enseignement universitaire orienté vers la recherche et les programmes professionnels des collèges, afin de faciliter le transfert des études de collège vers les cours universitaires, et de rendre le système d'enseignement supérieur plus efficace dans son ensemble. Les deux modèles organisationnels les plus pertinents ont été les *integrierte gesamthochschulen*, où les étudiants des universités et les étudiants des *fachhochschulen* peuvent participer à des cours communs, et les *kooperative gesamthochschulen*, où les programmes d'étude sont spécifiques pour les deux groupes d'étudiants. Néanmoins, les enseignants des universités et les enseignants des *fachhochschulen* bénéficiaient de conditions de travail, de salaires et de statuts très différents. En pratique on n'a créé qu'un nombre de onze *gesamthochschulen*, et aucune d'entre elles ne comportait une université existante. De cette manière, la tentative de mettre en œuvre un système unifié d'enseignement basé sur la fusion d'universités et de collèges n'a pas été réussie (Cerych et Sabatier, 1986). Cela a été le résultat du fait que la majorité des étudiants ont opté pour des études universitaires prolongées, en

les préférant aux cours professionnels courts, que les universités n'ont pas voulu «rabaisser leur statut », que des dissensions sont rapidement apparues entre le personnel universitaire et celui des collègues autour de questions relatives à la salarisation et aux conditions de travail, et qu'il y a eu un manque de volonté politique d'appliquer la réforme. On a ainsi décidé en 1985 d'introduire un système binaire avec deux secteurs distincts: les universités et les *fachhochschulen* – des collèges purement professionnels ayant peu de rapports avec les universités. Six des nouvellement créées *gesamthochschulen* ont pris le titre de *universität-gesamthochschule*, et cinq d'entre elles ont conservé le modèle intégré (Teichler, 1996). Toutefois, ces établissements ont changé par la suite leur titulature en *universität*. Les *fachhochschulen* offrent un nombre limité de programmes professionnels, et la plupart des étudiants rejoignent les universités.

En Belgique, la Flandre est une région indépendante qui est passée d'un système double à un système binaire. Dans la période 1983-89, le nombre de collèges (*hogescholen*) a été réduit de 202 à 163, et encore plus en 1995, à 29, à travers un processus étendu d'intégration. Le but a été celui de rationaliser et d'augmenter simultanément la qualité de la formation professionnelle. Pour cela, les principes d'organisation du secteur non-universitaire de l'enseignement supérieur ont été modifiés, de manière à remplacer beaucoup d'établissements de moindre taille et spécialisés par des un nombre relativement réduit de collèges pluridisciplinaires (Huisman et Kaiser, 2001). La région de la Wallonie a connu un processus similaire en 1995, lorsque 106 établissements professionnels ont fusionné afin de former 30 *hautes écoles* (Commission Européenne, 2000).

La Suède a concentré l'enseignement supérieur dans un petit nombre d'universités, avec quatre filiales universitaires supplémentaires dès la moitié des années 1960 et jusqu'au début des années 1970. Les filiales étaient censées être situées dans la proximité de l'université-mère et offrir des cours à cycle court mais point de recherche. A la suite de l'importante réforme de l'enseignement de 1977, l'ensemble du secteur de l'enseignement supérieur, y inclus les universités, a été appelé *högskolan*. En outre, un nombre de programmes professionnels ont été transformés en enseignement supérieur. La limite entre les universités et les collèges est devenue plus diffuse, et un nombre de cours professionnels courts, en particulier la formation des enseignants, ont été intégrés dans le système universitaire. Cette réforme a comporté donc des caractéristiques d'un système unifié (Askling, 1989), même si elle a été fréquemment incomprise dans la littérature internationale. Même si les *högskolan* ont été créées comme un concept commun englobant les collèges et les universités, les établissements spécifiques ont retenu leurs titres respectifs et leurs différentes fonctions dans le cadre de la société. Les collèges étaient censés être essentiellement des établissements d'instruction; la recherche et la formation des chercheurs étaient censées être des fonctions des universités. De cette manière, il est plus correct de parler du système suédois comme d'un système binaire indirect (Bauer, 2000). Le système binaire est devenu plus évident, mais la distinction entre les universités et les collèges ne s'est pas stabilisée, et en 1999 trois grands collèges pluridisciplinaires ont reçu le statut d'universités de la part du gouvernement (Bauer, 2000). Aujourd'hui, la Suède a 11 universités générales, 2 établissements ayant le statut universitaire, et 16 collèges pluridisciplinaires. Il existe aussi un nombre de collèges régionaux de soins médicaux et d'établissements privés d'enseignement supérieur.

En Norvège, le secteur non-universitaire de l'enseignement supérieur a connu une réorganisation majeure en 1994. Le modèle double de l'époque a été remplacé par un système binaire, à travers la fusion de 98 collèges professionnels dans 26 collèges d'Etat (*statlige høyskoler*). Ces nouveaux établissements sont des collèges pluridisciplinaires concentrant les anciens collèges spécialisés en la formation des enseignants, l'ingénierie, la formation médicale, et l'activité sociale, ainsi que les collèges régionaux et d'autres établissements dispensant une série spécialisée de programmes d'enseignement. Le but de cette réorganisation a été d'améliorer la qualité des fonctions administratives et de l'activité académique à travers la création d'unités administratives et académiques plus amples, afin d'éliminer les obstacles entre les anciens collèges et de développer de nouveaux programmes d'études plus étendus. En outre, les économies de masse

pourront mieux profiter des ressources physiques et humaines (Kyvik, 2002). La Norvège a 4 universités générales et un nombre d'établissements ayant le statut universitaire.

L'Irlande appartient aussi à ce groupe de pays qui sont passés d'un système dominé par les universités, à travers un système double, à un système binaire. A la fin des années 1960, on a créé un nombre de collèges pluridisciplinaires – *regional technical colleges* – dispensant des programmes professionnels à cycle court. Les domaines les plus importants étaient l'ingénierie, les sciences appliquées, et l'administration des affaires, responsables d'une grande partie de l'expansion de l'enseignement supérieur (Clancy, 1996). Les fondements de cette réforme étaient presque les mêmes que dans les autres pays. En 1988, ces collèges ont reçu le nom de *institutes of technology* et forment, de paire avec l'anciennement créé Institut de technologie de Dublin, un réseau de 15 collèges qui constituent le secteur technologique (*the technological sector*). L'Irlande dispose également de sept collèges de formation des enseignants – *colleges of education* – et d'un nombre de collèges spécialisés de moindre taille.

La Finlande a eu un système dominé par les universités jusqu'en 1991, où l'enseignement supérieur n'a été disponible que dans les universités. Par opposition à beaucoup d'autres pays européens, la Finlande s'est concentré sur le développement du secteur universitaire dans les années 1960 et 1970. Cela a eu lieu à travers l'expansion des universités existantes et à travers la création d'un nombre d'universités et de collèges régionaux de moindre taille ayant un statut universitaire. Le résultat a été un déséquilibre prononcé du système finlandais, avec une nette domination des programmes d'enseignement supérieur de longue durée. Les programmes professionnels à cycle court n'ont été ni attrayants pour les étudiants ni suffisamment adaptés aux évolutions du marché du travail. Cela est progressivement devenu un problème, et en 1992 un nombre de collèges polytechniques – *ammattikorkeakoulu* – ont été créés à titre d'essai (Hölltä, 2000). Cela a eu lieu par le biais d'une fusion d'un grand nombre d'écoles professionnelles de l'enseignement secondaire et supérieur; 85 établissements de moindre taille et spécialisés ont fusionné dans 22 grands collèges pluridisciplinaires, dont la majorité des collèges en réseau. Cette expérience a été jugée réussie, et le système des collèges a été officialisé en 1995. En 1996, tous les autres établissements professionnels ont été promus établissements d'enseignement supérieur, à travers un nombre de fusions, formant 29 grands collèges. 20 établissements bénéficient du statut universitaire, dont 10 sont des universités générales. La Finlande a donc développé un système d'enseignement supérieur manifestement binaire dans une période de temps assez limitée, et à la différence d'autres pays, la Finlande est passée directement d'un système dominé par les universités à un système binaire (contournant le système double).

La Grèce a aussi une tradition de système dominé par les universités, mais elle a évolué graduellement vers un système double et désormais binaire d'enseignement supérieur (OCDE, 1997). Une nouvelle loi concernant l'enseignement supérieur a été votée en 2001, stipulant que ce niveau comprend les universités et les collèges techniques – *technologica ekpedeutika idrimata* –, abrégés comme TEI. Ces collèges ont été premièrement établis en tant qu'établissements techniques en 1970, avant cette date l'enseignement technique étant dispensé en principal par des établissements privés. Ces établissements se sont imposés peu à peu comme les plus importants établissements d'enseignement post-secondaire distincts des universités, et en 1983 les collèges techniques ont reçu le statut d'établissements d'enseignement supérieur. Aujourd'hui, la Grèce a 14 collèges de ce type qui offrent, en plus des disciplines techniques, des programmes en sciences économiques et en administration, santé, agriculture, arts, et autres. Il y a aussi un nombre de petits collèges consacrés à différentes professions.

Le Portugal est un autre pays qui est passé d'un système dominé par les universités à un système binaire (à travers un système double). Jusqu'à la révolution de 1974, l'enseignement supérieur a été un domaine réservé aux universités. En 1977, un système de collèges polytechniques – *ensino superior politécnico* – a été créé afin de répondre aux besoins d'enseignement

professionnel en technologie et sciences économiques, ainsi qu'en formation des enseignants et autres disciplines (Amaral et Magalhães, 2000). Les collèges nouvellement créés au niveau régional étaient censés assurer un accroissement de l'accès à l'enseignement supérieur, et un objectif majeur des collèges a été celui de renforcer les économies régionales. Une expansion considérable a eu lieu à la fois dans le secteur universitaire et non-universitaire, mais la croissance a été supérieure dans les collèges polytechniques: si seulement 7 pour cent des ressortissants du cycle secondaire ont rejoint l'enseignement supérieur en 1974, ce quota a atteint environ 40 pour cent en 1998. Les universités et les collèges privés sont responsables d'une grande partie de cette croissance. Il y a un collège polytechnique public dans chaque district administratif – 16 en tout – et chaque collège est composé par plusieurs écoles, par exemple une école de formation des enseignants, une école de management, un école d'ingénierie, et une école d'agriculture. La formation en soins médicaux a reçu le statut d'enseignement supérieur en 1998, et en 2000 les anciens collèges indépendants de formation en soins médicaux ont été transférés du Ministère de la santé vers la Ministère de l'éducation et intégrés en tant qu'écoles de soins médicaux dans le cadre de collèges polytechniques. Le secteur privé consiste en un grand nombre de petits établissements plutôt spécialisés, mais on s'attend à ce que la compétition pour attirer des étudiants oblige les établissements à fusionner (ou à fermer leurs portes). Le secteur non-universitaire de l'enseignement supérieur est donc moins cohérent que dans la plupart des autres systèmes binaires et présente encore des éléments caractéristiques aux systèmes doubles.

En 2000, le Danemark a réussi à entreprendre une série de réformes dans le secteur des collèges, y inclus une transition du système double vers celui binaire. Le Danemark ne fait officiellement pas de distinction entre les universités et les collèges, mais plutôt entre les programmes d'enseignement supérieur de longue, moyenne ou courte durée; les programmes longs sont la prérogative du secteur universitaire qui consiste en cinq universités générales et sept collèges de niveau universitaire. On a suggéré à la fin des années 1960 que les programmes longs, et ceux dont on parle aujourd'hui sous le nom de programmes à cycle moyen, soient placés dans un nombre limité de centres universitaires, ou *centre for højere uddannelse*. Deux centres de ce type ont été créés au début des années 1970, dans le cadre d'une réforme contenant des éléments d'un système unifié; néanmoins, seulement ces deux établissements ont été créés, et aujourd'hui il n'y a pas de distinction entre un centre universitaire et une université. L'enseignement professionnel est assigné à deux secteurs: le cycle moyen et le cycle court de l'enseignement post-secondaire. Le premier groupe comprenait jusqu'à récemment une centaine de petits établissements spécialisés, couvrant des programmes de trois à quatre ans en sciences économiques, formation des enseignants, ingénierie, soins médicaux et sociaux. Le deuxième groupe inclut généralement des programmes de un ou de deux ans dans des disciplines techniques et économiques. Dans un cadre international il est plus pertinent de considérer les programmes à cycle moyen comme étant de l'enseignement supérieur de niveau de *college*, et les programmes à cycle court comme étant de la formation professionnelle sans le statut d'enseignement supérieur (OCDE, 1998; Commission Européenne, 2000). Le Danemark a eu donc en pratique un système double d'enseignement supérieur, comprenant un secteur universitaire et un grand nombre de collèges dispensant des programmes de durée moyenne. Le nombre total de ces collèges est désormais réduit à un nombre inférieur d'établissements pluridisciplinaires – *centre for videregående uddannelse* – à travers des fusions. Ceux-ci feront l'objet d'une série commune de lois et de réglementations, et le Danemark aura finalement un système binaire complet.

En 1995, la Suisse a créé des *fachhochschulen* ou des *hautes écoles spécialisées* à travers l'avancement de programmes existants d'enseignement professionnel en technologie, en ingénierie et en études commerciales, entre autres. Le développement d'un nouveau secteur de l'enseignement supérieur a mené à la constitution de sept réseaux régionaux de collèges, comprenant 68 établissements au total (Perellon, 2003). Les compétences sont partagées par la confédération et les cantons. En 2000, environ 30 pour cent des étudiants de première année se sont inscrits dans ces

collèges et environ 70 pour cent dans les dix universités cantonales et les deux instituts fédéraux de technologie. Ces dernières années, les établissements qui ont dispensé de l'enseignement dans des domaines qui se trouvaient traditionnellement dans la sphère de compétences des cantons, comme les soins médicaux et la formation des enseignants, ont été intégrés de manière progressive dans les nouveaux collèges, et le nombre d'étudiants a augmenté encore plus dans le secteur non-universitaire de l'enseignement supérieur que dans le secteur universitaire.

Les systèmes unifiés

Comme on vient de le préciser, la raison principale de l'introduction d'un système binaire au Royaume-Uni a été le besoin de créer un secteur alternatif de l'enseignement supérieur censé compléter les universités. Cependant, les deux secteurs ont développé un rapport concurrentiel assez puissant, suscitant finalement la destruction du système binaire. Cela est premièrement le résultat de la création d'études de maîtrise et de doctorat dans les polytechniques et de la forte implication de leur personnel dans les activités de recherche. Pour plusieurs critiques de la réforme de 1965, cela n'a pas constitué une conséquence inattendue (Pratt, 1997). Les universités ont commencé à imiter les collèges dans certains domaines, en introduisant une structure modulaire des cours, en développant des diplômes professionnelles de maîtrise, et en recrutant des étudiants à mi-temps. En outre, les universités et les polytechniques ont incorporé certains collèges spécialisés, en particulier en formation des enseignants et en soins médicaux, afin de renforcer leur position compétitive (Fulton, 1996). Les différences entre les deux secteurs ont progressivement diminué, et en 1992 et durant les années suivantes toutes les polytechniques et les *colleges of higher education* ont été promus universités. La nette dérive institutionnelle et académique des polytechniques, combinée avec la forte orientation professionnelle des universités classiques, a finalement eu comme résultat la création d'un système unifié avec des claires différences de statut entre les établissements. Le système universitaire unifié est fortement caractérisé par la compétition, en particulier dans la recherche, et la majorité des polytechniques ont connu des problèmes considérables afin d'assurer les fonds nécessaires à la recherche. Il y a en même temps des réminiscences à la fois du système des collèges pluridisciplinaires et de celui des collèges spécialisés; on peut ainsi affirmer que le Royaume-Uni développe un système hiérarchique où un petit nombre d'universités acquièrent le statut d'élite, d'autres sont caractérisées comme louables, et le reste des établissements sont classés dans des divisions inférieures correspondantes (Tight, 1998).

En Espagne, l'enseignement professionnel de trois ans est actuellement accessible dans les universités dans le cadre des *escuelas universitarias*. Ces dernières incluent la formation des enseignants, la formation des travailleurs sociaux, l'ingénierie, les soins médicaux, etc. Ces programmes étaient dispensés jadis par des établissements spécialisés, qui ont été intégrés dans les universités dans les années 1970 (Commission Européenne, 2000). L'Espagne est le seul pays d'Europe qui a intégré tous ses programmes d'enseignement supérieur dans son système universitaire.

L'ETENDUE RELATIVE DES SECTEURS UNIVERSITAIRE ET NON-UNIVERSITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Les différences principales de modèles et de tendances ont résulté dans le temps en une variation considérable de la proportion d'étudiants dans les collèges, à la fois entre et dans les pays. La tendance principale dans les pays à système double et ensuite binaire a été que le nombre d'étudiants a augmenté plus dans le secteur non-universitaire que dans le secteur universitaire. En outre, le secteur des collèges a connu une expansion dépassant les prévisions.

Quelles sont donc les proportions d'étudiants dans les deux secteurs ? Une comparaison précise des pays est difficilement réalisable, à cause du fait que les statistiques internationales fiables sont une denrée rare. Cela est dû à l'ambiguïté concernant le type d'enseignement qu'on peut

considérer comme de l'enseignement de collège, et à l'appartenance de certains établissements à un secteur spécifique de l'enseignement supérieur, etc. Les collèges privés sont particulièrement problématiques à cet égard. Il existe en outre un nombre de petits établissements d'enseignement qui sont classés de manière différente dans différents pays, en particulier ceux recouvrant les arts et le dessin. Il est donc difficile de présenter des chiffres exacts sur la proportion d'étudiants des deux secteurs dans une perspective comparative internationale. Dans le Tableau 2, les données obtenues de pays spécifiques ont été donc arrondies au plus près 5 pour cent.

En tant qu'indicateur nous sommes concentrés sur les étudiants de première année des deux secteurs, comme pourcentage du nombre total de nouveaux étudiants durant l'année universitaire 1999-2000. Cela constitue un meilleur indicateur que le rapport du nombre total d'étudiants pour deux raisons. Premièrement, l'enseignement de collège est de moindre durée que l'enseignement universitaire; une comparaison avec la population étudiante générale donnerait ainsi un «score» inférieur par rapport à la comparaison avec l'ensemble des nouveaux étudiants. Deuxièmement, le dernier indicateur est plus susceptible de refléter les conséquences des réformes structurelles récentes dans le secteur non-universitaire

Le Tableau 2 présente les grandes différences existantes entre les différents pays. Le pourcentage d'étudiants de première année dans le secteur non-universitaire de l'enseignement supérieur est de loin le plus grand dans les systèmes binaires, et en particulier dans la partie de l'Europe parlant le flamand. L'Allemagne est le seul pays ayant un système binaire avec une longue histoire qui comporte un pourcentage relativement réduit d'étudiants de première année dans le secteur non-universitaire.

Tableau 2. Le pourcentage d'étudiants de première année dans les secteurs universitaire et non-universitaire, dans un nombre choisi de pays d'Europe de l'Ouest (année universitaire 1999–2000)

Pays d'Europe de l'Ouest	Secteur universitaire	Secteur non-universitaire
Pays-Bas	25	75
Belgique (Flandres)	30	70
Finlande	40	60
Irlande	45	55
Norvège	45	55
Danemark	50	50
Portugal	60	40
Suède	60	40
Allemagne	70	30
Suisse	70	30
Autriche	85	15
Italie	90	10
Royaume-Uni	90	10
Espagne	100	-

Source: L'auteur.

Il faut mettre en évidence le fait que le tableau présente une image de la proportion d'étudiants qui s'inscrivent dans des programmes et des établissements qui peuvent être caractérisés en tant qu'universités *ou* collèges, respectivement. Le tableau n'offre pas un résumé des pourcentages d'étudiants de chaque pays qui commencent des programmes professionnels à cycle court, puisque ceux-ci peuvent aussi être trouvés dans les universités de nombreux pays, et surtout au Royaume-Uni, en Espagne et en Italie. Il est également important de souligner qu'il peut sembler accidentel de

percevoir ou pas la formation professionnelle en tant qu'enseignement supérieur, et que cela est significatif lorsqu'il s'agit de la taille relative du secteur des collèges dans certains pays. En Autriche, par exemple, les écoles de formation des enseignants et de soins médicaux n'ont pas encore reçu le statut d'établissements d'enseignement supérieur.

DISCUSSION

Comme le montre la vue d'ensemble présentée plus haut, différents modèles sont employés dans l'organisation de l'enseignement supérieur en Europe de l'Ouest. Des changements majeurs ont eu lieu dans les différents pays à compter des années 1960, et les évolutions ont été assez distinctes; elles ont été pour la plupart un reflet des différentes cultures, traditions historiques, géographies et décisions politiques nationales. De telles circonstances ont souvent été d'une plus grande importance que l'imitation de modèles organisationnels d'autres pays. C'est aussi la raison pour laquelle les programmes professionnels à cycle court, comme la formation des enseignants et les soins médicaux ne sont pas perçus comme de l'enseignement supérieur dans certains pays, même si ils le sont dans d'autres, et dans d'autres encore comme des programmes universitaires. Aussi, dans certains pays, ces deux programmes peuvent être trouvés à la fois dans des collèges et dans des universités; cela ne signifie pas que les évolutions d'autres pays n'ont pas été significatives pour les changements organisationnels. Il y a un nombre d'exemples où cela a été le cas, par exemple la création d'un secteur polytechnique en Finlande et en Autriche. Cependant, il n'y a pas d'exemple où le système d'un pays a été directement copié par un autre. Néanmoins, la tendance principale en Europe de l'Ouest a évolué dans la direction de la transformation de programmes professionnels en des programmes d'enseignement supérieur, afin d'intégrer des petits établissements spécialisés dans des collèges pluridisciplinaires et pluriutilitaires de grande taille, et de développer un secteur unifié des collèges dans le cadre d'un système binaire d'enseignement supérieur.

Une étude entreprise par l'OCDE (Gellert *et al.*, 1991) est arrivée à la conclusion que la création d'un secteur non-universitaire distinct de l'enseignement supérieur a été réussie dans la plupart des pays. Comme il a été planifié, le pourcentage d'étudiants étudiant dans le secteur non-universitaire de l'enseignement supérieur a augmenté, et les établissements ont dû être influencés par les valeurs académiques moins qu'on avait anticipé. L'orientation professionnelle a été maintenue, la durée des programmes est restée réduite, et un nombre relativement petit d'étudiants de collège ont poursuivi leurs études à l'université. Cela s'explique par les changements subis par l'économie et la société durant les années 1970 et 1980 et par leur influence sur les politiques publiques et sur le marché du travail. La pertinence de l'enseignement est devenue plus évidente, et les programmes non-universitaires d'enseignement supérieur sont de plus en plus appréciés par les étudiants. La durée des programmes professionnels à cycle court a augmenté cependant dans un nombre de pays, dans le but de concurrencer les universités et de répondre aux normes de l'Union Européenne relatives aux programmes de trois ans.

Durant la décennie qui est passée depuis la publication du susmentionné rapport de l'OCDE, encore plus de pays ont créé un secteur non-universitaire de l'enseignement supérieur. Est-ce que le système binaire, qui fait une nette distinction entre les universités et les collèges, deviendra le système dominant d'enseignement supérieur en Europe Occidentale ? Ou n'est-il qu'une étape du processus menant à un système universitaire unifié ? Neave (1983) avait affirmé, il y a vingt ans de cela, que tous les systèmes d'enseignement supérieur possèdent une dynamique d'unification, même si les politiques gouvernementales peuvent soutenir un système double ou binaire. Si les évolutions enregistrées au Royaume-Uni et en Australie sont illustratives, alors on peut s'attendre à ce que d'autres pays suivent. Les tendances de dérive universitaire des établissements non-universitaires d'enseignement supérieur sont nettes, et beaucoup de spécialistes semblent les considérer comme un processus plus ou moins inévitable, menant à la création d'un système d'enseignement supérieur plus homogène qu'il est souhaitable d'un point de vue à la fois gouvernemental et sociétal.

L'explication théorique sous-jacente est que tant l'établissement que son personnel sont des forces motrices de ce processus. Les dirigeants des établissements non-universitaires ont l'ambition d'obtenir un statut universitaire, et orientent la plupart de leurs activités de manière à les rapprocher de l'image d'université; leur personnel académique veut accroître son statut et ses salaires, à travers l'imitation des pratiques de recherche de leurs collègues des universités. L'établissement et son personnel prennent part de cette manière à des processus de renforcement réciproque. Le personnel presse l'établissement à obtenir de meilleures conditions de recherche et à développer des programmes universitaires de niveau supérieur, et l'établissement presse le personnel à développer leurs qualifications académiques.

Les collèges justifient à l'extérieur leur besoin de diplômes supérieurs et d'activités de recherche comme visant à renforcer l'industrie et la société dans leur région, et acquièrent fréquemment du soutien politique pour leurs demandes. Ce processus peut être décrit comme un effet de boule-de-neige, impossible d'arrêter à long terme, et la Suède est un exemple de cette évolution, où le gouvernement a transformé trois collèges en universités en 1999. Il existe en Norvège aussi une forte pression provenant de certains collèges qui veulent devenir des universités, et ceux-ci y arriveront dans quelques années. Il y a en même temps des signes évidents d'une « dérive professionnelle » dans beaucoup d'universités. En réponse aux besoins sociétaux de nouveaux types d'enseignement, ainsi qu'à la compétition pour attirer des étudiants, les universités ont créé des programmes professionnels afin d'élargir leur profil éducationnel.

Une autre explication de la difficulté de soutenir un système binaire est que la planification étatique sur grande échelle en général est moins à la mode que les solutions de marché. Scott (1995) affirme que les politiques binaires qui attribuent différentes missions à des groupes différents d'établissements sont difficilement conciliables avec les valeurs du marché, parce qu'elles inhibent l'initiative institutionnelle et découragent le comportement entrepreneurial.

De l'autre côté, il y a des mouvements contraires, puisque dans la majorité des pays l'importance de l'enseignement supérieur pour la société et l'industrie est devenue de plus en plus manifeste. On a clairement demandé à l'enseignement supérieur de répondre aux besoins rapidement changeants de la société de main d'œuvre qualifiée; les demandes de la société, encore plus que les demandes des étudiants, devraient guider les priorités de l'enseignement supérieur. En outre, la hausse importante du nombre d'enseignants et d'étudiants dans les universités et dans les collèges a posé des demandes croissantes sur les finances du secteur public; les programmes professionnels à cycle court sont moins coûteux pour la société que les études universitaires étendus. Enfin, il sera impossible de transformer tous ou la plupart des établissements non-universitaires d'enseignement supérieur en des universités de recherche. Dans beaucoup de pays, ces conditions ont eu comme conséquence un accroissement de la priorité accordée au secteur non-universitaire au détriment des universités.

Certains spécialistes ont mis en évidence qu'au lieu de maintenir un système diversifié d'enseignement supérieur à travers un modèle binaire, la diversification peut être assurée par le biais de la compétition entre établissements égaux dans le cadre d'un modèle unifié, comme au Royaume-Uni. Mais, comme d'autres l'ont affirmé, la compétition entre des établissements, basée sur une série commune de récompenses et de sanctions, peut très bien mener à l'imitation et à l'homogénéisation plutôt qu'au développement de profils spécifiques (Goedegebuure et Meek, 1994; Teichler, 2002). Des moyens étatiques de réglementation sont donc nécessaires afin de soutenir un système diversifié d'enseignement supérieur qui puisse satisfaire un besoin également diversifié de main d'œuvre qualifiée.

Jusqu'ici, le Processus de Bologne de l'enseignement supérieur européen ne s'est pas proposé d'harmoniser la structure des différents systèmes au-delà de l'introduction d'un système de diplômes à deux tiers. Tant que les étudiants peuvent facilement voyager d'un pays à l'autre et recevoir la reconnaissance de leurs qualifications au niveau national et international, la politique générale est qu'il

n'est pas important comment les différents pays organisent leurs systèmes d'enseignement supérieur. Un rapport de l'UE a mis d'ailleurs en évidence le fait que la majorité des pays considèrent que les références concernant les systèmes d'autres pays n'ont pas eu un rôle important à jouer dans les réformes structurelles majeures (Commission Européenne, 2000). Néanmoins, la politique éducationnelle commune de l'UE a eu un rôle à jouer; un accord de l'UE de 1988 sur la reconnaissance réciproque des diplômes d'enseignement supérieur stipulait que l'enseignement supérieur professionnel devrait être basé sur des cours de trois ans, et cela a constitué une prémisses importante pour la création des *fachhochschulen* en Autriche.

Aujourd'hui, la question est de savoir si l'introduction de la structure à deux tiers – un premier diplôme de trois ans et un deuxième diplôme de deux ans – aura des conséquences à long terme sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les différents pays. Cette question ne comporte pas de réponse évidente, mais il y a des raisons à croire que cette réforme peut défier la persistance du système binaire. L'adoption d'une structure de diplômes de 3+2 ans a mené dans certains pays à un raccourcissement de la période d'études requise afin d'obtenir un diplôme universitaire, et à un accroissement de la demande de diplômes supérieurs dans le secteur non-universitaire; la Norvège peut servir d'exemple à cet égard. A compter de 2003, la structure classique de diplômes d'origine allemande a été remplacée par les diplômes anglo-américains de licence, mastaire et doctorat (*Bachelor's*, *Master's* et *PhD*) dans la majorité des programmes d'enseignement; la durée de ces études suivent en général les recommandations stipulées par la Déclaration de Bologne. La durée des études pour le premier diplôme avait déjà été réduite de 4 à 3,5 ans et finalement à 3 ans. Même si la période officielle d'étude pour le diplôme supérieur a été de 2 ans durant la dernière décennie, la majorité des étudiants prenaient plus de temps à finaliser leurs études, en principal à cause de la nécessité de rédiger une thèse de recherche substantielle. Les gouvernements mettent désormais en vigueur des réglementations censées réduire la quantité de travail requise par cette thèse. Dans le secteur non-universitaire de l'enseignement supérieur, la majorité des collèges d'Etat offrent déjà des diplômes de mastaire dans un nombre de disciplines, et les collèges ont l'intention d'accroître le nombre de diplômes de manière significative. Plusieurs collèges d'Etat ont également mis en place des programmes doctoraux dans des disciplines sélectionnées. Cette évolution réduira dans le temps les différences entre les universités et les collèges d'Etat, et les arguments en faveur de l'abolition de la distinction entre les deux secteurs deviendront plus forts, comme au Royaume-Uni durant les années qui ont précédé l'introduction du système binaire.

Références

AMARAL, A., et MAGALHAES, A. "Portuguese Higher Education: Post-revolutionary Transformation with Significant Private and Polytechnic Sectors", in, FILE, J., et GOEDEGEBUURE, J., eds. *Thinking about the South African Higher Education Institutional Landscape. An International Comparative Perspective on Institutional Differentiation and Restructuring*. Pretoria: The Council on Higher Education, 2000, pp. 139-156.

ASKLING, B. "Structural Uniformity and Functional Diversification: Swedish Higher Education Ten Years after the Higher Education Reform", *Higher Education Quarterly* 43 (1989): 289-305.

BAUER M. "Higher Education Reform in Sweden: Consolidation, Transformation and Renewal", in, FILE, J., et GOEDEGEBUURE, L., eds. *Thinking about the South African Higher Education Institutional Landscape. An International Comparative Perspective on Institutional Differentiation and Restructuring*. Pretoria: The Council on Higher Education, 2000, pp. 157-166.

CERYCH, L., et SABATIER, P. *Great Expectations and Mixed Performance. The Implementation of Higher Education Reforms in Europe*. Stoke-on-Trent: Trentham Books, 1986.

CLANCY, P. "Pathways to Mass Higher Education in the Republic of Ireland", *European Journal of Education* 31 (1996): 355-370.

COMMISSION EUROPEENNE. *Two Decades of Reform in Higher Education in Europe: 1980 onwards*. Bruxelles: Commission Européenne/EURYDICE, 2000.

DAVIES, S. "Binary Systems of Higher Education", in, CLARK, B. et NEAVE, G., eds. *The Encyclopaedia of Higher Education*. Oxford: Pergamon Press, 1992, pp. 1066-1071.

FULTON, O. "Differentiation and Diversity in a Newly Unitary System: The case of U.K.", in, MEEK, V. L., GOEDEGEBUURE, L., KIVINEN, O., et RINNE, R., eds. *The Mockers and Mocked: Comparative Perspectives on Differentiation, Convergence and Diversity in Higher Education*. Oxford: IAU Press/Pergamon, 1996, pp. 163-187.

FURTH, D., éd. *Short-Cycle Higher Education: A Search for Identity*. Paris: OECD, 1973.

FURTH, D. "Short-Cycle Higher Education: Europe", in, CLARK, B. R. et NEAVE, G., eds. *The Encyclopaedia of Higher Education*. Oxford: Pergamon Press, 1992, 1217-1225.

GEIGER, R. "The Institutional Fabric of the Higher Education System. Introduction", in, CLARK, B. R., et NEAVE, G., eds. *The Encyclopaedia of Higher Education*. Oxford: Pergamon Press, 1992, pp. 1031-1047.

GELLERT, C., PRATT, J., et FURTH, D. *Alternatives to Universities*. Paris: OECD, 1991.

GOEDEGEBUURE, L. *Mergers in Higher Education. A Comparative Perspective*. Utrecht: Lemma, 1992.

GOEDEGEBUURE, L. et MEEK, V. L. "Pyramids, Prisons, and Picturesque Housing: A Discussion on Diversity in Higher Education", *Higher Education in Europe* 19 4 (1994): 37-50.

GOEDEGEBUURE, L., et HUISMAN, J. "The Creation (and Maintenance) of a Higher Education Vocational Sector", in, FILE, J., et GOEDEGEBUURE, L., eds. *Thinking About the South African Higher Education Institutional Landscape. An International Comparative Perspective on Institutional Differentiation and Restructuring*. Pretoria: The Council on Higher Education, 2000, pp. 115-126.

HUISMAN, J., et KAISER, F., eds. *Fixed and Fuzzy Boundaries in Higher Education*. La Haye: Adviesraad voor het Wetenschaps- en Technologiebeleid, 2001.

HÖLTTÄ, S. "Higher Education in the Service of Society: The Structural Reforms of the Finnish Higher Education System", in, FILE, J., et GOEDEGEBUURE, L., eds. *Thinking About the South African Higher Education Institutional Landscape. An International Comparative Perspective on Institutional Differentiation and Restructuring*. Pretoria: The Council on Higher Education, 2000, pp. 77-90.

JALLADE, J. P. "Undergraduate Higher Education in Europe: Towards a Comparative Perspective", *European Journal of Education* 27 (1992): 121-144.

KOGAN, M. "Diversification in Higher Education: Differences and Commonalities", *Minerva* 35 (1997): 47-62.

KYVIK, S. "The Merger of Non-University Colleges in Norway", *Higher Education* 44 (2002): 53-72.

- LEITNER, E. "Unequal Competition: Access to Universities and *Fachhochschulen* in Austria between Open Policy and Selectivity", *European Journal of Education* 31 (1996): 259-271.
- LUZZATTO, G., et MOSCATI, R. "University Reform in Italy: Fears, Expectations and Contradictions". Article présenté à l'occasion de la Conférence CHER, Porto, le 5 septembre 2003.
- NEAVE, G. "The Dynamics of Integration in Non-Integrated Systems of Higher Education in Western Europe", in, H. HERMANN, H., TEICHLER, U., et WASSER, H., éd. *The Complete University*. Cambridge: Schenkman, 1983, pp. 263-276.
- OCDE. *Reviews of National Policies for Education. Greece*. Paris: OCDE, 1997.
- OCDE. *Redefining Tertiary Education*. Paris: OCDE, 1998.
- PERELLON, J. F. "The Creation of a Vocational Sector in Swiss Higher Education: Balancing Trends of System Differentiation and Integration", *European Journal of Education* 38 ((2003)): 357-370.
- PRATT, J. *The Polytechnic Experiment 1965-1992*. Londres: The Society for Research into Higher Education, 1997.
- PRATT, J. "The Polytechnic Experiment in England and Wales", in, J. FILE et L. GOEDEGEBUURE, éd. *Thinking about the South African Higher Education Institutional Landscape. An International Comparative Perspective on Institutional Differentiation and Restructuring*. Pretoria: The Council on Higher Education, 2000, pp. 59-76.
- PRATT, J., et E. HACKL "Breaking the Mould in Austrian Higher Education", *Higher Education Review* 32 (1999): 34-54.
- SCOTT, P. "Unified and Binary Systems of Higher Education in Europe", in, BURGEN, A., éd. *Goals and Purposes of Higher Education in the 21st Century*. Londres: Jessica Kingsley Publishers, 1995, pp. 37-54.
- TEICHLER, U. *Changing Patterns of the Higher Education System. The Experience of Three Decades*. Londres: Jessica Kingsley Publishers, 1988.
- TEICHLER, U. "Diversity in Higher Education in Germany: The Two-Type Structure", in, V. L. MEEK, L. GOEDEGEBUURE, O. KIVINEN et R. RINNE, éd. *The Mockers and Mocked: Comparative Perspectives on Differentiation, Convergence and Diversity in Higher Education*. IAU Press/Pergamon, 1996, pp. 117-137.
- TEICHLER, U. "The Changing Roles of the University and Non-University Sectors of Higher Education in Europe", *European Review* 6 (1998): 475-487.
- TEICHLER, U. "Diversification of Higher Education and the Profile of the Individual Institution", *Higher Education Management and Policy* 14 (2002): 177-187.
- TIGHT, M. "The Emerging Structure of Post-Compulsory Education in England", *Tertiary Education and Management* 4 (1998): 223-230.
- TROW, M. "Problems in the Transition from Élite to Mass Higher Education", in, *Policies for Higher Education*. Paris: OECD, 1974, pp. 51-101.
- VAIRA, M. "Higher Education Reform in Italy: An Institutional Analysis and a First Appraisal. 1996-2001", *Higher Education Policy* 16 (2003): 179-197.

L'accomplissement de la convergence de Bologne: est-ce que l'ECTS manque de faire le point ?

TERENCE KARRAN

L'établissement de procédures transparentes et consistantes de transfert de crédits est essentiel si on veut que les universités de l'Union Européenne édifient avec succès l'Espace européen de l'enseignement supérieur et prospèrent dans le cadre de l'économie mondiale émergente. Actuellement, le Système européen de transfert de crédits est le mécanisme le plus largement employé afin de permettre le transfert de crédits entre des universités de différents pays de l'UE. En utilisant des données concernant 20 universités de quatre Etats-membres de l'UE, cet article examine les problèmes de calcul et d'emploi des notes de l'ECTS. Les résultats démontrent que l'alignement des notes de l'ECTS varient d'un pays à l'autre et que, malgré le fait que l'ECTS est un système gouverné par des normes, pendant que les systèmes nationaux sont habituellement gouvernés par des critères, les tableaux de conversion de l'ECTS fournies par les universités indiquent l'existence d'un transfert direct des notes données par les établissements en notes de l'ECTS. Du fait de l'augmentation anticipée de la mobilité des étudiants à la suite de l'élargissement de l'UE à 25 pays, cet article propose un réaligement de l'ECTS vers un système de référence par critères. Un tel système reconnaîtrait et évoluerait à partir de la diversité des systèmes d'enseignement supérieur de l'UE, à la différence du système mécaniciste actuel. Ce dernier obstrue la diversité et présente des imperfections de calcul et de fonctionnement ad hoc.

INTRODUCTION

Le processus de convergence du système européen d'enseignement supérieur a commencé à la Sorbonne, le 25 mai 1998, lorsque les Ministres de l'éducation de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Royaume-Uni ont signé une *Déclaration commune sur l'harmonisation de la structure du système européen d'enseignement supérieur*, cautionnant leurs pays à « promouvoir un cadre commun de référence, ... (afin de) ... créer un espace européen de l'enseignement supérieur » (Allegre *et al.*, 1998). Les quatre signataires ont appelé les autres Etats-membres de l'Union Européenne (UE), et d'autres pays européens, à les rejoindre dans ce but, ce qui a eu comme conséquence la signature de la Déclaration de Bologne le 19 juin 1999 par les ministres des gouvernements nationaux chargés de l'enseignement supérieur de 29 pays d'Europe, y inclus de tous les membres (d'alors) de l'Union Européenne.

Un acteur principal de ce processus de convergence a été le Système européen de transfert de crédits (ECTS), qui a déterminé les ministres qui ont rédigé le Communiqué de Berlin de septembre 2003 à souligner l'important rôle joué par le Système européen de transfert de crédits (ECTS) dans la facilitation de la mobilité des étudiants et le développement du curriculum international. [et à] ... remarquer que l'ECTS devient de plus en plus un fondement général pour nos systèmes nationaux de crédits (2003, p. 4).

Des recherches entreprises par Reichert et Tauch pour l'Association européenne de l'université ont confirmé le fait que « on a atteint presque partout en Europe un haut degré d'acceptation et de motivation de cet outil jadis controversé ... l'ECTS s'est répandu rapidement dans toute l'Europe et a été inclus dans nombre de lois sur l'enseignement supérieur » (Reichert et Tauch, 2003, p.66). Néanmoins, ils mettent aussi en évidence que

l'ECTS en tant qu'outil connaît une ample et rapide expansion avant qu'il ait pu être correctement compris dans sa forme initiale dans beaucoup d'établissements. ... le système

est encore appliqué d'une manière rudimentaire et fortuite pour les échanges d'étudiants et le transfert de crédits (Reichert et Tauch, 2003).

Cet article analyse l'application du système de notation de l'ECTS, et ses différents usages par des universités spécifiques dans le cadre de systèmes nationaux d'évaluation. Afin de déterminer le contexte politique de cette analyse, et l'importance de la problématique des crédits, l'article met premièrement en évidence le rôle central des crédits et de l'évaluation sur le marché mondial émergeant de l'enseignement supérieur, avant d'examiner l'emploi de l'ECTS en tant que mécanisme de facilitation du transfert de crédits, à travers des études nationales de cas. Les implications de ces conclusions sont enfin analysées dans le cadre d'une évaluation des exigences d'un système de notation de l'enseignement supérieur européen.

LES CREDITS ET LE TRANSFERT DE CREDITS SUR LA MARCHE MONDIAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Les crédits des diplômes sont la monnaie du marché émergeant de l'enseignement supérieur sans frontières, et les systèmes de transfert de crédits comme l'ECTS définissent les taux d'échange. La capacité des chercheurs à gérer les questions liées aux crédits et à l'évaluation influencera leur réussite dans le cadre de l'économie mondiale du savoir et de la société de l'information. Si les universités n'offrent pas des unités avec des valeurs de crédits généralement acceptées, elles ne pourront pas attirer des étudiants du marché local et international, qui n'admettront pas aborder des programmes si les qualifications résultantes ont une reconnaissance limitée ailleurs. Essentiellement, les universités doivent développer «une monnaie mondiale pour les qualifications d'enseignement supérieur» (Randall, 2001) parce que si leurs programmes n'offrent pas de crédits qui sont reconnus elles ne pourront pas accéder au nouveau marché éducationnel mondial à une époque de «rapide croissance du nombre d'étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement à l'extérieur de leur pays d'origine» (OCDE, 2000, p. 91). Egalement, les universités qui ne reconnaissent pas les crédits d'autres établissements seront incapables de recruter des étudiants, et surtout des étudiants post-universitaires, à la fois d'autres établissements dispensant des qualifications universitaires accréditées et d'associations et d'organisations professionnelles qui certifient la pratique et l'expérience professionnelles. En outre, les nouveaux enseignants jugeront la crédibilité d'une université qui recrute selon la valeur attribuée à ses diplômes par les étudiants, par d'autres universités, et selon la distribution de ses anciens étudiants dans des universités d'élite et des compagnies multinationales. L'intégration des forces du marché dans l'enseignement et l'adoption d'attitudes consuméristes par les étudiants, dont une grande partie étudient tout en travaillant et payent eux-mêmes les frais d'études, requièrent des procédures et des protocoles d'évaluation qui soient assez solides et professionnels, afin de répondre à la fois aux audits institutionnels effectués par un nombre croissant d'agences nationales et supranationales d'assurance de la qualité (comme, par exemple, le Réseau européen pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement supérieur) et à la possibilité grandissante d'action en justice par des étudiants insatisfaits. A un niveau stratégique, l'incapacité des universités d'accorder leurs systèmes de crédits par rapport aux autres limitera la possibilité d'atteindre une masse critique sur le marché mondial de l'enseignement sans frontières à travers la collaboration, non seulement avec d'autres universités, mais avec d'autres acteurs corporatistes majeurs centrés sur le savoir.

Si les crédits sont perçus comme une monnaie sur le nouveau marché de l'enseignement sans frontières, alors l'évaluation et les procédures de notation sont très importantes. Cependant, même si des cours dispensés par deux universités spécifiques ont un sujet identique et valent le même quota de crédits, leur but entier peut être différent du fait des différentes procédures d'évaluation et de notation. En outre, en Europe, beaucoup de systèmes nationaux d'enseignement utilisent des procédures d'évaluation, des systèmes de notation et des schémas d'appréciation hautement variés.

Dans chacun de ces systèmes nationaux il y a aussi une variation institutionnelle dans les manières dont les procédures nationales sont interprétées et employées. Comme le fait remarquer Guy Haug:

Les systèmes de notation diffèrent en philosophie et en pratique d'un pays à l'autre, et la juste interprétation des notes étrangères dans des notes nationales représente une question importante, à la fois pour les étudiants qui rentrent à la suite d'une période d'études à l'étranger et pour les enseignants qui sont censés évaluer les diplômes des candidats étrangers (Haug, 1997).

LE SYSTEME EUROPEEN DE TRANSFERT DE CREDITS

Dans l'Union Européenne, le bien connu programme Erasmus (European Action Scheme for the Mobility of University Students) est devenu, comme le fait remarquer de Wit (1996):

Le moteur principal pour l'internationalisation de l'enseignement supérieur dans l'Union Européenne ... complété par des programmes similaires sur une échelle mondiale: le programme TEMPUS pour la coopération avec l'Europe Centrale et de l'Est (de Wit, 1996, p. 6).

Maiworm et Teichler (1997) ont confirmé la réussite évidente de ce programme – le nombre d'étudiants Erasmus a dépassé un million en octobre 2002, déterminant le Commissionnaire européen pour l'éducation et la culture (de l'époque), Vivienne Reding (2003a), à « mobiliser les Ministères à joindre leurs forces aux sponsors publics et privés afin tripler le nombre d'étudiants Erasmus avant 2010 ». L'implication d'universités européennes dans des programmes comme Erasmus a encouragé une utilisation plus étendue du transfert de crédits entre les établissements et entre des systèmes d'enseignement différents. L'expansion du soutien à travers le nouveau programme Erasmus Mundus permettra un accroissement de la mobilité des étudiants, en encourageant l'intégration d'étudiants de l'extérieur de l'UE.

Le Système européen de transfert de crédits (ECTS) a été développé par la Commission Européenne afin de permettre la reconnaissance des périodes d'étude à l'étranger, financées à travers Erasmus et d'autres programmes, et comprend trois éléments constitutifs:

- Un dossier d'information, ou catalogue de cours, pour les étudiants provenant d'un autre pays que la nation de l'établissement hôte, qui inclut:
- Un accord d'instruction, précisant les cours à suivre, établi entre l'étudiant et son université locale et l'université hôte;
- Une copie des dossiers spécifiant les performances enregistrées par l'étudiant dans les cours suivis, calculées selon le système local de notation et en notes de l'ECTS.

Les systèmes de notation employés par les systèmes d'enseignement supérieur de l'UE varient considérablement et l'ECTS est censé agir en tant que « convertisseur de notes », permettant aux étudiants de transporter les qualifications de leurs études plus rapidement et plus facilement à travers les frontières nationales. Les notes de l'ECTS reçues par un étudiant pour les cours suivis dans une université étrangère sont déterminées par l'utilisation du tableau de définition des notes de l'ECTS, présenté ci-dessous.

Tableau 1. Les définitions des notes de l'ECTS

Note de l'ECTS	Pourcentage d'étudiants ayant obtenu la note	Définition
A	10	Excellent – performance exceptionnelle avec des erreurs mineures uniquement
B	25	Très bien – niveau supérieur à la moyenne mais avec quelques erreurs
C	30	Bien – bon travail en général mais avec un nombre d'erreurs notables
D	25	Satisfaisant – correcte mais avec des points faibles évidents
E	10	Suffisant – le travail satisfait les critères minimaux
FX		Insuffisant – requiert plus de travail avant de pouvoir recevoir le crédit
F		Insuffisant – requiert beaucoup plus de travail

Source: <http://europa.eu.int/comm/education/programmes/socrates/ects_en.html>.

L'ECTS emploie la référence par normes pour le calcul des notes. Tous les étudiants qui passent l'évaluation ou l'examen avec succès y sont classés, de la meilleure note à la moindre. Ensuite, dans le cadre de la liste, des points de notation précis correspondant aux cinq différents groupes de l'ECTS de 'A' à 'E' sont établis et des lignes sont tirées afin d'indiquer les points de séparation entre:

- 'A' = les premiers dix pour cent;
- 'B' = les suivants vingt-cinq pour cent;
- 'C' = les suivants trente pour cent;
- 'D' = les suivants vingt-cinq pour cent;
- 'E' = les restants dix pour cent.

En 2003, Reichert et Tauch ont découvert que deux tiers des établissements d'enseignement supérieur emploient l'ECTS pour le transfert de crédits mais ont observé que

Les éléments et les principes fondamentaux de l'ECTS semblent assez simples, mais sa mise en œuvre dans les systèmes européens d'enseignement supérieur hautement différenciés se confronte à toutes sortes de problèmes (Reichert et Tauch, 2003, p.70)

Nous analyserons en ce qui suit certains de ces problèmes.

DES PROBLEMES DE CALCUL DE L'ECTS

L'utilisation étendue de l'ECTS atteste visiblement sa simplicité de calcul des notes. Cependant, des problèmes peuvent apparaître dans le calcul des notes. Premièrement, les notes de l'ECTS ne sont calculées que pour ces étudiants qui passent le cours, et les différences de spécification des notes de passage signifient que le pourcentage d'étudiants qui échouent à un examen peut varier entre les différents pays/établissements/facultés/départements/disciplines. De cette manière, l'ECTS sera calculé dans un pays à partir des 60 pour cent des étudiants d'un cours qui réussissent à passer, tandis que les mêmes étudiants suivant un cours similaire dans un autre pays peuvent découvrir que les notes de l'ECTS sont calculées seulement pour 40 pour cent, du fait que la note de passage de la deuxième université est plus élevée. Deuxièmement, lorsque le nombre d'étudiants qui suivent un cours est réduit (moins de dix), il peut s'avérer difficile de calculer les notes. Une approche de ce problème suggérée sur le site Internet européen de Socrates est de relier les notes des étudiants admis dans le même cours sur une période de plusieurs années. Il est ainsi possible d'identifier les limites de notation de l'ECTS et d'accorder les notes correctes. Néanmoins, cette approche présente une utilité limitée durant les premières années d'un nouveau cours, lorsqu'il est plus probable de disposer d'un petit nombre d'étudiants suivant l'unité. En outre, l'utilisation de cette méthode signifie que la performance de l'étudiant n'est pas mesurée en comparaison à la cohorte respective d'étudiants mais de manière historique, par comparaison à tous les étudiants précédents. Cela peut certainement créer des

anomalies, comme celle d'un étudiant qui suit un cours dans une classe de dix personnes et est évalué par comparaison à tous les étudiants, anciens et futurs, pendant que s'il choisit un cours avec une classe de 200 personnes, sa performance sera mesurée uniquement par rapport à celles de ses collègues du moment.

Un autre problème du calcul de l'ECTS est que certains systèmes européens d'évaluation de l'enseignement supérieur ont très peu de points de notation. Par exemple, dans le système espagnol, les étudiants admis reçoivent une note sur six entre 5 et 10, sur une échelle allant de 0 à 10, avec cinq comme note de passage. De même, en Finlande, les notes vont de 1 (*Välttävä* = Suffisant) à 3 (*Erinomaiset Tiedot* = Excellent), avec des notes intermédiaires utilisées par certains établissements, mais pas partout. De cette manière, l'emploi de ces échelles nationales de notation a comme résultat la création de groupes étendus d'étudiants, qui ont du mal à être transposés dans le système ECTS. L'introduction de points intermédiaires de notation dans les systèmes nationaux d'évaluation des étudiants étrangers peut résoudre ce problème, même si les enseignants peuvent avoir du mal à accorder des notes intermédiaires qui sont en contravention avec les échelles nationales et les traditions académiques. Ce problème est accentué lorsque l'échelle nationale de notation est descriptive et non numérique, comme dans le cas de la Suède, où les étudiants reçoivent trois notes non numériques: *Rest* (passage conditionnel), *Godkänd* (passage), ou *Väl Godkänd* (passage avec distinction). Dans ces circonstances, il s'impose d'utiliser une approche qualitative et d'essayer d'établir des correspondances entre les descriptions verbales employées par le système de notation de l'ECTS et les descripteurs nationaux de notation. Même si cela est réalisable, il s'agit d'un processus imparfait, du fait que les termes employés dans l'ECTS ('excellent', 'très bien', 'bien', 'satisfaisant', 'suffisant') peuvent être interprétés de différentes manières à travers l'Europe. Comme le faisait remarquer Yorke, « Une grande partie de la pratique dans le domaine de la notation semble être basée sur la tradition, avec toute pensée originale étant perdue dans des temps obscurs » (Yorke, 2001, p. 61). Les problèmes liés à l'utilisation de l'ECTS

Les mécanismes de notation de certains systèmes nationaux d'enseignement supérieur peuvent rendre difficile le calcul de l'ECTS, mais la majorité emploie des systèmes numériques et est assez inclusive pour permettre le calcul des notes de l'ECTS. Néanmoins, d'autres problèmes plus sérieux apparaissent durant l'utilisation plutôt que durant le calcul des notes de l'ECTS. Premièrement, la vaste majorité des systèmes de notation employés dans l'enseignement supérieur de pays membres de l'UE sont référencés selon des critères et essaient donc de déterminer la note d'un étudiant en comparant ses accomplissements à des standards implicites ou explicites de performance. Il est possible ainsi que tous les étudiants inscrits dans un cours puissent recevoir des notes très élevées (ou très basses), selon le niveau des performances individuelles par comparaison à des critères établis. Toutefois, même si l'ensemble des étudiants d'un cours passe avec des notes très basses à l'aide de la notation rapportée aux critères, 10 pour cent d'entre eux doivent recevoir une note 'A' de l'ECTS, à travers son système de référence aux normes. De même, puisque la référence aux normes signifie que la note d'un étudiant dépend non seulement de son niveau d'accomplissement mais aussi des accomplissements d'autres, un étudiant peut obtenir une note plus élevée à travers la notation rapportée aux critères, mais ne recevoir qu'une note 'C' de l'ECTS, du fait que ses collègues ont également obtenu des notes élevées à travers le système de notation rapporté aux critères.

Deuxièmement, des difficultés apparaissent lorsqu'on tente d'interpréter les notes de l'ECTS accordées dans d'autres établissements. Etant donné que les notes de l'ECTS sont référencées aux normes, elles sont peu utiles lorsqu'on tente de transférer des notes entre différents systèmes nationaux de notation, qui emploient les références aux critères. Ainsi, un étudiant qui obtient une note de 30 *e lode* pour un cours dispensé par une université italienne aura droit à une note 'A' de l'ECTS. La traduction de cette note dans un équivalent (disons) britannique est difficile, puisque les universités italiennes désignent environ 14 pour cent du total des notes dans la catégorie 30 *e lode*, pendant qu'au Royaume-Uni il n'y a généralement que 8 pour cent des étudiants qui reçoivent des honneurs de première classe; en outre, il a une immense variation de disciplines dans le

cadre du système britannique de notation (et ailleurs, comme on peut le penser). De cette manière, Yorke *et al.* (2002) ont découvert que 22 pour cent des diplômés de premier degré en mathématiques étaient au niveau d'honneurs de première classe, pendant que le chiffre comparable d'honneurs de première classe en Droit n'était que de 4,1 pour cent.

Troisièmement, l'habitude et la pratique ont eu tendance à changer la perception (et l'emploi) de l'ECTS de la référence aux normes en la référence par critères. Par exemple, les *Conseils* détaillés sur l'ECTS fournis par les universités lettones (qui veulent aujourd'hui faire part de l'Espace européen de l'enseignement supérieur) de l'Agence nationale pour le programme universitaire avertissent:

Il est assez possible qu'une fois introduits les groupes centiles représentés par les notes de l'ECTS allant de 'A' à 'E' un ou plusieurs d'entre eux soient trouvés comme correspondant très étroitement à des groupes établis par l'échelle locale de notation. Cette coïncidence peut être suffisamment proche pour qu'on permette d'accorder, tous les ans, les notes de l'ECTS selon des groupes créés par l'échelle locale de notation. ... Là où on a pu atteindre une correspondance totale entre un système local de notation et l'échelle de l'ECTS, certains établissements ont été en mesure d'afficher des tableaux de conversion « linéaires » de leurs notes locales en notes de l'ECTS. ... les établissements qui découvrent des lignes de comparaison claires et directes avec les notes de l'ECTS sont hautement encouragés à profiter de cette coïncidence. (p. 4 et suiv.)

De manière similaire, les Conseils anglais sur l'ECTS publiés sur le site Internet d'Europa stipulent qu'« en accordant une note 'A' de l'ECTS, un établissement britannique dispensant des honneurs de première classe à 8 pour cent de ses étudiants peut très bien décider de retenir la même définition de 'l'excellence' pour la note de l'ETS ». Ces stratégies, lorsqu'elles sont adoptées, représentent une corruption du modèle de référence aux normes qui se trouve derrière l'ECTS, et peuvent en outre désavantager des étudiants – dans l'exemple cité, 2 pour cent des étudiants qui passent ne reçoivent pas la note 'A' de l'ECTS. Plus essentiellement, il est difficile d'endosser un système de notation où le diplôme de l'étudiant peut finalement dépendre de l'exploitation réussie de coïncidences.

La compréhension par les étudiants des mécanismes d'évaluation et de notation s'avère essentielle, dans la mesure où, comme le montre Brown, « l'évaluation définit ce que les étudiants considèrent important, la manière dont ils passent leur temps et dont ils arrivent à se percevoir en tant qu'étudiants et diplômés » (Brown, 2001, p. 4). De cette manière, un étudiant qui choisit une unité notée par l'ECTS demandera au tuteur local combien d'effort il devra dépenser pour passer et pour avoir une note 'A' de l'ECTS. L'exploitation réussie de l'heureuse coïncidence entre l'ECTS référencé aux normes et les systèmes institutionnels et nationaux référencé aux critères est apparemment largement étendue, permettant un meilleur conseil des étudiants au sujet de l'effort requis en vue d'obtenir les différentes notes référencées aux normes de l'ECTS, et des rapports entre celles-ci et le système interne national et institutionnel de notation, qui est en général référencé aux critères.

Néanmoins, les données des études de cas rassemblées de 20 universités européennes, faisant partie d'un projet financé par Socrates Minerva, démontrent une immense variation au niveau des manières dont les notes institutionnelles/nationales se rattachent aux notes de l'ECTS. Malgré le fait que la notation de l'ECTS est un système de référence aux normes, pendant que les systèmes nationaux sont généralement de référence aux critères, les tableaux de conversion de l'ECTS fournis par les universités indiquent l'existence d'un transfert direct des notes des établissements en notes de l'ECTS, comme il est illustré dans les tableaux qui suivent.

Tableau 2. L'emploi de l'ECTS en France

Note de l'ECTS	Université 1	Université 2	Université 3	Université 4	Université 5
Description de la note					
A	16 – 20 <i>Très Bien</i>	18-20 <i>Excellent</i>	> or = 14,5 <i>Très Bien & Bien</i>	16 ou plus <i>Excellent</i>	>15 <i>Excellent</i>
B	14 – 16 <i>Bien</i>	16-18 <i>Très Bien</i>	> or = 13 <i>Bien & Assez Bien</i>	14 <i>Très Bien</i>	15-12 <i>Très Bien</i>
C	12 – 14 <i>Assez Bien</i>	14-16 <i>Bien</i>	> or = 11,7 <i>Assez Bien</i>	12 <i>Bien</i>	12-10 <i>Bien</i>
D	10 – 12 <i>Passable</i>	12-14 <i>Satisfaisant</i>	> or = 11 <i>Passable</i>	11 <i>Satisfaisant</i>	10-8 <i>Satisfaisant</i>
E		08-12 <i>Passable</i>	> or = 10 <i>Passable</i>	10 <i>Passable</i>	8-6 <i>Passable</i>
FX	<i>Inférieur à 10</i> <i>Echec</i>	00-08 <i>Insuffisant</i>	<10 <i>Echec</i>	8 ou 9 <i>Insuffisant</i>	<6 <i>Insuffisant</i>
F			<6 <i>Echec probant</i>	7 ou moins <i>Echec</i>	

Sources:

- <<http://www.ensm-douai.fr/fr/gbversion/studying.html>>;
- <http://www.ema.fr/infos_international/ECTS-03-04/2003-ects-info.html>;
- <http://www.icmo.u-psud.fr/w-erasmus/ae_depgene.htm>;
- <<http://www.psycho.univ-paris5.fr/html/NKMS34DWQXPXPZ2H.shtml>>;
- <http://www.ensc-lille.fr/int_fr/ECTS/echelle.html>.

Comme on peut le voir dans le tableau 2, les universités françaises no. 2 et no. 5 accordent la note 'E' de l'ECTS lorsqu'un étudiant obtient 8 sur 20 dans un examen, pendant que les trois autres ne le font pas. De l'autre côté de l'échelle, l'université no. 3 accorde une note 'A' de l'ECTS lorsque l'étudiant obtient une note de 14,5 sur 20, pendant que l'université no. 2 requiert une note entre 18 et 20 afin d'accorder la note 'A'. Dans l'ensemble du tableau il n'y a aucune note de l'ECTS sur laquelle les cinq établissements soient d'accord. Ce manque d'uniformité est également prononcé en Grèce, comme le montre le Tableau 3 ici-bas. Trois des cinq universités grecques du tableau accordent le descripteur national de notation d'«Excellent» aux étudiants qui obtiennent plus de 8,5 sur 10 et ne distinguent pas entre les ntes 'A' et 'B' de l'ECTS. A l'extrême inférieure de l'échelle, il existe une unanimité sur ce que constitue l'échec, mais trois établissements associent les notes 'FX' et 'F' de l'ECTS.

Tableau 2. L'emploi de l'ECTS en France

Note de l'ECTS	Université 1	Université 2	Université 3	Université 4	Université 5
	Description de la note				
A	16 – 20 <i>Très Bien</i>	18-20 <i>Excellent</i>	> or = 14.5 <i>Très Bien & Bien</i>	16 ou plus <i>Excellent</i>	>15 <i>Excellent</i>
B	14 – 16 <i>Bien</i>	16-18 <i>Très Bien</i>	> or = 13 <i>Bien & Assez Bien</i>	14 <i>Très Bien</i>	15-12 <i>Très Bien</i>
C	12 – 14 <i>Assez Bien</i>	14-16 <i>Bien</i>	> or = 11.7 <i>Assez Bien</i>	12 <i>Bien</i>	12-10 <i>Bien</i>
D	10 – 12 <i>Passable</i>	12-14 <i>Satisfaisant</i>	> or = 11 <i>Passable</i>	11 <i>Satisfaisant</i>	10-8 <i>Satisfaisant</i>
E		08-12 <i>Passable</i>	> or = 10 <i>Passable</i>	10 <i>Passable</i>	8-6 <i>Passable</i>
FX	<i>Inférieur à 10</i> <i>Echec</i>	00-08 <i>Insuffisant</i>	<10 <i>Echec</i>	8 ou 9 <i>Insuffisant</i>	<6 <i>Insuffisant</i>
F			<6 <i>Echec probant</i>	7 ou moins <i>Echec</i>	

Sources:

- <<http://www.tuc.gr/english/erasmus/pem.doc>>;
- <http://www.teipat.gr/pages/civil/dept_e.htm>;
- <<http://www.nutr.teithe.gr/engcourseofstudy.htm>>;
- <http://www.csd.auth.gr/download/ects_en.doc>;
- <<http://www.med.auth.gr/school/eng/depart.htm>>.

L'emploi des notes de l'ECTS paraît plus uniforme en Italie, où le 30 ou le 30 *e lode* correspond généralement à la note 'A' de l'ECTS, pendant qu'une note de 18 ou plus suffit à passer. Il existe néanmoins une variation considérable au niveau du calcul des notes intermédiaires.

La situation des Pays-Bas est également aléatoire. La note requise pour obtenir une note de passage 'E' de l'ECTS est de 5,5 dans deux universités et de 6 dans deux autres. Une autre université requiert une note de 5,8 pour passer, mais ne fait pas de distinction entre les notes 'D' et 'E'. Pour ce qui est de la plus haute note 'A', certaines universités requièrent 9,5 sur 10 pour une note 'A' de l'ECTS, d'autres requièrent un 9, et une autre encore ne requiert que 8,3 sur 10 – une performance qui ne donne droit qu'à une note 'C' dans les premiers deux établissements.

Le Tableau 4 résume la diversité de systèmes institutionnels de notation et leur emploi de l'ECTS et montre comment le choix d'une université peut s'avérer crucial dans la détermination des notes des étudiants. La plupart des étudiants qui font appel à la possibilité de financement de l'Erasmus optent pour des études dans d'autres universités, mais, dans cet exemple, on est partis de la supposition hypothétique que deux étudiants étudient pour des unités dans des universités en France, en Grèce, en Italie et aux Pays-Bas. Les deux étudiants reçoivent les mêmes notes au-dessus de la moyenne à travers le système national de notation, ayant 15/20 à l'université française, 7,4/10 à l'université grecque, 28/30 à l'université italienne et 7,3/10 à l'université des Pays-Bas. Cependant, un des étudiants a étudié à l'université 3 en France, à l'université 2 en Grèce, à l'université 4 en Italie et à l'université 3 aux Pays-Bas – ce choix fortuné et l'heureuse coïncidence entre les notes de l'ECTS et celles nationales a permis aux étudiants d'obtenir deux notes de 'A' et deux notes de 'B' de l'ECTS. Par contraste, l'autre étudiant a malheureusement choisi d'étudier à l'université 2 en France, à l'université 1 en Grèce, à l'université 3 en Italie et à l'université 5 aux Pays-Bas, et même s'il a obtenu les mêmes notes que son collègue plus chanceux il n'a pu s'assurer que trois notes 'C' et une note 'D' de l'ECTS.

Tableau 4. Tableau récapitulatif – le meilleur et le pire scénario

Pays et note locale	France 15/20	Grèce 7,4/10	Italie 28/30	Pays-Bas 7,3/10
Université 1: note de l'ECTS	B	C	B	D
Université 2: note de l'ECTS	C	B	B	C
Université 3: note de l'ECTS	A	C	C	B
Université 4: note de l'ECTS	B	C	A	D
Université 5: note de l'ECTS	B	B	B	D
Etudiant chanceux	A	B	A	B
Etudiant malheureux	C	C	C	D

Source: L'auteur.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Une macroanalyse de l'ECTS effectuée par Adam (2000), pour la Commission Européenne, a trouvé que

L'état actuel de l'ECTS dans le cadre de SOCRATES/ERASMUS est relativement sain et optimiste. Il est accepté et utilisé par plus d'un millier d'établissements d'enseignement supérieur. Les instruments qu'il utilise sont testés et se sont montrés efficaces. Les principes sur lesquels il est fondé sont sains (Adam, 2002, p. 19).

En 2001, l'utilisation extensive de l'ECTS a déterminé Adam à affirmer que

L'ECTS est en train de se transformer d'une activité importante mais périphérique en quelque chose qui se trouve au cœur de l'enseignement national et institutionnel. L'ECTS prend désormais le devant de la scène en tant qu'instrument capable de combiner des systèmes et des pratiques d'enseignement autrement incompatibles (Adam, 2001, p. 36).

De l'autre côté, l'étude plus récente de l'ECTS à niveau micro-institutionnel de Sullivan, basée sur des données empiriques issues d'un échange entre une université suédoise et une université britannique, arrivait à la conclusion que le transfert de notes de l'ECTS n'est pas la simple question que postule la littérature universitaire promouvant SOCRATES, et le note transférée ne reflète pas un niveau similaire d'accomplissement par rapport à celui que l'université d'origine prétend assumer (Sullivan, 2002, p. 73).

Cette analyse confirme cette étude et soutient la critique de l'ECTS faite par van Damme. Dans son approche pragmatique et volontariste et du fait de sa dépendance de beaucoup d'espérance et de confiance optimistes (certains diront «naives»), il a choisi d'éviter les questions de la comparabilité de contenu, de la culture pédagogique et, d'importance cruciale, de la qualité (van Damme, 2001, p. 435).

Tout en révélant des problèmes de l'application des notes de l'ECTS, les tableaux présentent également les différences institutionnelles au niveau de l'usage des systèmes nationaux de notation. Ces différences ne conduisent ni à un juste transfert international de crédits, ni à des procédures solides d'assurance de la qualité censées protéger les intérêts des étudiants à travers l'application uniforme des standards nationaux, à la fois au niveau des établissements et des départements spécifiques.

L'accroissement du nombre de pays membres de l'Union Européenne, en mai 2004, de 15 à 25, chacun ayant ses propres normes culturelles et son système national distinct de notation et d'évaluation, constitue un bon moment pour apprécier l'usage institutionnel actuel de l'ECTS, afin de vérifier si il fonctionne correctement et équitablement et dans l'intérêt des étudiants, avant de tenter d'étendre son usage aux nouveaux membres de l'UE. Actuellement, l'ECTS:

- calcule les notes de cohortes d'étudiants de tailles différentes, en fonction du fait si la note de passage est établie par l'université qui dispense le cours – là où la note de passage pour une unité est de 50 pour cent et où habituellement seulement 70 pour cent des étudiants obtiennent une note de passage il est possible que la note de l'ECTS soit appliquée à une cohorte d'étudiants plus réduite qu'au cas où la note de passage est établie à 40 pour cent et à 80 pour cent du nombre d'étudiants prévus à passer;
- utilise un système de référence basé sur des normes et calcule ainsi les notes des étudiants selon la performance de leurs collègues plutôt qu'à travers un système de référence par critères, qui juge la capacité de l'étudiant d'accomplir les objectifs d'instruction des cours;
- peut pénaliser ou récompenser les étudiants de manière erronée, en fonction du nombre d'étudiants qui prennent le module durant une année spécifique;
- présente une cohérence nationale dans certains pays de l'UE, mais est appliqué de manière différente par des établissements d'autres pays.

Tout système d'évaluation et de notation employé dans l'UE doit répondre au besoin d'une hiérarchie de décideurs et d'utilisateurs potentiels, y inclus les étudiants (qui cherchent à obtenir des crédits d'avancement universitaire), les enseignants (qui évaluent le résultat de leurs efforts), les universités (qui assurent le respect des standards de qualité nationaux et institutionnels), les employeurs (qui tentent de recruter du personnel qualifié), les gouvernements (qui poursuivent des objectifs de politiques nationales), et l'UE (qui tente de mettre en place l'Espace européen de l'enseignement supérieur). Actuellement, on peut questionner le fait si l'ECTS répond ou pas aux différents besoins de ces (et d'autres) entités. Pour le moins, tout système de notation adopté au niveau européen doit pouvoir:

- appliquer des références uniformes de passage et d'échec, permettant la progression;
- permettre l'identification de l'excellence, rendant possible l'accès aux diplômes supérieurs;
- permettre aux étudiants de superviser de manière précise leur évolution éducative;
- surveiller les résultats de l'enseignement;
- offrir une classification différenciée des notes afin de refléter une série de différentes capacités en fonction de standards agréés de savoir et de compétence;
- encourager les étudiants à s'efforcer à atteindre l'excellence – toutes les notes doivent être accessibles;
- permettre la récupération de l'échec sans la perte de reconnaissance de la note;
- être universellement applicable dans un grand nombre de disciplines et de pays, de manière rapide, transparente et équitable.

A présent, l'ECTS ne semble pas satisfaire ces exigences. Il est toutefois encore plus grave le fait qu'on tente d'assimiler les notes référencés par normes de l'ECTS aux notes nationales référencés par critères, d'une manière qui est *ad hoc* et point méthodique. En outre, l'utilisation étendue et la simplicité même de l'ECTS lui ont donné un «aura de validité, de fiabilité et de facilité de maintien» (Sullivan, 2002, p.73) qui est potentiellement erroné.

Afin de permettre aux universités de l'Union Européenne d'être concurrentes sur le marché mondial de l'enseignement sans frontières, l'ECTS devrait être aussi cohérent et solide que les systèmes employés par d'autres blocs commerciaux importants. Avant que l'ECTS soit établi comme norme dans les nouveaux pays membres il s'impose d'œuvrer à la transformation de l'ECTS d'un système référencé aux normes en un système référencé aux critères. Cela supposera l'application de nouveaux paramètres aux catégories de l'ECTS, en termes des scores des systèmes nationaux de notation. Par exemple, un étudiant qui atteint un score de 27-29 pour une unité étudiée dans une université italienne aura toujours droit à une note 'B' de l'ECTS, indifféremment des notes obtenues par ses collègues actuels ou précédents. Un tel réarrangement des notes de l'ECTS aurait une symétrie directe et renforcerait le mouvement

vers la définition des crédits de l'ECTS en fonction des résultats de l'instruction plutôt qu'en fonction des heures d'étude. En outre, la manière mécaniciste actuelle de calcul de l'ECTS dissimule plutôt que célèbre les atouts et la diversité des systèmes nationaux d'enseignement supérieur et n'encourage pas les enseignants à comprendre les raisons et les avantages des schémas de notation dans d'autres pays. Un autre gain d'une telle appréciation serait l'accroissement de la consistance des systèmes nationaux d'évaluation et de notation dans le cadre des universités des pays de l'Union Européenne.

Dans son discours à l'occasion de la réunion sur Bologne qui a eu lieu à Berlin en septembre 2003, Viviane Reding (2003) a rapporté devant les ministres de l'enseignement supérieur que «L'assurance de la qualité ... est vraiment au coeur du processus de Bologne et mérite une place marquante dans notre projet de Communiqué » et a mis en évidence qu'elle « cherchait à identifier des modalités par lesquelles la Commission peut contribuer à un accroissement de la consistance de l'usage de l'ECTS ». Cette étude soutient que les procédures de notation de l'ECTS nécessitent une plus grande consistance si on veut que les procédures d'assurance de la qualité dans le cadre du transfert de crédits entre les pays de l'UE fonctionnent correctement et équitablement. Plus précisément, pour citer Haug,

... les notes étrangères ne sont pas que des nombres qui peuvent être calculés en appliquant une formule mathématique, mais un message qui doit premièrement être compris dans le cadre du système d'origine et ensuite interprété par les utilisateurs dans leur propre système. Les formules mathématiques simples, avec leurs prétentions d'universalité, ne sont qu'une sur-simplification fallacieuse d'une réalité qu'elles n'arrivent pas à saisir (Haug, 1997).

Références

ADAM, S. "Credit Recognition and Transparency in Transnational Education", *European Journal of Legal Education* 1 (2001): 35- 42.

ADAM, S. *Report for the European Commission. ECTS Extension Feasibility Project*, janvier 2000. Disponible à <http://europa.eu.int/comm/education/programmes/socrates/ectsrap.pdf>, consulté le 10 juin 2004.

AGENCE POUR LES PROGRAMMES UNIVERSITAIRES DE LA LETTONIE. *The ECTS Grading Scale*, consulté à <http://www.apa.lv/Socrates/Erasmus/ECTS/ECTSGRADINGSCALE.doc> le 10 juin 2004 (n. d.).

ALLEGRE, C., BERLINGUER, L., BLACKSTONE, T., et RÜTTGERS, J. *Sorbonne Joint Declaration on Harmonisation of the Architecture OF THE European Higher Education System*. Paris, la Sorbonne, 25 mai 1998.

BROWN, G. *Assessment: A Guide for Lecturers*. LTSN Generic Centre Assessment Series 3. York: LTSN, 2001.

COMMISSION EUROPEENNE. *European Credit Transfer System: ECTS Users' Guide*, à http://europa.eu.int/comm/education/programmes/socrates/ects/guide_en.pdf, le 10 août 2004.

Conférence des Ministres de l'enseignement supérieur de l'UE. *Communiqué: Realising the European Higher Education Area*. 2003.

DE WIT, H. "European Internationalization Programs", *International Higher Education*, 4 (1996): 5-6.

HAUG, G. "Capturing the Message Conveyed by Grades: Interpreting Foreign Grades", *World Education News and Reviews*, 10 2 1997.

MAIWORM, F., et TEICHLER, U. *The Erasmus Experience, Major Findings of the ERASMUS Evaluation Research Project*. Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities, 1997.

ORGANISATION POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT. "The Growth of Cross-Border Education", in, *Education Policy Analysis*. Paris: OECD, 2002, p. 89-116.

RANDALL, J. "Defining Standards: Developing a Global Currency for Higher Education Qualifications", in, *INQAAHE 2001 Conference Proceedings*, 2001, p. 46-56.

REDING, V. *We Need to Implement Wholeheartedly the Bologna Process*. Discours principal, Conférence de Berlin sur l'enseignement supérieur, Berlin, le 18 septembre 2003b.

REDING, V. *Making European Higher Education a Worldwide Reference*. Discours principal, Convention des établissements européens d'enseignement supérieur de l'EUA, Graz, le 29 mai 2003a.

REICHERT, S., et TAUCH, C. *Trends 2003: Progress towards the European Higher Education Area*. Bruxelles: EUA, 2003.

SULLIVAN, K. "Credit and Grade Transfer within the European Union's SOCRATES Programme: Unity in Diversity or Head in the Sand?", *Assessment and Evaluation in Higher Education* 27 1 (2002): 65-74.

VAN DAMME, D. "Quality Issues in the Internationalisation of Higher Education", *Higher Education* 41 4 (2001): 415-441.

YORKE, M. *Assessment: A Guide for Senior Managers*. LTSN Generic Centre Assessment Series 1 2001. York: LTSN.

YORKE, M., BARNETT, G., BRIDGES, P., EVANSON, P., HAINES, C., JENKINS, D., KNIGHT, P., SCURRY, D., STOWELL, M., et WOOLF, H. "Does Grading Method Influence Honours Degree Classification?", *Assessment and Evaluation in Higher Education* 27 3 (2002): 269 – 279.

Comptes-rendus et études bibliographiques

Excellence in Higher Education, de Erik de Corte, éd. (Wenner-Gren Excellence in Higher Education Series #82). Londres: Portland Press, 2003, 203 pp. ISBN 1855781522.

The Academic Quality Handbook: Enhancing Higher Education in Universities and Further Education Colleges, de Patrick McGhee. Londres & Sterling: Kogan Page, 2003, ix-242 pp. ISBN 0749436611.

Higher Education in England and France since the 1980s (Monographs in International Education Series), de Cecile Deer et Rosarii Griffin, éd. Oxford: Symposium Books 2002, 208 pp. ISBN 1873927649.

Excellence in Higher Education, de Erik de Corte, éd. (Wenner-Gren Excellence in Higher Education Series #82). Londres: Portland Press, 2003, 203 pp. ISBN 1855781522.

Les ouvrages de De Corte et de McGhee traitent de «l'excellence» et de «la qualité» à des niveaux très différents. L'ouvrage de De Corte est une collection d'articles issus d'un symposium sur l'excellence dans l'enseignement supérieur initié conjointement par l'Academia Europaea et l'Académie internationale de l'éducation. L'ouvrage de McGhee est une introduction pratique à l'assurance et au développement de la qualité dans l'enseignement supérieur pour les dirigeants d'universités, en spécial du Royaume-Uni. Certaines des contributions du premier volume problématisent «l'excellence» et «la qualité», tandis que le dernier ouvrage est un guide de l'application de la Convention-cadre pour les diplômes d'enseignement supérieur et du Code des pratiques de l'Agence d'assurance de la qualité dans l'enseignement supérieur du Royaume-Uni (*Quality Assurance Agency for Higher Education - QAA*). En tant que tel, l'ouvrage de McGhee est informatif et assez bien organisé, permettant d'y trouver des explications pratiques claires sur différentes questions. Il y a par exemple des évaluations comparatives par discipline (*rational subject benchmark statements - SBS*) publiées par la QAA pour des disciplines universitaires au Royaume-Uni. On ne requiert pas l'adhérence à, mais l'implication dans les évaluations comparatives – un département peut en principe se distinguer de manière significative par rapport aux évaluations comparatives de ses disciplines, mais il doit fournir une cause qui puisse convaincre les auditeurs. Cependant, en pratique, la conséquence de ces analyses comparatives est susceptible d'être l'harmonisation et la conformité, et un manque de volonté de faire des expériences radicales. Si on perçoit un rapport entre l'excellence et l'innovation, cela est mauvais pour l'excellence.

L'ouvrage de De Corte est composé d'une série d'articles d'auteurs provenant d'onze pays, en majorité d'Europe, sur l'excellence dans la recherche, l'enseignement, l'instruction et le rapport entre ceux-ci, dans le contexte d'un accroissement de la pression sociale sur les universités et de la nécessité de la responsabilisation, de l'harmonisation requise par la Déclaration de Bologne et de la mondialisation de l'enseignement supérieur. Certains des articles traitent de problèmes concernant la poursuite et l'estimation actuelle de l'excellence – comme, par exemple, l'intéressante analyse de Thorsten Nybom sur l'université humboldtienne, qui soutient que l'obsession actuelle pour l'excellence est relativement égale au désordre dans lequel se trouvent les universités européennes. D'autres étudient les implications des changements subis par la production de connaissances pour des idées d'excellence - Michael Gibbons introduit le concept de «production de connaissances socialement distribuée», la production de connaissances dans une variété d'emplacements, dont les universités ne sont qu'un, et suggère le fait que l'excellence peut être un attribut de «connaissances socialement robustes», qui satisfont des critères pratiques de nature économique, technique, sociale et politique. Cela problématisé des évaluations de l'excellence

basées uniquement sur les disciplines académiques et les jugements académiques. On peut concevoir cette idée comme une extension parfaitement logique de l'actuelle tendance de commercialisation de la recherche – mais ce qui peut être une bonne nouvelle pour le marché peut être une mauvaise nouvelle pour la recherche fondamentale, dont les applications économiques ou sociales ne sont pas immédiatement évidentes.

Il y a des raisons pour corriger le déséquilibre entre la recherche et l'enseignement par l'accroissement de l'importance accordée à l'excellence dans l'enseignement (David Smith), à travers l'introduction de bourses d'enseignement, où les enseignants font des recherches sur leur propre enseignement (Lee Shulman – pensez seulement à toute cette extra-recherche sur l'enseignement !), ou d'un enseignement basé sur la recherche, qui puise ses racines dans la recherche sur l'instruction des étudiants et sur l'enseignement de disciplines spécifiques (Noel Entwistle). Certains articles se concentrent sur l'excellence dans l'instruction, avec Jan Elen qui plaide pour une « instruction indépendante guidée » et Ludwig Huber pour l'instruction à travers la recherche.

Même si la qualité et l'excellence semble être synonymes pour Gudmund Hernes, Craig McInnis insiste qu'elles sont différentes, et effectivement les « fondations » qui consistent en « les jugements collectifs et souvent implicites de l'académie », qui sont des instruments puissants d'évaluation de l'excellence, sont mises à risque par des processus officiels et bureaucratiques d'assurance et d'évaluation de la qualité. McInnis affirme également qu'une analyse des manières dont l'excellence est employée dans les déclarations de mission des universités et ailleurs démontrent un grand nombre de significations différentes. Une des ironies est que l'imprécision, l'incertitude et la variabilité des significations de la qualité et de l'excellence ne réduisent aucunement la ferveur de la brigade d'audit.

La récente préoccupation pour l'excellence et la qualité dans l'enseignement supérieur résulte de l'intervention du gouvernement dans les affaires des universités au nom de la responsabilisation publique – les universités doivent être rendues publiquement responsables de l'assurance et du développement de la « qualité » de leurs activités et doivent atteindre un niveau suffisant d'excellence. La composition du comité de la QAA offre quelques indications de ce que représente le public. Le Comité a quatorze membres. Quatre d'entre eux sont nommés par les corps représentatifs des chefs d'établissements d'enseignement supérieur; quatre sont nommés par les corps de financement de l'enseignement supérieur, et six sont des directeurs indépendants qui bénéficient d'une grande expérience pratique dans l'industrie, le commerce, les finances ou la pratique d'une profession, et sont nommés par le Comité dans son ensemble. A présent, six d'entre eux sont des dirigeants d'universités (en principal des vice-recteurs), trois représentent les affaires et les finances, trois représentent des groupes professionnels, un représente les départements du gouvernement, et un représente les étudiants. Derrière la rhétorique concernant ce que le public (et parfois les étudiants, voir même leurs parents) requiert comme assurance, le principal vecteur de changement est d'ordre économique: en reconnaissance ou en anticipation de l'économie émergente basée sur le savoir et de la société de l'information, les universités doivent devenir des membres plus efficaces de partenariats nationaux ou trans-nationaux afin d'atteindre un avantage compétitif. Il y a ceux qui croient encore qu'il est essentiel pour les sociétés saines et démocratiques que les universités aient une mission autonome, libre du contrôle du marché ou de l'Etat. Mais ils paraissent incapables de faire plus que de s'embourber dans des détails. Il semble que les changements au niveau des structures sociales ont érodé les perceptions classiques de l'université (notamment la vision humboldtienne), sans offrir trop d'opportunités en vue de l'apparition d'alternatives autonomes (et pourrait-on dire moins élitistes, plus responsables socialement). Toutefois, le meilleur des mondes, dont les universités sont des parties de plus en plus efficaces, est non seulement un monde de nouvelles opportunités pour tous, mais un monde de contradictions flagrantes, d'abus, d'inégalités, d'exclusions, et d'injustices sociales qui, on pourrait le dire,

demandent une recherche et une analyse vraiment indépendantes et des voix critiques vraiment autonomes.

L'ouvrage de Deer et Griffin facilite la compréhension de ces changements au niveau des structures sociales. Il constitue une analyse comparative des changements structurels qui ont eu lieu en Grande Bretagne et en France dans les années 1980, qui puise ses racines dans la théorie morphogénétique de Margaret Archer⁴² (Archer, 1979)⁴³, en la rapportant à la théorie du système de Niklas Luhmann et à la théorie de Jürgen Habermas sur l'action de communication. L'ouvrage est donc une contribution à la théorie de l'évolution sociale, même si sa théorie plutôt dense est ancrée empiriquement dans des représentations comparatives, claires et illustratives, des changements qui affectent l'enseignement supérieur dans les deux pays. Le changement structurel est compris dans des termes relationnels en tant que relations changeantes de combinaison de l'enseignement supérieur et d'autres systèmes sociaux, qui sont le résultat de luttes, de négociations et d'accords entre différents groupes d'intérêts poursuivant leurs propres stratégies spécifiques d'accès et de contrôle des ressources sociales. Même si les changements qui affectent l'enseignement supérieur dans les deux pays sont relativement similaires, le système britannique essentiellement décentralisé et le système français essentiellement centralisé manifestent des dynamiques opposées de changement, qui influencent par exemple la manière dont la relation complexe entre le développement de l'autonomie institutionnelle à certains égards et le renforcement du contrôle par les autorités politiques à d'autres égards se déroule dans les deux pays. Il s'agit ici d'un ouvrage théoriquement difficile, mais qui vaut la peine d'être lu.

NORMAN FAIRCLOUGH

Retention and Student Success in Higher Education, de Mantz Yorke et Bernard Longden, édés. Berkshire: Open University Press/SRHE, 2004, xv-180 pp. ISBN 0-335-21274-3.

Il y a quelques années, le soussigné a vu deux panneaux publicitaires conséquents pour un « collège communautaire » américain métropolitain (c'est-à-dire un établissement post-secondaire de deux ans) à l'attention des étudiants intéressés. Une publicité pour le collège employait un ton d'*invitation*, à travers une phrase qui décrivait le collège comme « L'endroit où on apprend », avec des images représentatives d'une atmosphère du genre « courses au supermarché » de connaissances faciles que tous les candidats sont les bienvenus à explorer à leur gré. Les principes démocratiques d'admission et les possibilités d'instruction centrée sur l'étudiant étaient les promesses implicites de cette attrayante invitation s'adressant au consommateur « adulte » dans un monde potentiellement riche d'expériences censées assurer un meilleur avenir. L'autre publicité affichait un ton décidément différent, de *commande*: « Point d'excuses ! » admonestait-elle les passants (semblable à ce « point d'excuses » pour avoir manqué un cours, administré aux élèves des établissements américains d'enseignement obligatoire primaire et secondaire). Cette publicité ressemblait à un ordre de type parental, réprimandant les étudiants concernés en impliquant que s'ils n'allaient pas s'inscrire et suivre les cours ils « perdraient » quelque chose d'important, ils auront « un prix à payer » pour leur délasserement délibéré. Les étudiants concernés développeront des images anxieuses de nature éducative « défensive », où ceux qui choisissent la voie juste « gagneront » des promotions dans leur travail et une meilleure vie, et ces étudiants potentiels trop paresseux pour en profiter (ou trop têtus pour se plier) « perdront » dans la course aux carrières et vers une meilleure vie. Une « formation » compétitive, pragmatique, centrée sur l'enseignant, disciplinée et focalisée, marquant le point de départ d'une course (vers un nombre de plus en plus

⁴² L'approche morphogénétique, associée à Margaret Archer, met l'accent sur le rôle de la culture et soutient le « dualisme », où l'action et la structure sont séparées dans des buts analytiques (NdE).

⁴³ Archer, M. *Realist Social Theory: The Morphogenetic Approach*, 1996.

réduit de chances de vie formant une ardue pyramide occupationnelle) a été l'image menaçante conjurée par cette commande *in loco parentis* adressée à «l'enfant» qui demeure dans cette ancienne salle de classe dépassée.

Autrement dit, ce qui est en jeu dans la synecdoque antinomique de l'offre d'enseignement post-secondaire sont deux discours doctrinaux antithétiques sur «l'enseignement». Pendant que la première doctrine est orientée de manière idéaliste vers le haut, vers une communauté des élites, la dernière est assurément orientée vers le bas, vers une hiérarchie de «perdants» plus ou moins grands. Et cela est l'idée du conflit politique. Comme l'écrit Foucault:

L'enseignement peut bien être, de son droit, l'instrument par lequel tout individu, dans une société comme la notre, peut accéder à tout genre de discours. Mais on sait bien que dans sa distribution, dans ce qu'il permet et ce qu'il prévient, il suit les fronts de bataille bien sillonnés du conflit social. Tout système d'enseignement est un moyen politique de préserver ou de modifier la pertinence du discours, avec les connaissances et les pouvoirs qu'il comporte.⁴⁴

La dichotomie épistémologique de la théorie de l'enseignement mentionnée par Foucault a été frustrante tout au long de l'histoire de la pédagogie dans des sociétés politiquement démocratiques mais socialement hiérarchiques à compter du Dix-neuvième siècle. Et la lutte pédagogique continue, prenant désormais la forme du mouvement du «capital humain», le *nonce*⁴⁵ bien-aimé des décideurs politiques impatientes d'accroître l'avantage compétitif de leurs pays dans un milieu économique mondialisé.⁴⁶ En bref, la critique maintient que la division peut être marquée au

⁴⁴ Foucault, Michel. "Discourse on the West", in, *Social Theory: The Multicultural and Classic Readings*, 2^e éd. (Charles Lemert, Ed.) Boulder [CO]: Westview Press, 1999 (pp. 415-419).

⁴⁵ En français dans l'original (ndlr).

⁴⁶ Selon l'expert en pédagogie Henry A. Giroux, la lutte sur la pédagogie de l'enseignement est centrale pour la vision politique qu'une société peut avoir d'elle-même. Il affirme ainsi:

Si la pédagogie sert à indiquer les conditions spécifiques dans lesquelles le savoir, le pouvoir et les identités entrent en jeu en tant que parties d'une conception plus étendue de la vie sociale, il est impératif de *ne pas* la voir comme un sujet, une méthodologie ou un processus disciplinaire qui doit être transmis tout simplement. Une fois qu'on limite la pédagogie à une série de vérités, de méthodologies ou de normes absolues, les référents éthiques et politiques qui lui donnent sens semblent exister au-delà de l'histoire, de la lutte et de l'intervention humaine. Cela représente une prescription pour légitimer le savoir autoritariste, une pédagogie dénouée de tout auto-criticisme concernant la politique de sa propre représentation. La pédagogie devrait toujours être perçue comme un lieu de conflit et de dialogue. Elle devrait être respectée, pas vénérée. Loin d'être une explication totalisatrice ou une série monolithique de pratiques toutes faites, la pédagogie est une série complexe, changeante, d'interventions théoriques et politiques dans la relation entre le savoir et l'autorité et la manière dont ces derniers sont exprimés et traités dans des cadres spécifiques. Cela signifie en partie que les questions concernant l'enseignement, l'instruction, le désir et le pouvoir devraient toujours être traitées comme faisant partie d'une série d'explications directrices concernant le type d'avenir qu'on veut construire pour les générations futures, ce que signifie la création d'un monde sans injustice, et ainsi de suite. Si toute la pratique pédagogique est impliquée dans la production d'histoires, alors il s'impose de poser les questions: A qui appartiennent les histoires qui sont produites et dans quelles circonstances? Quelles relations sociales légitiment-elles? Quelles histoires excluent-elles ou incluent-elles? De quelle manière dépendent-elles d'héritages du patriarcat, du colonialisme, du racisme et d'autres formes d'oppression? Comme Roger Simon l'a démontré, ces «histoires ne sont jamais innocentes. En retirant à l'instruction son bouclier de l'objectivité, il devient plus évident que le terrain de la pédagogie, avec son intersection

mieux par la *différence* entre le point de départ d'un processus éducationnel gouverné par une esthétique élitiste, où « l'importance d'être juste ou beau » l'emporte sur les conventions sociales ou les nécessités économiques, et la prémisse originaire d'une « esthétique » massifiée utilitariste, où la poursuite des « besoins perçus des conventions sociales ou des nécessités économiques » compte plus que le fait d'avoir raison ou d'être ouvert à la beauté.⁴⁷ Un appel populiste infus se manifeste

de politiques, de pouvoir et de moralité doit toujours être perçu comme le domaine de la contestation et de la lutte. La pédagogie n'est pas uniquement quelque chose qui est transmise, elle est toujours quelque chose pour laquelle on lutte. ("Traveling Pedagogies", in, *Disturbing Pleasures: Learning Popular Culture* [New York & Londres: Routledge, 1994, p. 155]).

⁴⁷ Une contribution plus qu'importante à prendre en considération dans la lumière de notre discussion est l'ouvrage de Jürgen Habermas, *Legitimation Crisis* (Boston: Beacon Press, 1975). Sur les quatre crises entrecroisées du capitalisme tardif mentionnées par Habermas (économique, de la rationalité, de la légitimation et de la motivation), la crise de la « motivation » est la plus liée au problème de la thématique de la rétention et de la réussite des étudiants dans l'enseignement supérieur. Cela parce que si le « résultat » du système d'enseignement est perçu comme incertain, autoritariste ou défaillant, la motivation des individus à « contribuer » avec leurs efforts au système est réduite. Aussi, les distinctions socioculturelles de classe au niveau des cohortes « contributrices » seront amplifiées par le système d'enseignement supérieur. Comme l'explique Habermas, la tendance du capitalisme à « privatiser » les forces motivationnelles est causée par et mène à d'autres hiérarchies de domination:

L'autre syndrome motivationnel, le privatisme familial-professionnel, peut être analysé de points de vue analogues. D'un côté, il est déterminé par les orientations de valeur spécifiquement bourgeoises de l'individualisme possessif et de l'utilitarisme benthamite. De l'autre côté, l'ethos professionnel orienté vers l'accomplissement de la classe moyenne, ainsi que le fatalisme de la classe inférieure, doit être assuré par des traditions religieuses. Ces traditions sont transposées en des processus pédagogiques à travers des structures et des techniques familiales correspondantes d'instruction des enfants. Les processus pédagogiques conduisent à des structures motivationnelles qui sont spécifiques selon les classes, c'est-à-dire à l'autorité répressive de la conscience et à une orientation vers les accomplissements individualistes au niveau de la bourgeoisie, et à des structures externes de super-ego et à une morale conventionnelle du travail dans la classe inférieure. « L'éthique protestante », avec son accent mis sur l'autodiscipline, l'ethos professionnel sécularisé, et le renoncement à la gratification immédiate, n'est pas moins basée sur la tradition que sa contrepartie traditionaliste de l'obéissance non-coercitive, du fatalisme et de l'orientation vers la gratification immédiate. Ces traditions ne peuvent pas être renouvelées uniquement à partir de la société bourgeoise. (77).

Et important à ce point est le pouvoir (probablement) révolutionnaire de l'art et de l'esthétique. Il continue:

Seulement l'art bourgeois, qui est devenu autonome par rapport aux demandes d'emploi extrinsèques à l'art, a pris position au nom des victimes de la rationalisation bourgeoise. L'art bourgeois est devenu le refuge d'une satisfaction, même uniquement virtuelle, de ces besoins qui sont devenus comme illégaux dans le processus matériel de la vie de la société bourgeoise. Je me réfère ici au désir d'une relation mimétique avec la nature; le besoin de vivre ensemble en solidarité au-delà de l'égoïsme de groupe de la famille immédiate; l'aspiration vers le bonheur de l'expérience d'une communication exemptée des impératifs de la rationalité délibérée et valorisant l'imagination ainsi que la spontanéité. L'art bourgeois, à la différence de la religion privatisée, la philosophie scientiste et la morale stratégique-utilitariste, ne s'est pas chargé d'attributions dans les systèmes économiques et politiques. Il a collecté au lieu des besoins résiduels qui n'ont pas pu trouver satisfaction dans le « système des besoins ». De cette manière, l'art et l'esthétique (de Schiller à Marcuse) sont,

dans l'enseignement supérieur, à tous les niveaux, inévitablement vers la deuxième vision, en cela que seulement quelques-uns peuvent vraiment bénéficier du modèle pédagogique « sérieux » d'élite, pendant que beaucoup plus peuvent « bénéficier » du deuxième modèle « démocratique » « moins sérieux ».⁴⁸

Servant de médiateur de cette dichotomie épistémologique, *Retention and Student Success in Higher Education (La rétention et la réussite des étudiants dans l'enseignement supérieur)* est une tentative crédible d'expliquer, d'élaborer et d'appliquer la recherche sur « la réussite et la rétention des étudiants » dans différentes sociétés (l'Afrique du Sud post-apartheid, l'Australie, l'Angleterre et, comme toile de fonds, les Etats-Unis), du fait que des systèmes d'enseignement avancé et supérieur deviennent, dans un vrai sens, de plus en plus « obligatoires », à la fois pour les étudiants individuels qui cherchent à étendre, sinon à préserver, leurs chances de survie et pour les sociétés qui tentent chacune à développer ou à préserver de manière similaire leur viabilité économique nationale sur le marché mondial du Vingt-et-unième siècle. Couvrant les sujets suivants, l'ouvrage est une analyse complète et académique de la problématique, incluant les parties impliquées dans l'enseignement supérieur et les coûts de l'abandon scolaire, l'interaction de l'accès et de la rétention des étudiants (parfois la facilité d'accès est accompagnée par un raffermissement du défi de garder les étudiants inscrits jusqu'à la finalisation des études), et la réussite ou l'échec institutionnel d'attirer et de retenir les étudiants.

La force principale de l'ouvrage réside dans son sixième chapitre, où il est question de la reconstruction de la théorie du comportement étudiant d'abandon scolaire, utilisant la théorie anthropologique et interactionniste de V. Tinto. Le septième chapitre (écrit par John Braxton et Amy Hirschy) rajoute une dimension sociologique à ce modèle reconnu, et le huitième chapitre l'enrichit de données qualitatives prélevées sur les étudiants (du Royaume-Uni) eux-mêmes. En principal, les auteurs trouvent que les étudiants quittent les programmes académiques pour aucune raison sociologique ou psychologique *en particulier*, mais pour une *complexité* de raisons résultant des deux sphères. De cette manière, les réponses institutionnelles efficaces au phénomène doivent également être pluridimensionnelles, c'est-à-dire informées non seulement par les données

de paire avec l'universalisme moral, des ingrédients explosifs intégrés dans l'idéologie bourgeoise. (78).

Ainsi, la tendance de l'enseignement artistique ou esthétique d'être vu (dans le système économique corporatiste) comme un aparté de l'enseignement universel, mais *pas* de l'enseignement d'élite, où la possession de « capital culturel » par la *classe* dirigeante est à la fois honnêtement reconnue et perpétrée.

⁴⁸ Mais uniquement dans un sens très limité. Comme le font remarquer les spécialistes en sciences politiques G. A. Almond et S. Verba dans leur analyse classique de la « culture civique » dans la société américaine,

Si les élites sont trop puissantes et prennent des décisions autoritaristes, alors l'implication, l'activité et l'influence de l'homme ordinaire doivent être limitées. Le citoyen ordinaire doit rendre le pouvoir aux élites et les laisser gouverner. Le besoin d'un pouvoir des élites requiert que le citoyen ordinaire soit relativement passif, non-impliqué et respectueux vis-à-vis des élites. Le citoyen démocratique est ainsi appelé à poursuivre des buts contradictoires; il doit être actif, et aussi passif; impliqué, mais pas trop impliqué; influent, mais respectueux. (in Habermas, 77).

(Afin de soutenir cette observation, la critique demande aux lecteurs de penser aux qualités de caractère également contradictoires sollicitées par beaucoup de publicités d'offres de travail de niveau moyen).

quantitatives disponibles, mais aussi informées par l'intersection des valeurs des étudiants, des espérances des étudiants et de la mission virtuelle d'une université ou d'un collège relative à ce que l'instruction représente pour leurs étudiants, c'est-à-dire limitée ou étendue, administrative ou critique.⁴⁹ Les éditeurs de l'ouvrage écrivent dans leur conclusion:

Nous avons démontré dans cet ouvrage que des concepts comme la rétention, l'attrition et la réussite des étudiants sont complexes dans un nombre d'égards – définitionnel, théorique, causal et empirique. Même s'il existe souvent une volonté de simplifier les choses, de les rendre nettes et clairement linéaires en termes de cause et d'effet, notre expérience postmoderne nous dit qu'on doit œuvrer avec la complexité et la non-linéarité à mesure qu'on s'accroche au défi d'essayer d'aider nos étudiants à réussir.

Les solutions aux problèmes dans le domaine des comportements humains sont rarement simples. La littérature se porte témoin de la difficulté de comprendre pourquoi un étudiant quitte l'enseignement supérieur pendant qu'un autre, ayant des origines et des caractéristiques apparemment similaires, persévère et réussit. Elle suggère aussi qu'on doit juger la réussite des étudiants selon une série plus étendue de critères que celle qu'on adopte parfois – même si l'accomplissement académique est censé être valorisé, il y a des formes d'accomplissement qui sont importantes de différentes façons pour la société (quoique ces derniers sont plus difficilement classifiables et peuvent ne pas figurer dans les premières places des pratiques actuelles d'évaluation). On se doute si les systèmes existants d'indicateurs de performance ont la sensibilité nécessaire afin de saisir ce qui est significatif pour l'accomplissement des étudiants (p. 148-149).

A partir d'une métaphore tirée des émissions de télévision, le critique voudrait suggérer que la rétention et la réussite des étudiants dépendent de la capacité des établissements d'enseignement postsecondaire et supérieur à se poser en « chasseurs de niche », ou autrement dit d'offrir à des classes spécifiques d'étudiants des formations uniques utiles. Néanmoins, cela représente une micro-solution d'un grand problème. Ce qui reste à clarifier est la macro-question de savoir si les sociétés plus grandes pourront adapter leurs structures d'enseignement supérieur de plus en plus « massifiées » afin de dispenser un enseignement de qualité adéquate pour créer des « élites démocratiques » proprement diversifiées.⁵⁰ Parce que même si l'ensemble des étudiants sont retenus et « réussissent » d'une certaine manière (de plus en plus déterminée socialement), les systèmes d'enseignement post-secondaire et supérieur auront toujours à affronter la rude nécessité de « séparer le grain de la balle », quoiqu'ils veulent autant l'éviter.⁵¹ Ce processus inopportun

⁴⁹ Le critique tire cette référence spécifique de William H. Melody et Robin Mansell, "The Debate over Critical vs. Administrative Research: Circularity or Challenge." *Journal of Communication* 33(3) (1983): 103-116, mais l'ensemble de l'approche de la pédagogie éducationnelle de Giroux (ainsi que la contribution de Habermas à la théorie sociale) est également basé sur cette distinction séminale.

⁵⁰ Voir l'ouvrage de Benjamin Barber *An Aristocracy of Everyone: The Politics of Education and the Future of America* (New York; Ballantine Books, 1992) en tant qu'exemple de la manière dont cette espérance peut être réalisée. Mais, comme le montre John Snider dans son *The Montana Professor*, la chose la plus révélatrice est l'absence complète de tout débat économique. En lisant l'ouvrage, on s'attend à ce que Barber mentionne le fait que les Etats-Unis sont un pays très riche qui pourrait facilement résoudre une myriade de problèmes simplement par l'imposition d'un impôt juste sur les riches afin de financer des écoles, des hôpitaux, des parcs, des emplois, la sécurité publique et des centres de soins. ... L'argent fait la différence, mais Barber ne parle pas d'argent. L'ouvrage de Barber profite du débat récent sur l'éducation aux Etats-Unis, mais il n'ajoute rien à notre compréhension du phénomène (<<http://mtprof.msun.edu/Fall1994/SnidRev.html>> consulté le 29 septembre 2004).

⁵¹ Dans une discussion intéressante sur « L'argent, le mérite et la démocratie: un échange » ("Money, Merit and Democracy: An Exchange") (in Michael Bérubé et Cary Nelson [éds.] *Higher*

coexistera avec le plus important conflit sociétal actuel entre les demandes du capitalisme économique et la démocratie politique. C'est dans cette *conjoncture de faire des choix de valeur* que les administrateurs de l'enseignement supérieur auront à affronter leur propre dilemme d'offrir *in situ* de l'instruction attrayante pour chaque étudiant, ainsi que de répondre de manière efficace à la demande inévitable provenant des acteurs communautaires d'accroissement permanent des « performances » quantifiables, avec des ressources de plus en plus limitées. Et l'échec à n'importe quel niveau sera sanctionné par un « pas d'excuses ».

ERIC GILDER

National Strategies for E-learning in Post-Secondary Education and Training (également classé comme le numéro 70 de la série *Fundamentals of Educational Planning* publiée par l'UNESCO), de Tony Bates Paris: UNESCO: International Institute for Educational Planning, 2001, 136 pp. ISBN: 92-803-1214-6.

Cet ouvrage de sept chapitres et 136 pages représente une ressource incroyable pour ceux qui développent des technologies pour l'enseignement virtuel dans des universités tout autour du monde. Il n'est pas que pratique et utile pour le novice ainsi que pour l'expert en technologie, mais il fournit une liste de questions qui sera considérée vitale même par les plus expérimentés pour tout processus de prise de décisions concernant l'enseignement virtuel.

Le livre commence par une vue d'ensemble de l'état actuel de l'enseignement virtuel (ou bien, actuel en 2001) et des manières dont il est utilisé. Une des sections les plus utiles et convaincantes est intitulée « Pourquoi les gouvernements devraient-ils s'impliquer ? » et fournit des arguments pour la nécessité d'un soutien et d'une stratégie provenant du gouvernement. Bates

Education under Fire: Politics, Economics, and the Crisis of the Humanities [New York & Londres: Routledge, 1995], pp. 163-198) Jeffrey Herf met en évidence cette vérité (souvent inconfortable):

Les universités et les collèges sont et doivent être des établissements élitistes. Ils sont des établissements dévoués à une élite de l'intelligence et de la culture et cela sera toujours une idée impopulaire dans une démocratie populiste comme celle-ci [les Etats-Unis]. Ce sera toujours une idée suscitant des ressentiments, de la méfiance et du manque de respect. Cela a été le cas tout au long de l'histoire de ce pays, comme de Tocqueville avait compris, et rien n'a changé depuis. ... Et en soutenant la cause du soutien public de l'enseignement, je ne pense pas que vous (les enseignants) aurez du succès si vous racontez le mensonge que l'enseignement supérieur public vous donne à tous [les étudiants] un emploi. Parce qu'il ne sera pas le cas. Vous devez être honnêtes, vous devez dire que les universités ont des buts limités, dont l'un est de poursuivre des vérités importantes, des vérités sur des questions importantes. Celles-ci peuvent servir à rien en termes économiques, mais on considère qu'elles sont essentielles de manière intrinsèque. Et si vous êtes un pays civilisé, et vous [le public] voulez soutenir ce type d'initiative, alors vous devez comprendre que vous avez parmi vous un établissement élitiste qui n'admettra que des étudiants qui sont capables de gérer les demandes qu'il leur pose, des étudiants qui considèrent la fréquentation de ces établissements comme étant un privilège et pas un droit naturel. Autrement, en soutenant la démocratisation comme vous le faites, vous [les enseignants] soumettrez les universités à des pressions externes [les décideurs corporatistes] qui seront beaucoup plus dangereuses pour les enseignants de gauche que tout ce qu'on a pu voir jusqu'ici. Donc, il est dans votre propre intérêt – pour ne pas mentionner, d'après moi, les intérêts de l'université en tant qu'établissement ayant une histoire séculaire – de défendre son caractère élitiste, pas dans le sens d'une élite raciale, sexuelle ou financière, mais d'une élite spirituelle, om des gens de toutes sortes d'origines se rencontrent sur un terrain commun. (171-172).

soutient que « les personnes chargées de la planification nationale pour l'enseignement et la formation post-secondaires doivent accorder au moins autant d'importance au potentiel et aux conséquences de l'enseignement virtuel qu'aux bâtiments et aux équipements des campus » (p. 18). Il formule ensuite un guide qui peut aider les décideurs dans leurs problèmes. Il spécifie aussi les « trois modalités principales » (p. 19) dont l'enseignement virtuel est employé dans les universités et dans les collèges: « l'enseignement en classe supplémenté technologiquement, l'enseignement à distance et l'instruction distribuée » (pp. 19-21). Il présente « le continuum des applications d'instruction en ligne », à travers un graphique qui place « l'enseignement en classe de type face-à-face » à l'extrême gauche, intitulée « pas d'enseignement en ligne », et « l'instruction distribuée » et « l'enseignement à distance » à l'extrême droite, intitulée « enseignement entièrement en ligne » (p. 22).

Etant donné que les économies basées sur le savoir continuent à augmenter, Bates affirme que « 'l'enseignement tout au long de la vie' est devenu essentiel pour le développement économique. L'enseignement et la formation ne s'arrêtent donc pas aux licences et aux mastaires, ni même aux doctorats. L'instruction doit être littéralement à vie » (p. 25). Il montre ensuite comment l'enseignement virtuel peut faire partie du processus de formation tout au long de la vie.

Bates est également très pratique lorsqu'il fournit des chiffres concrets afin d'aider le lecteur à mettre les coûts en perspective. « Les grandes universités de recherche peuvent devoir dépenser jusqu'à 4 ou 5 millions de dollars par an pour développer et maintenir l'infrastructure technologique nécessaire dans les campus » (p. 37). Une configuration idéale requiert que tous les ordinateurs d'un établissement soient connectés à l'Internet. Certainement, avec la montée continue du prix de la technologie, Bates rappelle aux lecteurs que « le côté du soutien humain de la technologie est souvent sous-financé dans beaucoup d'établissements d'enseignement » (p. 39). Bates affirme que « l'utilisation efficace de l'enseignement virtuel pour des buts d'enseignement et de formation est absolument dépendante d'une infrastructure nationale de télécommunications largement accessible et bon marché » (p. 44). Il fournit ensuite une liste de sept choses que les gouvernements peuvent faire en vue de développer une telle infrastructure. Cependant, même si Bates est un fort partisan des programmes nationaux d'enseignement virtuel, il ne manque pas de montrer également comment le secteur privé peut être employé pour le bien commun.

L'ouvrage présente aussi les consortiums existants qui ont établi des rapports d'enseignement virtuel au profit des étudiants. L'Université ouverte de Colombie britannique (Canada), la Western Governors' University (Etats-Unis) et l'Electronic Campus (Etats-Unis) sont décrits de manière spécifique et des adresses Internet sont indiquées dans le texte. Il suggère même des modalités par lesquelles des alliances internationales peuvent être développées dans les buts de l'enseignement virtuel.

Deux des sections les plus réalistes du volume traitent de questions financières. Un des chapitres est intitulé « Les coûts et les bénéfices de l'enseignement virtuel », et comporte une liste pratique d'orientations à suivre lorsqu'on détermine les sommes d'argent nécessaires pour une telle entreprise. Même si une partie de ce chapitre est assez grave, il enchaîne avec un chapitre sur « Les stratégies de financement » qui donne de l'espoir à tous ceux qui s'intéressent sérieusement à l'enseignement virtuel et à son potentiel pour l'avenir.

Le dernier chapitre de Bates dépeint un tableau net des « questions politiques pour les dirigeants nationaux » et affirme de manière audacieuse que « les pays qui ne sont pas encore prêts pour l'économie basée sur le savoir ne sont probablement pas prêts pour l'enseignement virtuel » (p. 111). Même si l'enseignement virtuel comporte beaucoup d'effets positifs potentiels, tous les pays ne sont pas prêts à se lancer dans cette entreprise. Même si le fait de rendre l'enseignement virtuel accessible à tous ressemble à un rêve méritant d'être accompli, les réalités de certains pays le rendront très difficile. Bates rappelle aux lecteurs que « l'alimentation stable en électricité et l'accès à l'Internet fiable et à un prix modéré constituent des conditions nécessaires de l'enseignement virtuel » (p. 113).

L'ouvrage se termine par une liste de références et par une annexe présentant le résumé d'une recherche sur les coûts de l'enseignement virtuel, accompagné par une liste de références.

Les atouts de cet ouvrage. Cet ouvrage est incroyablement lisible et applicable. Ceux qui pensent à appliquer l'enseignement virtuel dans leurs établissements d'enseignement post-secondaire trouveront ce volume inestimable. Les questions posées à travers l'ouvrage, la liste de pas nécessaires dans le cadre du processus de prise de décisions, et le tableau réaliste dépeint dans ce livre une référence essentielle pour tous ceux impliqués dans l'enseignement supérieur – d'un point de vue institutionnel jusqu'à une perspective gouvernementale.

Les faiblesses de cet ouvrage. L'ouvrage est très utile; il est difficile d'en saisir une faiblesse. Néanmoins, une bonne addition consisterait en une liste d'échantillons de cours dispensés à travers l'Internet par les établissements concernés. Aussi, une présentation de la mise en page des différents cours peut offrir une image visuelle à ceux qui ne sont pas familiarisés avec la manière dont fonctionne l'Internet.

Les usages potentiels du livre. Toute personne responsable de l'utilisation de l'Internet dans tout domaine de l'enseignement supérieur devrait lire ce livre. Tout administrateur ayant des responsabilités de configuration budgétaire devrait lire ce livre afin de comprendre la nécessité du financement non seulement de la technologie mais aussi de l'équipe de soutien humain de la technologie.

Des questions restées sans réponse dans cet ouvrage. Cet ouvrage ne fait pas que laisser le lecteur avec des questions sans réponse, mais pose également beaucoup de questions et de réponses que le lecteur typique n'aurait jamais imaginé.

LAURA L. SAVAGE

Notes sur les auteurs

FAIRCLOUGH, Norman, Professeur de langage dans la vie sociale, LAMEL

Adresse: Lancaster University, Lancaster LA1 4YT, Royaume-Uni.

E-mail: n.fairclough@lancaster.ac.uk

FERRO, Anna, Doctorante

Adresse: Département de sociologie et de recherches sociales, Université de Milan-Bicocca, Via Bicocca degli Arcimboldi 8, I-20126 Milan, Italie.

Tél.: +39 02 6448 7570; Fax: +39 02 6448 7561; e-mail: anna.ferro@unimib.it

GAUGAS, Petru, Professeur, Vice-recteur

Adresse: Universitatea de Stat din Moldova, Str. Alexei Mateevici nr. 60, MD-2009 Chisinau, République de Moldova.

Tél.: +373 2 577 407; Fax: +373 2 244 248;

E-mail: gaugash@usm.md

GEORGIEVA, Patricia, Directeur

Adresse: Centre pour les études sur l'enseignement supérieur, Institut national de l'éducation, 125 Tzarigradsko Shosse, Block 5, BG-1113 Sofia, Bulgarie.

Tél.: +359 2 702 009; Fax: +359 2 702 062; E-mail: ches@nic.acad.bg

GILDER, Eric, Professeur Dr. et boursier C. Peter Magrath

Adresse: Faculté de lettres et d'art, Université Lucian Blaga de Sibiu, Bd. Victoriei 5-7, RO-550024 Sibiu, Roumanie. Tél.: +40 269 215 556/ext.188; mobile: 0740 680 916;

Fax: +40 269 217 887; E-mail: eric.gilder@ulbsibiu.ro

GORZELAK, Grzegorz Jerzy, Professeur, Directeur

Adresse: Centre pour les études européennes régionales et locales (EUROREG), Institut des Amériques et de l'Europe, Université de Varsovie, ul. Krakowskie Przedmiescie 30, PL-00-927 Varsovie, Pologne.

Tél.: +48 22 552 0106; E-mail: euroreg@plearn.edu.pl

JALOWIECKI, Bohdan, Professeur, Chaire UNESCO pour le développement durable

Adresse: Centre pour les études européennes régionales et locales (EUROREG), Université de Varsovie, ul. Krakowskie Przedmiescie 30, PL-00 927 Varsovie, Pologne.

Tél.: +48 22 552 0106; Fax: +48 22 826 1654; E-mail: jalowiecki@post.pl

JUROS, Luka, Coordonnateur

Adresse: Chaire UNESCO de gouvernance et de management de l'enseignement supérieur, Université de Zagreb, Trg maršala Tita 14, HR-10000 Zagreb, Croatie.

Tél.: +385 1 456 4249; e-mail: unescoch@unizg.hr

KARRAN, Terence, Dr., Directeur

Adresse: Teaching and Learning Research, International Institute for Educational Leadership, University of Lincoln, Brayford Pool, Lincoln LN6 7TS, Royaume-Uni. Tél.: +44 1522 886 364;

Fax: +44 1522 886 023; E-mail: terencek@lincoln.ac.uk

KYVIK, Svein, Dr., Chercheur

Adresse: Centre pour l'innovation et la recherche, NIFU – Institut norvégien pour les études dans l'enseignement supérieur et la recherche, Hegdehaugsveien 31, NO-0352 Oslo, Norvège. Tél.: +47

22 595 100; Fax: +47 22 595 101; E-mail: svein.kyvik@nifu.no

MEMA, Fatmir, Dr., Vice-doyen

Adresse: Faculté de commerce et de sciences économiques, Université de Tirana, Rr. Elbasanit
P.O. Box 1506, Tirana, Albanie.

Tél.: +355 4 345 789; Fax: +355 4 345 789; E-mail: fmema@yahoo.com

MIHAILESCU, Ioan, Professeur Dr., Recteur

Adresse: Université de Bucarest, Bd. Kogalniceanu Mihail, nr. 36-46, RO-050107 Bucarest,
Roumanie.

Tél.: +40 21 307 7300; Fax: +40 21 313 1760; E-mail: rector@unibuc.ro

NIKOLOVSKA, Margareta, Expert en politiques de l'éducation et de la formation

Adresse: EDUCON, Ltd., Banica 14, MK-Skopje 1000, Ancienne République Yougoslave de
Macédoine. Tél.: +389 2 270 0796; Fax: +389 2 270 0797; e-mail: mnikolovska@educon.com.mk

PIFAT-MRZLJAK, Greta, Professeur

Adresse: Institut Ruder Boškovic, Bijenicka cesta 54, P.O.Box 18, HR-10002 Zagreb, Croatie.

Tél.: +385 1 456 1127; Fax: +385 1 468 0239; E-mail: pifat@irb.hr

SAVAGE, Laura L., EdD, Professeur

Adresse: Cooperative Studies, Inc., P.O. Box 12830, Overland Park, KS 66282-2830, Etats-
Unis. E-mail: laurasavage@msn.com

VIZEK-VIDOVIC, Vlasta, Professeur

Adresse: Faculté de philosophie, département de psychologie, Chaire UNESCO de gouvernance et
de management de l'enseignement supérieur, Université de Zagreb, Trg maršala Tita 14, HR-10000
Zagreb, Croatie.

Tél.: +385 1 456 4222; Fax: +385 1 612 0037; E-mail: vvizek@unizg.hr

ZINDOVIC-VUKADINOVIC, Gordana, Professeur Dr.

Adresse: Faculté de géographie, Université de Belgrade, Studentski trg. 3, YU-11000 Belgrade,
Serbie-et-Monténégro.

Tél.: +381 11 600 872; E-mail: zindo@eunet.yu; beba@tron-inter.ne